

سكاي

SUPPLÉMENT SICOB : la pause après l'élection

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13122 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 7 AVRIL 1987

Turbulent voyage pontifical

Jean-Paul II devait quitter, lundi 6 avril, le Chili pour l'Argentine, après un voyage marqué par un rythme haletant, spectaculaire, heurté, à la fois pastoral et très politique, souvent émouvant, parfois décevant et même irritant pour ceux, dans l'opposition, qui en attendaient trop. L'entourage du pape considérait que ce déplacement au Chili était l'un des plus difficiles. La prévision était juste. On n'avait encore jamais assisté à des affrontements aussi violents que ceux de vendredi soir au Parc O'Higgins de la capitale, à 100 mètres de la tribune où se célébrait une messe de béatification et, paradoxalement, de réconciliation.

Le Chili unanime a été choqué, de la gauche à la droite. Le Parti communiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MRG) ont nié toute responsabilité dans les incidents. Même le Front patriotique Manuel Rodríguez, qui avait déclaré une trêve à l'occasion de la visite pontificale, affirme que son organisation a respecté cette consigne et accuse le gouvernement de « provocations ». Quant à celui-ci, il maintient sa thèse d'une opération « sacrilège » montée par le Parti communiste et le MRG.

Les dirigeants de l'opposition démocratique, tous reçus en audience par le pape vendredi soir - en compagnie pour la première fois du représentant d'un PC qui a confirmé son refus de principe de la violence - ne cachent pas leur appréhension de voir à court terme le régime exploiter au maximum la « bouscage » du Parc O'Higgins. Le gouvernement qui paraissait sur la défensive avant l'arrivée de Jean-Paul II et dont les relations avec l'Eglise s'étaient sensiblement dégradées, pourrait en effet reprendre l'avantage. Tout comme il avait repris l'initiative en septembre 1986, après la découverte d'arsenaux clandestins destinés aux groupes armés de l'ultra gauche et l'attentat contre le général Pinochet.

Le souverain pontife n'a pas formellement condamné la dictature, il n'en avait pas l'intention, et l'on insiste dans son entourage sur le fait que ce n'est pas dans son rôle. Jean-Paul II s'est situé délibérément au niveau le plus haut, celui de l'éthique, au-dessus des idéologies et des querelles partiales, et estime de toute manière que le régime chilien est transitoire. Aussi a-t-il traité le général Pinochet avec la même courtoisie et la même déférence dont il avait fait preuve avec le dictateur Marcos et avec le général Galtieri à Buenos-Aires en 1982, ou plus récemment avec le général Jaruzelski. Il a béni la famille du chef d'Etat chilien. Il a même consenti à apparaître au balcon de la Moneda à ses côtés.

Ces entorses au programme prévu ont agacé les plus exigeants des opposants. Mais Jean-Paul II a également fait des gestes de l'autre côté. Il a par exemple visité le Vicariat de la Solidarité, fustigé par le régime, embrassé Carmen Quintana, la jeune étudiante brisée par une psostruile militaire en juillet 1986, et encouragé les jeunes à bâtir un Chili plus juste et plus fraternel.

Mais le pape a surtout incité l'Eglise chilienne à ne pas se décourager, à poursuivre sa lutte en faveur des droits de l'homme, contre la torture et pour une transition pacifique vers un régime démocratique. Mais c'est en fin de compte l'Eglise chilienne reconfortée, encouragée, félicitée, qui apparaît aujourd'hui comme la principale bénéficiaire du turbulent voyage de Jean-Paul II.

(Lire nos informations page 5.)

Malgré une forte progression des Verts

Le SPD perd le Land de Hesse qu'il gouvernait depuis quarante ans

Les électeurs du Land de Hesse ont donné une courte majorité à la coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux. Celle-ci obtient 56 sièges au Parlement de Wiesbaden (47 CDU et 9 FDP), contre 54 (44 SPD et 10 Verts). Cette défaite du SPD dans un Land qu'il gouvernait depuis quarante ans est un coup très dur pour un parti en proie au doute depuis son échec aux élections au Bundestag et la démission de M. Brandt.

BONN
de notre correspondant

Pour la première fois, l'électorat ouest-allemand avait à se prononcer dimanche 5 avril en Hesse, pour dire si oui ou non il acceptait d'être à nouveau gouverné par une coalition de sociaux-démocrates et de Verts. Il a répondu par la négative, infligeant du même coup au Parti social-démocrate une grave défaite dans l'un de ses bastions historiques. Le triomphateur du jour est l'ancien maire de Francfort, M. Walter Wallmann, ministre fédéral de l'environnement, qui va devenir le premier ministre-président chrétien-

démocrate de Hesse depuis la guerre. Cette victoire, M. Wallmann l'aura attendue toute la soirée; 11 000 voix à peine séparent le camp des vainqueurs, les chrétiens-démocrates et les libéraux, de leurs adversaires sociaux-démocrates et Verts. Après les premières fourchettes, qui donnaient un léger avantage à la gauche, on a cru pendant longtemps que les deux camps disposeraient du même nombre de sièges au parlement régional. La lecture du résultat provisoire final, qui attribuait 0,3 % de voix et deux sièges de plus aux partis de la majorité gouvernant à Bonn, a fait l'effet d'une bombe.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 2.)

Le PS et l'élection présidentielle

« Vive Mitterrand ! »

Le congrès du PS, réuni à Lille du vendredi 3 au dimanche 5 avril, s'est achevé par un discours de M. Jospin, qui a récusé, pour son parti, l'idée d'une alliance avec le centre et fait appel aux électeurs communistes. Bien que la question de la candidature à l'élection présidentielle n'ait pas été développée, le congrès de Lille n'est pas pour autant sans incidence sur le dispositif qui semble se mettre en place autour de M. Mitterrand, en vue de l'échéance de 1988.

Le « grand vainqueur » du congrès de Lille est... M. Mitterrand. Si la vérité sort de la bouche des « groupes », alors il faut donner crédit à cette affirmation de M. Michel Noir, ministre (RPR) du commerce extérieur et néophyte dans le culte du président. Ce dernier continue pourtant, obstinément, de tenir un discours de non-candidature. De solides rai-

sons existent toujours, en effet - à commencer par sa propre méditation sur la vieillesse - pour le dissuader de braver une quatrième fois l'Elysée. Mais son comportement est désormais celui d'un candidat. Plus précisément, il cherche à créer les conditions d'une candidature. Parmi celles-ci figurait la mise en ordre du PS.



Association Henri Capitant

Vocabulaire juridique

sous la direction de Gérard Cornu

A tout juriste, étudiant, enseignant, chercheur, praticien, ce vocabulaire offre l'une des clés du Droit: la maîtrise du langage de ce Droit.

Collection « Grands dictionnaires » Volume 1

rel. pleine toile, 864 pages - 490 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Dans la classe politique et par le personnel

La reprise de TF1 par M. Francis Bouygues a été accueillie sans hostilité

L'attribution de TF1 par la CNCL, le 4 avril, au groupe mené par M. Bouygues a été accueillie sans hostilité. Les nominations aux postes-clés devraient intervenir dans les quinze prochains jours.

En préférant, à une forte majorité, la candidature de M. Bouygues à celle du groupe Hachette, les treize « sages » de la CNCL ont défilé les pronostics et joué la surprise. La décision a été bien accueillie par la classe politique. Le gouvernement et la majorité se félicitent de voir la privatisation de TF1 menée à bien « en toute indépendance ». Le Parti socialiste, qui se préparait à dénoncer une victoire d'Hachette, se trouve pris à contre-pied, et réaffirme avec modération son hostilité à la privatisation. Le personnel de TF1 semble accepter l'arrivée de M. Bouygues, qui a promis d'être un actionnaire plus qu'un opérateur de la chaîne.

(Lire nos informations pages 16 et 17.)

Empires...

par ANDRÉ FONTAINE

NOUS avait-on assez dit que les jeux étaient faits ! Qu'après avoir attribué le 5 à Robert Hersant, la CNCL allait continuer de suivre les consignes de Madignon en donnant la Une à Jean-Luc Lagardère ! Avait-on assez reproché au Monde et à ses associés de Plurimédias d'avoir en quelque sorte apporté leur caution au groupe Hachette, lequel avait, bien entendu, promis, pour être sûr de l'emporter, tout ce qu'on lui avait demandé sur le plan de la docilité politique. Christine Ockrent a pulvérisé en peu de mots, vendredi, devant la commission, ces allégations. Elle a justifié ainsi le choix qui avait été le nôtre, et dont les votes successifs de leurs assemblées générales, les 21 et 23 mars,

ont montré que lecteurs et rédacteurs du Monde l'avaient, les uns et les autres, bien compris.

De quoi s'agissait-il ? Qu'on nous pardonne de le rappeler à nouveau. Nous avions critiqué, dans ces colonnes, les conditions dans lesquelles la 5 avait été confiée, à la fin du règne de la gauche, à l'équipe Seydoux-Berlusconi. Nous n'avions pas davantage compris pourquoi Jacques Chirac avait inscrit parmi ses priorités la privatisation de la Une, décision sans précédent dans le monde, et dont tous les sondages montraient que les Français, dans leur grande majorité, ne la souhaitaient pas.

(Lire la suite page 17.)



Ce fut chose faite à Lille. Comment, en effet, ne pas relier trois événements récents pour constater qu'ils participent d'une pression organisée ?

Prestation télévisée le 29 mars, ou comment tenter d'affaiblir M. Barre, en tirant M. Chirac hors de l'eau (lequel ne tarit plus d'éloges désormais sur la cohabitation). Voyage en Franche-

Comté les 30 et 31 mars, ou comment roder quelques thèmes de campagne (et, notamment, celui-ci : le chômage n'est pas une fatalité) ; comment, également, prendre le pouls de la France « profonde ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7.)

Le ping-pong des expulsions

Six Français contre six Soviétiques.

PAGE 2

Grands-messes financières

Moindre croissance, résurgence des tensions commerciales, endettement du tiers-monde, sont au menu des réunions préparatoires du FMI et de la Banque mondiale.

PAGE 43

Le sommaire complet se trouve page 48

La mort de Jean-Baptiste Doumeng

Un grand négociant communiste

Jean-Baptiste Doumeng, « le milliardaire rouge », est mort dans la nuit de dimanche 5 au lundi 6 avril, à l'âge de soixante-sept ans, à son domicile de Noël, près de Toulouse, des suites d'une longue maladie.

On savait tout de Jean-Baptiste Doumeng, puissant président du groupe de négoce Interagra, au chiffre d'affaires évalué à 10 milliards de francs. Et pourtant, l'homme était indéchiffrable, contradictoire, milliardaire et communiste, sensible et grossier, homme de la terre et du commerce.

Son enfance de fils de métayer radical-socialiste, la mort de sa mère quand il a quinze ans, lui font connaître la pauvreté. C'est sous l'influence de Jean Baly qu'il adhère au Parti communiste. Il a seize ans. Pendant la guerre, il est chargé d'assurer le ravitaillement de son réseau de résistance. Ce sera le début de sa vocation professionnelle. A la Libération, à partir d'un groupe de coopératives qu'il préside (l'UCASO). Puis il fonde la société Interagra. Dès lors, l'empire Doumeng s'élève sur deux jumeaux, une en Haute-Garonne, chez lui, dans son clan, l'autre à Paris, où, entouré de quelques collaborateurs

fidèles, il attendra les grands marchés mondiaux de produits agricoles, puis le pétrole et l'ingénierie agro-alimentaire, avec la fourniture d'usines clés en main, des entrepôts pour nourrir les villes de certains pays du tiers-monde.

Il consacrait le rêve de lutter contre les multinationales en faisant travailler ensemble coopératives américaines et soviétiques, il se rendra souvent en URSS où il fera la connaissance d'un certain Mikhaïl Gorbatchev, lorsque celui-ci n'était qu'un cadre régional. Ses relations avec les pays de l'Est auront été une aubaine pour la France et l'Europe, dans la mesure où Jean-Baptiste Doumeng a fortement contribué au dégonflement des stocks agricoles. Mais son rôle fut aussi décrié : il était, par exemple, la bête noire des viticulteurs du Midi, pour lesquels il représentait l'homme des importations.

Il fut aussi la bête noire de la droite, qui cherchait souvent à le coïncider, l'accusant de fraudes fiscales. Autre accusation soutenue : il finance le Parti communiste. S'il est vrai que J.-B. D., comme on l'appelait familièrement, était un pilier plutôt orthodoxe du PCF, jamais personne n'a pu prouver son rôle de financier du parti.

Lu-même disait qu'il payait sa cotisation, et peut-être était-il simplement plus fort que d'autres... La mine rougeâtre, le parler rocailleux, il n'avait ses interlocuteurs sous une logorrhée mêlant Lénine et Kant, le dollar et l'ECU, et Clausewitz aussi. Tout cela avec un seul certificat d'études...

Depuis longtemps, le souci de Jean-Baptiste Doumeng, c'était sa succession. Il a bien installé ses deux fils à la tête de ses affaires. Mais un système aussi original, lié à la personnalité d'un seul homme, peut-il lui survivre ?

JACQUES GRALL.

Le Monde

ÉCONOMIE

Où en est l'aménagement du territoire ?

La conjoncture en Europe

La chronique de Paul Fabra
Pages 33 à 36

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 625 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 66 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 66 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cc. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Etranger

SUISSE

Les restrictions au droit d'asile approuvées par référendum

BERNE
de notre correspondant

A quelques nuances près, les consultations populaires qui se succèdent en Suisse ne démentent guère les pronostics. Le référendum du dimanche 5 avril n'a pas fait exception : le projet gouvernemental de renforcement des restrictions au droit d'asile a été approuvé par 117 779 voix contre 571 874, soit 67,4 % de oui contre 32,6 % de non.

Si les partisans d'un durcissement du droit d'asile s'étaient cantonnés dans une certaine réserve pendant la campagne, ils n'ont pas hésité à s'exprimer dans l'holocauste. D'ailleurs, les adversaires de cette révision ne se faisaient pas d'illusions. Le Parti socialiste lui-même s'était interrogé avant de faire cause commune avec les Eglises, les organisations humanitaires et l'ensemble de la gauche pour demander l'organisation d'un référendum.

Changement de la procédure

Les autorités fédérales se montrent d'autant plus satisfaites que tous les cantons ont accepté leur projet. Se voulant néanmoins rassurante, M^{me} Elisabeth Kopp, chef du département de justice et police, a tenu à préciser que cette modification n'impliquait pas un changement

de la politique d'asile, mais simplement de la procédure. Les nouvelles dispositions, notamment l'obligation faite aux demandeurs d'asile de se présenter à des postes frontières déterminés, entreront en vigueur en octobre prochain.

Autre résultat attendu : le rejet par 59,4 % de son contre 40,6 % de qui d'une initiative populaire demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires. Par cette proposition de révision constitutionnelle, le Parti socialiste souhaitait que le corps électoral ait la faculté de se prononcer sur les crédits destinés à l'achat d'armements ou autres équipements militaires. Il aurait alors suffi de réunir cinquante mille signatures pour solliciter l'organisation d'un référendum sur les dépenses militaires déjà approuvées par le Parlement.

Le gouvernement et les partis du centre et de droite n'avaient pas manqué de combattre énergiquement cette initiative dans laquelle ils voyaient une tentative d'affaiblir la volonté nationale de défense. Malgré l'échec de son projet, le Parti socialiste estime avoir fait un score honorable. Non seulement il a été suivi par deux électeurs sur cinq dans l'ensemble du pays, mais encore son initiative a remporté une légère majorité des voix dans les cantons de Genève, du Jura et de Bâle-Ville.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

URSS : les représailles à l'expulsion de six agents soviétiques

Moscou déclare indésirables six Français dont quatre diplomates

Après l'annonce de l'expulsion de six Français résidant à Moscou, dont quatre diplomates, Paris a indiqué, dimanche 5 avril, que ce n'était pas trois Soviétiques, comme on l'avait dit tout d'abord, mais six, qui avaient été expulsés de France, trois autres ressortissants de l'URSS ayant, eux aussi, commis « de sérieux manquements à leurs obligations ».

L'ambassade d'Union soviétique à Paris, diffusé une déclaration dans laquelle elle estime que « la partie française assume la totalité de la responsabilité des conséquences de son action inamicale », et insiste sur « les répercussions néfastes que

peut avoir pour les relations franco-soviétiques » la « campagne » actuelle, « qui a une coloration politique manifeste ». De son côté, le Quai d'Orsay a qualifié l'expulsion d'URSS de six Français de « mesure de pure rétorsion, dépourvue de toute justification ».

Au cours d'une réunion, dimanche à Neuilly, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, est revenu sur l'affaire des espions soviétiques en assurant : « Ce ne sont pas les francophiles de sourcil ni les mimiques de M. Gorbatchev qui feront renouer la France à faire respecter sa souveraineté ».

MOSCOU
de notre correspondant

Six partout. Tel paraît être le bilan définitif du curieux échange auquel Paris et Moscou se sont livrés ces derniers jours. Quatre diplomates et deux hommes d'affaires français contre six ressortissants soviétiques en poste en France à des titres divers, parmi lesquels le commandant Koronev, attaché de l'air adjoint, qui était vraisemblablement depuis son arrivée à Paris, en septembre 1985, un des « résidents » (responsable sur place) du GRU, le service de renseignements de l'Armée rouge.

Cet échange est singulier, dans la mesure où il rompt avec plusieurs règles établies depuis longtemps par les Soviétiques eux-mêmes pour ce genre d'affaires. La première est la discrétion. Le Kremlin, jusqu'à présent, ne donnait guère de publicité au

départ forcé de ses diplomates accusés d'espionnage dans un pays étranger. Dans le cas présent, au contraire, les médias soviétiques ont très largement « couvert » l'événement, faisant parler, par exemple, le commandant Koronev, interviewé par un journaliste de Tass, et ont multiplié les commentaires ironiques ou acerbes.

La deuxième règle tacite qui n'est pas, cette fois-ci, respectée, est l'usage diplomatique qui veut que l'ambassadeur du pays concerné soit averti des expulsions avant que celles-ci ne soient rendues publiques. M. Yves Pagniez, l'ambassadeur de France à Moscou, a été convoqué au ministère des affaires étrangères samedi 4 avril, à 9 heures du soir, et a été informé de la décision soviétique par M. Loui Vorontsov, premier vice-ministre des affaires étrangères. Au même moment, le présentateur du

journal télévisé égrenait les noms des six Français expulsés. Plusieurs d'entre eux ont donc appris par la télévision qu'ils étaient personnes non grates, ce qui est sans précédent à Moscou.

Les quatre diplomates sont MM. Pierre de Bruchard, deuxième conseiller, Yves Delannay, premier secrétaire, Pierre Laperne, attaché militaire adjoint, et M^{me} Anita Davidoff, attachée culturelle. Les deux hommes d'affaires sont MM. Patrick Chebroux, représentant à Moscou de l'Office français d'exportation de matériel aéronautique (OFEMA), et Serge Berlos, collaborateur de la chambre de commerce franco-soviétique.

« Deux vagues »

La troisième bizarrerie de cette affaire est le principe des « deux vagues » qui a été retenu au moment des deux côtés, puis abandonné au cours du week-end. Il est vrai que la responsabilité de cette dernière innovation incombe à Paris.

Le Quai d'Orsay avait préféré, le 2 avril, n'annoncer que trois expulsions, sans donner l'identité ni le statut des ressortissants soviétiques visés. Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait pourtant bel et bien averti, ce jour-là, l'ambassadeur d'URSS à Paris, M. Riabov, que trois autres Soviétiques étaient indésirables (1). Mais Paris préférait que Moscou les rappelle discrètement. Le Kremlin n'a pas joué le jeu, et a voulu embarrasser publiquement la France, en faisant annoncer, samedi soir à la télévision, que six Français au total devaient partir.

Le bilan de ces quelques jours est assez lourd. La presse et la télévision soviétiques ont violemment attaqué la France, comme cela ne s'était plus produit depuis l'époque de la décolonisation. Le service français de Tass n'a pratiquement diffusé, ce week-end, que des dépêches critiquant Paris pour une raison ou pour une autre. L'agence a ainsi accordé, samedi, une grande place aux ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud, estimant que le récent rapport du département d'Etat à ce sujet

Commentant les expulsions des agents du Krenlin et la réponse de ce dernier, l'Humanité écrit ce lundi : « Du côté soviétique, le temps du silence (...) est chose périlleuse. Les provocations, d'où qu'elles viennent, ne restent plus sans réponse. La politique de transparence n'est plus valable seulement dans le domaine intérieur. Les Soviétiques ont été informés dans le détail de l'affaire Ariane, et peuvent juger. Combien serait-il profitable, dans ces conditions, que l'opinion française puisse avoir accès au dossier ? »

était une « révélation pour les quelques Africains qui croient encore que la France est leur amie ». Tass est également revenue sur ce qu'elle appelle la « provocation » de la marine nationale française contre un navire soviétique au large de Toulon (un avion de l'aéronavale avait, le 2 avril, survolé ce bâtiment à basse altitude dans les eaux internationales), et s'en est encore prise, dimanche, à l'amiral Pierre Lacoste. Ce dernier serait victime de « mirages » en voyant partout des espions soviétiques, et serait plus coupable encore d'inciter les Français à la « vigilance » à leur égard. L'agence visitait l'interview accordée au Nouvel Observateur par l'ancien chef des services secrets français.

La télévision a diffusé, samedi et dimanche soir, de longs reportages consacrés à Ludmila Varyguine, l'épouse soviétique du principal inculpé dans l'affaire d'espionnage de la fusée Ariane, M. Pierre Verdier. On a pu voir successivement en deux jours le frère, la sœur et le père de M^{me} Varyguine. Le frère s'est dit « déçu » par l'attitude des autorités françaises. La sœur s'est montrée plus agressive, tandis que le père, au bord des larmes, commentait des photos de famille, et notamment celle du mariage de sa fille avec M. Pierre Verdier.

Cela dit, on s'attendait au moins à une accalmie après l'orage. L'échange est « techniquement » terminé, et l'on a désormais cherché, des deux côtés, à réparer les pots cassés. La menace pesant sur la visite que doit effectuer ici M. Chirac du 16 au 18 mai n'est plus publiquement agitée par les Soviétiques. Il reste à savoir pourquoi Paris et Moscou ont ainsi fait monter les enchères à propos d'une affaire d'espionnage qui n'est ni la première ni, certainement, la dernière. La réponse à cette question sera peut-être fournie lors du voyage de M. Chirac, si celui-ci a bien lieu comme prévu.

DOMINIQUE DHOMERES.

(1) Il s'agit de MM. Kissiev, Kouratov et Ingouk.

RFA

Le SPD perd la Hesse

(Suite de la première page.)

Pouvant à peine retenir ses larmes, le ministre-président social-démocrate sortant, M. Holger Börner, qui, au bord de l'épuisement physique, avait dû passer le relais, en février dernier, après l'éclatement du premier gouvernement de coalition « rouge-vert » de l'histoire de la RFA, ne cessait de répéter que tout était de sa faute, qu'il portait l'entière responsabilité de l'échec de son parti.

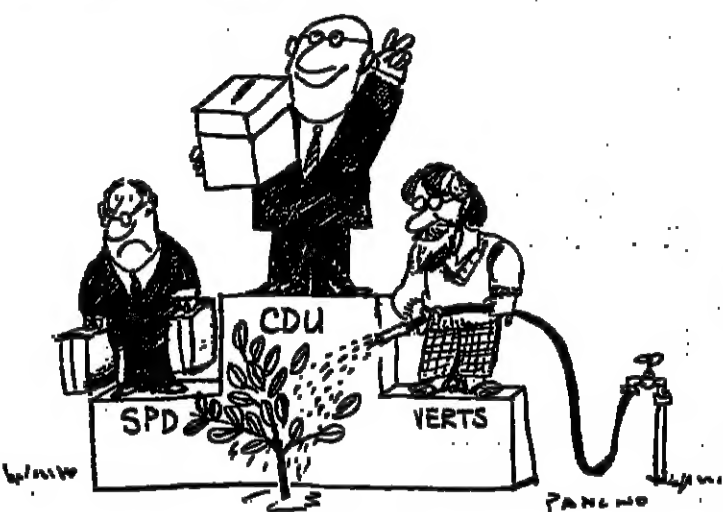
La perte de la Hesse est un coup psychologique sévère pour un SPD qui n'a cessé d'accumuler ces derniers mois les revers électoraux : aux élections régionales de Bavière, de Hambourg, puis aux législatives de janvier dernier, où il n'avait pu faire mieux que 37 % des voix. La démission, le 23 mars dernier, du président du parti, M. Willy Brandt, mis en minorité au sein du présidium sur le choix comme porte-parole d'une jeune femme n'appartenant pas au SPD, M^{me} Mathiopoulos, de nationalité grecque, avait, de façon éclatante, symbolisé le désarroi qui règne actuellement dans le parti.

La Hesse n'était pas pour les sociaux-démocrates d'importance quel Land. Ils y régnaient depuis quarante ans, et les instances dirigeantes de la démocratie chrétienne reconnaissent qu'une victoire relèverait presque du mira-

cle. Mais c'était également le seul Land dirigé par les sociaux-démocrates qui pouvait supporter la rivalité sur le plan de la modernisation industrielle avec la Bavière et le Bade-Wurtemberg. Non seulement tout le sud du pays est maintenant entre les mains des partis gouvernant à Bonn, mais le SPD se trouve réduit à gouverner dans les seuls Etats (Rhénanie du Nord-Westphalie, Sarre, Brême et Hambourg) où se posent encore des problèmes graves de reconstruction économique. De plus en plus gêné par la croissance de l'électorat vert, le SPD est en passe de se faire la réputation de n'être bon qu'à gérer le passé.

La situation est d'autant plus difficile pour le SPD que les succès continus des Verts ne lui laissent entrevoir aucune chance de rétablissement à court et même à moyen terme. Le parti lui-même profondément divisé sur la ligne à adopter. L'analyse du résultat du scrutin de dimanche montre qu'à peu près autant d'électeurs ont déserté ses rangs pour rejoindre les Verts que pour se réfugier à droite.

Après les élections de 1983, M. Holger Börner, qui ne pouvait songer un instant gouverner avec les libéraux quelques mois à peine après le changement de coalition opéré par ces derniers à Bonn,



s'était lancé avec courage dans une expérience de coopération avec les Verts. Il aura fait tout le prestige de ce représentant de la vieille tradition social-démocrate, de ce *self made man*, issu des rangs ouvriers, pour convaincre les vieux sociaux-démocrates, sinon de coopérer, du moins de laisser cette expérience suivre son cours.

Malgré les tensions permanentes qui n'ont cessé d'hypothéquer sa réussite, les collaborateurs du ministre-président aussi bien que les Verts n'étaient pas peu fiers, à l'heure du bilan, du travail accompli. La Hesse figure de ce chef de file du libéralisme en matière de politique d'immigration, de condition féminine, de sécurité publique, montrant la voie en matière d'environnement grâce à une nouvelle politique routière, à l'attribution de plus grandes responsabilités aux communes, à la mise sous surveillance stricte des industries polluantes.

Dans un Land où 60 % de l'énergie est d'origine nucléaire, ce bilan n'a pourtant pas été suffisant pour éviter que n'éclatent au grand jour, à propos de l'usine de fabrication d'éléments combustibles nucléaires d'Alkem, les contradictions entre la bonne volonté réformatrice des uns et le besoin de révolution des autres. L'éclatement de la coalition sur la question d'Alkem n'a été vraiment voulu par personne. Mais personne n'a pu l'empêcher, laissant les sociaux-démocrates plus divisés que jamais sur la politique à suivre à l'égard des Verts.

Succès personnel du chancelier Kohl

La gauche du parti sort meurtrie de l'opération, sans politique de rechange, qui pourrait lui permettre de reconquérir une partie de l'électorat. Le SPD fait eau de toutes parts, sans savoir par où il doit commencer à colmater les brèches. En choisissant M. Hans Jochen Vogel pour succéder en juin à Willy Brandt à la tête du parti, il a opté pour une phase de retour sur soi-même, plutôt que d'aventure. Nul ne sait à quel elle aboutira ni combien de temps elle durera.

Les chrétiens-démocrates se sont gardés dimanche de tout triomphe excessif. Derrière la victoire de M. Wallmann, qu'il avait fait

entrer dans son cabinet l'année dernière après la catastrophe de Tchernobyl, se profile pourtant le succès personnel du chancelier Kohl. Sa coalition a désormais, pour les quatre ans à venir, les coudées franches. Les prochaines élections régionales se peuvent plus remettre en cause sa majorité au Bundestag, la chambre des Länder.

Le chancelier, qui a souhaité dimanche soir que le SPD se reprenne, n'ignore pas qu'un affaiblissement trop important des sociaux-démocrates peut être source de troubles graves dans la société ouest-allemande. D'autant que lui-même risque de se retrouver du même coup soumis à des pressions très fortes de son allié droite qui, cette fois, libéré de manœuvre retrouvée, va devenir d'autant plus exigeant.

HENRI DE BRESSON.

Visite du président israélien M. Chaim Herzog

Le président israélien, M. Chaim Herzog, a commencé, lundi 6 avril, une visite de deux jours en République fédérale d'Allemagne. La première effectuée par un chef de l'Etat hébreu dans ce pays depuis la création de l'Etat d'Israël. M. Herzog, accueilli à l'aéroport de Bonn par le président fédéral Richard von Weizsäcker, visitera plusieurs lieux symboliques de l'holocauste et du judaïsme allemand : le camp de concentration de Bergen-Belsen, à la libération duquel il a participé sous l'uniforme britannique, et la synagogue de Worms, la plus ancienne sur le territoire allemand. Il se rendra également au mémorial de Berlin-Öst.

Cette visite marque une étape nouvelle dans le processus de réconciliation germano-israélienne, entamé dans les années 50 par les négociations sur les réparations allemandes accordées par la RFA à Israël et aux juifs victimes du nazisme. Elle a néanmoins été critiquée en Israël, où des survivants de l'holocauste et le Likoud (droite) estiment qu'elle est prématurée. (AP, Reuters.)

EN FRANCE ON PEUT S'ATTENDRE A UNE RECRUESCENCE DES VOLS.

Lire page 7

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-31
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Date de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises;

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wente

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-99-83 et 45-55-99-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS

RP 587 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par courrier aérien)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en

quittance : les abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres propos en capitales

d'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

Imprimé de « Le Monde »

à la presse de France

Paris-12

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

150
الجزيرة

150

Europe

ITALIE : à la veille d'une semaine politique décisive

Réélection triomphale de M. Craxi à la tête du PSI

Une semaine politique décisive commence pour l'Italie. Auréolé de sa réélection quasi-plébiscitaire, le 4 avril à Rimini, à la tête du Parti socialiste, M. Bettino Craxi devait en principe se présenter devant le Parlement après la décision du chef de l'Etat de refuser la démission de son gouvernement. La crise ouverte le 3 mars pourrait cependant prendre un tour plus aigu : lundi 6, la direction nationale de la démocratie chrétienne devait en effet définir son attitude. L'hypothèse d'une dissolution des chambres et d'élections anticipées demeure la plus probable. Mais cette crise a déjà connu tant de rebondissements...

RIMINI
de notre envoyé spécial

C'est un Bettino Craxi visiblement prêt à toutes les batailles qui a prononcé, le dimanche 5 avril, en fin de matinée, à Rimini, le discours de clôture du 44^e congrès du Parti socialiste. Durant les débats, auxquels il a assisté avec assiduité, on avait vu un homme au visage tendu, l'air fatigué, semblant parfois absent. Outre l'obligation inhérente à ce genre de réunion d'entendre beaucoup de propos sans surprise, ce qui pesait sans doute à cet hyperactif, c'était la conscience que la véritable partie se jouait ailleurs, à Rome, dans l'affairement des états-majors des autres partis.

Et puis, samedi soir, alors qu'il écoutait, en compagnie d'un petit nombre d'invités très sélectionnés, un régal du ténor « arié » Luciano Pavarotti, le résultat du vote lui a été communiqué : il était réélu à la tête du PSI avec 93,5 % des voix des délégués. M. Craxi n'avait certes jamais douté du résultat, mais c'était tout de même une « élection de gâchis » venant d'une formation où les débats ont toujours été aigus et les oppositions vives.

Le déroulement du conseil, il est vrai, laissait prévoir cet unanimisme. Seul un ancien responsable du parti, deux fois secrétaire dans les années 60 et 70, M. Giacomo Mancini, soixante-deux ans, osa asséner plusieurs rudes propos que le congrès, étonnamment, applaudit à tout rompre, debout. Le « réformisme » du PSI se réduirait, à en croire le vieil homme, à « une présence continue au gouvernement » ; le parti serait désormais un « véhicule dans lequel monte quiconque affirme représenter la nouveauté et la modernité... sans bénéfice d'inventaire ».

Pour le reste, il n'y eut aucune fausse note et M. Claudio Martelli, jeune secrétaire adjoint au parti, qui apparait jusqu'à présent comme l'ombre portée du « patron », s'est, cette fois, taillé un véritable succès de tribune.

Mais c'était naturellement « Bettino » que tous attendaient diman-

che. Il ne déçut pas. M. Craxi est sans doute le seul très grand orateur que compte aujourd'hui l'Italie.

La question morale

Sur le fond, M. Craxi a répété que, pour le PSI, l'essentiel était que les réformes soient votées et la justice se tienne comme prévu le 14 juin. Il ne croit pas évidemment que son gouvernement puisse franchir le cap du vote de confiance devant le Parlement. Alors, si un « démocrate-chrétien ou « toute personnalité démocratique » consentait à « pousser » ces consultations populaires, le PSI lui apporterait son soutien. L'accent placé de façon obsessionnelle sur ce thème par les socialistes va dans le même sens, on l'a mieux compris à Rimini, que leur conversion désormais déterminée à l'élection du président de la République au suffrage universel. Il s'agit pour eux, ont martelé divers orateurs, de « rendre aux citoyens leur autonomie de choix confisquée par le pouvoir des partis ». La démocratie directe est donc le nouveau mot d'ordre du PSI italien. Conséquent que la bataille à venir lui verra l'accusation de vouloir se tailler un habit à sa mesure. M. Craxi s'est félicité à l'adresse du congrès : « Je ne suis pas candidat à une charge que je prévois de cinq ans seulement et non renouvelable ».

M. Craxi, enfin, s'est attardé sur « la question morale » qu'il avait un peu éludée dans son discours d'ouverture. Répondant aux accusations de corruption souvent portées contre son parti, il a déclaré que lui-même, en trente années de vie publique, « n'a jamais reçu une seule souvenance judiciaire », que son gouvernement n'a pas été en prison quatre ans « effleuré par un seul scandale », et que parmi les cas répertoriés ces trois dernières années d'élus traînés devant la justice (représentant 0,2 % de la population considérée) on comptait 201 socialistes contre 425 démocrates-chrétiens et 159 communistes.

JEAN-PIERRE CLERC.

A TRAVERS LE MONDE

Lesotho

Mort de l'ancien premier ministre Leabua Jonathan

L'ancien premier ministre du Lesotho, M. Leabua Jonathan, est décédé, dimanche 5 avril, à Pretoria, à l'âge de soixante-trois ans, d'un cancer de l'estomac. Il était arrivé la veille en Afrique du Sud, en provenance de Maseru. Après dix-neuf ans de pouvoir (il dirigeait ce pays depuis 1966), le chef Jonathan avait été renversé, le 20 janvier 1985, par un coup d'Etat qui avait porté au pouvoir un conseil militaire dirigé par le chef des forces paramilitaires du royaume (PMF), le général Justin Lekhanya, le roi Moshoeshoe restant cependant chef de l'Etat. Ce conflit avait coïncidé avec un blocus économique des frontières de ce petit pays (30 000 kilomètres carrés et 1,5 million d'habitants) instauré par le gouvernement sud-africain, qui reprochait au Lesotho de servir de refuge aux combattants de l'ANC (Congrès national africain). — (AFP.)

Portugal

M. Mitterrand commence sa visite officielle dans un contexte de crise politique

C'est un Portugal secoué par la crise gouvernementale (le Monde dans 5-6 avril) que le président Mitterrand a retrouvé lundi 6 avril pour un voyage officiel de trois jours, à l'invitation de son « vieil ami », le président Mario Soares. La chute vendredi dernier, du gouvernement minoritaire de centre droit de M. Cavaco Silva, ne devrait pas modifier le programme de cette visite, la première d'un chef d'Etat

d'un pays de la CEE, depuis l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne.

L'Elysée a souligné l'identité de vue entre les deux pays sur les questions de désarmement, la France considérant en outre très favorablement la candidature du Portugal à l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Les dossiers de coopération seront par ailleurs examinés, notamment dans les secteurs de la télécommunication, de l'informatique et de l'aéronautique. M. Mitterrand est accompagné de trois ministres : MM. Jean-Bernard Raimond (affaires étrangères), Bernard Bosson (affaires européennes) et Gérard Longuet (PTT).

République sud-africaine

Au Transkei des officiers blancs arrêtés ou expulsés

Les autorités du Transkei, premier des quatre bantoustans sud-africains auxquels Pretoria a accordé l'« indépendance » en 1976, ont arrêté dix-sept officiers blancs, vendredi 3 avril, à Umhata. Ces arrestations sont, semble-t-il, intervenues à la suite d'une mutinerie d'officiers noirs de l'armée du Transkei, qui sont encadrés par vingt-sept anciens membres de l'armée de l'ex-Rhodesie (aujourd'hui le Zimbabwe). Ceux-ci avaient fui ce pays après son accession à l'indépendance en 1979.

A la suite de ces événements, plusieurs autres officiers blancs ont été expulsés vers l'Afrique du Sud, ainsi que leurs familles. La situation paraissait très confuse, dimanche, au Transkei, où on ignorait le sort du premier ministre, M. George Matanzima, que les mutins, selon certaines informations, voulaient renverser. — (AFP, Reuters.)

M. Barre en Israël

La visite « privée » d'un présidentiable...

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. Raymond Barre se serait-il pris d'amitié pour Israël ? Il avait fait connaissance avec l'Etat juif en 1972 et l'avait revist en juin 1984. Il vient d'y effectuer un troisième voyage à l'invitation — qu'il avait discrètement sollicitée — du gouvernement de Jérusalem. Motif officiel de son séjour : une conférence donnée en anglais à l'université de Tel-Aviv sur le thème de la « planification économique ».

Cette visite, bien sûr, ne se limitait pas à une prestation professionnelle. L'ancien premier ministre fut reçu par M. Shamir, chef du gouvernement et par M. Péro, ministre des affaires étrangères. Intéressé par les réussites technologiques de l'Etat hébreu, M. Barre s'est ensuite rendu sur plusieurs sites industriels de Gailles, en compagnie de M. Lionel Stoléru, président de la Chambre de commerce France-Israël. Il est allé aussi à Nazareth, à Tbériade et dans un kibboutz qui longe la frontière libanaise. Il n'a en revanche, rencontré aucun Palestinien.

Libres propos

Soucieux qu'on ne fasse « aucun bêtise » autour de sa visite, M. Barre a refusé toute déclaration publique à la presse. Alors qu'il était l'hôte dimanche 5 avril d'une association d'Israéliens francophones, il tint, devant son auditoire, quelques phrases propres sur la nécessaire fermeté envers le terrorisme, sur l'attitude de la France à l'égard du boycottage arabe — à l'époque où il était premier ministre — ou encore sur l'ineffectivité d'une conférence internationale de paix. Ayant soudain au vent de la présence dans la salle de plusieurs journalistes français et israéliens, invités à ce dîner, il les pria fermement de ne répéter aucune de ses paroles.

Mais l'incognito, pour un présidentiable, a ses limites. Et M. Barre n'a d'ailleurs rien contre les journalistes, s'ils sont muets ou aux petits soins. Un reporter-photographe qu'il avait amené avec lui ne fa pas quitté d'une semelle. Notre privilégié confrère pu, entre autres portraits, fixer l'image de l'ancien premier ministre se recueillant devant le mur des lamentations à Jérusalem. Ces innocents clichés iront-ils seulement enrichir l'album de famille de M. Barre, loin de toute utilisation préélectorale ? On ne le saura point.

J.-P. LANGELLIER.

ÉGYPTE

De nombreuses arrestations de Frères musulmans ont eu lieu à la veille des élections

A la veille des élections législatives du lundi 6 avril que, selon toute probabilité, le Parti démocratique du président Hosni Moubarak devrait remporter, la police égyptienne a procédé en fin de semaine à de nombreuses arrestations dans les milieux proches de l'organisation des Frères musulmans. Le ministère de l'Intérieur a refusé de révéler le nombre exact des arrestations opérées, estimé à plusieurs dizaines par des observateurs impartiaux.

Un porte-parole de l'organisation des Frères musulmans, officiellement interdite, a déclaré que les arrestations avaient commencé dans la nuit de vendredi et s'étaient poursuivies durant toute la journée de samedi au Caire et dans la plupart des vingt-six gouvernorats de l'Egypte. Le porte-parole a ajouté que la police avait fait irruption dans certains des bureaux électoraux de l'alliance tripartite (Frères musulmans — Parti libéral et Parti de l'action socialiste) confisquant le matériel de propagande.

Selon le porte-parole des Frères musulmans et du Parti de l'action socialiste, la plupart des personnes arrêtées sont les délégués choisis par l'alliance tripartite pour participer aux commissions électorales chargées de veiller au bon déroulement de la consultation électorale. « Ce qui tend à démontrer que le gouvernement est fermement décidé à falsifier les résultats des élections ». (Reuters, UPI.)

Proche-Orient

Prochaine visite en France du roi Fahd

La coopération en matière de sécurité se développe entre Paris et Ryad

Le roi Fahd d'Arabie saoudite, qui s'est rendu récemment en Algérie et en Grande-Bretagne, effectuera une visite d'Etat en France les 15 et 16 avril prochains.

Le séjour à Paris du roi Fahd coïncide avec une intensification de la coopération en matière de sécurité entre la France et l'Arabie saoudite. Un premier accord, conclu à la mi-mars à Ryad, entre le ministre français de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, et son homologue saoudien, le prince Nayef, porte sur l'équipement des forces de sécurité saoudiennes en matériels français et la formation des personnels par des spécialistes français de police. Un second accord, en cours de discussions, concerne l'équipement éventuel de la marine de guerre saoudienne en sous-marins d'attaque, à propulsion classique, et l'instruction de leurs équipages.

On évalue à environ 3,5 milliards de francs le montant de l'accord relatif aux forces de sécurité interne de l'Arabie saoudite. Il s'agit de livraisons de matériels très divers, depuis des hélicoptères de surveillance Gazelle jusqu'à des équipements de protection ou d'intercep-

tion électroniques, en passant par des vedettes rapides pour les missions propres aux garde-côtes saoudiens. Outre ces matériels, la France s'attachera à entraîner leurs servants. Les constructeurs français étaient en concurrence avec des fournisseurs étrangers, parmi lesquels des Américains, des Allemands de l'Ouest, des Britanniques, voire des Japonais.

Le second contrat en préparation est encore plus ambitieux et, là encore, la compétition est sévère avec plusieurs pays comme les Pays-Bas, l'Italie, le Royaume-Uni ou l'Allemagne fédérale. A son homologue français, M. André Giraud, le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan, a déclaré qu'il était intéressé par la commande de huit sous-marins d'attaque, à propulsion classique, dont l'un servirait essentiellement à la formation et au perfectionnement des équipages. Le montant d'une telle opération est estimé à environ 23 milliards de francs. Le modèle de sous-marin examiné par les Saoudiens est l'Agosta, de 1 200 tonnes, en service dans la marine française mais également opérationnel au sein de la marine de guerre espagnole. C'est la raison pour laquelle Ryad pourrait

demandeur que des chantiers navals espagnols puissent être associés à l'exécution du contrat si l'Agosta était retenu.

Comme pour un précédent contrat, lorsque la France a vendu, en 1980, à l'Arabie saoudite, quatre frégates de 2 000 tonnes, deux pétroliers-ravitailleurs de 10 000 tonnes et vingt-quatre hélicoptères Dauphin pour une somme de 25 milliards de francs, c'est la marine nationale qui se chargera de l'instruction des sous-marins saoudiens. De même, des entreprises françaises seront appelées, le cas échéant, à édifier deux bases navales en mer Rouge et dans le Golfe, où seront déployés les huit sous-marins.

Dans le domaine de la coopération en matière de sécurité entre Ryad et Paris, les liens entre techniciens des deux pays remontent, en réalité, à 1980. Les services de lutte antiterroriste et les armées travaillent ensemble depuis cette date. Les services français n'ont pas hésité à faire parvenir des informations à Ryad, avant le voyage du roi Fahd en Algérie et au Maroc, à la mi-mars dernier, sur la situation au Maghreb, et les forces françaises patrouillent dans la région du Golfe depuis leur base de Djibouti.

Les relations franco-iraniennes

Un quotidien de Téhéran appelle à la rupture des négociations avec Paris

Entre Paris et Téhéran, le ton ne cesse de se dégrader, au point qu'on peut se demander dans quelle mesure les deux pays vont pouvoir poursuivre les négociations sur le différend financier qui les oppose. Depuis quelques temps, il ne se passe guère de jours sans que la presse iranienne ne se livre à de virulentes attaques contre la France. Dimanche 5 avril, c'était au tour du quotidien *Republique islamique*, l'organe du parti au pouvoir, de dénoncer la politique française.

Le journal allait un peu plus loin que ses confrères, en s'interrogeant carrément sur la nécessité de continuer le dialogue entamé, il y a un an, avec Paris sur le remboursement du prêt de un milliard de dollars consenti par l'Iran au commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1974.

Pour l'éditorialiste de *Republique islamique*, aussi longtemps que Paris persistera à soutenir les criminels de guerre (l'Irak), les nouvelles diplomatiques entre Téhéran et Paris sont inutiles. Le journal qualifie de « stupide » la politique défendue par M. Mitterrand. Il rend les socialistes responsables de l'attitude « insensée » adoptée à l'égard de Téhéran et assure que le « peuple iranien considérera la France comme complice des crimes du régime de Bagdad ». « Tant que le gouvernement et le chef de l'Etat français, poursuit le journal, continueront à faire chacun ce qu'il veut et à mener une politique ambiguë en persistant à soutenir le régime irakien, les négociations françaises sont certaines de revenir les mains vides de Téhéran ».

« Propagande hostile des médias... »

Aucun commentateur iranien n'avait encore dit aussi brutalement que les négociations en cours entre les deux pays — dont Paris attend qu'elles facilitent la libération des otages du Liban — n'avaient aucune chance d'aboutir tant que la France continuerait à vendre des armes à l'Irak.

Vendredi, l'agence de presse officielle IRNA avait souligné que la « propagande hostile des médias français » — à la suite de l'arrestation de militants pro-iraniens le 21 mars dernier — risquait d'affecter la normalisation entre Paris et Téhéran.

Toutefois, à Paris, on n'exclut pas que cette campagne de presse ne soit qu'un des reflets de la lutte pour le pouvoir opposant certains clans à Téhéran. La normalisation avec la France étant prise pour cible, comme le fut le dialogue entamé avec les Etats-Unis, par un des groupes convoitant la succession de l'imam Khomeiny.

AL F.

LIBAN : aux termes d'un accord entre Amal et les Palestiniens pro-syriens

Le siège des camps à Beyrouth devrait être levé

Le blocus alimentaire des quatre mille Palestiniens assiégés du camp de Chatila, à Beyrouth, devrait être levé ce lundi matin 6 avril, aux termes d'un accord conclu entre les Palestiniens pro-syriens et la milice chiite Amal en présence d'officiers syriens. La levée de ce blocus, imposé depuis le 26 novembre dernier par Amal et la sixième brigade, à majorité chiite, de l'armée libanaise, devait être suivie par l'évacuation des blessés de Chatila et de Bourj-Barajneh, lundi après-midi ou mardi matin au plus tard.

Ces décisions ont été prises alors que se tenait à Tunis un conseil ministériel de la Ligue arabe, au cours duquel le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a fait un exposé sur la situation « tragique » des camps palestiniens au Liban, et accusé la Syrie de « participer directement » aux côtés d'Amal, à leur siège. M. Farouk El Charrah, le ministre syrien des affaires étrangères, avait quitté calmement la salle de conférences dès l'annonce de l'arrivée de M. Arafat au conseil.

Le ministre libanais des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, a, pour sa part, indiqué que le comité arabe de bons offices qu'il préside est arrivé à une impasse dans sa recherche d'une « solution pacifique et durable » du problème des camps palestiniens et a invité le conseil ministériel de la Ligue à « prendre lui-même les décisions qu'il jugera utiles pour traiter cette tragédie ». Car, a-t-il dit,

« l'ampleur du problème et ses différentes dimensions dépassent les moyens d'action du comité ». Ce comité, créé par le conseil le 22 décembre à la demande de l'OLP, a soumis à la conférence ministérielle un rapport exhaustif sur ses démarches « et les difficultés qu'il a rencontrées ».

Dimanche, les vingt mille habitants du camp palestinien de Bourj-Barajneh avaient été ravitaillés, pour la première fois depuis le 14 mars, sous la supervision des Syriens. Six camions chargés de vivres, de vêtements et de couvertures, dont le Kowat, ont pu pénétrer à l'intérieur du camp. Samedi, une source palestinienne avait indiqué que l'hôpital de Chatila avait cessé de fonctionner en raison du manque de carburant, au cent trentième jour du siège imposé par Amal.

Les interventions chirurgicales sont désormais impossibles en raison de l'arrêt du générateur et, selon cette source, les responsables ont réquisitionné les dernières boîtes du camp, afin de poursuivre le traitement prodigué à trente-trois blessés graves et malades qui y trouvent. Par ailleurs, la pénurie de carburant empêche aussi l'alimentation de l'hôpital en eau potable pompée des puits artésiens, et, bien qu'elle soit polluée, celle qui s'écoule des canalisations crevées est utilisée en cas de nécessité. — (AFP.)

LE VOL VA ENTRER DANS LES MOEURS.

Lire page 7

Afrique

TCHAD

Paris hésite à étendre le dispositif Epervier au nord du 16^e parallèleN'DJAMENA
de notre envoyé spécial

Nous étions en conversation avec le colonel Joseph, commandant du dispositif Epervier au Tchad, quand le timbre de son talkie-walkie a sonné, samedi soir 4 avril. Son officier de liaison l'appela pour lui faire connaître la décision prise à Paris, au plus haut niveau de l'Etat, au sujet de l'acheminement d'un groupe de journalistes à Ouadi-Doum par des avions et des hélicoptères français. « La réponse est négative, avons-nous entendu en même temps que le colonel. On suggère d'utiliser les moyens aériens tchadiens. »

Le débat, qui a duré plusieurs jours, sur l'opportunité de mobiliser le dispositif Epervier pour transporter la presse dans le nord du Tchad n'a pas un simple intérêt anecdotique. Il illustre le choix devant lequel est placé Paris. Faut-il ou non franchir le 16^e parallèle ? Avant les victoires tchadiennes à Fada, Ouadi-Doum et Faya-Largeau, le dispositif Epervier centré à N'Djamena fon-

ctionnait très bien. Maintenant, pour pouvoir aider efficacement l'armée de M. Hissène Habré dans le Nord, il faudrait allonger la portée des moyens logistiques d'au moins 500 kilomètres.

En clair, il conviendrait d'envoyer des avions français à Faya-Largeau et, éventuellement, d'y installer une base de maintenance. Une telle décision n'est pas facile à prendre. L'existence d'une « ligne rouge » que les Français ne franchissent pas au-delà du 16^e parallèle résultait d'un rapport de forces aujourd'hui modifié et d'un compromis tacite avec la Libye. Il se peut que des tractations aient lieu actuellement avec Tripoli, la menace d'un déplacement d'Epervier au nord apparaissant en filigrane. Même si Paris décide d'aider M. Hissène Habré à pousser son avantage jusqu'à la victoire totale, il y aura plus de risques que dans le cadre opérationnel précédent.

« Les hommes du dispositif Epervier n'ont pas tiré un coup de feu, même les trois « gus » du 11^e choc (1), nous a assuré un offi-

Le président tchadien, M. Hissène Habré, a déclaré, samedi 4 avril, à N'Djamena, que l'enjeu de la guerre entre son pays et la Libye n'est pas la question de la bande d'Aozou, mais de savoir si Tripoli est disposée « à reconnaître l'existence du Tchad en tant que nation, en tant qu'Etat, en tant que peuple ». Le chef de l'Etat du Zaïre, le maréchal Mobutu, qui effectuait une visite au Tchad, a, de son côté, estimé qu'il faudrait « obtenir des deux parties la neutralisation de la bande d'Aozou en attendant une décision de la Cour internationale de justice de La Haye ».

Cette position rejoint celle exprimée il y a quelques jours par le ministre français de la coopération, M. Michel Aurillac. M. Habré a, d'autre part, affirmé « solennellement qu'aucun étranger, ni Français ni d'autre nationalité, n'a participé à des combats ni même assisté comme simple témoin à ces combats ». Enfin, le chef de l'Etat tchadien a souligné que, « si la Libye est disposée à traiter, à dialoguer avec nous pour arriver à une solution pacifique, nous sommes prêts à tout moment, car nous recherchons le dialogue ». — (AFP.)

ciér supérieur. Depuis janvier, nous avons effectué mille heures de vol de Transall par mois pour le compte de l'armée tchadienne, et cela sans aucune casse, à part un hélicoptère dont l'équipage a été commotionné. »

Il est probable qu'à Paris on hésite à changer la nature d'Epervier en raison du risque d'essuyer quelques revers passagers dans la poursuite d'une opération qui a si bien commencé. L'Elysée et Matignon supportent peut-être, chacun de son côté, les conséquences qu'aurait sur l'opinion l'annonce de pertes, y compris en vies humaines. Les officiers français présents à N'Djamena s'interdisent d'entrer dans ces considérations politiques, mais il est évident qu'ils les ont à l'esprit. Ils espèrent que les instructions qu'ont leur donnera seront aussi claires qu'elles l'ont été jusqu'à une époque récente pour le redéploiement partiel d'Epervier.

« La France a refusé aux Tchadiens la couverture aérienne qu'ils demandaient pour la reconquête d'Aozou et de Faya-Largeau, nous dit un colonel. Je pense que M. Hissène Habré doit maintenant se féliciter de ce refus. Il est bien meilleur pour son image d'avoir gagné le combat tout seul. »

Un seul terrain d'aviation

« Paris a d'autres renseignements que nous. Le pouvoir politique dispose d'éléments d'appréciation diplomatiques qui ne sont pas de notre ressort, disent ces officiers français. Mais il est certain que, vu d'ici, le concept de ligne rouge près du 16^e parallèle est dépassé. »

Ces gradés ne sont pas des va-t-en-guerre. Ils ne pensent pas que les armes soient le meilleur moyen de

régler le problème de la bande d'Aozou et estiment qu'un arbitrage international n'aurait rien de désobligeant au sujet de ce territoire contesté. Mais ils sont prêts à assumer des risques. « Le problème au Tchad est qu'il y a un seul terrain d'aviation important (celui de N'Djamena). Il faut ravitailler les Jaguar en vol, et cela dans un silence radio total », soulignent-ils. Néanmoins, si on leur en donne l'ordre, les aviateurs sont en mesure d'effectuer des missions au Nord et de « tendre des embuscades aériennes aux bombardiers libyens ».

« La France a refusé aux Tchadiens la couverture aérienne qu'ils demandaient pour la reconquête d'Aozou et de Faya-Largeau, nous dit un colonel. Je pense que M. Hissène Habré doit maintenant se féliciter de ce refus. Il est bien meilleur pour son image d'avoir gagné le combat tout seul. »

Les propos tenus ici sont parfois embroussaillés. D'une part, on aimerait bien avoir l'aval de Paris pour aider les Tchadiens à parachever leur victoire. D'autre part, on ne veut pas trop mettre en relief le sérieux coup de main qu'on leur a donné en matière de logistique et aussi de renseignements. « Jusqu'à présent, la guerre, ici, s'apparentait davantage à un combat naval qu'à une bataille sur le théâtre européen. Dans ces conditions, l'information sur les mouvements de l'ennemi est essentielle. Il est certain qu'on aide

les Tchadiens dans ce domaine », reconnaît un responsable.

Sans doute les plus importants des renseignements fournis à M. Hissène Habré sont-ils collectés par les services d'écoute français. Tous les ordres de Kadafi sont codés, mais il suffit parfois de quelques jours pour « casser » ce code et connaître les instructions du colonel libyen à son armée. On a appris ainsi que ses troupes avaient refusé d'exécuter une contre-offensive après la défaite de Ouadi-Doum.

La radio tchadienne a largement diffusé, vendredi, des propos du responsable libyen du BEI, le colonel Khalifa Abdoul Belkacem Hafsa, fait prisonnier. Il affirme avoir été trompé par Kadafi, qui lui disait qu'il aurait à se battre contre « des Français et des Américains », alors qu'il n'a vu que des Tchadiens. Il appelle l'armée libyenne à se soulever contre le « tyran » de Tripoli.

Spontanée ou non, cette déclaration peut avoir un effet en Libye. Tripoli a, bien sûr, fait brouiller la radio tchadienne, mais l'information finira bien par arriver à destination. Samedi matin, l'aviation libyenne n'a pas bombardé Ouadi-Doum. En effet, ses pilotes manquaient de visibilité au sol en raison de vents de sable dans la région. Il n'y avait pas non plus de combats au Tibesti à la fin de la semaine.

Retour à Faya-Largeau

Ce qui reste de l'armée libyenne se replie sur les lignes de crête qui permettent de contrôler l'accès des pistes menant à Aozou. « Il va y avoir un problème au Tibesti, car, après avoir abandonné le terrain, les Libyens ont largué de nombreux « pièges à cons », nous dit un militaire dans son langage imagé. Ces « pièges à cons », ce sont, par exemple, des caisses de munitions qui explosent quand on les ouvre, ce peut être aussi des objets plus anodins comme ceux que les Soviétiques en utilisaient contre les Afghans.

Avant d'affronter les pièges fournis par Moscou à Tripoli, les Tchadiens montrent leur butin de Ouadi-Doum. Un poster commence à être diffusé ici. On y voit des missiles SAM-6 accompagnés de radars dits d'« acquisition » que les Français aimeraient bien décroquer le plus vite possible. Ces photos ont été prises par le service cinématographique de l'armée tchadienne, qui les a revendues à bon prix à l'étranger par un intermédiaire. De même, ce service avait-il tourné des images d'Ouadi-Doum diffusées par les télévisions occidentales.

Le poster sur Ouadi-Doum proclame : « Les Forces armées nationales tchadiennes stoppent le danger libyen qui menace toute l'Afrique noire. C'est pour célébrer cette victoire sur Kadafi que

le président Mobutu est arrivé samedi à N'Djamena. Pendant quelques heures, le cortège officiel du président zairois a coupé le passage aux dizaines de camions surchargés qui ramenaient à Faya-Largeau ceux de ses habitants qui avaient fui les Libyens. La route normale étant minée, il faut faire de longs détours, et l'expédition dure plus d'une semaine.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(1) NDLR. — Cet officier fait allusion, en la minimisant, à la présence au nord du 16^e parallèle d'éléments du 11^e régiment parachutiste de choc (le « 11^e choc », unité pouvant accomplir des missions pour la DGSE). Selon certaines informations, démenties par les autorités tchadiennes et le ministre français de la défense, ces éléments auraient joué un rôle dans les récents succès militaires remportés par les troupes tchadiennes dans le nord du pays.

SWAZILAND

« Son altesse génisse »...

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le haut commissaire britannique au royaume du Swaziland, M. Martin Reith, est très ému : après la visite du prince Charles, au cours du week-end dernier, ce diplomate s'est retrouvé avec un cadeau bien encombrant sur les bras : une génisse. Samedi soir, au cours d'un banquet, le jeune roi Mswati III avait invité l'héritier de la Couronne britannique à la suivre à l'extérieur. Là, celui-ci s'est retrouvé en présence d'un superbe lot de six génisses trépanant sur la piste-forme d'un camion. Selon la coutume, il a été prié de désigner l'une. Ce qu'il fit avec beaucoup d'humour, raconte le quotidien de Johannesburg, The Star.

Le lendemain, le prince Charles quitta le Swaziland pour le Malawi, laissant sur place le cadeau royal. Qu'en faire ? Le consommateur ? Ce serait risquer d'offenser sa dignité Mswati III. L'expédier en Grande-Bretagne ? Cela coûte très cher, et les Britanniques sont intraitables sur les contrôles de la fièvre aphteuse.

En attendant de trouver une solution à cet épineux dilemme diplomatique, « son altesse génisse » bénéficie du meilleur traitement qui puisse être réservé aux bovins de son rang, dans une ferme privée, à proximité de Mbabane, la capitale swazie.

M. B.-R.

Diplomatie

La réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE

Les Douze sont très réticents à l'égard d'une éventuelle candidature de la Turquie

TURNHOUT
de notre envoyé spécial

Réunis les samedi 4 et dimanche 5 avril à une vingtaine de kilomètres d'Anvers, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont jugé inopportune, pour l'heure, une candidature de la Turquie au Marché commun. Selon M. Jean-Bernard Raimond, le ministre français des affaires étrangères, « les gouvernements membres réagissent unanimement en faisant valoir qu'il serait difficile de réserver un accueil favorable, en raison, notamment, du dernier élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ».

M. Raimond a toutefois indiqué que les réserves des Douze ne devaient pas empêcher « une amélioration des relations entre la Communauté et la Turquie ». Celles-ci sont liées, depuis 1963, par un accord d'association. Actuellement, le principal sujet de contentieux porte sur les facilités de circulation des travailleurs turcs sur le territoire communautaire, notamment en Allemagne fédérale.

Voulant, en quelque sorte, tirer parti des réticences des Douze, M. Carlos Papoulias, le ministre grec, a demandé à ses partenaires de soutenir « conformément au droit

international et à la justice » — son gouvernement dans un différend qui l'oppose à Ankara en mer Egée. A l'évidence, le représentant d'Athènes n'a pas obtenu l'appui escompté.

Aucune dissonance sur les euromissiles

Aucune dissonance ne s'est, en revanche, manifestée à propos des négociations de Genève sur le démantèlement des euromissiles, auquel les ministres ont consacré une grande partie de leurs discussions. Ils se sont félicités du discours — empreint « d'esprit d'ouverture et de fermeté » — tenu par M. Thatcher à Moscou.

Contrairement au souhait de M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, M. Tindemans, président en exercice des Douze, a déclaré que « l'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) étaient les cadres appropriés pour étudier les questions relatives à la sécurité européenne, non le Conseil de la Communauté ». M. Raimond a également fait référence à l'UEO, qui consacra sa réunion ministérielle du 28 avril prochain à Luxembourg au désarmement nucléaire.

(Publicité)

CINQ RÈGLES D'OR POUR L'AFRIQUE

Le continent noir peut-il surmonter ses handicaps et assurer un développement politico-économique harmonieux ?

Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères Boutros Ghali en est convaincu. A une condition : l'Afrique doit respecter scrupuleusement un véritable code de conduite.

Dans le numéro d'avril, d'ARABIES, le magazine du monde arabe et de la francophonie.

ARABIES, 78, rue Jouffroy, 75017 Paris.

Le Monde
doctes et documentsNUMÉRO SPÉCIAL
HORS SÉRIE

TRENTE ANS D'EUROPE

24 PAGES. UN DOSSIER COMPLET
SUR L'HISTOIRE ET L'AVENIR
DE L'EUROPECHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

MÉDECINS

SOULAGEZ VOTRE FICHIER

ATARI

SICOB 1987 - STAND 5 B 5028 ou Tél. 01 45.06.31.31

Les solutions informatiques sur ATARI ST :
toute l'avance technologique 16/32 bits

ABIDJAN.
SI VOUS RATEZ
LE VOL UTA
DU JEUDI, PRENEZ
LE VOL UTA
DU JEUDI.

Autrement dit, si vous ratez le vol de 11 h 00, vous pouvez prendre celui de 23 h 55. Et ne vous en faites pas : si vous ratez le dernier vol du jeudi, vous pouvez toujours partir vendredi. Ou samedi. Ou dimanche. Ou mardi. Ou mercredi.

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

سكيا في الامم

Amériques

Le voyage de Jean-Paul II en Amérique latine

Le combat perdu de l'Eglise argentine contre le divorce

Le pape Jean-Paul II devait quitter, lundi 6 avril, le Chili pour l'Argentine au terme d'une visite de six jours marquée par de nombreux incidents. La troisième étape de son voyage sud-américain, la plus longue et la plus chargée, ne devrait pas provoquer de passions particulières sur le plan politique, et prendre fin dimanche 12 avril.

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Environ deux millions et demi de couples argentins vivent en concubinage, dans l'illégalité, l'homme ou la femme étant séparé d'un précédent conjoint et ne pouvant se remarier, avec tous les problèmes moraux, mais aussi matériels (démarches administratives, héritages) que cela pose. Rien d'étonnant donc que plus de 70 % des trente millions d'habitants du pays soient favorables au divorce. Les législateurs devaient leur donner satisfaction à la fin du mois d'avril, après la visite du pape. Une décision dont l'attente a pris la forme d'un film à suspense depuis le 27 novembre dernier.

Ce jour-là, la Cour suprême de justice de Buenos-Aires rendait une sentence incroyable pour tout l'Argentin : elle mettait fin à une loi qui, si elle permettait la séparation, établissait l'indissolubilité du mariage civil en interdisant le remariage. En considérant cet interdit comme inconstitutionnel, le tribunal suprême autorisait M. Juan Sejean, un ancien juge, à divorcer et à se remarier s'il le souhaitait.

Une décision qui remettait en cause l'autorité du Parlement en matière législative et permettait au président Raúl Alfonsín d'inscrire autoritairement — sous prétexte d'un conflit de pouvoirs — le vote du projet de loi sur le divorce, déjà approuvé par les députés en août 1986, à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Sénat. Une telle opération pour le chef de l'Etat qui n'oublie pas qu'il avait promis, lors de sa campagne électorale de 1983, de faire sortir l'Argentine du club des pays sans divorce.

Mais il ne tenait pas qu'à M. Alfonsín de tenir parole. Le premier obstacle, la Chambre des députés, n'a pas été difficile à surmonter puisque les radicaux, le parti du président, y sont majoritaires. Ce n'est pas le cas au Sénat, où les péronistes (opposition) dominent et ont fait tout ce qu'ils ont pu pour retarder le vote de la loi. Et ils y ont réussi.

Une idée très simple

L'idée de M. Sejean semble tellement simple qu'il se demande pour quel personne ne l'a eue avant lui. Quelques années après sa séparation d'avec sa première épouse, M. Sejean est tombé amoureux d'une autre femme, elle aussi séparée. Ils se sont donc mis à vivre ensemble « hors-la-loi » et ont décidé de faire un enfant. C'est à l'occasion de cette grossesse que M. Sejean s'est souvenu d'un article, tombé en désuétude, de la loi précitant que, même séparés légalement, les époux se doivent fidélité. Un détail qui lui a permis de découvrir la faille dans l'armure de ladite loi.

Arguant que cet interdit contredisait la loi naturelle de l'homme en le contraignant, en cas de séparation, à la solitude, à l'homosexualité ou à l'adultère, il a présenté à la justice en 1985 un recours en inconstitutionnalité de la loi.

Deux fois, sa demande a été rejetée. En première instance, puis en appel, les juges ont estimé que « le remariage était aussi dégradant qu'un inceste ». Tel n'a pas été l'avis de la Cour suprême de justice qui lui a donné gain de cause, le 27 novembre dernier, par trois voix contre deux.

Pour être sans appel, cette décision n'en a pas pour autant fait jurisprudence. Depuis le « cas Sejean », plusieurs juges ont rejeté des demandes de divorce. Des décisions qui, selon M. Enrique Petracchi, l'un des cinq juges de la Cour suprême, seront évidemment revues si les derniers arrivent jusqu'à celle-ci, mais qui témoignent de la répugnance du corps judiciaire à prendre

à son compte une réforme sociale dont ils préfèrent laisser la responsabilité aux législateurs.

A cela, selon M. Sejean, une explication : la pression de l'Eglise catholique. En Argentine, beaucoup de juges sont aussi professeurs à l'Université catholique. S'ils se prononcent en faveur du divorce, la sanction est immédiate. Deux d'entre eux, qui s'y sont risqués, n'ont pas eu leur contrat renouvelé à l'Université. De même, l'Eglise réagit sans attendre au jugement de la Cour suprême. Selon elle, il « viole de façon évidente la Constitution, car trois votes qui ne représentent pas la volonté populaire ont donné le coup de grâce aux fondements de la famille argentine ».

Le clergé « national-catholique » argentin, comme le désignent les croyants progressistes, n'avait pas ménagé ses efforts pour tenter de faire échouer à la promesse de M. Alfonsín. Il avait organisé une grande campagne de protestation dans tout le pays et, pour la couronner, avait appelé en juillet dernier à une manifestation sur la place de Mai, devant le palais du gouvernement.

Pour la deuxième fois en trois siècles la statue de la vierge de Luján, patronne de l'Argentine, avait quitté sa basilique pour présider la cérémonie. Malgré cela, il n'y avait guère eu plus de cinquante mille personnes — une misère pour l'Argentine — présentes à l'appel de l'épiscopat.

Ayant échoué par la persuasion, l'épiscopat avait tenté la dissuasion. L'évêque de Jujuy (nord du pays), soutenu par sa hiérarchie, a refusé la communion à trois députés qui avaient voté en faveur du divorce. A Córdoba (centre), un prêtre a été suspendu pour avoir émis des opinions en faveur du divorce. Les évêques ont aussi tenté d'effrayer les fidèles en présentant le divorce comme la source de tous les maux de la société, de la délinquance et de la drogue. En pure perte apparemment.

En matière de défense de la famille chrétienne, le clergé catholique argentin avait déjà dû se résoudre à accepter la vente libre des contraceptifs. Il n'a plus guère d'espoir sur le divorce et ne s'accroche encore qu'au tabou de l'avortement.

Un paradoxe, si l'on compare ces revers avec son influence politique dans un pays où le président a toujours l'obligation constitutionnelle d'être de religion catholique, où l'Eglise contrôle une grande partie — la plus prestigieuse — de l'enseignement, conserve une place de directrice des consciences au sein des forces armées, et entretient des relations très amicales aussi bien avec la *patria financiera* (oligarchie financière) qu'avec la centrale syndicale unique CGT (Confédération générale du travail, péroniste).

CATHERINE DERIVERY.

Au Chili, un week-end paisible

SANTIAGO
de nos envoyés spéciaux

Après les pierres, les fleurs. Après les affrontements quotidiens dans la capitale entre les carabiniers exaspérés et les jeunes manifestants résolus à en découdre, les chants liturgiques et les messes paisibles, le fervent sage des foules de Punta Arenas, dans l'extrême Sud austral, de Puerto Montt, entre Pacifique et cordillère, de Concepción, porteur besson du mouvement de la gauche révolutionnaire, de Temuco, refuge des derniers Mapuches du Chili, de la Serena et d'Antofagasta, capitale du Grand Nord chilien, d'où le pape devait s'envoler ce lundi 6 avril dans l'après-midi à destination de Buenos-Aires, où l'attend un autre périple d'une semaine en Argentine aussi échevelé que celui qui s'achève.

Après les pancartes « Ici, on torture » et les cris répétés sans cesse « Liberté ! Liberté ! », on comme dans le stade national, hurlés à l'unisson par près de cent mille jeunes : « Qu'il s'en aille ! Qu'il s'en aille ! », seulement des mouchoirs blancs de bienvenue, des banderoles jaunes. Vers 18 heures, des caducées noirs offerts à Jean-Paul II par des paysans simples, des indiens endimanchés, des pêcheurs émus, des collégiens en uniforme. Samedi et dimanche, de Punta Arenas à 2 000 kilomètres de Santiago, jusqu'à Antofagasta, à 1 400 kilomètres au nord de la capitale, le voyage en province de Jean-Paul II s'est été qu'une succession d'étapes presque semblables marquées par la chaleur de l'accueil, la joie évidente des évêques, la décontraction de l'entourage du pape et des services de sécurité.

Les seuls incidents, mineurs, ont eu lieu à Concepción samedi soir, avant l'arrivée du pape. Quelques groupes ont été rapidement dispersés par les carabines à cas de la police. Pas un cri, en revanche, pas une seule pancarte pendant la messe de dimanche matin, à laquelle assistaient des milliers d'ouvriers dont certains portaient leurs casques de mineur. Comme si la ville la plus frontalière du Chili, après Santiago, avait voulu manifester sa condamnation des incidents de la veille au parc O'Higgins de la capitale. Chacun d'ailleurs a eu le sentiment pendant ce week-end paisible et bucolique, entre mer et montagne, que les Chiliens de l'intérieur, consternés par les violences des jours précédents, redoublaient de ferveur religieuse.

COURS DE LANGUES
PORTUGAIS -
BRÉSILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS
TEL 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

Un véritable marathon...

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Si le séjour du pape en Argentine n'a pas l'intérêt politique de sa visite au Chili, il aura au moins une particularité, celle d'être la plus longue et la plus chargée de son voyage en Amérique latine : onze villes en sept jours.

Il va s'agir pour Jean-Paul II d'accomplir un véritable marathon au cours duquel il visitera notamment, outre Buenos-Aires, les trois plus importantes villes du pays, Córdoba, Rosario et Tucumán, ainsi que la future capitale, Viñedo. Il n'y posera pas la première pierre comme cela avait été initialement prévu car, même si le transfert ne fait plus désormais de doute, la loi n'a toujours pas été votée par les députés en raison de lenteurs bureaucratiques.

Mais il s'y adressera dans leur langue à trois mille Indiens Mapuches, descendants des « rares » indigènes ayant échappé à la « conquête du désert » par les seigneurs de guerre argentins du dix-neuvième siècle. Arrivé le

6 avril à 15 heures locales (20 heures, heure de Paris) à Buenos-Aires, le pape s'entre-tiendra le jour même avec le président Raúl Alfonsín.

Le lendemain, il se rendra successivement à Bahía Blanca, Viñedo, Mendoza et Córdoba. Mercredi, il partira pour Tucumán et Salta, au pied de la Cordillère des Andes, dans le nord-ouest du pays, avant d'aller jeudi à Corrientes, Paraná et de regagner Buenos-Aires dans la soirée. Vendredi, il rencontrera dans la capitale la communauté polonaise et les syndicats avant de visiter la cathédrale ukrainienne.

Tôt, le samedi matin, il partira pour Rosario à 300 kilomètres au nord de Buenos-Aires, d'où il reviendra dans l'après-midi pour rencontrer notamment les représentants des chefs d'entreprise, et, le soir, passer deux heures avec la jeunesse argentine. Le dimanche, il présidera la Journée mondiale de la jeunesse, puis il célébrera la messe des Rameaux. Dans la soirée, il repartira pour Rome.

C. D.

ARCHITECTES

CONSOLIDEZ VOS PLANS

ATARI®

SICOB 1987 - STAND 5 B 5028 ou Tel. 1 45 06 31 31

Les solutions informatiques sur ATARI ST :
toute l'avance technologique 16/32 bits

**VOUS AVEZ
MAINTENANT QUATRE
BONNES RAISONS
(PAR SEMAINE)
D'ALLER A
SAN FRANCISCO.
UTA, UTA, UTA, UTA.**

UTA, le mercredi à 19 H 55 ; UTA, le jeudi à 15 H ;
UTA, le vendredi à 19 H 55 ; UTA, le samedi à 19 H 55.

4 fois par semaine UTA aux USA.

est-ce bien raisonnable
de ne pas en profiter?

UTA

* Des 10 mois de juin.

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

**TOUS LES VOLS
NE SONT PAS
FRAUDULEUX.**

Lire page 7

Politique

Le congrès de Lille réaffirme

Le congrès socialiste qui s'est tenu du vendredi 3 au dimanche 5 avril à Lille s'est terminé en apothéose par un grand rassemblement de quelque 15 000 à 20 000 personnes. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a repoussé, à cette occasion, toute idée d'une « dérive centriste » du PS, tout comme l'avaient déjà fait de nombreux intervenants tout au long du congrès.

Après avoir, M. Pierre Mauroy avait souligné que, si M. Mitterrand ne se représente pas,

le candidat « le mieux placé » (c'est-à-dire, aujourd'hui, M. Rocard) soit désigné sans « primaire » à l'intérieur du PS (le Monde daté 5-6 avril). Toutefois M. Jospin ne partage pas cette idée. De son côté, M. Jean-Pierre Chevènement n'exclut toujours pas d'être candidat à l'investiture.

La nouvelle direction du PS devait être composée lundi. M. Rocard ne devrait pas y participer, à l'inverse de MM. Laurent Fabius et Pierre Mauroy. M. Jean-Popereau a l'intention de quitter

le secrétariat national s'il ne conserve pas la responsabilité du secteur élections. M. Jospin lui propose le secteur des relations extérieures (c'est-à-dire avec les syndicats, les autres partis de gauche, etc.).

Bien que cet exercice agace la plupart des intéressés, il est d'usage, après un congrès socialiste, de classer les gagnants et les perdants. Comme c'est souvent le cas avec le PS, le tableau est tout en nuances.

M. Jospin. — Il a vécu de rudes moments pendant ce congrès. Heureusement appuyé par certains des membres de la nouvelle direction du PS — MM. Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz, et aussi M. Pierre Mauroy, — il a vu son leadership durement critiqué en coulisses. Il n'est pas parvenu à donner une image parfaite du congrès. Mais l'opinion retiendra probablement plus la réussite de la « grande messe » du dimanche, qui a représenté « l'heure de gloire » de M. Jospin dans ce congrès, et le moment suprême d'unité.

L'unité d'abord

« L'Internationale sera le genre humain... » Le congrès est debout. Le chœur des milliers de militants (15 000, 20 000 ?) couvre la sono. A la tribune, ils sont tous là, agitant chacun sa rose : Jospin et Mauroy entourés de Rocard et de Fabius, Joxe et Delors, Mermaz et Lang. Dans cette terre du Nord qui a vu naître leur mouvement, les socialistes retrouvent leur tradition : le vieux chant des révolutionnaires n'est plus honteusement caché, comme durant le temps du pouvoir. Tous chantent, ce font semblant. Seul l'ancien ministre de la culture s'interdit jusqu'au mime. M. Jack Lang reste tout aussi impassible pendant la Marseillaise, dont seul

l'air est joué par les haut-parleurs, mais dont les paroles sont reprises en chœur. Seul l'hymne propre aux socialistes français est entendu sans être chanté.

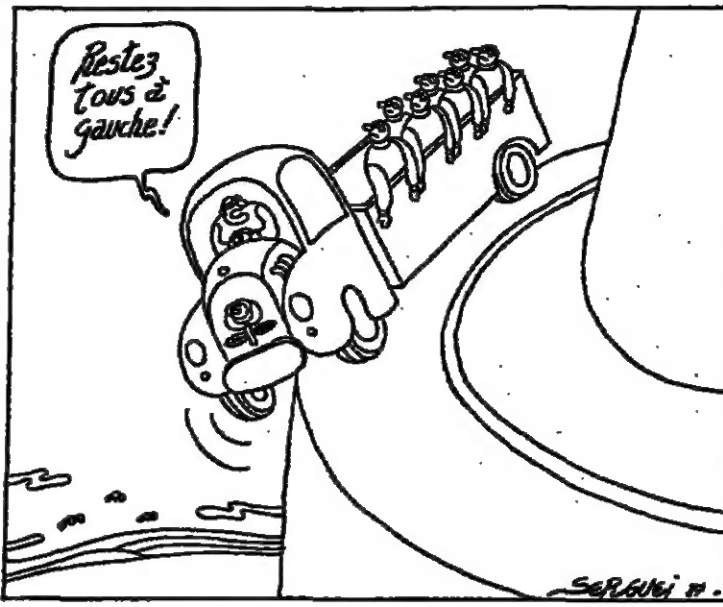
Trois chants donc, pour un point d'orgue à un congrès. Trois chants pour résumer trois jours de discours. Trois airs pour confirmer la synthèse : nous voulons changer la société, en étant fidèlement à gauche, mais en restant, sans complaisance, un parti bien intégré dans cette société, et qui veut gouverner ; nous sommes des socialistes démocrates.

Les militants qui, ce dimanche, sont venus retrouver les congressistes sont heureux. Ils ont assisté à

une de ces grandes fêtes dont ils raffolent. Ils ont applaudi l'unité de leurs dirigeants, vibré à l'espoir de gagner, communément dans le soutien au président de la République, celui qui leur donne maintenant du « chers amis ». Leur premier tonnerre d'applaudissements salue l'apparition sur les écrans géants qui entourent la tribune de leur bande-roule féérique : « Tonon, tiens bon, ils repartiront ! » Leur deuxième est pour saluer l'arrivée de Jospin entouré par la garde d'honneur de tous les chefs du PS.

Une bronca accompagne la litanie de leurs noms, chantée par M. Mauroy. Le maire de Lille inscrit le combat du présent dans les batailles du passé. Il fait frissonner à l'évocation des chefs d'antan : Roger Salengro, Léo Lagrange et Augustin Laurent, témoin vivant d'une histoire qui se survit, et même Guy Mollet, l'adversaire de tous ceux qui avaient voulu reconstruire un « nouveau » socialisme. D'instinct, la salle se lève pour entendre le « message » de M. François Mitterrand. Une fois encore, ce non magique est scandé en cadence : même M. Rocard se met de la partie.

La salle est venue pour applaudir. Lionel Jospin, en une heure vingt-cinq de discours, lui donnera beaucoup d'occasions. Le refrain de sa première partie : « Nous, nous ne laisserons personne en route » ; son assurance : « Nous reviendrons au pouvoir », dont il a enlevé le « sans doute » primitivement prévu ; sa confiance : « La force de notre mouvement » ; sa distribution de bons points à MM. Fabius et Rocard, et même à M. Delors ; sa référence aux symboles : la laïcité, la défense de la Sécurité sociale ; l'évocation de la Nouvelle-Calédonie, des Sakharov, tout fait hurler la salle de plaisir. Seuls, MM. Delors et Joxe restent de marbre quand le premier secrétaire refuse tout appel aux centristes, aujourd'hui alliés avec la droite.



Ses réponses — discrètes — à M. Popereau obtiennent tout autant l'adhésion. Même le futur ex-numéro deux applaudit à la nécessité d'une « direction soudée », à la constatation que l'on « n'a pas besoin d'être divisés pour penser ».

Une indifférence polie

Le temps n'est plus aux discussions, épuisées la veille. Surtout dans les quatre forums organisés le samedi matin (politique économique, affaires étrangères et défense, faits de société et questions sociales), là, les délégués de base ne s'en donnent à cœur joie et remettent en cause quelques idées reçues de leurs dirigeants : oui, le contenu de la loi de programmation militaire fait peur ; oui, la Realpolitik ne doit pas faire oublier le tiers-monde ; oui, il faut être plus offensif dans la défense des immigrés, dont des représentants devraient être associés à la direction du parti ; non, il ne faut pas avoir peur de l'autocritique, car nous avons été parfois trop prudents quand nous étions au pouvoir ; oui, « l'ordre des médecins doit être cassé » ; oui, nous avons trop rendu d'arbitrages politiques d'opportunité ; dans le traitement des dossiers des bassins d'emplois condamnés par l'évolution économique ; oui, il faut préparer l'avenir et savoir comment réglementer le droit de licenciement sans revenir à la législation d'avant 1986.

Les vrais débats sont là. Pas dans la grande salle du congrès. Les ora-

teurs qui tentent de lancer quelque idée ne reçoivent en écho qu'une indifférence polie. Même M. Max Gallo, quand il évoque à tout propos Jaurès. Même M. Olivier Stirn, quand il prouve que l'on peut passer sans complexe de la droite au socialisme ; même M. Pierre Guidoni, quand il traduit la conversion de l'ex-CERES à l'Europe, tout en soulignant les difficultés de sa construction et la nécessaire bataille pour son indépendance. Même M. Jacques Piettre, cet autre témoin du passé, quand il revendique fièrement son « archaïsme » et supplie que l'on n'oublie pas la « lutte des classes ». Même M. Gilles Martinet, quand il regrette la « perte de la charge émotionnelle ». Même M^{me} Martine Buron, quand elle défend la cause 3 des femmes. Même M^{me} Isabelle Thomas, quand elle évoque la lutte victorieuse des étudiants.

La concurrence est trop rude. En ce début d'après-midi de samedi, chacun ne parle que de la défaite d'Hachette dans la course à TF 1. Il faut être Laurent Fabius pour intéresser le congrès. Les militants admirablement tous les trucs pour se faire applaudir par des militants socialistes. Il cite Montherlant pour crier : « Vive mes ennemis, au moins ils ne peuvent pas me trahir ! », ce qui ravit d'aise ses adversaires.

Unanimité vultu du congrès. La commission des résolutions, à huis clos, était là pour laver le linge sale. Même quand la synthèse est réalisée avant les débats, les socialistes ne peuvent en effet se priver d'une nuit presque blanche. Leurs dirigeants

ne se séparèrent qu'à 4 h 15 samedi, après avoir entendu MM. Jospin et Popereau vider leurs sacs. Tout le passé, même le plus lointain, remonte à la surface : la préférence donnée à M. Joxe pour la présidence du groupe en 1981 ; le procès en stalinisme dressé par l'ex-numéro deux contre le numéro un. Il fallait aussi donner satisfaction aux rocardiens contre M. Laigret pour la direction de la fédération de l'Indre et tenir — sans succès — de calmer l'ex-CERES dans l'affaire des Bouches-du-Rhône.

« Le gouvernement par la famille »

Les apertés continuèrent tout au long de la journée. Samedi soir, après avoir réuni ses amis, M. Popereau expliquait : « Je ne serai pas au secrétariat. Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement non plus. Je serai en bonne compagnie dehors. Ce sera le gouvernement par la famille... avec le cousin de Lille ».

La consigne de M. Jospin était claire : on ne parle pas de tout cela au congrès. M. Bertrand Delanoë n'y a pas obéi. Sous les sifflets des congressistes, il s'en est pris à M. Popereau et a évoqué son désaccord avec M. Mauroy sur son analyse des conditions du choix d'un candidat pour l'élection présidentielle. M. Michel Charzat revient à la charge — publiquement — contre M. Michel Pizat. Rien n'y fit. Toutes les décisions de la commission des résolutions furent approuvées : la réintégration de militants déshonorés lors de récentes joutes électorales, dont celles de trois députés, MM. Michel Lambert (Orne), Hubert Gouze (Tarn-et-Garonne), André Pinçon (Mayenne) ; le refus, malgré un ultime baroud d'honneur, d'augmenter la place obligatoire des femmes dans les organismes dirigeants.

Ces quelques scores ne mirent pas à mal la démonstration de l'unité. Unité dans les thèmes de discours. Unité dans les appels aux noms symboliques pour se faire applaudir : Pierre Albertini, Gaston Defferre et surtout Malik Ousseline (dont le frère était présent dès vendredi, contrairement à ce que nous avons écrit). Unité physique à la tribune, dimanche matin, de tous les dirigeants de fait ou de droit. Il n'en manquait qu'un. Mais son nom a été scandé cent fois : « Mitterrand-Mitterrand-Mitterrand ! ».

THIERRY BRÉMER.

ÉCRIVAINS

TRAITEZ BIEN VOS TEXTES

ATARI

SICOB 1987 - STAND 5 B 5028 ou tél. 11 45.06.31.31

Les solutions informatiques sur ATARI ST : toute l'avance technologique 16/32 bits

LE MEILLEUR JOUR
POUR ALLER
A DOUALA,
C'EST MARDI,
MERCREDI
OU VENDREDI.

Et la meilleure heure pour aller à Douala c'est 11h20 le mardi, 22h15 le mercredi et 23h59 le vendredi. Si après cela, vous allez à Douala sans y aller avec UTA, c'est vraiment que vous êtes dans un mauvais jour.

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

Le chemin de la raison

MIEUX que dans les discours des grands dirigeants, c'est dans les commissions que l'on prend le pouls du parti, que l'on mesure la réalité de son évolution. Qu'il s'agisse des contraintes internationales, de la politique fiscale ou budgétaire, ce sont des socialistes bien sages qui s'expriment en commission économique, plus proches du « chemin de la raison » que de celui du rêve, comme devait le reconnaître Pierre Bérégovoy, qui présidait les travaux.

La conjoncture internationale, tout le monde en convient, est « érudite » et « l'internationalisation croissante des échanges rend l'argent volatile », ce dont « la France subit les conséquences ». « On sait à quel point cet environnement pèse », ajoute un intervenant qui rappelle qu'en 1981-1982 les difficultés que nous avons eues n'auraient pas existé si le monde n'avait pas été en récession.

Enfin, « le poids de l'endettement est capital » et « le monde n'échappera pas à un abandon de créances ». D'ailleurs, l'ancien président du Cédit lyonnais, M. Delfieux, souligne que le contribuable a déjà payé les provisions très importantes faites par les banques pour les risques encourus du fait de ces créances. « Je regrette, dit simplement Pierre Bérégovoy, de ne pas l'avoir demandé plus d'argent lorsque l'état Rue de Rivoli ». Bref, le volontarisme qui présidait aux réflexions des socialistes avant 1981 a laissé place au réalisme. La fiscalité le supprime plus encore. « La grande réforme fiscale », c'est comme le

grand soir, souligne un militant. Il nous faut plus de modestie ».

C'est cette même modestie que prône Henri Emmanuelli, pourtant souvent plus vif. Il reconnaît que l'impôt sur le revenu « a un mauvais profil » avec « une base étroite », ne rejetant pas les arguments de ceux qui rappellent que les socialistes au pouvoir ont amplifié ce phénomène (l'augmentation des bas salaires) et s'interrogeant sur le mode de prélèvement (moins douloureux à la source). L'ancien secrétaire d'Etat au budget ajoute qu'il y a le vrai problème de la taxe professionnelle « que nous n'avons pas su résoudre » et que, si la fiscalité locale est injuste, mal assise, dépeçée, il faut être d'une extrême prudence dans son éventuelle réforme. Heureusement encore que tout le monde est d'accord pour rétablir un impôt sur les grandes fortunes « au taux faible et à l'assiette large ».

Il y a certes quelques voix discordantes. Le gentil Pierret, député des Vosges, d'habitude si modéré et peut-être irrité de se voir voler sa partition, clame qu'il n'y a pas de conciliation possible entre la droite et la gauche et de dénoncer la fausse rigueur, le clientélisme, la politique des faux-semblants. Ils seront d'ail-

leurs nombreux à réclamer une « vraie rigueur » et une politique du franc fort. De quoi faire rosi... de plaisir Raymond Barre.

Certains militants s'inquiéteront bien du pourquoi de la modernisation : « Est-il nécessaire de courir après les Etats-Unis et le Japon ? » ou du peu de cas que l'on fait de l'emploi (c'est la commission Delfieux qui s'en préoccupe).

Mais le ton est plutôt à : « Ce n'est pas parce que la droite baisse l'impôt sur le bénéfice des sociétés qu'il ne faut pas le faire — c'est d'ailleurs toi qui as commencé à le faire, Pierre — du moins pour les bénéfices réinvestis ». Ou encore, on peut entendre : « Nous avons toujours privilégié idéologiquement l'impôt direct comme plus juste. N'est-il pas temps de changer ? » Une opinion partagée par Pierre Bérégovoy, qui souligne que l'économie, c'est aussi de la psychologie, et qu'en la matière, l'impôt indirect indolore électoralement « a bien des avantages ». « Nous avons fait preuve d'audace et de rébellion », a conclu l'ancien ministre des finances qui tenait à affirmer : « Contrairement à ce qu'on dit souvent, l'économie, c'est l'affaire des socialistes ».

BRUNO DETHOMAS.

(Publicité)
SCIENCES PO
La seule école qui depuis 20 ans vous offre ces garanties :
Directeur et professeurs, anciens de SC. PO ou de TEPA.
Taux de réussite exceptionnelle. Sélection sur dossier.
Ecole 1^{re} et 2^e année ; 3^e et 4^e années ; concours ENA.
Préparation à temps complet sur place et par correspondance. Doc. contre 3 timbres.
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.00.19 ou 47.22.94.94.

Nouveau :
prépare
CELSA

ICEPES

سكنا بن الاموال

Politique

L'ancrage à gauche du PS

Au total, le PS de M. Jospin a sans doute donné l'image d'un parti « sérieux », plutôt uni et responsable. Mais on cherche toujours les idées nouvelles.

● **M. Rocard.** — Son discours n'a pas suscité l'enthousiasme. Mais M. Mauroy lui a donné un grand coup de main pour renforcer encore son image de candidat potentiel du PS en 1988, si M. Mitterrand ne se présente pas.

● **M. Fabius.** — Il peut se targuer d'un bon discours, apprécié largement au-delà de la sphère

de ses propres amis, malgré une situation guère favorable dans le parti et la direction. Mais la conjoncture ne lui offre pas de grandes possibilités d'épanouissement.

● **M. Mauroy.** — Il a joué à fond sur son statut d'ancien premier ministre de M. Mitterrand et sur le fait d'être la puissance invitante. Il a apporté un soutien appuyé au premier secrétaire. Mais M. Jospin n'a pas caché qu'il regrette certaines de ses initiatives. Même si M. Mauroy

vent avant tout que le premier secrétaire renforce son autorité, il n'est pas certain que les deux hommes aient tout à fait la même conception du rôle qu'ils devront jouer dans le parti.

● **M. Poperen.** — Il a remporté devant le congrès un succès d'estime évident. Plusieurs dirigeants du PS ne sont pas très satisfaits de la façon dont M. Jospin a géré cette affaire et souhaitent que le député du Rhône participe à la direction. Mais on voit mal les deux hommes se

réconcilier. S'il ne participe pas au secrétariat, M. Poperen souhaite créer « un pôle de regroupement, une composante nouvelle » au sein du bloc majoritaire, « avec des différences, mais sans désaccord d'orientation ».

● **M. Chevènement.** — Il est perdant, à cause de la tournure qu'a prise l'affaire des Bouches-du-Rhône, qu'il avait voulu porter devant le congrès, sur le terrain de la « moralisation politique ».

« Vive Mitterrand ! »

(Suite de la première page.)

Congrès de Lille, enfin. Nous voilà au cœur d'un dispositif de campagne qui rappelle à s'y méprendre celui qui avait été mis en place en janvier 1981 à Créteil : aux commandes M. Jospin, assisté de M. Bérégovoy, tandis que M. Mauroy

sonne la charge, lui le rappelle. Bien sûr, le moment venu, et si les circonstances lui imposent de renouer, ces événements pourront être l'objet d'une lecture anodine : à TF1, il ne s'agit pas d'un bilan d'un an de cohabitation ; en Franche-Comté, le bon roi François, tel saint Louis, était simplement

accouru pour reconforter un peuple en mal d'affection ; à Lille, les amis socialistes du président ont tenté une énième manœuvre pour forcer la main de leur champion. A preuve : le chemin dégage, sous les pieds de M. Rocard, par MM. Mauroy et Bérégovoy.

Que s'est-il passé à Lille ? M. Rocard apparaît bien, après le congrès, comme le candidat des socialistes si M. Mitterrand ne l'est pas. Il a été intronisé, en quelque sorte, candidat suppléant.

Or un suppléant est le dernier qui puisse s'opposer au titulaire. CQFD : plus M. Rocard apparaît comme le candidat de rechange, en passe d'être investi de la légitimité socialiste, moins il est fondé à se mettre en travers de la route de M. Mitterrand. Voilà donc un homme qui, en 1980, s'était piégé lui-même par une petite phrase (1) et ses propres erreurs tactiques ; et qui pourrait bien être, en 1987, piégé par... son succès.

On comprend mieux, dans ces conditions, le jeu de M. Jospin, que l'on ne peut séparer de celui du président. Au premier la charge de rouvrir, non seulement le parti, mais aussi l'électorat de la gauche. D'où l'ancrage à gauche fortement proclamé à Lille par le refus de toute alliance avec le centre, et concrétisé par un mot d'ordre, fût-il utopique :

le PS doit « redevenir le parti de l'emploi ». « D'abord, l'emploi », disaient les socialistes en 1981. Ainsi le PS peut-il espérer non seulement aider son candidat à s'approcher de la barre de 40 % au premier tour (dont M. Jospin crédite déjà M. Mitterrand), et peut-il surtout dissuader l'électorat communiste de suivre d'éventuelles consignes d'abstention données par la direction du PCF (au nom du « consensus Mitterrand-Chirac »).

Au président, il reste, bien sûr, à faire venir à lui les électeurs de droite (que leurs voix aillent au centre ou à M. Le Pen). Car il va de soi qu'à force de camper l'arbitre M. Mitterrand récoltera bien quelques suffrages, ceux-là mêmes, peut-être, qui feront la différence. Se déclarer le plus tard possible offre, de ce point de vue, trois avantages : prolonger autant qu'il est possible l'exercice de la fonction arbitrale, plus séduisante que celle de candidat ; ôter à la droite une occasion de se ressourder contre cette candidature ; donner le temps au PS d'élaborer un programme et d'affaiblir la majorité, au moment justement où M. Le Pen se rappelle au bon souvenir de celle-ci.

Et après ? Après, il sera temps, si M. Mitterrand l'emporte, de gouverner... avec le centre. Contrairement aux apparences, M. Jospin a été, sur ce point, d'une grande franchise : attendons, a-t-il dit en substance, que les centristes soient à prendre, c'est-à-dire que leur candidat (M. Barre) soit battu, avant de leur faire des rétrocessions. Au lieu de dire : « pas d'alliance avec le centre », M. Jospin aurait dû dire : « par d'alliance avec le centre parce qu'il est à droite », ou « tant qu'il est avec la droite ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Prononcée au congrès de Metz du PS, en avril 1979 : « Je ne serai pas candidat contre le premier secrétaire de mon Parti ».

Racines...

« COMME nos anciens, nous ne laissons personne en route. » Ce leitmotiv du discours de clôture de M. Jospin, l'évocation des racines ouvrières du socialisme français, le retour de l'internationalisme dans un congrès socialiste, toute cette symbolique qui aurait été jugée archaïque avant le 16 mars 1986, et qu'il applaudit à tout rompre, aujourd'hui, les foules de gauche, tout le confirme : l'un des principaux soucis du PS est de retrouver l'identité d'un parti qui puisse incarner une espérance populaire.

A chacun ses mythes fondateurs. Aux Etats-Unis, le gouverneur démocrate de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo, évoque les convois de chariots bûches qui prenaient le chemin de l'Ouest et ne laissaient, eux non plus, « personne derrière » (le Nobody left behind) (1). A Lille, M. Jospin évoque les mines du Nord, les solidarités ouvrières, les réunions clandestines tenues dans de misérables cafés.

Rocard, Fabius, Jospin, Mauroy, Chevènement, plus tous les autres. Les termes diffèrent, la quête est la même : garder le « maître du réel », tout en préservant le « splendide défilé du rêve », dit M. Fabius. « Inventer une philosophie social-démocrate qui fasse rêver », résume M. Mauroy. S'il y a un ciment qui unit les dirigeants socialistes, c'est bien ce besoin de ressourcer le parti.

L'homogénéisation idéologique du PS, après cinq ans d'exercice du pouvoir, est apparue évidente à Lille : M. Jospin dit des choses qui étaient, dans le passé, l'apanage de M. Rocard, que M. Fabius pourrait reprendre à son compte, et ainsi de suite... Inconvenient : le manque de consistance, pour le moment, des propositions socialistes est en fait amplifié par l'effet de ce ciment presque unanime qui marie des vœux — pieux pour le moment — et des commandements moraux plus qu'il ne parvient à dégager une idée-force.

Au-delà de cette union « spirituelle », au-delà de l'orchestration sans bavures d'un tir noué contre M. Raymond Barre, au-delà du rassemblement autour d'un François Mitterrand idéalisé, le congrès de Lille aura-t-il permis la démonstration de force et d'unité que souhaitait M. Jospin ? Raisons un pronostic : d'ici à leur prochain congrès, ou bien les socialistes auront complètement changé les règles d'un jeu qui paraît inadaptable, ou bien ils ne viendront pas unis à l'avance (comme c'était le cas à Lille) sur une motion de synthèse.

En l'absence de débat sur l'orientation politique du parti (puisque synthèse il y avait), les deux temps forts du congrès — avant la puissante démonstration du dimanche matin — auront été l'intervention de M. Poperen et l'accrochage autour de la situation dans les Bouches-du-Rhône. Autant d'épisodes qui sont venus entacher l'image d'unité.

Le premier secrétaire du PS, qui ne cache plus sa lassitude vis-à-vis de bon nombre de querelles d'appareil, veut constituer, à l'issue de ce congrès, une direction resserrée, « soudée » autour de lui, afin de lui permettre d'exercer pleinement son autorité. Malgré le soutien que lui apportent, dès maintenant, certains des membres de cette nouvelle direction, il aura pu constater, avec peut-être une certaine amertume, qu'il est plus franchement soutenu par la base du PS que par son sommet.

L'affaire Poperen n'est toujours pas réglée. Le soutien sans équivoque accordé par M. Jospin à M. Poperen ne va pas faire plaisir à MM. Chevènement et Fabius. A peine les courants A (mitterrandistes) et B (mauroyistes) ont-ils réalisé leur fusion que déjà on sent poindre de futures divergences d'analyse, sur des points qui ne sont pas mineurs, entre M. Jospin et le maire de Lille, même si celui-ci ne ménage pas son soutien au premier secrétaire.

M. Jospin a des soucis plus immédiats avec M. Rocard : le député des

Yvelines ne veut pas aller au secrétariat national du PS, mais voudrait que son siège soit attribué à l'un de ses amis, ce que contestent les mitterrandistes. Quant à M. Chevènement, il ne veut pas, non plus, aller à la direction du parti, sauf si c'est pour élaborer son nouveau projet, ce qui n'est probablement pas dans les intentions du premier secrétaire.

Dès lundi, après la trêve dominicale et la liasse du grand rassemblement populaire de Lille, M. Jospin devait replonger ses mains dans le cambouis du fonctionnement quotidien de l'appareil : il doit proposer au comité directeur, qui se réunit ce jour-là, la composition de son nouveau

secrétariat national. Il y aura travaillé jusqu'au dernier moment : dimanche en fin de matinée, plusieurs des présents ne connaissaient pas avec certitude la proposition qui leur sera faite...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) La thématique utilisée par M. Cuomo a été citée, lors du colloque d'Espaces 89 qui s'est tenu les 27 et 28 mars (le Monde du 1^{er} avril), par l'un des intervenants, M. Bernard Manin, comme exemple d'« images mobilisatrices » (pour la gauche) (...), qui ne soient pas des utopies au sens de la société parfaite, afin d'éviter « les effets redoutablement pervers » d'une telle image d'une « société parfaite ».

SCIENTIFIQUES

FAITES VITE VOTRE CALCUL

ATARI

SICOB 1987 - STAND 5 B 5028 ou Tel. 1 45 06 31 31

Les solutions informatiques sur ATARI ST : toute l'avance technologique 16/32 bits

VOLER ÇA COÛTE MOINS CHER

NOUVELLES
FRONTIÈRES

87 BD DE GRENELLE
75015 PARIS 42 73 10 64

495 F LE VOL PARIS TOULOUSE ALLER RETOUR DES LE 10 AVRIL
Et 690 F le vol Paris Nice, aller retour. Et comme on ne manque pas d'air, après, ce sera Ajaccio et Bastia, toujours à partir de 690 F. Maintenant, en France, on a tout intérêt à voler.

SINGAPOUR! SINGAPOUR! SINGAPOUR! CHAQUE SEMAINE NOUS RÉPÉTONS TROIS FOIS LA MÊME CHOSE.

En 747 Big Boss et plus précisément tous les
mercredis à 20h20, tous les vendredis
à 18h20 et tous les dimanches à 22h10.
Singapour, c'est toujours plus facile d'y aller avec UTA.
Doit-on vous le rappeler?

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.



**Et
sur
la d
de p
le Vi
et le
que
avez**

24990 F. Voilà le
niveau Victor PC3/20
merci on ses yeux...
prix de. vous dispo
tres puissant, en
grande capacité de sto
bien sûr,
processeur
ainsi que
système d'ex
MS-DOS™

Com

صلى الله عليه وسلم

5511

“Et nous retenons sur votre salaire la différence de prix entre le Victor PC3/286 et le [REDACTED] que vous avez choisi”

24990 F*. Voilà le prix du nouveau Victor PC3/286. [REDACTED] n'en croit pas ses yeux... Car pour ce prix-là, vous disposez d'un micro très puissant, avec une grande capacité de stockage et, bien sûr, le micro-processeur 80286** ainsi que le système d'exploitation MS-DOS** 3.2.



* Prix public hors taxes constatés. ** Marques déposées.

Mais, mieux encore, et là c'est très dur pour [REDACTED], le nouveau VPC3/286 offre, en standard et complètement intégrée à l'unité centrale, une interface pour disque de sauvegarde enfichable “ADD-PAK” de 30 Mo. Vous avez bien lu : l'interface est intégrée au matériel.

Et cela, c'est une différence originale, d'un concept nouveau

et forcément inestimable.

Avouez que pour 24990 F*, on se demande vraiment pourquoi certains s'acharnent encore à préférer [REDACTED].

Le VPC3/286 sera au Sicob, mais rassurez-vous : si vous n'avez pas le temps de vous y rendre, les 650 revendeurs agréés Victor se feront un plaisir de vous le montrer.

VICTOR

Comme [REDACTED] moins cher qu'[REDACTED]

Victor Technologies - BP 209 - 92502 Neuilly-Malmaison cedex.
Tél. : (1) 47.52.22.22.

Nom : _____ Fonction : _____
Société : _____ Code postal : _____
Adresse : _____ Ville : _____ Tél. : _____
Application : _____

LM/96/5

Politique

Le congrès du PS à Lille

M. Lionel Jospin : « Nous ne laisserons personne en route »

M. Lionel Jospin a conclu dimanche le congrès du PS à Lille devant quelque vingt mille personnes, en souhaitant que le PS soit « en état de marche » pour l'élection présidentielle et pour « préparer la reconquête ». Le premier secrétaire du PS a l'autre part affirmé que l'élection présidentielle « ne doit pas barrer l'horizon, ni être l'unique préoccupation » des socialistes.

L'avantage tactique que celui-ci espère ou selon le poulain qu'il soutient à la présidentielle, ce gouvernement de la droite unit et désunit les Français, les déçoit — ce qui me convient — et les désenchantés de l'action politique, ce qui m'inquiète !

Pas d'alliance avec le centre

M. Jospin s'en est vivement pris à la politique du gouvernement, affirmant que c'est la droite « de la réaction ouverte » qui l'a emporté le 16 mars pour mettre en place « une étrange contre-réforme ». D'un côté, un clan autour de Chirac, de l'autre, le pouvoir solitaire revendiqué par Barre, a-t-il dit, soulignant que « plus la droite échouera, plus elle se divisera », et critiquant en ces termes M. Barre : « Qu'est-ce que le barisme, sinon l'annulation pour le passé, l'ambiguïté pour le présent et le silence pour l'avenir ? »

M. Jospin a ensuite décrit l'action de M. Chirac : « Avancé par saccades, dans des offensives brusques puis des retraites précipitées, changeant de discours selon les moments et les lieux, alternant l'arrogance et l'excès de souplesse, se contredisant d'un ministre à l'autre, selon

Le chef de file des socialistes a ensuite refusé une éventuelle alliance avec les centristes avant l'élection présidentielle. Il a déclaré : « Pas d'alliance à droite ; pas d'alliance avec le centre qui est dans la droite ». Il a ajouté : « Où voyez-vous un centre avec des positions politiques qui lui soient propres ? Le voyez-vous sur la Nouvelle-Calédonie ? Ils se taisent ! Le voyez-vous sur les mesures anti-sociales et les atteintes à la Sécurité sociale ? Ils se taisent. Encore dans le gouvernement de M. Chirac, ils sont déjà dans les bagages du candidat M. Barre ! Qu'ils s'affirment comme une force autonome, avec leur propre pensée, avec leur indépendance, avec leur refus de la politique de la droite (même s'ils ne sont pas d'accord avec les positions socialistes), alors on pourra parler d'un véritable centre dans la politi-

que française et le respecter. Pour le moment, il n'y a que le centre abstrait et vague des sondages. Peu perspicaces et bien malhabiles seraient ceux d'entre nous qui se laisseraient aller à je ne sais quel appel au centre. Ne transformons pas une révéra de l'histoire politique française en réalité politique. Il sera bien temps, après 1988, de voir comment ce fameux centre réagira si le candidat de droite est battu par nous ou décide de se retirer de l'élection présidentielle. En attendant, beaucoup d'électeurs qu'on dit du centre voteront pour nous. »

Le parti de l'emploi

M. Jospin s'est ensuite longuement étendu sur ses propositions pour l'élection présidentielle. Prenant un « travail d'autopsie » du PS sur son action au pouvoir, il a notamment fixé cinq orientations :

- Exploiter, par des mesures sectorielles, de nouvelles marges de croissance, car il n'y a « pas de chance pour une politique socialiste dans la pénurie ou le déclin ».
- Redéfinir une stratégie socialiste pour l'emploi, car le PS dit « redevenir le parti de l'emploi ».
- Contrer la politique des privilèges et des inégalités, maintenir la solidarité. M. Jospin définit les maîtres mots de l'action future : « solidarité, répartition, partage ».
- Contre l'ordre moral et l'autoritarisme, garantir les libertés.
- Construction européenne et solidarité avec le tiers-monde.

M. Jospin a en outre souhaité que le PS « soit plus que jamais le parti de la libre pensée et des propositions réalistes », et qu'il propose aux Français « une charte, un contrat social, avec des grands objectifs affichés pour le moyen et le long terme ». Il a défini la méthode de gouvernement qu'il ambitionne pour les socialistes comme « la recherche de consensus dynamiques par le dialogue social ».

Evocant la préparation de l'élection présidentielle, il a souligné que « seul le PS a la volonté et la force

pour rassembler ceux qui veulent une alternative à la droite ». Il a, d'autre part, réaffirmé son souhait d'un rassemblement de la gauche avec, en ce qui concerne le PC, « l'union, le désistement au second tour, à la présidentielle et aux municipales ». Après avoir, tout au long de son intervention, répété comme un leitmotiv que les socialistes « ne laisseront personne en route », il a conclu : « Il y a six mois encore, les Français ne voulaient pas nous entendre. Puis est venue la phase de la déception. Dès lors, ils ont commencé à juger autrement notre bilan. Maintenant, ils commencent à regarder vers nous. »

Il nous reste un an pour que les Français nous choisissent, éliminant celui qui incarnera nos idées. Je suis convaincu que c'est possible. C'est à cela que, désormais, nous allons travailler. »

Le message du chef de l'Etat

M. Mitterrand a fait parvenir aux congressistes le message suivant :

« A l'heure où votre congrès vous rassemble pour affirmer hautement votre présence dans le pays et vos projets pour les Français, je viens vous dire l'attachement qui me lie à vos personnes comme votre démarche au service de notre peuple. Je souhaite que votre souci d'être vous-mêmes dans le respect des autres donne à la France de nouvelles chances. Président de la République, ce n'est pas seulement un devoir pour moi que d'assurer le droit de chacun, au-delà des choix politiques et des préférences personnelles, c'est aussi l'expression de ma profonde conviction qu'il faut à la nation, à la tête de l'Etat, un pouvoir équitable et juste. Mais cela n'est rien à la fidélité que je garde à l'idéal qui est le nôtre, à l'amitié que je vous porte. »

En formant pour vous les vœux du cœur et ceux de la raison, et en considérant l'état du monde, je n'oublie pas que la France elle aussi a besoin de rassembler ses forces. Aidez-la.

L'acquiescement de M. Pezet

LILLE
De notre envoyé spécial

M. Michel Pezet, il y a encore dix ans, devait faire un malheur, à Marseille, en cas d'élection. Cet ancien avocat de quarante-cinq ans, devenu député, ancien premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône, homme fort du socialisme de la Canebière, a obtenu, le samedi 4 avril, son propre acquiescement. Il a, pour cela, retourné comme une pile de crêpes le bon millier de jurés qui, plantés face à lui, s'apprêtaient, dix minutes plus tôt, à l'envoyer à l'échafaud.

Chef d'accusation : trafic de fausses cartes, génération spontanée de militants, « percussions » sur la personne de Gaston Defferre, dont il était considéré comme l'héritier : dévouement et utilisation à des fins strictement personnelles du socialisme. Procureur : M. Michel Charzat, membre du secrétariat national et surtout proche de M. Jean-François Chevènement.

Il est vrai que les porte-voix de M. Chevènement avaient quelques comptes à régler : systématiquement minorés, méprisés, dans les Bouches-du-Rhône par un système d'encartement de tradition defferrienne, ils viennent d'obtenir le renfort pesant de M. Edmond Charle-Roux, épouse de l'ancien maire déchu, et de M. Philippe Sammarco, député, frère du médecin personnel de Gaston, ancien secrétaire général de la ville.

Résultat : leur ennemi irréductible, M. Pezet, par une de ces manœuvres tactiques dont il a le secret, a visé à leur égard une fausse manœuvre grossière. M. Charzat, dans la peau du procureur, a donc joué son rôle tant bien que mal. Lui aussi est allé tout droit à la faute en appelant, avec quelque perfidie, les socialo-pezzistes marseillais à ne pas se laisser aller à la commu-

M. Pezet, qui a griffonné deux feuillets, jetés ses notes à la diable, arrache, le geste rageur, ce mince véridique et montre à la tribune. On a sifflé d'entrée, il tonne, bras levé, statue jupitérienne de la bonne mine. Les vrais fausses cartes ? M. Chevènement a commis dix fois pire dans le territoire de Belfort, et en vingt-quatre heures !

Pas de socialistes, les pezzistes ? Il en appelle, lui le « persécuteur », à la mémoire de Gaston Defferre, aux luttes contre l'extrême droite qui tient le haut du pavé, à la résistance électorale dans une région où le socialisme se repaît, malgrément, sur lui-même. Buste cambré, bras vengueurs, la tête rejetée en arrière, il empêche le jury, le travail au corps et aux tripes. On l'applaudit. On acclame enfin le « paria ».

Tel Plémin. Acquiescement ! Fêté dans les rangs de la fédération des Bouches-du-Rhône, tel Plémin retourne au pénitencier gagnant. On l'embrasse, on l'étreint, on l'étouffe sous de vastes poitrines féminines. M. Michel Vauzelle, député des Bouches-du-Rhône, ancien porte-parole du président de la République et qui n'a pas tous les jours été de ses amis, l'applaudit. M. Lionel Jospin — extraordinaire manifestation d'estime — lui serre la main et dit : « Mon cher Michel, les l'ont offert un, trépassé en ce... »

M. Pezet, « grand muet », comme il dit dans les instances dirigeantes du PS — il intervient peu au bureau exécutif, encore moins au comité directeur — promet ce que l'on veut : oui, il recommencera au prochain congrès. Bête de tribune, il a marqué, vis-à-vis de ses amis et de ses adversaires marseillais, un point décisif.

Déjà, on s'enquête. L'un de ses proches affirme qu'il va « tuer, tuer » ce qu'il reste de « defferriens » sur le vieux port. M. Pezet est pressé, il souffre. M. Pezet est pressé, il veut conquérir l'hôtel de ville, socialiste contre d'autres socialistes. Trop pressé, peut-être. Les socialistes marseillais dispersent leurs forces en combats fratricides. Et M. Gaudin, chef de la gauche, a déjà coiffé le chapeau de Gaston Defferre. — J.-Y. L.

A Marseille

Le défilé du Front national sur la Canebière provoque des affrontements : deux blessés

MARSEILLE
de notre correspondant

« Hier, il tombait des cordes, aujourd'hui il fait beau : Dieu est avec nous ». On fait feu de tout bois pour conforter sa foi quand on est militant de base du Front national. Il est certain que la météorologie était du côté de M. Jean-Marie Le Pen, venu à Marseille le samedi 4 avril pour présider une démonstration de force sur le thème anti-immigrés de son parti : « Être Français, ça se mérite ». En fait, le président du Front national, qui a remporté la Canebière à la tête d'un important cortège, arrivait en terrain conquis puisqu'un récent sondage effectué à Marseille crédite son parti de 34 % d'intentions de vote.

Mais le but de la manifestation était de pouvoir « dire en face » pour reprendre la formule d'un manifestant « à tous ceux dont le teint bronzé ne doit rien à un récent séjour au ski » ce que M. Le Pen allait appeler, sous les ovations, « une volonté de résistance à la décadence et à l'occupation étrangère ».

Ce credo simpliste du chef de l'extrême droite s'est réduit en fin de compte, chez certaines de ses troupes, à proférer à longueur de cortège les injures les plus basses à l'attention des populations immigrées, ainsi qu'on a pu le constater entre 17 et 18 heures.

Le trajet du défilé lui-même n'avait rien d'innocent puisque les choisisant cette Canebière que ses candidats veulent « rendre aux Marseillais », M. Le Pen donnait l'occasion à ses ouailles de venir harceler leur slogans haineux aux oreilles des intéressés, nombreux à vivre dans le quartier riverain de Belvaux.

Combien étaient-ils à participer à cette grand-messe de l'intolérance ? Certainement pas soixante mille comme les a comptés M. Le Pen, mais bien plus près des dix mille (probablement le double), dénombrés par ceux qui tentaient de minimiser l'événement. Il est

vrai que ces vingt-mille « Marseillais » avaient été renforcés par des apports venus du Var, du Vaucluse, du Gard, de l'Hérault et même des Pyrénées-Orientales et de la Corse.

La belle anbaïne

A cette manifestation de masse, certains des « jeunes beaux arrogants », auxquels M. Le Pen s'était adressé, le 4 avril à Paris, n'ont pas pu résister, et à l'angle du cours Belvaux et de la Canebière, deux cents d'entre eux, excités d'entendre hurler des slogans qui demandaient leur élimination, ont lancé des projectiles sur le cortège aux cris de « Le Pen assassin ! » et « Nous sommes des êtres humains ! ». L'ambiance était trop belle pour le service d'ordre musclé, et dont certains membres avaient coiffé le béret rouge des parcs, de partir en chasse jusque dans les ruelles adjacentes. L'affrontement a été très violent et un Algérien, M. Hourab Nedil, trente ans, a été blessé à la tête. Les grenades lacrymogènes des CRS qui se sont aussitôt interposés ont empêché ces violences de s'aggraver. Mais un peu plus tard, devant un bar du cours Joseph-Thierry, un Marseillais, M. Ignace Nestoret, quarante-deux ans, subissait un traitement identique, nécessitant une brève hospitalisation.

Pendant ce temps, le cortège était arrivé à l'extrémité de la Canebière pour entendre M. Le Pen réclamer un référendum sur le code de la nationalité et après avoir rappelé « l'œuvre civilisatrice de la France en Afrique », expliquer que « l'immigration est comme une voie d'eau qui envahit le navire et l'alourdit avant de le faire couler ». Le président du Front national a profité de son passage pour annoncer officiellement la candidature de M. Pascal Arghy, député du FN, aux prochaines élections municipales à Marseille.

JEAN CONTRUCCI

M. Laurent Fabius : « Concilier le réel et le rêve »

M. Laurent Fabius souhaite que les socialistes quittent Lille, après le congrès, « avec une pleine union ». L'ancien premier ministre souhaite que les socialistes fassent « une mise au net, un retour sur eux-mêmes », car « trois images se superposent : la gauche rêvée, la gauche vécue, la gauche bilan ».

Il évoque trois « questions majeures » : la lutte contre le chômage ; celle pour éviter que ne se multiplient les exclusions dans notre société ; la définition d'un cadre « permettant à la France de relever les défis qui l'attendent ».

A propos du chômage, il affirme : « Que les responsables cessent donc de se mentir à eux-mêmes. Pour lui, « compétitivité et croissance » ne suffisent pas. Il faut « croissance et aménagement du temps de travail, emplois à temps plein et à temps partiel, emplois traditionnels, nouveaux gisements d'emplois, activités d'utilité collective, plan national et initiatives locales, impulsion française, coopération européenne et nouveaux rapports avec le tiers-monde et surtout la formation ».

Pour M. Fabius, se pose ainsi le problème du « renforcement de la démocratie », même si « la France est un pays de liberté malgré la bête insoumise des censeurs au front de basif ». L'ancien premier ministre juge que « la démocratie botte », notamment parce que, dans un environnement de crise, « elle risque de fabriquer de plus en plus d'exclus ». « Le problème n'est pas, souligne M. Fabius (...) de savoir si

dans l'avenir notre société sera duale ou non : elle l'est. »

M. Fabius souligne la nécessité de la solidarité, de « repousser les atteintes contre la protection sociale », et souhaite que « l'effort contributif de toutes les catégories soit égal, que les cotisations soient calculées non seulement sur les salaires, mais sur l'ensemble des revenus ».

L'ancien premier ministre souhaite que le PS propose aux partis socialistes de la CEE « de se mettre d'accord sur un programme et sur un échéancier de construction de l'Europe » et voudrait que soient lancées en commun des campagnes européennes, sur l'emploi, l'environnement, etc.

A propos du PS, il observe que son parti doit maintenant « assurer à la fois une fonction de synthèse politique et une action de suivi et de transformation du quotidien », s'efforcer d'être à la fois parti de gouvernement et parti de société, parti des grandes synthèses et parti du quotidien, parti de débats et parti d'unité.

« Le socialisme, conclut-il, n'est plus un modèle existant et qu'il faut copier, il n'est plus une sorte de trésor caché au bout d'un chemin difficile mais une démarche permanente, pour améliorer peu à peu et avec obstination la société qui nous entoure. A nous de montrer à nos électeurs demain qu'on peut concilier valeurs et gestion, la maîtrise indispensable du réel et la splendeur du rêve (...). La gauche a eu l'audace d'abandonner sa langue de bois, il faut qu'elle ait l'audace de rester fidèle aux grandes valeurs qui la fondent. »

QUE CHOISIR ?
AVRIL 87

ENQUÊTE
le concubinage est-il rentable ?

Des livres en mouvement
La sécurité en libertés.
Gerard Fuchs
75 F
Gilbert Bonnemaison
Ils resteront.
le défi de l'immigration.
En librairie
SYROS

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109
MBA Master of Business Administration
Reconnu par l'Etat de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel et professionnel.
3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...
Programme de 12 à 14 mois conduisant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.
2^e CYCLE Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration.
Informations et sélections : European University of America 3, imp. Royer Collard (M. Lussanboul), 75005 Paris - (1) 46 34 66 06
Compagné par European University of America - San Francisco - California.

Politique

Neuf élections cantonales

- Le PS mobilise mieux que le PCF au second tour
- La majorité progresse dans quatre cantons

Pour cinq des neuf élections cantonales partielles, organisées le dimanche 5 avril, il s'agissait de seconds tours. Le premier tour, dans ces cantons, ne laissait guère de place au suspense, tant l'avance des candidats de gauche était grande sur leurs adversaires de droite. Reste que les reports de voix au sein de la gauche se sont effectués de façon différente selon qu'ils devaient bénéficier au représentant du PCF ou à celui du PS. A Ivry et à Champigny, les candidats du PCF n'ont pas récapitulé l'ensemble des voix qui s'étaient portées au premier tour sur le PS. En revanche, à Cergy et à Anchi, ceux du PS ont réalisé des scores net-

tement supérieurs au total de la gauche du premier tour. En Meurthe-et-Moselle, l'ancien député socialiste, M. Tondou, fait certes mieux que la simple addition de ses suffrages avec ceux du communiste rénovateur, M. Amicable, mais il ne récapitule pas l'ensemble des voix d'un ancien socialiste qui avait préféré ne pas donner de consigne de vote à ses partisans du premier tour.

Dans ces trois derniers cantons, la participation électorale a été meilleure que dimanche dernier, à l'inverse de celle enregistrée dans les deux cantons conservés par le PCF.

Un seul tour aura suffi pour pourvoir le siège de Michel Barola dans l'Aube, où son épouse, Michèle, lui succède avec un score qui montre l'impact local de l'ancien patron de la GMF et de la FNAC, et pour confirmer dans son mandat, M. Lantieri (UDF-PR) en Corse-du-Sud.

Pour les quatre cantons concernés par le premier tour, la stabilité de l'électorat de gauche, par rapport aux législatives de mars 1986, est remarquable : 6,21 % pour le PCF il y a un an contre 6,46 % cette fois ; 30,02 % pour le PS contre 30,23 % le 5 avril. L'absence de représentants d'extrême droite pour ces parties expli-

que en grande partie la progression du courant RPR-UDF et divers droite qui, crédité de 51,05 % le 16 mars 1986, totalise 60,24 %.

La comparaison des premiers tours dans les trois cantons (Nogent-sur-Seine, Bonafacio et Arras-Ouest) où le précédent scrutin avait eu lieu en 1985 révèle un tassement du PCF (8,40 % au lieu de 9,95 %), un redressement du PS (33,42 % contre 27,43 %) et, de façon équivalente, un renforcement de l'actuelle majorité qui passe de 46,21 % à 52,25 %.

AUBE : canton de Nogent-sur-Seine (1^{er} tour). Inscr., 6 403 ; vot., 3 877 ; suffr. expr., 3 777. M^{me} Michèle Barola, div. mal., 2 731 voix. **ELUE.** M^{me} Jean-François Loreau, PS, 600 ; René Marc, PCF, 386 ; Marcel Imbombo, sans éq., 60.

[C'est avec 72,30 % des voix que M^{me} Barola succède comme conseillère générale à son mari, décédé dans la nuit du 4 au 5 février, dans un accident d'avion au Capvern. En mars 1985, Michel Barola l'avait également emporté au premier tour avec 2 466 voix (58,99 %) contre 770 à M. Marc (FN), 524 à M. Robert Marvay (RPR), et 398 à M. Claude Lantieri (PS), sur 4 189 suffrages exprimés, 4 348 votants et 6 232 inscrits.]

CORSE-DU-SUD : canton de Bonafacio (1^{er} tour). Inscr., 1 894 ; vot., 1 709 ; suffr. expr., 1 676. M^{me} Jean-Baptiste Lantieri, UDF-PR, 950 voix. **ELUE.** Xavier Serafino, m. div. g., 620 ; Pierre Bianchini, PCF, 106.

[Le Conseil d'Etat avait annulé le 30 janvier dernier la décision prise le 15 juin 1985 de valider le scrutin du 15 mars 1985, en raison d'irrégularités dans le déroulement de deux bureaux de vote. En avril 1986, le candidat unique de la majorité, M. Lantieri, secrétaire au premier tour, avait obtenu 777 voix (soit 62,92 %) contre 377 à M. Serafino, 121 à M. Rogni (PS), 105 à M. Bianchini, 67 à M. Marcellini (nationaliste) et 9 à M. Amadori (UDF), sur 1 656 suffrages exprimés, 1 664 votants et 1 846 inscrits. Au second tour, M. Lantieri avait été proclamé élu avec 844 voix (soit 58,47 %) contre 328 à M. Serafino, alors conseiller général sortant. Si la majorité retrouve à son profit son score des législatives de mars 1986 (57,40 %), le PCF marque un net recul : 6,32 % pour cette partielle contre

11,52 % en mars 1986. Mais il retrouve son électorat d'il y a deux ans, soit 6,34 %. L'absence de candidats socialistes et nationalistes qui favorisent l'apparition de M. Serafino, à finement joué contre lui en permettant à l'électorat de droite, majoritaire à Bonafacio, de se regrouper sur le nom de M. Lantieri. En 1983, M. Serafino avait été réélu maire à la tête d'une liste d'union large union, mais au sein de laquelle la droite était majoritaire. Il était ensuite devenu conseiller régional sur une liste radicale de gauche, et ses adversaires avaient, depuis lors, été argumentés de son glissement à gauche.

M. José Rossi (UDF-PR) s'est fitté des résultats qui confirment la majorité qu'il possède au sein de l'assemblée départementale et où la gauche détient dix des vingt-deux sièges.]

CHARENTAISE : canton de Auch-sud-est (2^e tour). Inscr., 6 402 ; vot., 4 251 ; suffr. expr., 4 121. M^{me} Claude Desbrosses, adj. au m., PS, 2 318 voix. **ELUE.** Claude Bourdill, UDF-CDS, 1 803.

[Le premier tour du scrutin rendu nécessaire par le décès d'Alain Mico (PS) avait opposé une pénultième course : Faurangeau pch sur le candidat UDF sur celui du RPR. Le second tour en aura réservé une dernière : si le score de M. Desbrosses ne faisait pas de doute, son adversaire est inconnu. Si le potentiel des voix de gauche le 29 mars était de 2 093 suffrages (1 750 pour le PS et 343 pour le PCF), soit 53,62 %, le candidat socialiste, adjoint au maire d'Auch, M. Jean Labadie, signe avec 56,34 % des voix. Alain M. Desbrosses, qui a accédé au poste de conseiller régional en mars 1985, a tenu tout en zone urbane que dans les communes rurales, a cru l'écarter sur M. Bourdill. Ce dernier, fort du soutien du RPR et du FN, n'a pas bénéficié d'un report de voix partiel, puisque, il a obtenu ce 1 803 suffrages, alors que son potentiel à l'issue du premier tour, s'élevait à 1 810 et se décomposait ainsi : M. Bourdill, 823 ; M. Jean-Paul Broumy, RPR, 661 ; François Pelletier, FN, 211 ; M^{me} Micheline Lavigne, sans éq., proche de l'UDF, 115, sur 3 903 suffrages exprimés, 4 037 votants et 6 402 inscrits. M. Desbrosses ne retrouve pas les 58,91 % qui avaient permis à son prédécesseur de remporter en mars 1985 un second tour dont les résultats avaient été : suffr. expr., 4 179 ; M^{me} Desbrosses, 2 462 voix et M^{me} Vierge Cojot-Lepetit (div. d.), 1 717.]

MEURTHE-ET-MOSELLE : canton de Dieulouard (2^e tour). Inscr., 12 813 ; vot., 6 743 ; suffr. expr., 6 463. M^{me} Yvon Tondou, anc. dép., PS, 3 697 voix. **ELUE.** Hubert Dardaine, div. dr., 2 758.

[Sorti victorieux de cette élection partielle, M. Tondou remplace au conseil général Michel Bertello (PCF), décédé le 5 janvier. Avec 57,18 % des suffrages, le candidat socialiste ne retrouve pas le score enregistré par les représentants de la gauche au premier tour (62,96 %). Une meilleure mobilisation électorale (47,57 % d'abstentionnistes contre 48,53 % dimanche dernier), ainsi qu'un mauvais report des voix lui font, en effet, perdre près de six points. Au premier tour du scrutin, les résultats étaient les suivants : Inscr., 12 827 ; vot., 6 682 ; suffr. expr., 6 428. M^{me} Tondou, 1 930 ; Dardaine, 1 770 ; Amicable (PCF), 1 200 ; Cojot (div. PS), 911 ; Bertello (FN), 617. Au deuxième tour de l'élection de 1982, dans les communes concernées du canton de Dieulouard, Michel Bertello devançait M^{me} Christophe (RPR), avec 5169 voix contre 3 929, sur 15 158 suffrages exprimés, 9 436 votants et 12 615 électeurs inscrits.]

PAS-DE-CALAIS : canton d'Arras-Ouest (1^{er} tour). Inscr., 14 779 ; vot., 8 859 ; suffr. expr., 8 474. M^{me} Michel Henri Leduc, cons. mun., RPR, sout. UDF, 3 063 ; Jean Ballard, cons. mun., PCF, 679 ; Michel Boyls, cons. mun., CNIP, 534 ; Jean-Michel Slowick, écol., 421 ; Eugène Detouff, MPPT, 179 ; Yves Delrue, MRG, 163. Il y a ballottage.

[L'élection de M. Fatoles avait été annulée par le tribunal administratif de Lille, ce qu'avait confirmé le Conseil d'Etat. Il était reproché au maire d'Arras d'avoir utilisé sa fonction de président de l'office HLM pendant la campagne électorale de mars 1985. Au premier tour de ce scrutin, les résultats étaient les suivants : Inscr., 10 303 ; MM. Léon Fatoles, PS, 3 917 voix ; Leduc, RPR, 2 177 ; M^{me} Marie-Thérèse Lenoir, UDF, 1 100 ; M. Michel Boyls, CNIP, 939 ; M^{me} Jacqueline Istas, écol., 738 ; M^{me} Jean-Jacques d'Amore, PCF, 732 ; Jean-Marie Charlet, div. dr., 408 ; Denis Gaudin, PCF, 174 ; Grégoire Solot, div. dr., 118. Au second tour, M. Fatoles avait été proclamé élu avec 5 236 voix contre 5 207 à M. Leduc sur 10 437 suffrages exprimés, 11 127 votants et 14 602 inscrits. M. Vastour, directeur de cabinet de M. Fatoles réalise une bonne performance en obtenant 60,53 % des voix contre 38,01 % à M. Fatoles en 1985. Il devra compter pour gagner sur un bon report des voix du PCF (qui au pourcentage passe de 7,10 % à 8,01 %), de l'extrême-gauche (qui avec l'écarter du PCF obtient 1,68 % et avec celle du MPPT, recueille cette fois 2,11 %), du MRG (absent en 1985 et qui totalise 1,92 % cette fois) et des socialistes (7,16 % en 1985 contre 4,96 % cette fois). Avec 36,14 % des voix, M. Leduc améliore les positions de l'UDF et du RPR additionnelles de 1985 (31,79 %), et totalise 1,92 % cette fois et des socialistes (7,16 % en 1985 contre 4,96 % cette fois).]

VAL-DE-MARNE : canton de Champigny-sur-Marne Centre (2^e tour). Inscr., 14 689 ; vot., 6 256 ; suffr. expr., 6 055. M^{me} Maurice Quozoulias, PCF, 3 662 voix. **ELUE.** Pierre Monnier, UDF-PR, 2 393.

[M. Quozoulias remporte cette élection partielle organisée à la suite de la décision du Conseil d'Etat de confirmer l'annulation du scrutin de 1985 prononcée par le tribunal administratif. Le candidat communiste, qui obtient 60,47 % des suffrages, améliore de plus de 6 points le résultat qu'il avait enregistré au deuxième tour de l'élection de 1985 (54,09 %) face à M. Monnier. Néanmoins, M. Quozoulias a pâti d'une faible participation électorale (57,41 % d'abstentionnistes contre 56,41 % au premier tour) ainsi que d'un mauvais report des voix à gauche. Il perd, en effet, près de 4 points par rapport au résultat obtenu par les candidats de gauche, dimanche dernier (64,22 %).

An premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 14 694 ; vot., 6 404 ; suffr. expr., 6 332. M^{me} Quozoulias, 2 949 ; Monnier, 1 372 ; Bernard (PS), 789 ; Schenard (FN), 607 ; Quenlin (ext. d.), 286 ; Bernard (div. g.), 195. M^{me} Perrière (écol.), 118. Au deuxième tour de l'élection de 1985, M. Quozoulias avait obtenu 4 279 voix, contre 3 631 à M. Monnier sur 9 910 suffrages exprimés, 8 200 votants et 14 180 électeurs inscrits.]

VAL-DE-MARNE : canton d'Ivry-sur-Seine-Ouest (2^e tour). Inscr., 15 991 ; vot., 6 307 ; suffr. expr., 6 073. M. Roger Grovoul, PCF, 4 357 voix. **ELUE.** M^{me} Jacqueline Petitot, UDF-CDS, 1 716.

[En recueillant 71,74 % des suffrages, M. Grovoul a facilement remporté cette élection partielle organisée à la suite de la décision du Conseil d'Etat d'annuler le scrutin de 1985 pour irrégularités, contre le jugement du tribunal administratif. Avec une participation électorale moindre (60,55 % d'abstentionnistes contre 58,3 % dimanche dernier), le candidat communiste ne retrouve pas le total des voix de

gauche du premier tour, qui s'élevait à 4 495 suffrages (soit 71,25 %).

An premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 15 991 ; vot., 6 668 ; suffr. expr., 6 593. M. Grovoul, 3 671 ; M^{me} Petitot, 1 068 ; M. Sabourdy (PS), 824 ; M^{me} Héros (FN), 556 ; Gaudier (ext. d.), 331 ; M. Toulleau (écol.), 203. En mars 1985, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 16 306 ; vot., 10 179 ; suffr. expr., 10 103. M. Grovoul, 5 598 ; ELUE : M^{me} Petitot, 1 657 ; M^{me} Sabourdy, 1 446 ; Roudinche (FN), 961 ; Lebon (écol.), 378 ; Darmon (div. g.), 156.]

VAL-D'OISE : canton de Cergy-Sud (2^e tour). Inscr., 14 697 ; vot., 5 660 ; suffr. expr., 5 270. M^{me} Domini-

que Gillot, PS, 3 231 voix. **ELUE.** M. Jean-Marie Chaussonnière, RPR, 2 039.

[Avec 61,3 % des suffrages, M^{me} Gillot remporte cette élection partielle. Elle confirme ainsi son élection de mars 1985, annulée par le Conseil d'Etat, qui avait estimé, contre le tribunal administratif, que l'envoi entre les deux tours d'un tract relatif aux activités de M. Chaussonnière, était de nature à altérer la sincérité du vote.

M^{me} Gillot a bénéficié d'une meilleure mobilisation électorale (61,48 % d'abstentionnistes contre 65,14 % au premier tour) qui lui a permis d'écarter de plus de 3 points le résultat réalisé par les candidats de gauche au premier tour (58,22 %). Elle enregistre en outre un gain de plus de 11 points par rapport au score qu'elle avait obtenu en 1985 (50,12 %).

An premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 15 588 ; vot., 5 433 ; suffr. expr., 5 343. M^{me} Gillot, 1 960 ; M^{me} Chaussonnière, 1 418 ; Don Marino (PCF), 988 ; Girard (extr. d.), 490 ; Despa (FN), 324 ; Richard (Vert), 163. Au deuxième tour de l'élection de 1985, M^{me} Gillot l'avait emporté avec 3 686 suffrages, contre 3 667 à M. Chaussonnière, sur 7 353 suffrages exprimés, 7 731 votants et 13 837 électeurs inscrits.]

VENDEE : canton de Saint-Gilles-Croix-de-Vie (1^{er} tour). Inscr., 22 078 ; vot., 13 286 ; suffr. expr., 13 020. M^{me} Jean-Claude Merceron, m. de Girard, sout. UDF, 5 305 voix ; Jean Rousseau, m. de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, RPR, 3 651 ; Jacques Frasse, PS, 3 492 ; Yann Massonnet, PCF, 372. Il y a ballottage.

[La compétition que se livrait RPR et UDF pour succéder au député CDS, Louis Calvez, décédé le 27 février, s'est soldée par le succès de M. Merceron, animateur d'un club barrière. Elle n'a pas été totalement éclaircie sur les résultats partielles, au total, la droite obtient 68,78 % des voix alors que Louis Calvez, en 1982, avait été réélu au premier tour avec 68,67 % des suffrages. De même, à gauche, le rapport entre PCF et PS est très renversé : le PS obtient cette fois 26,82 % contre 26,71 % en 1982, le PCF reculant, lui, 4,39 % contre 4,61 %.]

SCIENCE & VIE MICRO

Traitement de texte :

WORD CONTRE WRITER PLUS

AVRIL 87

LA HENIN — Quatre Revenus

4 CHEQUES PAR AN

VOTRE CAPITAL A L'ABRI

Vous souhaitez trouver un placement de confiance, pour toucher régulièrement les revenus de votre capital. Cependant il est hors de question que votre argent reste bloqué. Mieux, vous recherchez des placements à la fiscalité avantageuse. C'est dans ce but qu'a été conçu le fonds commun de placement LA HENIN QUATRE REVENUS.

- Un placement sûr : Mis au point et géré par les spécialistes de la Banque LA HENIN, il offre toutes les garanties de sérieux et de compétence d'une banque renommée.
- Des revenus réguliers : Quatre fois par an de bons revenus, à date fixe. Les choix judicieux de nos experts font bénéficier vos capitaux des meilleures opportunités. LA HENIN QUATRE REVENUS rapporte plus que nombre de placements classiques, et cela en préservant votre capital.
- Un capital protégé : LA HENIN QUATRE REVENUS procure des revenus sans entamer votre capital. Vous pouvez toujours compter sur votre capital, sa stabilité est assurée par la gestion judicieuse de nos spécialistes.
- Votre argent est disponible : Quand vous en avez besoin, en cas de nécessité, sous 10 jours maximum, vous pouvez récupérer, sur simple appel, tout ou partie de votre capital. Il n'y a pas de droit de sortie.
- En plus, LA HENIN QUATRE REVENUS possède une fiscalité privilégiée, qui vous permet de bénéficier d'avantages importants (fiscalité des obligations françaises). Notamment, vous pourrez recevoir jusqu'à 10 000 F de revenus dans l'année, nets d'impôts (pour un couple marié).

LA HENIN QUATRE REVENUS est un nouveau placement qui vous est présenté par "CART LA HENIN".

"CART LA HENIN" est le service bancaire à domicile de la BANQUE LA HENIN. Nos conseillers financiers sont à votre disposition pour vous renseigner. Appelez-les gratuitement au 05.11.39.00 ou bien alors renvoyez sans l'annuler le coupon-réponse ci-dessous. "CART LA HENIN" vous adressera une documentation complète sur LA HENIN QUATRE REVENUS. Ainsi vous pourrez juger et choisir chez vous en toute tranquillité et en toute discrétion.

LA HENIN

A retourner à : **CART LA HENIN, Libre Réponse n° 33-75, 75385 PARIS CEDEX 08** (Inutile d'affranchir votre enveloppe).

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement votre documentation détaillée sur LA HENIN Quatre Revenus.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code Postal : _____ Ville : _____

Age : _____ Tél. Dom. : _____ Tél. Prof. : _____

LA HENIN QUATRE REVENUS S.A. au capital de 210 000 00 F - BF n° 463 - RC Paris B 542 095 948

national sur la Canebière

ments : deux blessés

La belle nubaine

A cette manifestation, certains des... (text partially obscured)

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

le 15. Bonsoir.

Ils resteront.

le d'été de...

MAIS OUI ! CAPEL habille aussi les petits

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 16^e
- 13, rue de la République 69001 LYON

CAPEL

n'a pas peur des plus grands que lui

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 16^e
- 13, rue de la République 69001 LYON

JUSTICE

Au Sénat

Les prisons au mieux-disant carcéral

Bouffées et d'autres entreprises de bâtiment suivront avec attention le débat sur la privatisation des prisons qui reprend cette semaine, au Sénat. Fidèle au mardi 7 avril, la discussion du projet Chalonier s'annonce particulièrement convulsive. 15 000 places d'abord, 10 000 ensuite seront offertes au privé à moins que le Conseil constitutionnel y trouve à redire.

Le garde des sceaux a déjà perdu la bataille de la sémantique, lui qui aurait voulu imposer les termes de « habitats » ou de « prisons nouvelles ». Cette présentation de style dénote la singularité de l'entreprise : privatiser, même partiellement, le système pénitentiaire, ce n'est pas comme privatiser Havas ou Paribas. Cette audace, assure M. Alain Chalonier, comme pour s'excuser, est fille de la nécessité. Comme tous les gardes des sceaux découvrant le monde carcéral, il a été choqué par ce qu'il y a vu, en même temps qu'il a dû constater son impuissance à y porter remède, faute de crédits.

Dans certains établissements surpeuplés et vétustes « les droits les plus élémentaires de la personne humaine (...) sont journellement bafoués », lit-on dans le *Courrier de la chancellerie*, qui a publié au mois de janvier le plaidoyer jusqu'ici le plus argumenté en faveur des prisons privées. Et d'ajouter des chiffres propres à persuader du bien-fondé de l'opération : le plus chers parisiens du service public : 65 000 à 70 000 détenus à prévoir en 1990, d'où l'obligation de construire 40 000 places nouvelles et d'embaucher 10 000 gardiens de plus.

« A l'évidence (...), les Français ne sont pas prêts », a consenti un tel effort, a regretté M. Chalonier, le 19 décembre 1986, au Sénat, où commençait la discussion qui s'y continue cette semaine. D'où l'idée de faire appel au privé, plus dynamique à ses yeux, plus compétent et, surtout, mieux à même de trouver des solutions.

Il y a un tel souci, chez le garde des sceaux, de prouver que le miracle ne peut venir que d'un secteur privé concurrentiel qu'il lui arrive de solliciter les chiffres. Ainsi, pour démontrer que la privatisation entraînerait une économie de 30 à 45 %, le *Courrier de la chancellerie* affirme que le prix de revient actuel d'une place de prison est de 490 000 F. De même, au Sénat, le 18 décembre, le garde des sceaux a-t-il prétendu qu'aujourd'hui « quatre ans sont pratiquement nécessaires pour réaliser une prison », ce qui, effectivement, paraît bien long. Malheureusement, ces chiffres, qui tentent à démontrer, par com-

parison, l'excellence du privé, ne sont pas exacts. Il s'est ainsi écoulé moins de deux ans, à l'époque où M. Robert Badinter était garde des sceaux, entre la conception et la mise en service du centre de détention de Mauzac (Dordogne) qui n'a coûté que 315 000 F la place, mais cela n'aboutit pas à l'administration pénitentiaire de ses péchés présents et passés.

M. Chalonier aurait pu citer, par exemple, la prison de Moulins (Allier), conçue par M. Alain Peyrache et qui coûte 600 000 F la place, ou encore celle de Lannézan (Hautes-Pyrénées) due à M. Badinter et qui revient à 490 000 F. Mais le prix de revient de Mauzac relativise les critiques du garde des sceaux sur les défaillances du service public.

La privatisation n'est pas synonyme de gratuité. L'Etat, c'est-à-dire le contribuable, paie, sous forme d'un prix de journée, versé pour chaque détenu à l'entreprise concessionnaire. C'est indolore en apparence mais cela coûte cher. Raison de plus pour s'interroger sérieusement sur le chiffre de 65 000 à 70 000 détenus que le garde des sceaux juge inéluctable pour 1990.

Sur quel se fonde cette prévision ? Sur « l'augmentation de la délinquance que chacun peut quotidiennement constater », argumente le *Courrier de la chancellerie*. Or la délinquance n'augmente pas. Elle baisse. Le gouvernement n'en est suffisamment fier ces derniers temps pour ne pas en tirer les conséquences.

La première de ces conséquences, qui saute aux yeux, c'est que l'administration pénitentiaire n'a pas besoin des 40 000 places nouvelles que lui destine M. Chalonier. Il y a aujourd'hui 53 000 détenus pour environ 35 000 places. 10 000 sont dans un état pitoyable et méritent d'être remplacés au plus vite. Cela justifie un effort prioritaire de l'Etat, effort financier et d'imagination pour réduire les coûts et les délais, mais cela ne

démontre nullement qu'il faille privatiser à tout prix. La privatisation n'est pas une nécessité, comme le donne à croire M. Chalonier : c'est un choix politique.

Raboter les rugosités

Ce choix, les sénateurs de la majorité vont s'efforcer d'en raboter les rugosités en amendement le texte du garde des sceaux qui, réflexion faite, est disposé à se laisser faire. Contrairement au projet initialement soumis au Sénat, les prisons privées resteront dirigées par des fonctionnaires, cela jusqu'au grade de premier surveillant. De même, les gardiens en arme portés dans les miradors ou le long des murs d'enceinte seront-ils, aux yeux de la majorité, évités par le projet des foudres du Conseil constitutionnel.

Celui-ci se laisse-t-il amadouer ? Le débat porte sur une question de principe à propos de laquelle le chef de l'Etat a exprimé son opposition une nouvelle fois, sur TF 1, le 29 mars. Des baristes éprouvent les mêmes scrupules ainsi que diverses personnalités comme M^{me} Simone Veil. Tous se posent, en des termes parfois différents, la même question : l'Etat peut-il se décharger sur d'autres de la tâche d'exécuter les condamnations ?

Chacun reconnaît à M. Chalonier le mérite d'avoir posé crûment le problème des prisons. Cela faisait trop longtemps que les Français préféraient se voiler la face à son sujet, mais offrir les établissements pénitentiaires à l'ancien, au mieux-disant carcéral, est une innovation à laquelle de larges secteurs de l'opinion ont visiblement du mal à se faire. Un sénateur de la majorité, M. Jacques Pélissier (Gauche démocratique), l'a dit à ses collègues le 19 décembre : « Je ne suis pas sûr que, pour un jour, n'arrive-t-on pas à légitimer et à légitimer la notion de police privée ? »

BERTRAND LE GENDRE.

53 000 détenus environ

Le nombre de détenus en métropole était de 51 188 le 1^{er} avril, soit une augmentation de 1,88 % en un mois et de 12,88 % en un an. Compte tenu des 2 800 places ouvertes dans les prisons depuis septembre 1986, en application du plan d'urgence de la chancellerie, les 180 établissements pénitentiaires français ont une capacité d'accueil théorique de 35 000 personnes.

Le chiffre des personnes détenues le 1^{er} avril dans les départe-

ments et territoires d'outre-mer n'est pas encore connu, mais il tournerait autour de 1 800 à 1 700, si bien que la chancellerie estime, aujourd'hui, à près de 53 000 le nombre total des détenus.

Le nombre de personnes en attente d'un jugement définitif, autrement dit des prévenus, était, le 1^{er} avril, de 22 433 en métropole, soit une proportion encourageante de 43,82 %. Longtemps, cette proportion a oscillé autour de 50 %.

L'enquête sur Action directe

Une « planque » à Poitiers ?

M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction parisien chargé de certains dossiers visant Action directe, a effectué, samedi 4 avril, une perquisition dans un pavillon de Poitiers, 6, allée des fils. C'est là que, d'après l'enquête, les membres d'Action directe auraient pu s'installer s'ils n'avaient pas été arrêtés.

La lutte contre la pornographie M. Charles Pasqua annonce une exposition de « l'horrible »

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a assuré, dimanche 5 avril, qu'il n'était nullement en train « d'essayer discrètement de battre en retraite » sur la question de la lutte contre la pornographie et a expliqué qu'il préparait sur ce thème « une exposition de l'horrible ».

M. Pasqua a longuement justifié son utilisation de la loi de 1949 sur les revues licencieuses, ainsi que les « aveuglements » donnés par son ministère à certaines publications. Il ne s'agissait nullement, a-t-il affirmé, d'une « gaffe » qu'il faudrait « réparer ».

« J'ai réuni les documents les plus significatifs » sur les revues qui « agissent nos enfants », a-t-il dit, avant de préciser qu'il présenterait bientôt cette « exposition de l'horrible » aux journalistes, aux élus, aux associations de parents d'élèves et aux mouvements féministes. « Nous verrons bien le jugement qu'ils porteront », a-t-il conclu.

dans la ferme de Vitry-aux-Loges (Loiret), le 21 février dernier.

Ce sont des documents découverts dans cette ferme qui ont permis, nous indique notre correspondant, Bernard Hilbert, de remonter au pavillon poitevin. Les enquêteurs y avaient découvert des traces de commandes passées à deux grands magasins de meubles de la région de Poitiers. Un acompte de 4 000 F avait même été versé et les premières livraisons avaient été faites le 20 février. En l'absence des acheteurs, qui ne s'étaient plus manifestés, les meubles avaient été entreposés chez des voisins, qui attendaient des nouvelles des clients.

M. et M^{me} Chedozan, propriétaires du pavillon, ont confirmé avoir loué leur villa à des personnes qu'ils ne connaissaient pas, mais dont l'une d'elles pourrait être Georges Cipriani. Le loyer n'ayant pas été payé en février, les propriétaires se sont adressés à la police pour savoir de quelle manière ils pourraient rentrer dans leurs fonds. C'est là que le rapprochement a été fait avec des bons de commandes de meubles découverts dans la ferme de Vitry-aux-Loges.

La fouille de la villa faite samedi sous la direction du magistrat n'a rien donné. Les policiers n'ont découvert ni documents, ni armes, ni explosifs, ni aucun indice permettant de conclure au séjour des membres d'Action directe dans la maison.

A Dijon

Apaisement de la polémique entre magistrats et policiers

Le bureau du SNAPC (Syndicat national autonome des policiers en civil) de Côte-d'Or a annoncé, dimanche 5 avril, qu'il suspendait la marche revendicative qu'il avait entreprise à la suite d'un arrêt de la cour d'appel de Dijon relaxant quatre personnes condamnées en correctionnelle sur la foi de témoignages policiers (le *Monde* date 5-6 avril).

Les policiers ont, en effet, indigné leur intention de suspendre leur « action » en terme d'un entretien avec le procureur général de la cour d'appel au cours duquel celui-ci, précisant-ils, leur a déclaré que l'arrêt litigieux pourrait faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Lors de leur entretien, les représentants du SNAPC ont souligné que « leur intervention n'avait d'autre but que de préserver, à travers le respect de la police, le droit des victimes, trop souvent oubliées ». En retour, le magistrat leur a fait part de « la confiance totale du parquet général de Dijon » à leur égard.

Après une interview de « Playboy »

M^{me} Pierrette Le Pen va poursuivre son ancien mari en diffamation

M^{me} Pierrette Le Pen, épouse divorcée de M. Jean-Marie Le Pen, a protesté, dans un communiqué contre l'interview donnée par son ancien mari au magazine *Playboy*, dans laquelle, affirme-t-elle, « il la met notamment en cause et étale complaisamment sa vie privée en des termes qu'elle considère comme injurieux et diffamatoires ».

Aussi M^{me} Le Pen entend-elle « répondre à l'initiative de déballage odieux dont elle est victime encore une fois (...) en utilisant les moyens que la loi lui accorde par les formes de droit et de procédure en diffamation ». M^{me} Le Pen ajoute qu'elle ne se cantonnera dorénavant plus « à la discrimination rigoureuse dont elle a fait preuve jusqu'à ce jour ».

Dans le numéro d'avril de *Playboy*, M. Le Pen, évoquant les difficultés financières de son épouse après leur divorce, déclare : « Si elle a besoin d'argent, elle n'a qu'à travailler ! M^{me} Le Pen a un patrimoine qui lui assure 20 000 F de revenus mensuels. Pour le reste, elle s'aide à faire ce que font les gens qui ont acquis l'indépendance de leur vie : soit se faire entretenir par son amant, soit travailler. Y compris en faisant des ménages, ce qui n'est pas déshonorant ».

SCIENCES

Le module spatial soviétique manque son amarrage

Lancé le mardi 31 mars, le module spatial soviétique Kvant, après un amarrage saccadé 4 avril à la station orbitale Mir, « En raison d'un fonctionnement irrégulier » du système de pilotage du module, selon un responsable du programme, cette opération n'a pu avoir lieu. Elle a été « suspendue », alors que Kvant n'était qu'à 200 mètres de Mir. Les deux vaisseaux, voguant de conserve, et les spécialistes décident, après analyse des informations reçues par télémétrie, si une nouvelle tentative doit être entreprise.

Pesant une vingtaine de tonnes, le module Kvant est en deux parties. L'une est un gros laboratoire, principalement destiné à des recherches astronomiques, mais conçu pour être adaptable, les appareils en place pouvant être remplacés par d'autres. Il est équipé d'un observatoire astronomique à rayons X, fruit d'une coopération avec la Grande-Bretagne, la RFA, les Pays-Bas et l'Agence spatiale européenne. L'autre partie est un système de propulsion qui devait être détaché après l'amarrage.

Si le module Kvant est stabilisé mais n'est plus manœuvrable, l'accostage pourrait être réalisé en manoeuvrant la station Mir, à bord de laquelle les deux astronautes, Youri Romanenko et Alexandre Laveikine séjourneront depuis deux mois. S'il est en rotation, ce système de mouvements incontrôlés, cette solution est exclue, et l'échec risque de devenir définitif. Ce qui entraînerait une sévère déception, puisque le

responsable de la mission, Victor Blagov, indiquait il y a une semaine que ce module devait ouvrir un chapitre nouveau dans l'histoire des vols habités.

La cérémonie s'est déroulée sans incident. Les fidèles de la paroisse avaient décidé de ne pas se réunir comme les dimanches précédents, dans les locaux situés juste en face de l'église et se recommandant « de la stricte application de la loi ». Dans une mise au point, le préfet des Vosges, M. Delport, avait contesté la thèse du prêtre intrigué, selon laquelle il aurait été victime de violence, alors qu'il célébrait la messe le jour de l'évacuation.

MÉDECINE

Grand-mère porteuse

Selon l'hébdomadaire britannique *Mail on Sunday*, une Sud-Africaine blanche de quarante-huit ans, Mrs Pat Anthony, s'apprête à donner naissance à ses propres petits-enfants, triplés de surcroît, servant de mère de substitution à sa fille. Cette histoire extraordinaire, au demeurant invérifiable — le roi de la grand-mère porteuse se refuse à toute déclaration, indiquant que le *Mail on Sunday* avait un contrat d'exclusivité sur cette affaire — a fleuri à Tzaneen, une bourgade située à 400 kilomètres au nord-est de Johannesburg.

Mrs Anthony a, selon le journal, subi peu après Noël, une intervention au cours de laquelle quatre ovules, prélevés sur sa fille Karen, âgée de vingt-cinq ans, et fécondés par son gendre, Alwyn Farris-Jorge, lui ont été implantés. La « grand-mère porteuse » devrait donc donner naissance à ses petits-enfants en octobre prochain.

Karen avait subi une ablation de l'utérus il y a trois ans, après l'accouchement de son premier enfant. « J'étais terriblement déprimée », a-t-elle confié à l'hébdomadaire anglais. Alwyn et moi voulions quatre ou cinq enfants. Une amie m'a proposé de porter

mon enfant, mais nous avons refusé. Puis ma mère s'est proposée, en dépit de son âge. Cette dernière a déclaré pour sa part : « Je suis une grand-mère qui porte ses propres petits-enfants. Ils seront vraiment à part ».

Accompagnant l'article, une photo des trois protagonistes : Mrs Anthony, sa fille Karen et son gendre Alwyn. Les jeunes couple amant Mrs Anthony au ventre rebondi. « Une famille catholique très unie », ajoute le journal.

Selon le professeur Emile Papernik (hôpital Antoine-Béchère, Clamart), cette « triple-gestation » ne poserait aucun problème technique, même chez une femme de quarante-huit ans. Depuis deux ans, des techniques de prise en charge des femmes ménopausées ont été mises au point, permettant la fécondation in-vitro de femmes âgées. En revanche, l'accouchement de triplés chez une femme de quarante-huit ans risque de créer certaines difficultés. Mais le vrai problème, ajoute le professeur Papernik, est d'ordre délogique : « Il est évident, aujourd'hui, estime-t-il, que les dérivés des ques vont aller dans tous les sens. En Afrique du Sud, n'existe aucune législation concernant les mères porteuses ».

« Interdit de fumer » au siège de l'OMS

La guerre contre les fumeurs prend un nouvel essor. A partir de mardi 7 avril, il sera interdit de fumer dans les bureaux de plusieurs organisations internationales. L'Organisation mondiale de la santé a été la première à prendre cette décision. Elle a aussitôt été suivie par d'autres organisations dépendant des Nations unies, dont l'UNICEF. Mais, déjà, le plupart ont devancé la date, et lors des congrès ou symposiums en assiste à une offensive des non-fumeurs.

Quelqu'un est-il pris au piège ? Il a droit à un petit signe de la main ou de la tête : « Non, non ». La méthode utilisée est celle du harcèlement, mais en douceur, avec la douceur. Même les artistes s'y mettent. Le chanteur américain Harry Belafonte, militant contre l'apartheid sud-africain et ambassadeur itinérant de l'UNICEF, a épousé la cause des délogiques. Quand il vient à passer par l'un d'eux, il s'agit subrepticement la cigarette et l'écrase dans un cendrier en s'exclamant : « Non, pas de ça ! Vous vous suicidez et vous me tuez avec vous ». Au journaliste qui lui demande un entretien, il fait répondre : « D'accord, mais si vous ne fumez pas ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

A Munich et en Espagne

Manifestations contre la discrimination des malades atteints de SIDA

Quelque dix mille personnes, dont certaines atteintes de pré-sida, ont défilé, le 4 avril, dans les rues de Munich, pour protester contre la décision de gouvernement bavarois d'obliger certains groupes dits « à risque » de subir des tests de dépistage du SIDA. Sur les pancartes, on pouvait lire : « Non, nous ne sommes pas des criminels », « Prévenez et soignez », « La Berlin Freiheit ». Le gouvernement de Bavière avait annoncé en février dernier qu'il rendrait bientôt obligatoires des tests de dépistage pour tous les prostituées des deux sexes, les toxicomanes et des détenus communs.

A Durango (province basque de Biscaye), mille personnes ont manifesté, le 5 avril, contre la discrimination dont commencent à être victimes certaines personnes ayant contracté le SIDA. Un enfant de cette ville, atteint de cette maladie, avait été expulsé de son école il y a quelques mois. Les manifestants ont scandé des slogans en faveur de la réintégration sociale des malades du SIDA. — (AP, AFP).

• PRÉSERVATIFS : bientôt dans les bureaux de tabac. Les préservatifs seront bientôt en vente dans les bureaux de tabac. Cette mesure annoncée le 2 avril par M. Eugène Remilly, président de la chambre syndicale des débiteurs de tabac, s'inscrit dans la lutte contre le SIDA en permettant de multiplier les points de vente.

REPÈRES

Baroud d'honneur à Port-Marly

Près de deux mille personnes — dont un député du front national, M. Roger Holleindre — ont assisté, le dimanche 5 avril, à une messe célébrée sur la route nationale, devant l'église Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines), fermée depuis le 30 mars, jour de l'évacuation des intégristes qui l'occupaient. Dans son homélie, le Père Bruno de Béglières, s'est plaint d'avoir « été tenu dans le nez en ornements sacerdotaux », et, visant l'évêque coadjuteur de Versailles, s'est écrié : « Jaruzelski-Thomax, même combat ».

La cérémonie s'est déroulée sans incident. Les fidèles de la paroisse avaient décidé de ne pas se réunir comme les dimanches précédents, dans les locaux situés juste en face de l'église et se recommandant « de la stricte application de la loi ». Dans une mise au point, le préfet des Vosges, M. Delport, avait contesté la thèse du prêtre intrigué, selon laquelle il aurait été victime de violence, alors qu'il célébrait la messe le jour de l'évacuation.

Pollution

Des piles qui s'usent et qui resservent

Les Parisiens vont être invités, à partir du mois prochain, à ne plus jeter leurs piles usagées dans les poubelles, mais dans des conteneurs spéciaux. Ce sont surtout les piles boutons, utilisées dans les réveils, les calculatrices et les flashes photographiques, qui seront ainsi récupérées grâce à cette initiative de la mairie de Paris et de l'Agence nationale pour la récupération des déchets (ANRED). Ce sera autant de gagné contre la pollution, mais aussi pour le Croix-Rouge, qui sera le bénéficiaire de la revente du mercure recueilli dans ces piles usagées.

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

150

re-porteuse

Mon enfant mais tout s'est
passé. Plus ma mère, est pro-
prie au dépit de son Loe.
Celle dernière a dirigé son
part. Je suis une personne
qui porte ses propres pen-
sées. Je serais sûrement à
part.

Accompagner l'armée, une
grande des trois
régiments. Le jeune
sergent est Anthony
s'oppose à l'inefficacité
des armes et se batte

Selon le professeur Emile
Fagnard (InCNA), l'Enseigne-
ment Clamart, cette école
n'est pas seulement une
école technique mais une
école de quatuorzième
année, où l'élève est en
de plus en charge de sa
formation, des travaux
personnels et de sa
gestion permettant l'insertion
dans le monde de
travail de femmes et
hommes, l'accroissement de
leur autonomie, la maîtrise
de leur savoir-faire et leur
autonomie économique. Les
programmes, écrits par
Fagnard, est d'ordre technique
et est d'ordre
social, économique, culturel
et moral. Les élèves sont
encadrés par des
maîtres, en Afrique, et
s'adaptent à la situation
économique des élèves, dans

**Manifestations contre
la discrimination
des malades
atteints de SIDA**

[illegible]

A Detroit Tribune reporter, who has been in the city for some time, says that the police are not sure of the exact date of the shooting, but that it took place somewhere between the 10th and 15th of the month. He says that the police are not sure of the exact date of the shooting, but that it took place somewhere between the 10th and 15th of the month.

[illegible]

Pollution

Des piles qui durent
et qui ressemblent

[illegible]

Dr. Thoma
SPECIALIST
ENTOMOLOG

Quand vous êtes pieds et poings liés à un seul constructeur, vous pouvez rêver de coudées franches.

Pour vous libérer, le Groupe Seti a inventé une nouvelle solution. Plus souple, plus économique, plus sûre, c'est la première distribution informatique à services complets ou à la carte.

SETI DISTRIBUTION : c'est la sécurité apportée par des marques leaders soigneusement sélectionnées: Terminaux Annex, Imprimantes Fujitsu, Sauvegarde Cipher, Disques Miniscribe et Fujitsu, Communication Microtam, Noxel et Métavidéotex, Systèmes Bull, Compaq, Moniteurs haute résolution TVM et ADL.

Xerus, société spécialisée du groupe, fournit aux PME, en location-vente, des solutions clé en main.

SETI CONSEIL : c'est la certitude à l'heure du choix. Que vous les trouviez chez Seti ou non, nous étudions les meilleures configurations pour votre cas.

SETI FORMATION: C'est la garantie d'avoir des utilisateurs rapidement opérationnels. Axel, autre société du groupe, prend en main chez vous ou dans ses locaux la formation à tous les niveaux.

SETI MAINTENANCE: c'est la tranquillité à long terme. Notre filiale Securinfir assure une maintenance indépendante des constructeurs de micro-ordinateurs et de périphériques.

SETI RECHERCHE: c'est la certitude de ne pas vous trouver dépassé. Noxel, société du groupe, est à la recherche constante de nouvelles solutions plus économiques et plus performantes. Elle peut expertiser pour vous tout système et tout matériel.

Choisir Seti, c'est choisir la première entreprise en réseau conçue pour répondre à l'ensemble des besoins du marché. En toute liberté.

Seti: la nouvelle liberté informatique.

Sigob Stand 4-K-4035.

Groupe Seti : 1, rue Michelet - 94200 Ivry-s/Seine
Tél. (1) 46 70 36 41 - Télécopieur : 45 21 09 28

Sports

NATATION : championnats de France d'hiver

La victoire en papillon

Treize records nationaux : les nageurs tricolores ont profité des championnats de France d'hiver, organisés du jeudi 2 au dimanche 5 avril à Mulhouse, pour réaliser de belles performances. Stéphane Caron, malgré une méchante crise de tachycardie le premier jour, a amélioré par deux fois son record de France sur cinquante mètres. Eblouissant de vivacité, Catherine Plewinski a encore réduit l'écart qui la sépare des meilleures nageuses européennes sur 50 et 100 mètres en libre et papillon. Mais des garçons comme Franck Schott et des filles comme Véronique Jardins sont dans leur sillage.

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

Le grand en compagnie de la petite. Le photographe du quotidien *l'Alsace* qui cherche à immortaliser sur la pellicule les deux champions de ces journées, ne sait comment s'y prendre. Dans un coin de la piscine de l'Ilberg à Mulhouse, il demande à Stéphane Caron de plier ses deux mètres pour entrer dans l'objectif. Puis à Catherine Plewinski de se mettre sur la pointe des pieds pour tricher par rapport à son mètre soixante-trois. Feinte perdue. Catherine rit et accepte de bonne grâce une nouvelle pose. Cette fois les mains en l'air.

Le sourire de Catherine n'est jamais long à apparaître. Avant de plonger ou à peine sortie de l'eau, la jeune fille manifeste sa joie de vivre. Bousculer la hiérarchie des records ne l'émue pas outre mesure. La série impressionnante de ses victoires en 100 mètres papillon qui lui

ont permis depuis 1985 d'abaisser le temps du parcours à proximité de la minute, par des étapes qui ont comme son Sofia, Rennes, Madrid ou Strasbourg au mois de janvier, ne lui fait pas tourner la tête. « Mon objectif est de monter sur le podium lors des prochains championnats d'Europe au mois d'août », affirme-t-elle simplement, contente d'avoir gagné sa qualification lors de ces championnats de France d'hiver.

La passion dans l'eau

Modeste et ambitieuse, Catherine est la deuxième à la fois. Mère et elle n'a vécu que jusqu'à l'âge de six ans dans les clés minières du nord de la France, elle garde la retenue simple des gens des cornes. Enfant un peu ballottée par des déchéances familiales, elle a découvert le calme et la passion dans l'eau de la piscine de Cluses (Haute-Savoie). Un établissement où son père était salarié. Apprentissage à Cluses, préparation à la compétition au lycée du Fayet. Grâce à l'aide des communes environnantes, il existe depuis sept ans, dans cet établissement scolaire, une section sports-études de natation. Pas une vraie section, reconnue par le ministère, mais une « section promotion » comme l'on dit pudiquement pour expliquer que son financement dépend du bon vouloir des municipalités. Un professeur qui, au pays du ski, croit à la natation, un entraîneur dynamique, et voilà la petite section qui va d'année en année aux grands clubs de natation.

« Deux fois par jour, à midi et après 17 heures, les douze élèves se retrouvent pour nager ou faire des exercices physiques », explique Marc Begotti, l'entraîneur animateur de ce lycée. Il parle de Patrick Rigoux « un ancien élève qui s'est classé

deuxième lors du 400 mètres disputé vendredi », actuellement étudiant à l'INSEP. Il évoque les stages communs aux groupes qui ont lieu à Megève et l'été à Antibes. Mais, aussi modeste que sa nageuse, Marc Begotti passe presque sous silence les exploits de la championne de dix-huit ans.

Le jeune homme en jeans et chemise qui, chronomètre en main, surveille les aller et retour de Catherine dans un petit bassin, est pourtant très proche de la nageuse. A vingt-huit ans, il ne se sent pas encore trop éloigné de la compétition qu'il a pratiquée, il y a une dizaine d'années. Calme et précis, Marc Begotti s'est affirmé par ses conseils qu'il prodigue à son élève, mais aussi par sa façon de bâtir avec elle « un plan annuel d'entraînement ».

Les larges épaules de Catherine ne se sont pas épanouies toutes seules. Certes, la jeune nageuse bénéficie d'une constitution qui lui a procuré une grande puissance dans l'eau. Mais tous ses acquis ont été améliorés grâce à de longues séances de gymnastique. « Je crois beaucoup à la musculature », laisse tomber, en plissant le coin des lèvres, le petit entraîneur.

Premier contact avec l'Asie

Il affirme apprécier les performances de Catherine de façon objective. Elle, assure simplement : « On s'entend bien ». Lui pense à son avenir et souhaite qu'après son BEP de comptabilité la nageuse s'oriente vers une classe de première, « car il faut poursuivre les études jusqu'au baccalauréat ». Elle, comblée par ses victoires en cascade, dit que « les records sont

faits pour être battus », mais n'oublie pas ses « copines » qui, « forcément sont un peu tristes ». Catherine est différente de Stéphane Caron. Son entraîneur est bien éloigné de celui du vice-champion du monde. Les éclats de voix de Guy Boissière ne troublent pas Marc Begotti. Lui, le « jeune », accepte les grandes claques sur l'épaule des exécutants anciens. Tranquille, il continue à lire et à se documenter pour mieux préparer ses nageuses. « La fédération permet aux entraîneurs de suivre leurs élèves, même lorsqu'ils accèdent aux compétitions internationales. C'est une bonne solution », explique-t-il, satisfait des dix-sept jours qu'il vient de passer à Séoul. Un premier contact avec l'Asie avant le rendez-vous des Jeux olympiques de 1988.

Le duo savoyard, sa moisson de records en poche, repart vers ses montagnes. Le jeune fille au « profil type de grande papillonnière », selon des entraîneurs allemands, va partir en préparation. Car, au mois d'août, encore une fois dans cette région alsacienne qui lui réussit si bien, Catherine va affronter ses camarades des autres pays d'Europe. « Elle devra alors faire des choix, car il lui est impossible de se présenter dans plusieurs compétitions comme elle l'a fait à Mulhouse », affirme Patrick Prokop, le directeur technique national de la natation.

Catherine et son complice d'entraîneur apportent la réponse d'un monde différent. Car, au papillon, ce fameux 100 mètres papillon qu'elle espère bien terminer en moins d'une minute, juste à portée des puissantes Allemandes de l'Est. « Le podium, voilà l'objectif », résume la petite fille frêle qui a déjà une marche de pas l'été dernier à Madrid.

SERGE BOLLOCH.

HOCKEY SUR GLACE : Jeux olympiques

Les Français en barrage

En battant, dimanche 5 avril, à Canazei (Italie), l'équipe d'Italie, la Pologne a remporté les championnats du monde de hockey sur glace du groupe B. Grande favorite de la compétition, l'équipe polonaise retrouve ainsi sa place parmi l'élite (groupe A), dont elle avait été exclue l'an dernier. Mais cette victoire assure également aux joueurs polonais leur présence à Calgary en février 1988 pour les prochains Jeux olympiques d'hiver. Les deux autres équipes qualifiées sont la Norvège et l'Autriche, respectivement deuxième et troisième.

Les Français, qui se sont classés quatrième de ces championnats, devant disputer deux matches de barrage contre l'équipe du Japon, vainqueur du groupe C, pour obtenir leur billet pour Calgary. Satisfait de son équipe, Kjell Larsson, l'entraîneur suédois des Tricolores reconnaît qu'ils auraient pu « obtenir un peu plus de résultats ». « Notre principal atout a été de savoir mettre l'adversaire en échec dans son propre camp, tout en restant efficaces en défense », ajoute-t-il en faisant allusion à la victoire de la France sur l'Italie (3-1). Mais le patron des hockeyeurs admet que ses joueurs doivent encore beaucoup progresser « dans la rapidité de transmission du palet ».

RUGBY : Tournoi des cinq nations

O Calcutta !

Pour la dernière journée du Tournoi des cinq nations, samedi 4 avril, l'Angleterre a battu l'Ecosse à Twickenham par 21 à 12. Par cette victoire, le quinze de la rose a évité l'infamante cuiller de bois, trophée qui revient traditionnellement à l'équipe qui perd tous ses matches au cours du Tournoi. Les Anglais ont eu d'autant plus de mérite à bousculer les pronostics que l'Ecosse, conquérante depuis le début de la saison, s'était déplacée à Londres dans l'espoir de remporter la triple couronne, une récompense très britannique pour l'équipe qui bat les trois autres représentants du Royaume-Uni.

Vainqueur de l'Irlande et du Pays-de-Galles, les Ecosse ont eu à s'inciter face à la solidité du pack anglais, l'intelligence de la charnière Harding-Williams et l'efficacité de l'arrière Rose, auteur à lui seul de 17 des 21 points de son équipe. Les Britanniques n'ont pas eu de mal à déjouer les tentatives de l'attaque de l'équipe de la fleur de lys, et à défaut de cuiller de bois ou de triple couronne, il fallait bien que ce match débouche sur une récompense digne de l'événement : la Calcutta Cup, mise en jeu traditionnellement entre l'Angleterre et l'Ecosse, est donc revenue aux Anglais.

Pendant ce temps-là, Galles et Irlande disputent une rencontre entièrement pour l'honneur à Cardiff, les Irlandais l'emportant par 15 à 11. Derrière la France, première et invaincue, Irlande et Ecosse terminent deuxième ex-aequo, tandis que le Pays-de-Galles et l'Angleterre se partagent le dernier place.

CYCLISME : Tour des Flandres

Un Wallon, une première

L'événement s'est produit, dimanche 5 avril, en fin d'après-midi à Meerbeke, non loin de Ninove : pour la première fois dans l'histoire du cyclisme, un routier wallon a remporté le Tour des Flandres, dans lequel les Belges totalisent plus de cinquante victoires.

Il est vrai que ce coureur de type latin possède de solides références, puisqu'il s'agit de l'ancien champion du monde Claude Criquielion (trente ans), vainqueur de la Fête wallonne, du Tour de Romandie, du Midi libre et cinquième du Tour de France la saison passée.

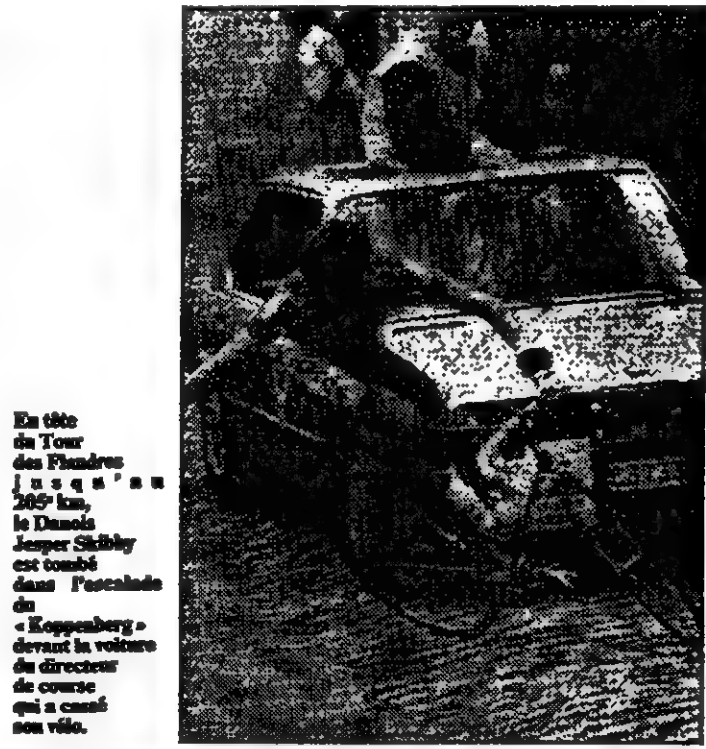
On le savait excellent grimpeur. Pour la circonstance, il a modifié son style en s'échappant sur le plat après la côte de Bosberg, à 16 kilomètres du but. La soudaineté de son offensive donne à penser qu'il a bénéficié de l'effet de surprise, mais il a surgi du groupe de tête à une telle allure et il a creusé si rapidement l'écart que le doute n'est pas permis : il évoluait un ton au-dessus des autres.

D'ailleurs, ses poursuivants, un nombre desquels Kelly, Vandererden, Bauer et Van der Poel, gagnant de la même épreuve l'an dernier, ont été incapables d'envoyer son section. Au terme d'une progression régulière, Criquielion a franchi la ligne d'arrivée avec une avance frôlant la minute.

Le grand battu du jour est, sans conteste, Sean Kelly, qui s'est classé deuxième... pour la troisième fois en quatre ans et qui recherche toujours une victoire dans le Tour des Flandres, lui qui a remporté presque toutes les classiques. Quant aux Français, il ont été à nouveau débordés, seuls Lavaine et les frères Madot ayant été présents dans une polémique de contre-attaque après l'escalade du terrible mur de Koppenberg.

Figouz n'avait pas pris le départ, et il fera également l'impasse sur Paris-Roubaix dimanche prochain.

JACQUES AUGENDRE.



En tête du Tour des Flandres, Claude Criquielion. À droite, Sean Kelly.

FOOTBALL : deuxième division

Niort, la belle assurance

Grâce à sa large victoire sur Sochaux (4 à 0), lors de la trente-troisième journée du championnat de France, samedi 4 avril, Niort est en tête du classement avec un point d'avance sur Bordeaux tenu en échec par le PSG (0 à 0). En deuxième division, groupe A, Lyon, vainqueur à Nîmes (3 à 0), a un point d'avance sur Montpellier qui compte un match de retard.

NIORT
de notre envoyé spécial

« Quand je suis arrivé, je ne connaissais rien au football, ça m'a beaucoup aidé. » Pierre Figari, président des Chamois niortais, ne cultive pas le paradoxe par simple coquetterie. Lorsque ce Corse de quarante-six ans, Niortais d'adoption, se trouve propulsé en 1984 à la tête d'un club en crise, il ne pouvait, en effet, se prévaloir que d'un passé de rugbyman et de cycliste. A l'époque, l'équipe stagnait comme l'un des marais alentour. Tout juste caressait-il l'espoir de quitter la quatrième division pour la troisième. Trois saisons plus tard, la voilà aux portes de la première division, après avoir dominé de bout en bout un championnat qui était promis à Mulhouse ou Strasbourg, voire Caen, Reims, Orléans ou Guingamp.

« N'étant impliqué ni dans l'histoire du club, ni dans la tradition du football, j'ai osé entreprendre des choses qu'un dirigeant sérieux n'aurait pas osé entreprendre », explique Pierre Figari. La première année de ce faux candidat aura été de convaincre les autres dirigeants « de recruter un entraîneur professionnel ». Ce « garçon sérieux du football » sera Patrick Parizon, vieux routier du championnat de France, mais encore novice dans le rôle d'entraîneur. Coup de poker ? S'il rigole volontiers de son « inexpérience », ce maître de ballon rond, le président Figari revendique cependant une qualité primordiale : « Je ne me trouge pas beaucoup sur la valeur des hommes ».

L'association de ces deux personnalités fera merveille. Dans la quatrième division de la Venise verte, à

Dans le groupe B, en dépit du match nul concédé sur son terrain, face à Boulogne (2 à 2), Niort conserve cinq points d'avance au classement général sur Caen. A sept journées de la fin du championnat, bénéficiant d'un calendrier favorable, les Niortais sont quasiment assurés d'accéder à la première division la saison prochaine.

deux pas du marais poitevin, Parizon travaille « sans se poser de questions », avec « un groupe intéressant ». Les objectifs sont modestes. Il les pousse. En 1984-1985, les Chamois visent le maintien en troisième division. Ce sera la montée en deuxième. « A la surprise générale ». L'année suivante, le maintien est à nouveau à l'ordre du jour. Or, l'équipe termine à une brillante cinquième place, après avoir bousculé les meilleurs.

« Pro » en un an

Cette saison, Niort s'enhardit à viser « les cinq premières places et un bon parcours en Coupe de France ». Les résultats dépassent encore les espérances. Le club des Deux-Sèvres brille les étapes et Pierre Figari n'a pas trop de son enthousiasme naturel et de sa force de conviction pour accompagner le mouvement. « Nous avions les structures d'un club de promotion de ligue », se souvient-il. En trois ans, il a fallu refaire la pelouse, l'éclairage et construire des tribunes métalliques pour porter la capacité du stade de neuf mille à dix-huit mille places. « Un investissement total de plus de 8 millions de francs », estime Pierre Figari. Ingénieur en chef de la ville de Niort, ce fonctionnaire municipal a su commander « un tel effort, considérable pour une commune de soixante mille habitants ».

De même, il a attaché aux instances du football une dérogation exceptionnelle, obtenant pour son club le statut professionnel, après une seule année de présence en deuxième division. Lorsque l'agrement est arrivé en mai dernier au

siège des Chamois, au centre de formation flamboyant, avait déjà ouvert ses portes. Ici, on se presse d'inscrire le miracle niortais dans la continuité et l'on envisage l'accession parmi l'élite dans la moindre vertige.

Certes, le budget du club est passé de 480 000 francs en 1984 à 15 millions de francs cette saison, mais, précise fièrement le président, « sans déficit ni emprunt ». C'est pourquoi il a pu rassurer cette semaine son entraîneur sur les moyens dont il dispose pour bâtir une équipe de première division. Patrick Parizon estime avoir besoin de cinq à six recrues de haut niveau pour continuer à appliquer l'an prochain avec brio sa définition du football : « Un jeu simple, à condition qu'on ne le complique pas ». Très attaché à la valeur collective de son équipe, Parizon espère pouvoir continuer à compter sur Pascal Gastien, un capitaine de vingt-deux ans au souffle inépuisable et sur Abdi Ayew Fala, un Ghanaïen sardonique, que l'on dit très convoité, alors qu'il est encore sous contrat pour un an. Renouçant d'avance à une joute opération financière, Pierre Figari marbrie : « Pédale sur Niort ».

Il faut, en effet, les exploits techniques imprévisibles de cet acrobate du ballon rond pour tirer le public niortais de sa réserve maternelle. La région sort d'une longue dette footballistique, mais sans céder à l'ivresse. Les sept mille spectateurs qui fréquentent la Venise verte à chaque match, regroupés cependant du renfort de toute la région lorsque les Chamois accueillent l'an prochain Bordeaux et Nantes, les clubs les plus proches. Grâce à la réussite quelquefois jalonnée de « la bande à Figari », Niort est en train de s'offrir une identité nouvelle. Le souvenir de l'industrie, jadis florissante, des peaux de chamois ne perdure qu'en fronton du club de football. Le gant niortais a lui aussi passé la main. « Même les assurés des Mutuelles avaient du mal à situer Niort sur la carte de France », confie Patrick Parizon.

« L'effet Chamois » a d'ailleurs incité les institutions niortaises de l'assurance à faire une entorse historique à leurs principes rigoureux de gestion. Cette saison, elles ont sponsorisé l'équipe pour ses matches à l'extérieur. Mais il n'est pas certain que les mutuelles suivent les Chamois dans leur escalade. Pour boucler le budget, qui continuera à plus de 25 millions de francs en première division, M. Figari est « décidé à aller au plus offrant ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Deuxième phase, dernière journée)
*Limoges b. Villeurbanne 103-90
*RCP Paris b. Orléans 104-96
*Monaco b. Vichy 110-71
*Tours b. Lorient 91-75
*Antibes b. Châlons 104-95
*Mulhouse b. Saint-Etienne 124-105
Classement. - 1. Orléans (+18), 36 pts ; 2. Monaco (-19), 38 ; 3. Limoges, 36 ; 4. RCP Paris, 32 ; 5. Villeurbanne, 31 ; 6. Antibes, 49 ; 7. Tours, 38 ; 8. Lorient, 37 ; 9. Mulhouse, 36 ; 10. Châlons, 34 ; 11. Vichy, 33 ; 12. Saint-Etienne, 26.
Échoués de finale. - Caen-Orléans ; Mulhouse-Lorient ; Saint-Etienne-Villeurbanne ; Avignon-Racing CF ; Nantes-Limoges ; Vichy-Antibes ; Châlons-Tours ; Châlons-Monaco.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Trente-troisième journée)
*Paris-SG et Bordeaux 0-0
*Marseille b. Sochaux 4-0
*Toulouse b. Nantes 1-0
*Auxerre b. Lille 1-0
*Monaco b. Nice 1-0
*Saint-Etienne et Metz 0-0
*Laval b. Toulon 3-2
*Le Havre et Reims 2-2
*Brest b. RC Paris 0-0
Classement. - 1. Marseille, 44 pts ; 2. Bordeaux, 43 ; 3. Toulouse, 38 ; 4. Auxerre, 37 ; 5. Monaco, 35 ; 6. Metz, 33 ; 7. Paris-SG, 32 ; 8. Laval, 31 ; 9. Nantes, 30 ; 10. Lille, 28 ; 11. Nantes, 27 ; 12. RC Paris, 26 ; 13. Saint-Etienne, 25 ; 14. Reims, 24 ; 15. Metz, 23 ; 16. Brest, 22 ; 17. Sochaux, 21 ; 18. Toulon, 20 ; 19. Lorient, 19 ; 20. Vannes, 18 ; 21. Angers, 17 ; 22. Caen, 16 ; 23. Amiens, 15 ; 24. Orléans, 14 ; 25. Guingamp, 13 ; 26. Troyes, 12 ; 27. Evry, 11 ; 28. Sedan, 10 ; 29. Valenciennes, 9 ; 30. Bourges, 8 ; 31. Châteauroux, 7 ; 32. Clermont, 6 ; 33. Rodez, 5 ; 34. Colmar, 4 ; 35. Béziers, 3 ; 36. Montpellier, 2 ; 37. Pau, 1 ; 38. Nîmes, 0 ; 39. Bastia, 0 ; 40. Evry, 0 ; 41. Châteauroux, 0 ; 42. Béziers, 0 ; 43. Montpellier, 0 ; 44. Pau, 0 ; 45. Nîmes, 0 ; 46. Bastia, 0 ; 47. Evry, 0 ; 48. Châteauroux, 0 ; 49. Béziers, 0 ; 50. Montpellier, 0 ; 51. Pau, 0 ; 52. Nîmes, 0 ; 53. Bastia, 0 ; 54. Evry, 0 ; 55. Châteauroux, 0 ; 56. Béziers, 0 ; 57. Montpellier, 0 ; 58. Pau, 0 ; 59. Nîmes, 0 ; 60. Bastia, 0 ; 61. Evry, 0 ; 62. Châteauroux, 0 ; 63. Béziers, 0 ; 64. Montpellier, 0 ; 65. Pau, 0 ; 66. Nîmes, 0 ; 67. Bastia, 0 ; 68. Evry, 0 ; 69. Châteauroux, 0 ; 70. Béziers, 0 ; 71. Montpellier, 0 ; 72. Pau, 0 ; 73. Nîmes, 0 ; 74. Bastia, 0 ; 75. Evry, 0 ; 76. Châteauroux, 0 ; 77. Béziers, 0 ; 78. Montpellier, 0 ; 79. Pau, 0 ; 80. Nîmes, 0 ; 81. Bastia, 0 ; 82. Evry, 0 ; 83. Châteauroux, 0 ; 84. Béziers, 0 ; 85. Montpellier, 0 ; 86. Pau, 0 ; 87. Nîmes, 0 ; 88. Bastia, 0 ; 89. Evry, 0 ; 90. Châteauroux, 0 ; 91. Béziers, 0 ; 92. Montpellier, 0 ; 93. Pau, 0 ; 94. Nîmes, 0 ; 95. Bastia, 0 ; 96. Evry, 0 ; 97. Châteauroux, 0 ; 98. Béziers, 0 ; 99. Montpellier, 0 ; 100. Pau, 0 ; 101. Nîmes, 0 ; 102. Bastia, 0 ; 103. Evry, 0 ; 104. Châteauroux, 0 ; 105. Béziers, 0 ; 106. Montpellier, 0 ; 107. Pau, 0 ; 108. Nîmes, 0 ; 109. Bastia, 0 ; 110. Evry, 0 ; 111. Châteauroux, 0 ; 112. Béziers, 0 ; 113. Montpellier, 0 ; 114. Pau, 0 ; 115. Nîmes, 0 ; 116. Bastia, 0 ; 117. Evry, 0 ; 118. Châteauroux, 0 ; 119. Béziers, 0 ; 120. Montpellier, 0 ; 121. Pau, 0 ; 122. Nîmes, 0 ; 123. Bastia, 0 ; 124. Evry, 0 ; 125. Châteauroux, 0 ; 126. Béziers, 0 ; 127. Montpellier, 0 ; 128. Pau, 0 ; 129. Nîmes, 0 ; 130. Bastia, 0 ; 131. Evry, 0 ; 132. Châteauroux, 0 ; 133. Béziers, 0 ; 134. Montpellier, 0 ; 135. Pau, 0 ; 136. Nîmes, 0 ; 137. Bastia, 0 ; 138. Evry, 0 ; 139. Châteauroux, 0 ; 140. Béziers, 0 ; 141. Montpellier, 0 ; 142. Pau, 0 ; 143. Nîmes, 0 ; 144. Bastia, 0 ; 145. Evry, 0 ; 146. Châteauroux, 0 ; 147. Béziers, 0 ; 148. Montpellier, 0 ; 149. Pau, 0 ; 150. Nîmes, 0 ; 151. Bastia, 0 ; 152. Evry, 0 ; 153. Châteauroux, 0 ; 154. Béziers, 0 ; 155. Montpellier, 0 ; 156. Pau, 0 ; 157. Nîmes, 0 ; 158. Bastia, 0 ; 159. Evry, 0 ; 160. Châteauroux, 0 ; 161. Béziers, 0 ; 162. Montpellier, 0 ; 163. Pau, 0 ; 164. Nîmes, 0 ; 165. Bastia, 0 ; 166. Evry, 0 ; 167. Châteauroux, 0 ; 168. Béziers, 0 ; 169. Montpellier, 0 ; 170. Pau, 0 ; 171. Nîmes, 0 ; 172. Bastia, 0 ; 173. Evry, 0 ; 174. Châteauroux, 0 ; 175. Béziers, 0 ; 176. Montpellier, 0 ; 177. Pau, 0 ; 178. Nîmes, 0 ; 179. Bastia, 0 ; 180. Evry, 0 ; 181. Châteauroux, 0 ; 182. Béziers, 0 ; 183. Montpellier, 0 ; 184. Pau, 0 ; 185. Nîmes, 0 ; 186. Bastia, 0 ; 187. Evry, 0 ; 188. Châteauroux, 0 ; 189. Béziers, 0 ; 190. Montpellier, 0 ; 191. Pau, 0 ; 192. Nîmes, 0 ; 193. Bastia, 0 ; 194. Evry, 0 ; 195. Châteauroux, 0 ; 196. Béziers, 0 ; 197. Montpellier, 0 ; 198. Pau, 0 ; 199. Nîmes, 0 ; 200. Bastia, 0 ; 201. Evry, 0 ; 202. Châteauroux, 0 ; 203. Béziers, 0 ; 204. Montpellier, 0 ; 205. Pau, 0 ; 206. Nîmes, 0 ; 207. Bastia, 0 ; 208. Evry, 0 ; 209. Châteauroux, 0 ; 210. Béziers, 0 ; 211. Montpellier, 0 ; 212. Pau, 0 ; 213. Nîmes, 0 ; 214. Bastia, 0 ; 215. Evry, 0 ; 216. Châteauroux, 0 ; 217. Béziers, 0 ; 218. Montpellier, 0 ; 219. Pau, 0 ; 220. Nîmes, 0 ; 221. Bastia, 0 ; 222. Evry, 0 ; 223. Châteauroux, 0 ; 224. Béziers, 0 ; 225. Montpellier, 0 ; 226. Pau, 0 ; 227. Nîmes, 0 ; 228. Bastia, 0 ; 229. Evry, 0 ; 230. Châteauroux, 0 ; 231. Béziers, 0 ; 232. Montpellier, 0 ; 233. Pau, 0 ; 234. Nîmes, 0 ; 235. Bastia, 0 ; 236. Evry, 0 ; 237. Châteauroux, 0 ; 238. Béziers, 0 ; 239. Montpellier, 0 ; 240. Pau, 0 ; 241. Nîmes, 0 ; 242. Bastia, 0 ; 243. Evry, 0 ; 244. Châteauroux, 0 ; 245. Béziers, 0 ; 246. Montpellier, 0 ; 247. Pau, 0 ; 248. Nîmes, 0 ; 249. Bastia, 0 ; 250. Evry, 0 ; 251. Châteauroux, 0 ; 252. Béziers, 0 ; 253. Montpellier, 0 ; 254. Pau, 0 ; 255. Nîmes, 0 ; 256. Bastia, 0 ; 257. Evry, 0 ; 258. Châteauroux, 0 ; 259. Béziers, 0 ; 260. Montpellier, 0 ; 261. Pau, 0 ; 262. Nîmes, 0 ; 263. Bastia, 0 ; 264. Evry, 0 ; 265. Châteauroux, 0 ; 266. Béziers, 0 ; 267. Montpellier, 0 ; 268. Pau, 0 ; 269. Nîmes, 0 ; 270. Bastia, 0 ; 271. Evry, 0 ; 272. Châteauroux, 0 ; 273. Béziers, 0 ; 274. Montpellier, 0 ; 275. Pau, 0 ; 276. Nîmes, 0 ; 277. Bastia, 0 ; 278. Evry, 0 ; 279. Châteauroux, 0 ; 280. Béziers, 0 ; 281. Montpellier, 0 ; 282. Pau, 0 ; 283. Nîmes, 0 ; 284. Bastia, 0 ; 285. Evry, 0 ; 286. Châteauroux, 0 ; 287. Béziers, 0 ; 288. Montpellier, 0 ; 289. Pau, 0 ; 290. Nîmes, 0 ; 291. Bastia, 0 ; 292. Evry, 0 ; 293. Châteauroux, 0 ; 294. Béziers, 0 ; 295. Montpellier, 0 ; 296. Pau, 0 ; 297. Nîmes, 0 ; 298. Bastia, 0 ; 299. Evry, 0 ; 300. Châteauroux, 0 ; 301. Béziers, 0 ; 302. Montpellier, 0 ; 303. Pau, 0 ; 304. Nîmes, 0 ; 305. Bastia, 0 ; 306. Evry, 0 ; 307. Châteauroux, 0 ; 308. Béziers, 0 ; 309. Montpellier, 0 ; 310. Pau, 0 ; 311. Nîmes, 0 ; 312. Bastia, 0 ; 313. Evry, 0 ; 314. Châteauroux, 0 ; 315. Béziers, 0 ; 316. Montpellier, 0 ; 317. Pau, 0 ; 318. Nîmes, 0 ; 319. Bastia, 0 ; 320. Evry, 0 ; 321. Châteauroux, 0 ; 322. Béziers, 0 ; 323. Montpellier, 0 ; 324. Pau, 0 ; 325. Nîmes, 0 ; 326. Bastia, 0 ; 327. Evry, 0 ; 328. Châteauroux, 0 ; 329. Béziers, 0 ; 330. Montpellier, 0 ; 331. Pau, 0 ; 332. Nîmes, 0 ; 333. Bastia, 0 ; 334. Evry, 0 ; 335. Châteauroux, 0 ; 336. Béziers, 0 ; 337. Montpellier, 0 ; 338. Pau, 0 ; 339. Nîmes, 0 ; 340. Bastia, 0 ; 341. Evry, 0 ; 342. Châteauroux, 0 ; 343. Béziers, 0 ; 344. Montpellier, 0 ; 345. Pau, 0 ; 346. Nîmes, 0 ; 347. Bastia, 0 ; 348. Evry, 0 ; 349. Châteauroux, 0 ; 350. Béziers, 0 ; 351. Montpellier, 0 ; 352. Pau, 0 ; 353. Nîmes, 0 ; 354. Bastia, 0 ; 355. Evry, 0 ; 356. Châteauroux, 0 ; 357. Béziers, 0 ; 358. Montpellier, 0 ; 359. Pau, 0 ; 360. Nîmes, 0 ; 361. Bastia, 0 ; 362. Evry, 0 ; 363. Châteauroux, 0 ; 364. Béziers, 0 ; 365. Montpellier, 0 ; 366. Pau, 0 ; 367. Nîmes, 0 ; 368. Bastia, 0 ; 369. Evry, 0 ; 370. Châteauroux, 0 ; 371. Béziers, 0 ; 372. Montpellier, 0 ; 373. Pau, 0 ; 374. Nîmes, 0 ; 375. Bastia, 0 ; 376. Evry, 0 ; 377. Châteauroux, 0 ; 378. Béziers, 0 ; 379. Montpellier, 0 ; 380. Pau, 0 ; 381. Nîmes, 0 ; 382. Bastia, 0 ; 383. Evry, 0 ; 384. Châteauroux, 0 ; 385. Béziers, 0 ; 386. Montpellier, 0 ; 387. Pau, 0 ; 388. Nîmes, 0 ; 389. Bastia, 0 ; 390. Evry, 0 ; 391. Châteauroux, 0 ; 392. Béziers, 0 ; 393. Montpellier, 0 ; 394. Pau, 0 ; 395. Nîmes, 0 ; 396. Bastia, 0 ; 397. Evry, 0 ; 398. Châteauroux, 0 ; 399. Béziers, 0 ; 400. Montpellier, 0 ; 401. Pau, 0 ; 402. Nîmes, 0 ; 403. Bastia, 0 ; 404. Evry, 0 ; 405. Châteauroux, 0 ; 406. Béziers, 0 ; 407. Montpellier, 0 ; 408. Pau, 0 ; 409. Nîmes, 0 ; 410. Bastia, 0 ; 411. Evry, 0 ; 412. Châteauroux, 0 ; 413. Béziers, 0 ; 414. Montpellier, 0 ; 415. Pau, 0 ; 416. Nîmes, 0 ; 417. Bastia, 0 ; 418. Evry, 0 ; 419. Châteauroux, 0 ; 420. Béziers, 0 ; 421. Montpellier, 0 ; 422. Pau, 0 ; 423. Nîmes, 0 ; 424. Bastia, 0 ; 425. Evry, 0 ; 426. Châteauroux, 0 ; 427. Béziers, 0 ; 428. Montpellier, 0 ; 429. Pau, 0 ; 430. Nîmes, 0 ; 431. Bastia, 0 ; 432. Evry, 0 ; 433. Châteauroux, 0 ; 434. Béziers, 0 ; 435. Montpellier, 0 ; 436. Pau, 0 ; 437. Nîmes, 0 ; 438. Bastia, 0 ; 439. Evry, 0 ; 440. Châteauroux, 0 ; 441. Béziers, 0 ; 442. Montpellier, 0 ; 443. Pau, 0 ; 444. Nîmes, 0 ; 445. Bastia, 0 ; 446. Evry, 0 ; 447. Châteauroux, 0 ; 448. Béziers, 0 ; 449. Montpellier, 0 ; 450. Pau, 0 ; 451. Nîmes, 0 ; 452. Bastia, 0 ; 453. Evry, 0 ; 454. Châteauroux, 0 ; 455. Béziers, 0 ; 456. Montpellier, 0 ; 457. Pau, 0 ; 458. Nîmes, 0 ; 459. Bastia, 0 ; 460. Evry, 0 ; 461. Châteauroux, 0 ; 462. Béziers, 0 ; 463. Montpellier, 0 ; 464. Pau, 0 ; 465. Nîmes, 0 ; 466. Bastia, 0 ; 467. Evry, 0 ; 468. Châteauroux, 0 ; 469. Béziers, 0 ; 470. Montpellier, 0 ; 471. Pau, 0 ; 472. Nîmes, 0 ; 473. Bastia, 0 ; 474. Evry, 0 ; 475. Châteaur

صدايک الوطانی

Culture

Le Monde • Mardi 7 avril 1987 15

MUSIQUE

Journée Donatoni à Radio-France Sous le signe du double

Le 9 juin prochain, le compositeur italien Franco Donatoni célébrera son soixantième anniversaire. L'événement ne dépassera guère le cercle des amateurs avertis et, cependant, son œuvre connaît en France, depuis dix ans, une audience croissante.

Le programme musical de Franco Donatoni et la revue *Contrechamps* (1) s'étaient associés, lundi, pour présenter à Radio-France deux concerts, dont les œuvres de Donatoni formaient la matière essentielle. Comme deux ensembles également (*Alternance* et *Contrechamps*) se succédaient, on pouvait croire à une intention délibérée, car toute la pensée musicale de Donatoni est placée sous le signe du double et de la dualité.

Accentuer les différences, en juxtaposant des instruments ou des idées musicales qui se ressemblent, opposer en rapprochant mais aussi l'inverse, tel semble être le plus souvent son point de départ. Ensuite, le processus suit son cours, pourrait-on dire, si l'on ne savait avec quelle patiosité, et parfois quelle lenteur paradoxale, Donatoni compose des œuvres où les notes défilent dans une sorte de tempo accéléré.

Lorsqu'il écrit pour un soliste, on peut percevoir le dialogue de l'instrument avec lui-même (oppositions de nuances, de registres) comme dans *Clair*, pour clarinette seule, dont Armand Angster donnait une interprétation idéale de clarté, précisément. Dans *Lame*, pour violoncelle, Alain Meunier a su faire alterner à parts égales les instants de lyrisme et de rage concentrée. Mais c'est certainement dans *Arpeggi*, donné en création par l'Ensemble Contrechamps, que ce phénomène du double apparaît dans toute sa plénitude.

Au départ, la fusion est parfaite entre les arpegges du piano jouant avec la pédale « une corda » et le vibrapiano, attaqué avec des baguettes dures ; puis le divorce se fait jour peu à peu. C'est alors au tour des autres instruments — flûte et clarinette d'une part, violon et violoncelle d'autre part — de se confronter deux à deux, en échangeant parfois les rôles : flûte et violon contre clarinette et violoncelle, tandis que le piano et le vibrapiano s'emploient à brouiller les pistes. L'idée de l'arpegge, qui était claire au début, subit elle aussi des permutations qui la transforment jusqu'à la rendre méconnaissable et, de section en section, de contrastes en miroirs, la musique évolue en se nourrissant toujours de ses limites.

Si, qui oppose trois voix de femmes à deux trios placés face à face : flûte, clarinette et harpe contre violon, alto et guitare, met en jeu des propositions plus complexes, plus difficiles à apprécier en première audition et surtout à décrire.

L'équilibre est, en revanche, moins problématique que dans *L'ultima sera* entendu auparavant, où le voix de la chanteuse (Françoise Kubler) était délibérément absorbée par les instruments, comme si Donatoni craignait de succomber aux pièges du bel canto.

« Un acte quotidien »

Il est vrai que sa musique ne se veut jamais directement expressive, son souffle n'étant pas celui de la respiration humaine mais plutôt de l'invention combinatoire. Comme déjà celle de Beethoven, elle ne se prête donc guère au chant, sauf exception. Jusqu'à présent du moins, car son évolution se poursuit inéluctablement et de façon imprévisible. Comme il le dit lui-même : « La musique est un acte quotidien, chaque œuvre nouvelle est différente, mais seulement dans la mesure où une journée est naturellement différente de la précédente : on sait comment elle commencera, jamais comment elle tournera. Je n'aime pas trop prévoir l'évolution de ce que je suis en train d'écrire ; je sais seulement ce que je ne veux pas faire ; mais je ne veux pas de cadres qui élimineraient d'avance une partie de ce qui est possible. »

GÉRARD CONDÉ.

* Ces concerts seront diffusés le samedi 2 et le dimanche 3 mai, de 22 h 30 à 24 h, sur France-Culture, en prélude à une série d'émissions de Michel Reverdy, consacrées à Donatoni, de 4 à 6 mai, de 20 h à 22 h 30. Un disque compact d'œuvres de Donatoni paraîtra à la mi-avril, sous le label Harmonia Records, en coproduction avec le CAC d'Orléans.

(1) La revue *Contrechamps* (Éditions L'Age d'Homme, 5, rue Fier, Paris-6^e) consacrera son prochain numéro au compositeur américain Charles Ives, après Berio (n° 1), Schoenberg et Kandinsky (n° 2) et R.A. Zimmermann (n° 3), notamment.

DANSE

« L'Ile aux ruisseaux », de Michel Hallet-Eghayan

Le combat avec l'ange

Depuis plus de dix ans, Michel Hallet vit à Lyon une aventure amoureuse avec la danse. Ses chorégraphies tournent à un affrontement, dont il ne sort pas nécessairement vainqueur.

Sur le plateau dénudé de la Maison de la danse de Lyon, une danseuse en maillot gris, Sophie Tabakov, commence dans le silence à quadriller l'espace de parcours chaotiques en petits pas de bourrée. Les bras suivent, les yeux scintillent, des poses s'ébauchent, aussitôt effacées : le faune de Nijinski, Pétouchka, Isadora Duncan...

Le propos est clair : l'Ile aux ruisseaux, création de Michel Hallet-Eghayan, est une sollicitation de la mémoire, une recherche de gestes perdus accumulés par des siècles de pratique dans le corps des danseurs. Ils sont deux maintenant à piaffer, à s'échauffer avant de se poursuivre. Le dos cassé, le pied volubile, ils se réfèrent joyeusement à Merce Cunningham.

Deux autres les remplacent, sautillant dans le silence et marquant le rythme avec leurs pieds. Puis les deux couples exécutent une sorte de sarabande tachée sur une musique

de Jean-Sébastien Bach. Les figures s'enchaînent dans un mouvement continu. L'introduction de draps de bain vient relancer le jeu. Mais déjà le spectateur sature : son œil glisse sur une prolifération de gestes, de pas, qui ne ménagent aucune respiration. On est dans le domaine de la recherche technique pure hélistant entre l'abstraction et l'ornementation baroque. Le plateau est devenu un ring où le chorégraphe se livre à une empoignade avec la danse dont il ne sort pas vainqueur.

Bien d'autres avant lui ont connu cet affrontement solitaire, le combat avec l'ange contre soi-même. Il suppose une rigueur, une économie de moyens, le choix du geste juste, irremplaçable, qui est le fait des vrais chorégraphes.

L'Ile aux ruisseaux témoigne d'un tempérament bouillonnant et d'un esprit confus, et son débordement à la longue devient insupportable. Même le solo superbement dansé par Pascale Gouey, trop étiré, perd de son intensité. Reste un superbe exercice d'école à usage interne, une performance que les danseurs ont manifestement plaisir à exécuter.

MARCELLE MICHEL.

* Maison de la danse de Lyon, jusqu'au 8 avril, 20 h 30.

La semaine du mélomane

Le mélomane joue de malchance : il s'est fait souffler Ariane, l'élue de son cœur, par son voisin critique, dont les arguments, il est vrai, étaient irrésistibles : lundi à 20 heures « Chopin », œuvres rares et illustres de Frédéric Chopin (trio, sonate pour violoncelle et piano, mélodie, Grande Polonaise, etc.), par les Musiciens amoureux à la Comédie des Champs-Élysées (tél. : 45-04-12-15) ou Musique savante du Bangladesh, avec Ustad Abed Hussein Khan, sitar, et son fils Shahadat, sarode, à la Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail (du 6 au 10 avril à 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30).

Mardi à 20 h 45, au Nouveau Théâtre Moutetard (tél. : 43-31-11-99) récital de Michel Delbecq : sonates n° 7 et 12 de Beethoven, *Préludes*, livre 2, de Debussy.

Mercredi, à 20 h 45, madrigaux anglais et motets de Mandelstam et Brahms par l'ensemble G. Georges à Notre-Dame-du-Travail.

Judi, à 20 h 30, chez Still, 5, rue de Cheronne, *Ruh-el-Magm* à l'Oud par Fawzi Sayed (on emportera la cassette du concert ; réservation indispensable. Tél. : 48-08-28-19) ou Montségur de M. Landowski au

palais Garnier (les 9, 12, 13, 15 et 16 avril).

Vendredi à 20 h 30, *Mors et vita* de Gounod à l'église Saint-Roch sous la direction de J. Merck, ou escapade à Montpellier pour l'excellente production d'Obern (10, 14 et 15 avril à 20 h 30 et le 12 à 18 heures. Tél. : (01) 67-65-00-92). Et samedi à 20 h 30, *Exagone Orphique* en version de concert avec une distribution russe, l'Orchestre national et les Chœurs de Radio-France, direction V. Fedosseiev. Notre ami, néanmoins, ne s'avoue pas vaincu, sachant que, « si la critique est *Thésée*, le mélomane est *Minotaure* »...

Le mélomane joue de malchance : il s'est fait souffler Ariane, l'élue de son cœur, par son voisin critique, dont les arguments, il est vrai, étaient irrésistibles : lundi à 20 heures « Chopin », œuvres rares et illustres de Frédéric Chopin (trio, sonate pour violoncelle et piano, mélodie, Grande Polonaise, etc.), par les Musiciens amoureux à la Comédie des Champs-Élysées (tél. : 45-04-12-15) ou Musique savante du Bangladesh, avec Ustad Abed Hussein Khan, sitar, et son fils Shahadat, sarode, à la Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail (du 6 au 10 avril à 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30).

Le mélomane joue de malchance : il s'est fait souffler Ariane, l'élue de son cœur, par son voisin critique, dont les arguments, il est vrai, étaient irrésistibles : lundi à 20 heures « Chopin », œuvres rares et illustres de Frédéric Chopin (trio, sonate pour violoncelle et piano, mélodie, Grande Polonaise, etc.), par les Musiciens amoureux à la Comédie des Champs-Élysées (tél. : 45-04-12-15) ou Musique savante du Bangladesh, avec Ustad Abed Hussein Khan, sitar, et son fils Shahadat, sarode, à la Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail (du 6 au 10 avril à 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30).

Le mélomane joue de malchance : il s'est fait souffler Ariane, l'élue de son cœur, par son voisin critique, dont les arguments, il est vrai, étaient irrésistibles : lundi à 20 heures « Chopin », œuvres rares et illustres de Frédéric Chopin (trio, sonate pour violoncelle et piano, mélodie, Grande Polonaise, etc.), par les Musiciens amoureux à la Comédie des Champs-Élysées (tél. : 45-04-12-15) ou Musique savante du Bangladesh, avec Ustad Abed Hussein Khan, sitar, et son fils Shahadat, sarode, à la Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail (du 6 au 10 avril à 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30).

Le mélomane joue de malchance : il s'est fait souffler Ariane, l'élue de son cœur, par son voisin critique, dont les arguments, il est vrai, étaient irrésistibles : lundi à 20 heures « Chopin », œuvres rares et illustres de Frédéric Chopin (trio, sonate pour violoncelle et piano, mélodie, Grande Polonaise, etc.), par les Musiciens amoureux à la Comédie des Champs-Élysées (tél. : 45-04-12-15) ou Musique savante du Bangladesh, avec Ustad Abed Hussein Khan, sitar, et son fils Shahadat, sarode, à la Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail (du 6 au 10 avril à 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30).

Un film intense, aux images fortes... le choc du mois... on en revient avec des souvenirs inouïs. **PREMIÈRE**

Une rencontre magnifique... un film rare. **STUDIO**

De Niro et Rourke, le plus beau duel d'Hollywood... un film d'enfer. **LE JOURNAL DU DIMANCHE**

MICKEY ROURKE · ROBERT DE NIRO · LISA BONET

ANGEL HEART

AUX PORTES DE L'ENFER



ALAN PARKER
MARIO KASSAR · ANDREW VUINA
MICKEY ROURKE
ALAN PARKER · ANGEL HEART
ROBERT DE NIRO

LISA BONET · CHARLOTTE RAMPLING · TREVOR JONES · MICHAEL SERESIN · MARIO KASSAR · ANDREW VUINA · WILLIAM HORTSBERG · ALAN PARKER · ALAN MARSHALL · ELLIOTT KASTNER · ALAN PARKER

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (42-57-50), sam. à 19 h 30 :

Don Carlo (déra.).

SALLE FAVART (42-96-06-11), Raïche

jusqu'au 9 avril.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer :

R. 20 h 30 : *Madame de...*P. 20 h 30 : *Madame de...*ODÉON, 20 h 30 : *L'Éternel Mari*, d'après

Dostoevski.

PETIT ODÉON (42-57-30-32), 18 h :

Collège de théâtre, le Temps tragique.

NEAUBOURG (42-77-12-33), Café Bistrot

18 h 30, Carrefour francophone : le

français et la francophonie : Chénas

Vallée : Vidéo-informations à 13 h : De

Zaire au Congo, de Ch. Mami à 16 h :

Romain Gary, de V. Moryski à 19 h :

New-York aux troupes, de G. Verlan :

Vidéo/Musique : à 19 h 30 : *Samie Simeon* :cyrènes, de Tchoukovaï ; 16 h : *Tosca*, dePuccini ; 19 h : *Cendrillon*, de Rossini ;

Chénas brévielles : se reporter à la rubri-

que Chénas brévielles.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-

61-19-83), Drame : Ballet du XIX^e siè-

cle, M. Béjart à 20 h 30 : Trois études

pour Alexandre (avec Fernando

Byronov) ; Concert : à 20 h 30 : *Cliff*

Sullivan, Mary MacLachlan, Gwendolyn

Bradley.

CARRÉ SILVIA MONFORT (42-31-

28-34), à 19 h 30 : *Brigitte*, de

L. Béraud.

MAISON DES CULTURES DU

MONDE (42-44-72-30), à 20 h 30 :

Sitar et sarode (musique du Bangla-

desh).

Les autres salles

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-

43-11), 21 h : *Reviens dormir à l'Élysée*.

EDEN-THÉÂTRE (42-56-64-37), 21 h :

Reviens dormir à l'Élysée.

GRAND EDGAR (42-30-80-09), 20 h 15 :

C'est ce soir ou jamais.

GRAND HALL MONTBOURG (42-

96-04-06), 20 h 45 : *Des orchidées au*

siège de l'État.

GYMNASÉ (42-46-36-37), 20 h 30 : *Cycle*

Midière.

HUCHETTE (42-36-38-99), 19 h : la Can-

tatrice chère ; 20 h : la Loge ; 21 h 30 :

Sports et divertissements.

LUCERNAIRE (42-44-57-34), 1 :

19 h 30 : *Reviens dormir à l'Élysée* ;21 h 30 : *Reviens dormir à l'Élysée* ;

Opérettes,

comédies musicales

FÉNICHÉ-OPÉRA (42-45-18-20), à

21 h : les Plaisirs du palais.

Le music-hall

BATACLAN (47-00-55-22), 21 h : Ligne

d'improvisation française.

CONNETTABLE (42-77-41-40), 22 h 30 :

A. Vanderlo.

MAISON DES CULTURES DU

MONDE (42-44-72-30), 20 h 30 : Sitar

et sarode.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93)

21 h : Holiday on ice.

LA VILLETTE (48-03-34-66), 20 h 30 :

New-York aux troupes, de G. Verlan ;

Vidéo/Musique : à 19 h 30 : *Samie Simeon* ;cyrènes, de Tchoukovaï ; 16 h : *Tosca*, dePuccini ; 19 h : *Cendrillon*, de Rossini ;

Chénas brévielles : se reporter à la rubri-

que Chénas brévielles.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-

61-19-83), Drame : Ballet du XIX^e siè-

cle, M. Béjart à 20 h 30 : Trois études

pour Alexandre (avec Fernando

Byronov) ; Concert : à 20 h 30 : *Cliff*

Sullivan, Mary MacLachlan, Gwendolyn

Bradley.

CARRÉ SILVIA MONFORT (42-31-

28-34), à 19 h 30 : *Brigitte*, de

L. Béraud.

MAISON DES CULTURES DU

MONDE (42-44-72-30), à 20 h 30 :

Sitar et sarode (musique du Bangla-

desh).

Les autres salles

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-

43-11), 21 h : *Reviens dormir à l'Élysée*.

EDEN-THÉÂTRE (42-56-64-37), 21 h :

Reviens dormir à l'Élysée.

GRAND EDGAR (42-30-80-09), 20 h 15 :

C'est ce soir ou jamais.

GRAND HALL MONTBOURG (42-

96-04-06), 20 h 45 : *Des orchidées au*

siège de l'État.

GYMNASÉ (42-46-36-37), 20 h 30 : *Cycle*

Midière.

HUCHETTE (42-36-38-99), 19 h : la Can-

tatrice chère ; 20 h : la Loge ; 21 h 30 :

Sports et divertissements.

LUCERNAIRE (42-44-57-34), 1 :

19 h 30 : *Reviens dormir à l'Élysée* ;21 h 30 : *Reviens dormir à l'Élysée* ;

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 6 avril

Les concerts

Grenou, 20 h 30 : D. Lively (piano)

(Roch).

Carrefour de la Musique, 21 h : G. Ruz-

nez (piano).

FIAP, 20 h 30 : Duo La Folie (Sanz,

Vivaldi, Dubois, Valls-Lobos).

150

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 6 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20.35 **Cinéma : le Chemin des écoliers** ■ Film français de Michel Boisrond (1959). Avec Françoise Arnoul, Bourvil, Lino Ventura, Alain Delon, Jean-Claude Braly, Pierre Mondy. C'est l'histoire d'un enfant de Marcel Aymé porté à l'écran par le tandem de scénaristes Aurélie et Gaston. Une distribution prestigieuse et un charme d'ensemble qui rendent sympathique.

21.55 **Magazine : Acteur studio**. Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Jocard. Avec Sapho et Hindrestom.

23.10 **Journal**.

23.30 **Magazine : Première page**. De Denis Brunetti. Médias et communication.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

Sous réserve en raison d'un préavis de grève.

20.30 **Série : La mafia 2**. Réal. Florestano Vancini, scénario Enzo de Conci. Avec Michele Placido, Nicole Jamet, François Peller, Paul Guen. 1^{er} épisode : Le sujet.

21.30 **Magazine : Caméra 2**. Guerre sainte en Afghanistan. Document de Jeff B. Harmon et Alexander Lindsey.

22.45 **Documentaire : Le corps vivant**.

23.15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.35 **Cinéma : les Nanas** ■ Film français d'Amicq Lanot (1984). Avec Marie-France Pisier, Anémone, Dominique Lavanant, Macha Méril, Clémentine Célarié, Juliette Binoche, Sophie Arthur. *Amicq Lanot a réalisé une comédie de mœurs, un peu à la Brichard, parfois bien observée, parfois caricaturale.*

22.10 **Journal**.

22.40 **Documentaire : Dimension S**. 1. - L'homme électronique : développement du cerveau.

23.35 **Prélude à la nuit**.

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma : Fest d'été la nuit** ■ Film américain de Sidney Poitier (1980). Avec Gene Wilder, Richard Pryor, Georg Stanford Brown, Jobeth Williams. 22.20 **Flash d'informations**. 22.25 **Etoile et hots**. 22.55 **Les EO de Canal Plus**. 23.55 **Revue professionnelle américaine**.

LA 5

20.35 **Téléfilm : Un cadavre dans la bibliothèque** (1^{re} partie). 21.50 **Série : FBI Street Blues**. 22.45 **Série : Mission impossible**. 23.50 **Série : L'inspecteur Derrick**.

M 6

20.35 **Cinéma : Un coup de 2 millions de dollars** ■ Film américain de Michael Cohan (1975). Avec Robert Shaw, Richard Roundtree, Barbara Seagull, Shelley Winters. 22.10 **Série : Claire de lune**. 23.10 **Magazine : Club 6**. 23.30 **Flash d'informations**. 0.05 **Magazine : Club 6**. 0.15 **Flash d'informations**. 0.20 **Magazine : Club 6**. 0.15 **Flash d'informations**. 0.20 **Magazine : Club 6**.

FRANCE-CULTURE

20.35 **Ensemble en Patrimoine**, de Baptiste Morrey. 21.30 **Magazine : Les dossiers**. 21.50 **Magazine : Les dossiers**. 22.10 **Magazine : Les dossiers**. 22.30 **Magazine : Les dossiers**. 22.50 **Magazine : Les dossiers**. 23.10 **Magazine : Les dossiers**. 23.30 **Magazine : Les dossiers**.

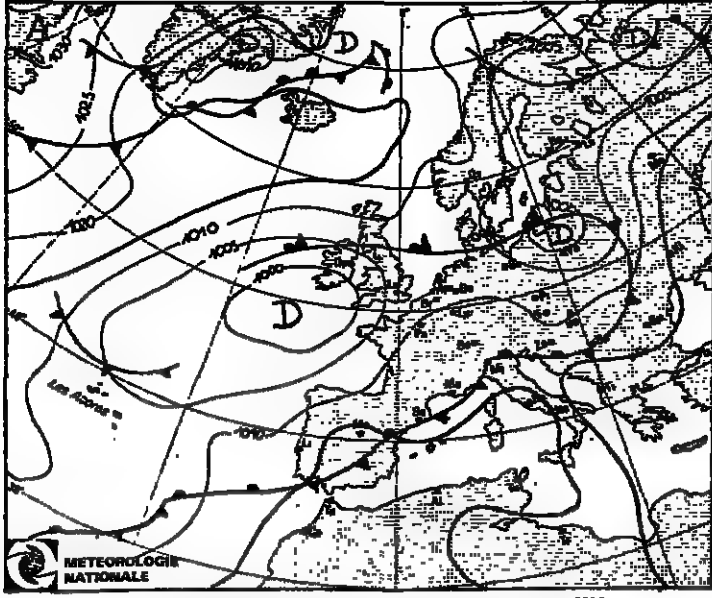
FRANCE-MUSIQUE

20.35 **Concert : Les Apollons**. Concert (donné le 3 avril à Saint-Germain-des-Près) : Stabat Mater, pour solistes, chœur et orchestre de Haydn; Betulia liberata, action scénique en deux parties pour solistes, chœur et orchestre, K. 118, de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique et le Chœur de Radio France, dir. Michiyoshi Inoue; à 22.20, Un événement, un miracle; à 23.00, Rademacher, piano; à 23.35, Feuilles; à 23.55, Guesy; à 0.05, Entretien avec Pierre-Yves Arthaud. 24.00 **Naïfs parodies**. La musique contemporaine, c'est facile; à 1.00, Cathy Berberis; à 1.10, Cathy Berberis; à 1.20, Cathy Berberis; à 1.30, Cathy Berberis; à 1.40, Cathy Berberis; à 1.50, Cathy Berberis; à 2.00, Cathy Berberis; à 2.10, Cathy Berberis; à 2.20, Cathy Berberis; à 2.30, Cathy Berberis; à 2.40, Cathy Berberis; à 2.50, Cathy Berberis; à 3.00, Cathy Berberis; à 3.10, Cathy Berberis; à 3.20, Cathy Berberis; à 3.30, Cathy Berberis; à 3.40, Cathy Berberis; à 3.50, Cathy Berberis; à 4.00, Cathy Berberis; à 4.10, Cathy Berberis; à 4.20, Cathy Berberis; à 4.30, Cathy Berberis; à 4.40, Cathy Berberis; à 4.50, Cathy Berberis; à 5.00, Cathy Berberis; à 5.10, Cathy Berberis; à 5.20, Cathy Berberis; à 5.30, Cathy Berberis; à 5.40, Cathy Berberis; à 5.50, Cathy Berberis; à 6.00, Cathy Berberis; à 6.10, Cathy Berberis; à 6.20, Cathy Berberis; à 6.30, Cathy Berberis; à 6.40, Cathy Berberis; à 6.50, Cathy Berberis; à 7.00, Cathy Berberis; à 7.10, Cathy Berberis; à 7.20, Cathy Berberis; à 7.30, Cathy Berberis; à 7.40, Cathy Berberis; à 7.50, Cathy Berberis; à 8.00, Cathy Berberis; à 8.10, Cathy Berberis; à 8.20, Cathy Berberis; à 8.30, Cathy Berberis; à 8.40, Cathy Berberis; à 8.50, Cathy Berberis; à 9.00, Cathy Berberis; à 9.10, Cathy Berberis; à 9.20, Cathy Berberis; à 9.30, Cathy Berberis; à 9.40, Cathy Berberis; à 9.50, Cathy Berberis; à 10.00, Cathy Berberis; à 10.10, Cathy Berberis; à 10.20, Cathy Berberis; à 10.30, Cathy Berberis; à 10.40, Cathy Berberis; à 10.50, Cathy Berberis; à 11.00, Cathy Berberis; à 11.10, Cathy Berberis; à 11.20, Cathy Berberis; à 11.30, Cathy Berberis; à 11.40, Cathy Berberis; à 11.50, Cathy Berberis; à 12.00, Cathy Berberis; à 12.10, Cathy Berberis; à 12.20, Cathy Berberis; à 12.30, Cathy Berberis; à 12.40, Cathy Berberis; à 12.50, Cathy Berberis; à 13.00, Cathy Berberis; à 13.10, Cathy Berberis; à 13.20, Cathy Berberis; à 13.30, Cathy Berberis; à 13.40, Cathy Berberis; à 13.50, Cathy Berberis; à 14.00, Cathy Berberis; à 14.10, Cathy Berberis; à 14.20, Cathy Berberis; à 14.30, Cathy Berberis; à 14.40, Cathy Berberis; à 14.50, Cathy Berberis; à 15.00, Cathy Berberis; à 15.10, Cathy Berberis; à 15.20, Cathy Berberis; à 15.30, Cathy Berberis; à 15.40, Cathy Berberis; à 15.50, Cathy Berberis; à 16.00, Cathy Berberis; à 16.10, Cathy Berberis; à 16.20, Cathy Berberis; à 16.30, Cathy Berberis; à 16.40, Cathy Berberis; à 16.50, Cathy Berberis; à 17.00, Cathy Berberis; à 17.10, Cathy Berberis; à 17.20, Cathy Berberis; à 17.30, Cathy Berberis; à 17.40, Cathy Berberis; à 17.50, Cathy Berberis; à 18.00, Cathy Berberis; à 18.10, Cathy Berberis; à 18.20, Cathy Berberis; à 18.30, Cathy Berberis; à 18.40, Cathy Berberis; à 18.50, Cathy Berberis; à 19.00, Cathy Berberis; à 19.10, Cathy Berberis; à 19.20, Cathy Berberis; à 19.30, Cathy Berberis; à 19.40, Cathy Berberis; à 19.50, Cathy Berberis; à 20.00, Cathy Berberis; à 20.10, Cathy Berberis; à 20.20, Cathy Berberis; à 20.30, Cathy Berberis; à 20.40, Cathy Berberis; à 20.50, Cathy Berberis; à 21.00, Cathy Berberis; à 21.10, Cathy Berberis; à 21.20, Cathy Berberis; à 21.30, Cathy Berberis; à 21.40, Cathy Berberis; à 21.50, Cathy Berberis; à 22.00, Cathy Berberis; à 22.10, Cathy Berberis; à 22.20, Cathy Berberis; à 22.30, Cathy Berberis; à 22.40, Cathy Berberis; à 22.50, Cathy Berberis; à 23.00, Cathy Berberis; à 23.10, Cathy Berberis; à 23.20, Cathy Berberis; à 23.30, Cathy Berberis; à 23.40, Cathy Berberis; à 23.50, Cathy Berberis; à 24.00, Cathy Berberis; à 24.10, Cathy Berberis; à 24.20, Cathy Berberis; à 24.30, Cathy Berberis; à 24.40, Cathy Berberis; à 24.50, Cathy Berberis; à 25.00, Cathy Berberis; à 25.10, Cathy Berberis; à 25.20, Cathy Berberis; à 25.30, Cathy Berberis; à 25.40, Cathy Berberis; à 25.50, Cathy Berberis; à 26.00, Cathy Berberis; à 26.10, Cathy Berberis; à 26.20, Cathy Berberis; à 26.30, Cathy Berberis; à 26.40, Cathy Berberis; à 26.50, Cathy Berberis; à 27.00, Cathy Berberis; à 27.10, Cathy Berberis; à 27.20, Cathy Berberis; à 27.30, Cathy Berberis; à 27.40, Cathy Berberis; à 27.50, Cathy Berberis; à 28.00, Cathy Berberis; à 28.10, Cathy Berberis; à 28.20, Cathy Berberis; à 28.30, Cathy Berberis; à 28.40, Cathy Berberis; à 28.50, Cathy Berberis; à 29.00, Cathy Berberis; à 29.10, Cathy Berberis; à 29.20, Cathy Berberis; à 29.30, Cathy Berberis; à 29.40, Cathy Berberis; à 29.50, Cathy Berberis; à 30.00, Cathy Berberis; à 30.10, Cathy Berberis; à 30.20, Cathy Berberis; à 30.30, Cathy Berberis; à 30.40, Cathy Berberis; à 30.50, Cathy Berberis; à 31.00, Cathy Berberis; à 31.10, Cathy Berberis; à 31.20, Cathy Berberis; à 31.30, Cathy Berberis; à 31.40, Cathy Berberis; à 31.50, Cathy Berberis; à 32.00, Cathy Berberis; à 32.10, Cathy Berberis; à 32.20, Cathy Berberis; à 32.30, Cathy Berberis; à 32.40, Cathy Berberis; à 32.50, Cathy Berberis; à 33.00, Cathy Berberis; à 33.10, Cathy Berberis; à 33.20, Cathy Berberis; à 33.30, Cathy Berberis; à 33.40, Cathy Berberis; à 33.50, Cathy Berberis; à 34.00, Cathy Berberis; à 34.10, Cathy Berberis; à 34.20, Cathy Berberis; à 34.30, Cathy Berberis; à 34.40, Cathy Berberis; à 34.50, Cathy Berberis; à 35.00, Cathy Berberis; à 35.10, Cathy Berberis; à 35.20, Cathy Berberis; à 35.30, Cathy Berberis; à 35.40, Cathy Berberis; à 35.50, Cathy Berberis; à 36.00, Cathy Berberis; à 36.10, Cathy Berberis; à 36.20, Cathy Berberis; à 36.30, Cathy Berberis; à 36.40, Cathy Berberis; à 36.50, Cathy Berberis; à 37.00, Cathy Berberis; à 37.10, Cathy Berberis; à 37.20, Cathy Berberis; à 37.30, Cathy Berberis; à 37.40, Cathy Berberis; à 37.50, Cathy Berberis; à 38.00, Cathy Berberis; à 38.10, Cathy Berberis; à 38.20, Cathy Berberis; à 38.30, Cathy Berberis; à 38.40, Cathy Berberis; à 38.50, Cathy Berberis; à 39.00, Cathy Berberis; à 39.10, Cathy Berberis; à 39.20, Cathy Berberis; à 39.30, Cathy Berberis; à 39.40, Cathy Berberis; à 39.50, Cathy Berberis; à 40.00, Cathy Berberis; à 40.10, Cathy Berberis; à 40.20, Cathy Berberis; à 40.30, Cathy Berberis; à 40.40, Cathy Berberis; à 40.50, Cathy Berberis; à 41.00, Cathy Berberis; à 41.10, Cathy Berberis; à 41.20, Cathy Berberis; à 41.30, Cathy Berberis; à 41.40, Cathy Berberis; à 41.50, Cathy Berberis; à 42.00, Cathy Berberis; à 42.10, Cathy Berberis; à 42.20, Cathy Berberis; à 42.30, Cathy Berberis; à 42.40, Cathy Berberis; à 42.50, Cathy Berberis; à 43.00, Cathy Berberis; à 43.10, Cathy Berberis; à 43.20, Cathy Berberis; à 43.30, Cathy Berberis; à 43.40, Cathy Berberis; à 43.50, Cathy Berberis; à 44.00, Cathy Berberis; à 44.10, Cathy Berberis; à 44.20, Cathy Berberis; à 44.30, Cathy Berberis; à 44.40, Cathy Berberis; à 44.50, Cathy Berberis; à 45.00, Cathy Berberis; à 45.10, Cathy Berberis; à 45.20, Cathy Berberis; à 45.30, Cathy Berberis; à 45.40, Cathy Berberis; à 45.50, Cathy Berberis; à 46.00, Cathy Berberis; à 46.10, Cathy Berberis; à 46.20, Cathy Berberis; à 46.30, Cathy Berberis; à 46.40, Cathy Berberis; à 46.50, Cathy Berberis; à 47.00, Cathy Berberis; à 47.10, Cathy Berberis; à 47.20, Cathy Berberis; à 47.30, Cathy Berberis; à 47.40, Cathy Berberis; à 47.50, Cathy Berberis; à 48.00, Cathy Berberis; à 48.10, Cathy Berberis; à 48.20, Cathy Berberis; à 48.30, Cathy Berberis; à 48.40, Cathy Berberis; à 48.50, Cathy Berberis; à 49.00, Cathy Berberis; à 49.10, Cathy Berberis; à 49.20, Cathy Berberis; à 49.30, Cathy Berberis; à 49.40, Cathy Berberis; à 49.50, Cathy Berberis; à 50.00, Cathy Berberis; à 50.10, Cathy Berberis; à 50.20, Cathy Berberis; à 50.30, Cathy Berberis; à 50.40, Cathy Berberis; à 50.50, Cathy Berberis; à 51.00, Cathy Berberis; à 51.10, Cathy Berberis; à 51.20, Cathy Berberis; à 51.30, Cathy Berberis; à 51.40, Cathy Berberis; à 51.50, Cathy Berberis; à 52.00, Cathy Berberis; à 52.10, Cathy Berberis; à 52.20, Cathy Berberis; à 52.30, Cathy Berberis; à 52.40, Cathy Berberis; à 52.50, Cathy Berberis; à 53.00, Cathy Berberis; à 53.10, Cathy Berberis; à 53.20, Cathy Berberis; à 53.30, Cathy Berberis; à 53.40, Cathy Berberis; à 53.50, Cathy Berberis; à 54.00, Cathy Berberis; à 54.10, Cathy Berberis; à 54.20, Cathy Berberis; à 54.30, Cathy Berberis; à 54.40, Cathy Berberis; à 54.50, Cathy Berberis; à 55.00, Cathy Berberis; à 55.10, Cathy Berberis; à 55.20, Cathy Berberis; à 55.30, Cathy Berberis; à 55.40, Cathy Berberis; à 55.50, Cathy Berberis; à 56.00, Cathy Berberis; à 56.10, Cathy Berberis; à 56.20, Cathy Berberis; à 56.30, Cathy Berberis; à 56.40, Cathy Berberis; à 56.50, Cathy Berberis; à 57.00, Cathy Berberis; à 57.10, Cathy Berberis; à 57.20, Cathy Berberis; à 57.30, Cathy Berberis; à 57.40, Cathy Berberis; à 57.50, Cathy Berberis; à 58.00, Cathy Berberis; à 58.10, Cathy Berberis; à 58.20, Cathy Berberis; à 58.30, Cathy Berberis; à 58.40, Cathy Berberis; à 58.50, Cathy Berberis; à 59.00, Cathy Berberis; à 59.10, Cathy Berberis; à 59.20, Cathy Berberis; à 59.30, Cathy Berberis; à 59.40, Cathy Berberis; à 59.50, Cathy Berberis; à 60.00, Cathy Berberis; à 60.10, Cathy Berberis; à 60.20, Cathy Berberis; à 60.30, Cathy Berberis; à 60.40, Cathy Berberis; à 60.50, Cathy Berberis; à 61.00, Cathy Berberis; à 61.10, Cathy Berberis; à 61.20, Cathy Berberis; à 61.30, Cathy Berberis; à 61.40, Cathy Berberis; à 61.50, Cathy Berberis; à 62.00, Cathy Berberis; à 62.10, Cathy Berberis; à 62.20, Cathy Berberis; à 62.30, Cathy Berberis; à 62.40, Cathy Berberis; à 62.50, Cathy Berberis; à 63.00, Cathy Berberis; à 63.10, Cathy Berberis; à 63.20, Cathy Berberis; à 63.30, Cathy Berberis; à 63.40, Cathy Berberis; à 63.50, Cathy Berberis; à 64.00, Cathy Berberis; à 64.10, Cathy Berberis; à 64.20, Cathy Berberis; à 64.30, Cathy Berberis; à 64.40, Cathy Berberis; à 64.50, Cathy Berberis; à 65.00, Cathy Berberis; à 65.10, Cathy Berberis; à 65.20, Cathy Berberis; à 65.30, Cathy Berberis; à 65.40, Cathy Berberis; à 65.50, Cathy Berberis; à 66.00, Cathy Berberis; à 66.10, Cathy Berberis; à 66.20, Cathy Berberis; à 66.30, Cathy Berberis; à 66.40, Cathy Berberis; à 66.50, Cathy Berberis; à 67.00, Cathy Berberis; à 67.10, Cathy Berberis; à 67.20, Cathy Berberis; à 67.30, Cathy Berberis; à 67.40, Cathy Berberis; à 67.50, Cathy Berberis; à 68.00, Cathy Berberis; à 68.10, Cathy Berberis; à 68.20, Cathy Berberis; à 68.30, Cathy Berberis; à 68.40, Cathy Berberis; à 68.50, Cathy Berberis; à 69.00, Cathy Berberis; à 69.10, Cathy Berberis; à 69.20, Cathy Berberis; à 69.30, Cathy Berberis; à 69.40, Cathy Berberis; à 69.50, Cathy Berberis; à 70.00, Cathy Berberis; à 70.10, Cathy Berberis; à 70.20, Cathy Berberis; à 70.30, Cathy Berberis; à 70.40, Cathy Berberis; à 70.50, Cathy Berberis; à 71.00, Cathy Berberis; à 71.10, Cathy Berberis; à 71.20, Cathy Berberis; à 71.30, Cathy Berberis; à 71.40, Cathy Berberis; à 71.50, Cathy Berberis; à 72.00, Cathy Berberis; à 72.10, Cathy Berberis; à 72.20, Cathy Berberis; à 72.30, Cathy Berberis; à 72.40, Cathy Berberis; à 72.50, Cathy Berberis; à 73.00, Cathy Berberis; à 73.10, Cathy Berberis; à 73.20, Cathy Berberis; à 73.30, Cathy Berberis; à 73.40, Cathy Berberis; à 73.50, Cathy Berberis; à 74.00, Cathy Berberis; à 74.10, Cathy Berberis; à 74.20, Cathy Berberis; à 74.30, Cathy Berberis; à 74.40, Cathy Berberis; à 74.50, Cathy Berberis; à 75.00, Cathy Berberis; à 75.10, Cathy Berberis; à 75.20, Cathy Berberis; à 75.30, Cathy Berberis; à 75.40, Cathy Berberis; à 75.50, Cathy Berberis; à 76.00, Cathy Berberis; à 76.10, Cathy Berberis; à 76.20, Cathy Berberis; à 76.30, Cathy Berberis; à 76.40, Cathy Berberis; à 76.50, Cathy Berberis; à 77.00, Cathy Berberis; à 77.10, Cathy Berberis; à 77.20, Cathy Berberis; à 77.30, Cathy Berberis; à 77.40, Cathy Berberis; à 77.50, Cathy Berberis; à 78.00, Cathy Berberis; à 78.10, Cathy Berberis; à 78.20, Cathy Berberis; à 78.30, Cathy Berberis; à 78.40, Cathy Berberis; à 78.50, Cathy Berberis; à 79.00, Cathy Berberis; à 79.10, Cathy Berberis; à 79.20, Cathy Berberis; à 79.30, Cathy Berberis; à 79.40, Cathy Berberis; à 79.50, Cathy Berberis; à 80.00, Cathy Berberis; à 80.10, Cathy Berberis; à 80.20, Cathy Berberis; à 80.30, Cathy Berberis; à 80.40, Cathy Berberis; à 80.50, Cathy Berberis; à 81.00, Cathy Berberis; à 81.10, Cathy Berberis; à 81.20, Cathy Berberis; à 81.30, Cathy Berberis; à 81.40, Cathy Berberis; à 81.50, Cathy Berberis; à 82.00, Cathy Berberis; à 82.10, Cathy Berberis; à 82.20, Cathy Berberis; à 82.30, Cathy Berberis; à 82.40, Cathy Berberis; à 82.50, Cathy Berberis; à 83.00, Cathy Berberis; à 83.10, Cathy Berberis; à 83.20, Cathy Berberis; à 83.30, Cathy Berberis; à 83.40, Cathy Berberis; à 83.50, Cathy Berberis; à 84.00, Cathy Berberis; à 84.10, Cathy Berberis; à 84.20, Cathy Berberis; à 84.30, Cathy Berberis; à 84.40, Cathy Berberis; à 84.50, Cathy Berberis; à 85.00, Cathy Berberis; à 85.10, Cathy Berberis; à 85.20, Cathy Berberis; à 85.30, Cathy Berberis; à 85.40, Cathy Berberis; à 85.50, Cathy Berberis; à 86.00, Cathy Berberis; à 86.10, Cathy Berberis; à 86.20, Cathy Berberis; à 86.30, Cathy Berberis; à 86.40, Cathy Berberis; à 86.50, Cathy Berberis; à 87.00, Cathy Berberis; à 87.10, Cathy Berberis; à 87.20, Cathy Berberis; à 87.30, Cathy Berberis; à 87.40, Cathy Berberis; à 87.50, Cathy Berberis; à 88.00, Cathy Berberis; à 88.10, Cathy Berberis; à 88.20, Cathy Berberis; à 88.30, Cathy Berberis; à 88.40, Cathy Berberis; à 88.50, Cathy Berberis; à 89.00, Cathy Berberis; à 89.10, Cathy Berberis; à 89.20, Cathy Berberis; à 89.30, Cathy Berberis; à 89.40, Cathy Berberis; à 89.50, Cathy Berberis; à 90.00, Cathy Berberis; à 90.10, Cathy Berberis; à 90.20, Cathy Berberis; à 90.30, Cathy Berberis; à 90.40, Cathy Berberis; à 90.50, Cathy Berberis; à 91.00, Cathy Berberis; à 91.10, Cathy Berberis; à 91.20, Cathy Berberis; à 91.30, Cathy Berberis; à 91.40, Cathy Berberis; à 91.50, Cathy Berberis; à 92.00, Cathy Berberis; à 92.10, Cathy Berberis; à 92.20, Cathy Berberis; à 92.30, Cathy Berberis; à 92.40, Cathy Berberis; à 92.50, Cathy Berberis; à 93.00, Cathy Berberis; à 93.10, Cathy Berberis; à 93.20, Cathy Berberis; à 93.30, Cathy Berberis; à 93.40, Cathy Berberis; à 93.50, Cathy Berberis; à 94.00, Cathy Berberis; à 94.10, Cathy Berberis; à 94.20, Cathy Berberis; à 94.30, Cathy Berberis; à 94.40, Cathy Berberis; à 94.50, Cathy Berberis; à 95.00, Cathy Berberis; à 95.10, Cathy Berberis; à 95.20, Cathy Berberis; à 95.30, Cathy Berberis; à 95.40, Cathy Berberis; à 95.50, Cathy Berberis; à 96.00, Cathy Berberis; à 96.10, Cathy Berberis; à 96.20, Cathy Berberis; à 96.30, Cathy Berberis; à 96.40, Cathy Berberis; à 96.50, Cathy Berberis; à 97.00, Cathy Berberis; à 97.10, Cathy Berberis; à 97.20, Cathy Berberis; à 97.30, Cathy Berberis; à 97.40, Cathy Berberis; à 97.50, Cathy Berberis; à 98.00, Cathy Berberis; à 98.10, Cathy Berberis; à 98.20, Cathy Berberis; à 98.30, Cathy Berberis; à 98.40, Cathy Berberis; à 98.50, Cathy Berberis; à 99.00, Cathy Berberis; à 99.10, Cathy Berberis; à 99.20, Cathy Berberis; à 99.30, Cathy Berberis; à 99.40, Cathy Berberis; à 99.50, Cathy Berberis; à 100.00, Cathy Berberis; à 100.10, Cathy Berberis; à 100.20, Cathy Berberis; à 100.30, Cathy Berberis; à 100.40, Cathy Berberis; à 100.50, Cathy Berberis; à 101.00, Cathy Berberis; à 101.10, Cathy Berberis; à 101.20, Cathy Berberis; à 101.30, Cathy Berberis; à 101.40, Cathy Berberis; à 101.50, Cathy Berberis; à 102.00, Cathy Berberis; à 102.10, Cathy Berberis; à 102.20, Cathy Berberis; à 102.30, Cathy Berberis; à 102.40, Cathy Berberis; à 102.50, Cathy Berberis; à 103.00, Cathy Berberis; à 103.10, Cathy Berberis; à 103.20, Cathy Berberis; à 103.30, Cathy Berberis; à 103.40, Cathy Berberis; à 103.50, Cathy Berberis; à 104.00, Cathy Berberis; à 104.10, Cathy Berberis; à 104.20, Cathy Berberis; à 104.30, Cathy Berberis; à 104.40, Cathy Berberis; à 104.50, Cathy Berberis; à 105.00, Cathy Berberis; à 105.10, Cathy Berberis; à 105.20, Cathy Berberis; à 105.30, Cathy Berberis; à 105.40, Cathy Berberis; à 105.50, Cathy Berberis; à 106.00, Cathy Berberis; à 106.10, Cathy Berberis; à 106.20, Cathy Berberis; à 106.30, Cathy Berberis; à 106.40, Cathy Berberis; à 106.50, Cathy Berberis; à 107.00, Cathy Berberis; à 107.10, Cathy Berberis; à 107.20, Cathy Berberis; à 107.30, Cathy Berberis; à 107.40, Cathy Berberis; à 107.50, Cathy Berberis; à 108.00, Cathy Berberis; à 108.10, Cathy Berberis; à 108.20, Cathy Berberis; à 108.30, Cathy Berberis; à 108.40, Cathy Berberis; à 108.50, Cathy Berberis; à 109.00, Cathy Berberis; à 109.10, Cathy Berberis; à 109.20, Cathy Berberis; à 109.30, Cathy Berberis; à 109.40, Cathy Berberis; à 109.50, Cathy Berberis; à 110.00, Cathy Berberis; à 110.10, Cathy Berberis; à 110.20, Cathy Berberis; à 110.30, Cathy Berberis; à 110.40, Cathy Berberis; à 110.50, Cathy Berberis; à 111.00, Cathy Berberis; à 111.10, Cathy Berberis; à 111.20, Cathy Berberis; à 111.30, Cathy Berberis; à 111.40, Cathy Berberis; à 111.50, Cathy Berberis; à 112.00, Cathy Berberis; à 112.10, Cathy Berberis; à 112.20, Cathy Berberis; à 112.30, Cathy Berberis; à 112.40, Cathy Berberis; à 112.50, Cathy Berberis; à 113.00, Cathy Berberis; à 113.10, Cathy Berberis; à 113.20, Cathy Berberis; à 113.30, Cathy Berberis; à 113.40, Cathy Berberis; à 113.50, Cathy Berberis; à 114.00, Cathy Berberis; à 114.10, Cathy Berberis; à 114.20, Cathy Berberis; à 114.30, Cathy Berberis; à 114.40, Cathy Berberis; à 114.50, Cathy Berberis; à 115.00, Cathy Berberis; à 115.10, Cathy Berberis; à 115.20, Cathy Berberis; à 115.30, Cathy Berberis; à 115.40, Cathy Berberis; à 115.50, Cathy Berberis; à 116.00, Cathy Berberis; à 116.10, Cathy Berberis; à 116.20, Cathy Berberis; à 116.30, Cathy Berberis; à 116.40, Cathy Berberis; à 116.50, Cathy Berberis; à 117.00, Cathy Berberis; à 117.10, Cathy Berberis; à 117.20, Cathy Berberis; à 117.30, Cathy Berberis; à 117.40, Cathy Berberis; à 117.50, Cathy Berberis; à 118.00, Cathy Berberis; à 118.10, Cathy Berberis; à 118.20, Cathy Berberis; à 118.30, Cathy Berberis; à 118.40, Cathy Berberis; à 118.50, Cathy Berberis; à 119.00, Cathy Berberis; à 119.10, Cathy Berberis; à 119.20, Cathy Berberis; à 119.30, Cathy Berberis; à 119.40, Cathy Berberis; à 119.50, Cathy Berberis; à 120.00, Cathy Berberis; à 120.10, Cathy Berberis; à 120.20, Cathy Berberis; à 120.30, Cathy Berberis; à 120.40, Cathy Berberis; à 120.50, Cathy Berberis; à 121.00, Cathy Berberis; à 121.10, Cathy Berberis; à 121.20, Cathy Berberis; à 121.30, Cathy Berberis; à 121.40, Cathy Berberis; à 121.50, Cathy Berberis; à 122.00, Cathy Berberis; à 122.10, Cathy Berberis; à 122.20, Cathy Berberis; à 122.30, Cathy Berberis; à 122.40, Cathy Berberis; à 122.50, Cathy Berberis; à 123.00, Cathy Berberis; à 123.10, Cathy Berberis; à 123.20, Cathy Berberis; à 123.30, Cathy Berberis; à 123.40, Cathy Berberis; à 123.50, Cathy Berberis; à 124.00, Cathy Berberis; à 124.10, Cathy Berberis; à 124.20, Cathy Berberis; à 124.30, Cathy Berberis; à 124.40, Cathy Berberis; à 124.50, Cathy Berberis; à 125.00, Cathy Berberis; à 125.10, Cathy Berberis; à 125.20, Cathy Berberis; à 125.30, Cathy Berberis; à 125.40, Cathy Berberis; à 125.50, Cathy Berberis; à 126.00, Cathy Berberis; à 126.10, Cathy Berberis; à 126.20, Cathy Berberis; à 126.30, Cathy Berberis; à 126.40, Cathy Berberis; à 126.50, Cathy Berberis; à 127.00, Cathy Berberis; à 127.10, Cathy Berberis; à 127.20, Cathy Berberis; à 127.30, Cathy Berberis; à 127.40, Cathy Berberis; à 127.50, Cathy Berberis; à 128.00, Cathy Berberis; à 128.10, Cathy Berberis; à 128.20, Cathy Berberis; à 128.30, Cathy Berberis; à 128.40, Cathy Berberis; à 128.50, Cathy Berberis; à 129.00, Cathy Berberis; à 129.10, Cathy Berberis; à 129.20, Cathy Berberis; à 129.30, Cathy Berberis; à 129.40, Cathy Berberis; à 129.50, Cathy Berberis; à 130.00, Cathy Berberis; à 130.10, Cathy Berberis; à 130.20, Cathy Berberis; à 130.30, Cathy Berberis; à 130.40, Cathy Berberis; à 130.50, Cathy Berberis; à 131.00, Cathy Berberis; à 131.10, Cathy Berberis;

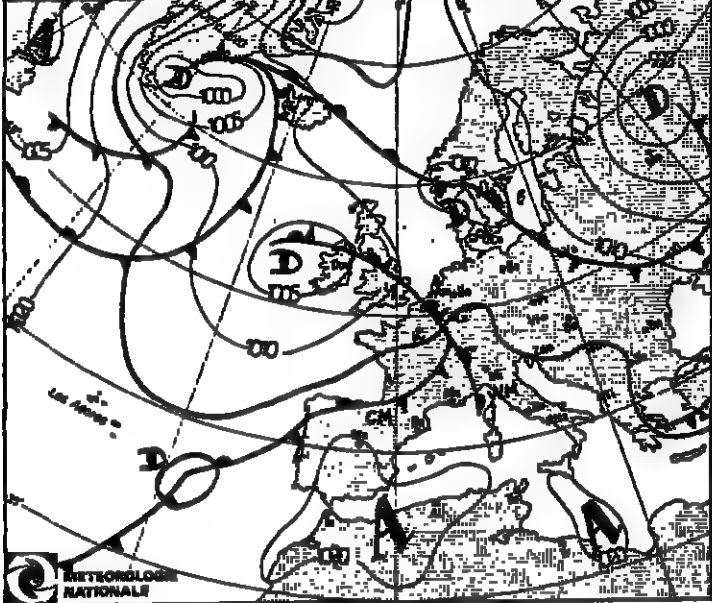
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 AVRIL 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 AVRIL À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le lundi 6 avril à 0 heure et le mardi 7 avril à 24 heures.

La dépression centrée à l'ouest de l'Irlande va diriger sur la France une perturbation avec des vents de sud-ouest qui feront remonter de l'air chaud sur la majeure partie du pays.

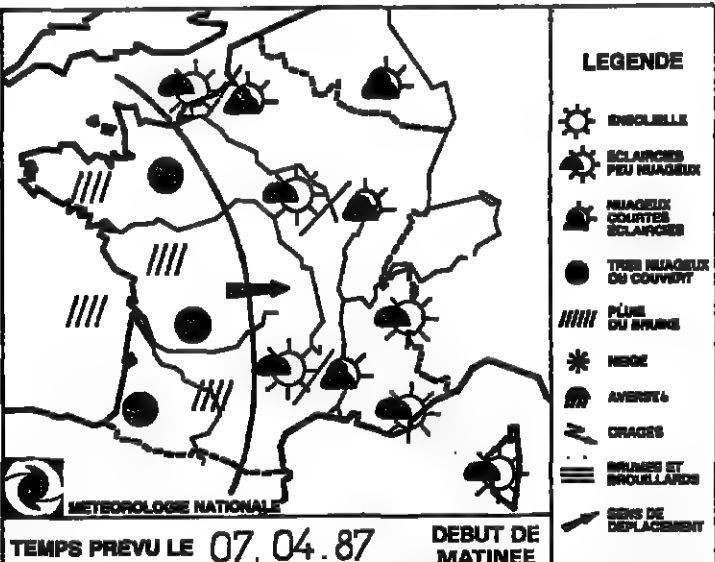
Mardi : le ciel sera très nuageux ou couvert sur la quasi-totalité du pays le matin. Les Alpes, la Provence et la Corse auront quelques éclaircies matinales. Il pleuvra sur la moitié ouest et des orages éclateront sur les Pyrénées. Dans la journée, la pluie gagnera les régions de la moitié est, s'éparpillant en

soirée que la Corse et la Côte d'Azur, où le ciel se verra. Des orages éclateront sur les Pyrénées et les Alpes.

Dans l'après-midi, de la Bretagne à l'Aquitaine, le ciel sera plus variable. Quelques éclaircies se développeront.

Le vent de sud-ouest restera modéré. Les températures minimales seront entre 4 et 6 degrés dans l'intérieur, 7 à 10 degrés sur les côtes.

Les températures maximales s'échelonneront entre 13 et 20 degrés de la Manche aux Pyrénées et à la Méditerranée.



TEMPS PRÉVU LE 07.04.87

DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre
le 5-4 à 6 h TU et le 6-4 1987 à 6 h TU

FRANCE	TOURS	LYONS	PARIS	STRASBOURG
AMACCO	19 7 D	17 7 N	18 10 D	18 10 D
BARRETT	20 11 D	20 6 N	14 5 A	14 5 A
BORDAUX	18 7 N	20 6 N	14 5 A	14 5 A
BRENET	12 5 C	26 10 N	13 4 B	13 4 B
CADEN	16 8 D	13 4 C	11 6 A	11 6 A
CHERBOURG	13 7 N	18 11 C	10 1 C	10 1 C
CLERMONT-FERR.	14 4 B	17 8 C	13 7 O	13 7 O
DIJON	16 2 A	22 10 C	12 5 D	12 5 D
GRENOBLE-SM	17 7 A	8 5 C	19 5 B	19 5 B
LILLE	14 7 A	15 7 P	22 11 P	22 11 P
LYON	14 7 A	15 7 P	22 11 P	22 11 P
MAURILLON	17 8 D	23 10 D	19 11 N	19 11 N
NANCY	16 8 D	23 10 D	19 11 N	19 11 N
NANTES	16 8 D	23 10 D	19 11 N	19 11 N
NICE	14 9 D	21 14 B	11 3 D	11 3 D
PARIS	19 6 C	21 20 C	24 11 C	24 11 C
PERPIGNAN	23 7 F	15 8 C	24 11 D	24 11 D
RENNES	15 5 B	14 3 B	13 3 P	13 3 P
STRASBOURG	14 4 C	17 12 N	16 7 P	16 7 P
		15 8 A	17 5 C	17 5 C

A B C D N O P T
averse bruine ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

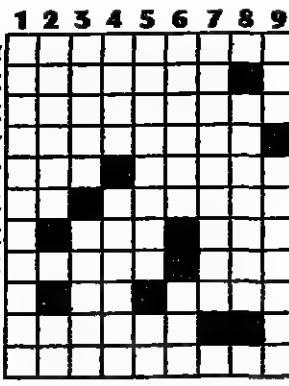
* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SUR MINITEL. Prévisions complètes. Météo marine.
Temps observé Paris, province, étranger.
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4457



HORIZONTALEMENT

I. Faire une fausse manœuvre. — II. Sources d'inspiration. — III. Femmes d'équipage. — IV. Sont donc assez distantes avec leurs proches voisins. — V. Démonstratif. Maison de tissu. — VI. Pour aller d'un point à un autre. Recueil pour se recueillir. — VII. Ville du Mali. Éclat aujourd'hui disparaît. — VIII. De quoi ne pas vivre aux crochets de certains. Monnaie bulgare. — IX. Est dur et moelleux à la fois. Fait partie des appellés. — X. A peut-être perdu des «êtres» chers. — XI. C'est toujours lui qui «conduit» la revue.

VERTICALEMENT

1. Aurait tendance à chercher la petite bête. — 2. Premier avertissement avant renvoi. Code de relations urbaines. — 3. «Voyages», aux États-Unis. Fine, pour une personne peu délicate. — 4. Fit une fixation. Entre dans la composition d'un pâté. — 5. Y être condamné, c'est éviter les travaux forcés. Mère d'Ouranos. — 6. Ont peut-être envie de taper. Interjection. — 7. Élément d'une batterie. — 8. «Vins» rouges de Provence. — 9. Peut-être se tondre en mer ou nous détendre. Aident à pousser.

Solution du problème n° 4456

Horizontalement

I. Assourdissant. — II. Promoteur. Abol. — III. Léda. Apres. La. — IV. Anarchie. Une. Lu. — V. Se. Ta. Pl. Usé. — VI. Do. Désavoué. — VII. Imitateur. Elle. — VIII. Cab. Verrière. — IX. Guerre. Ici. — X. Rosé. Illégal. — XI. Et. Andrieu. An. — XII. Traiteur. Mi. — XIII. Amiable. Semaine. — XIV. Tarde. Utérine. — XV. Es. Eliras. Essai.

Verticalement

1. Plastic. Régate. — 2. Arène. Magot. Mas. — 3. Soda. Gibus. Tir. — 4. Smart. Estrade. — 5. Od. Cadavre. Abol. — 6. Utah. Oter. Ail. — 7. Répit. Ereinteur. — 8. Dure. Dur. Lie. Ta. — 9. Ira. Pétillesse. — 10. Saïse. Error. — 11. Sa. Rage. Mle. — 12. Alevy. As. As. — 13. Nô. Sol. Il. Mle. — 14. Tilleul. Ail. — 15. Essai. Estion. Epi.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du samedi 4 avril 1987 :

DES DÉCRETS :

● N° 87-233 du 2 avril 1987 modifiant le décret n° 75-67 du 28 juillet 1975 portant règlement de discipline générale dans les armées.

● Du 1^{er} avril 1987 portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ :

● Du 24 mars 1987 portant ordre de classement au concours de 1968 pour l'entrée à l'École normale supérieure, section des sciences, groupe D.

Sont publiés au Journal officiel
du dimanche 5 avril :

DES DÉCRETS :

● N° 87-235 du 3 avril 1987 portant publication du protocole portant modification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles au matière de connaissance (réception de chargement des marchandises transportées par un navire) du 25 août 1924, telle qu'amendée par le protocole de modification du 25 février 1968, fait à Bruxelles le 21 décembre 1979.

● N° 87-236 du 3 avril 1987 relatif aux programmes d'insertion locale.

TRACÉ DU BARRAGE

10 12 13 22 34 45 28

PROGRAMME TRACÉ, EN DIRECT SUR

MÉDIAS 8 AVRIL 1987 À 20 H 30

VALIDATION : 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

101 101 101 101 101 101

Le Carnet du Monde

Fiançailles

— Le docteur
Michel BOURGEOIS
et M^{me}, née
Joëlle Chalvon-Demery.
M. Jacques MONDANEL
et M^{me}, née
Marie-Antoinette Vasseur,
sont heureux d'annoncer les fiançailles
de leurs enfants
Sylvie et Jean-Luc.

Décès

— Le Mans, Paris.
M. et M^{me} Claude Bouveret
et leurs enfants.
M. et M^{me} Denis Prévost du Clary
et leurs enfants.
M. et M^{me} Jean-Louis Bouveret
et leurs enfants.
M^{me} veuve Léon Bois,
sa sœur, ses belles-sœurs, ses arrière-
petits-enfants,
ses neveux et nièces,
ont l'honneur de faire part du décès de
M. Pierre BOUVERET,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre du Mérite,
de la Couronne de Belgique,
officier de l'Ordre de Léopold II,
président d'honneur
de la Mutuelle du Mans,
président d'honneur
de la Réunion des organismes
d'assurances mutuelles,
vice-président d'honneur
de l'Automobile club de l'Ouest,
ancien conseil de Belgique au Mans,
survécu au Mans, le 31 mars 1987, à
l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Selon la volonté du défunt, la sépulture a eu lieu le vendredi 3 avril 1987,
en l'église-cathédrale du Mans, dans la
plus stricte intimité.

11, rue des Arènes,
72000 Le Mans.

— M. et M^{me} René Delhumeau
et leurs enfants.
M^{me} Nelly Seyrig
et ses enfants.
M. et M^{me} Gil Delhumeau
et leurs enfants.
M^{me} Sonia Mery
et ses enfants.
M. et M^{me} René Delhumeau,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Simone DELHUMEAU,
née Girard,

leur mère et grand-mère, rappelée à
Dieu, le 3 avril 1987.

Pris pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 8 avril 1987, en l'église de
Neuilly-la-Vallée (95), à 16 h 30.

46, rue Roule,
75015 Paris.

— Le docteur René GOLFAND,
son épouse,
M. et M^{me} Bruno Saint-Arroman
et leurs enfants.
M. et M^{me} Henri Bourlier,
M. et M^{me} Yves Peyronel,
ses frères, beaux-frères et belles-sœurs,
M. et M^{me} Jacques Bourlier,
Le docteur Françoise Bourlier,
ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} René GOLFAND,
née Jeanne Bourlier,

survécus le 1^{er} avril 1987 en son domicile.

Les obsèques ont été célébrées dans la
plus stricte intimité.

— Lise Hanich
a le deuil de faire part du décès de
son père,

Davos HANICH,
peintre et sculpteur,

survécus le 31 mars 1987, à Paris, dans
sa soixante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, à Bagneux 92220.

Le deuil de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise MAGNIER,
le 25 mars 1987, à l'âge de quatre-vingt
ans.

Les obsèques ont eu lieu le 28 mars
dans la plus stricte intimité familiale à
Eure-et-Loire.

La Pommoterie,
Eure-et-Loire,
82570 Carcé.

— Anduze (Gard).
Les familles Valière et Veyron,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Françoise VALIÈRE,
née Veyron,
pharmacienne,
ancienne interne en pharmacie,
médecin d'or
des hôpitaux de Marseille,

survécus à Anduze, le 2 avril 1987, à
l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu au grand
temple d'Anduze, le 4 avril 1987.

Anniversaires

— Il y a un mois, le 7 mars 1987,
Jean-Marc DEROME,
interne des hôpitaux de Paris,
a disparu en montagne.

Il avait vingt-six ans.

6 bis, rue Jacques-Bayot,
78000 Versailles.
80, rue de Ménilmontant,
75020 Paris.

— Pour le huitième anniversaire de la
mort tragique de

André Abbass HOVEYDA,
une pensée est dédiée à tous ceux
qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

À l'occasion de la publication du
numéro spécial hors série des *Doctes*
et documents intitulé «Trente ans
d'Europe», Bernard Bigot, journaliste
au service Europe de *Le Monde*,
répondra aux questions des étudiants le
samedi 8 avril, à Bordeaux :

— à 11 h 30, à la cafétéria du restaurant
universitaire n° 2 sur le campus de
Pessac.

— à 15 heures, à la Maison de la
presse, 62-65, rue
Sainte-Catherine, à Bordeaux.

Ordre du Mérite

Sont élevés à la dignité de grand-
croix :

MM. Georges Barin des Rosiers,
ambassadeur de France; René Frey,
compagnon de la Libération.

Sont élevés à la dignité de grand-offi-
cier :

MM. Georges Barin, président
d'honneur de l'Union nationale des
clubs corporatifs; Marcel Bédoux,
président du conseil d'administration
d'EDF; Roger Courbey, président du
comité économique et social d'Idre-
France; Roger Genebrier, préfet de
police honoraire; Jean-Marcel Jean-
ney, ancien ministre; Pierre Lefranc,
président de l'Association nationale
d'action pour la sécurité au général de
Gaulle.

Soutenances de thèses

— Université Paris-III, vendredi
10 avril, à 14 heures, salle Liard,
M^{me} Marie-Hélène Totems, épouse The-
venot : «La découverte de l'Eocene du
XVIII^e siècle à travers les récits des
voyageurs britanniques».

— Université Bordeaux-III, samedi
11 avril, à 9 heures, salle des Actes,
M. Christian Pinard : «Proposition et
duplication de la communication inter-
personnelle : exégèse des figures techni-
ques de la télécommunication ou le mes-
sage du médium».

Fiançailles

— M. et M^{me} Jean Joulin,
M. et M^{me} Louis Joulin,
Les familles Lorré, Bressi, Leygo-
nie, Lecourt, Boucart, Comby et
Schmitt,
ont le deuil de faire part du décès de
M^{me} veuve Albert JEULIN,
née Marie-Jeanne Bressi,
leur mère, sœur, tante et parents,
survécus le 30 mars 1987, à l'âge de
quatre-vingt-quatre ans.

Le service religieux et l'inhumation
ont eu lieu à Oigny (Loir-et-Cher).

Résidence Romain-Lavielle,
95300 Ennery,
43, rue Labouret,
92700 Colombes.

— M^{me} Guillaume Le Bigot,
son épouse,
M. et M^{me} Michèle Le Bigot,
M. et M^{me} Joël-Yves Le Bigot,
M. et M^{me} Patrice Boisy,
M^{me} Yann Le Bigot-Jacquier,
M. et M^{me} Le Bigot-Macaron,
ses enfants,
M. et M^{me} Hervé Le Bigot,
son frère et sa belle-sœur,
ses douze petits-enfants,

Les familles Le Bigot, Contrat, de
Catalogne, Bianchini Mortano, Cot,
toute sa famille, ses parents et ses amis
ont le deuil de faire part du décès de
M^{me} Guillaume Le Bigot.

Le service religieux et l'inhumation
ont eu lieu à Oigny (Loir-et-Cher).

Le service religieux sera célébré le
8 avril, à 14 heures, en l'église Saint-
Louis des Invalides, à Paris.

L'inhumation religieuse aura lieu le
9 avril, dans le caveau de famille, au
domaine de Vaucouleurs, à Nogent-sur-
Argens (Var).

Après un service religieux en l'église
paroissiale de Nogent-sur-Argens, à
15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, boulevard Suchet,
75016 Paris.
Domaine de Vaucouleurs,
83480 Le Paget-sur-Argens.

— M^{me} Charles Lehmann,
son épouse,
M. et M^{me} Bruno Saint-Arroman
et leurs enfants.
M. et M^{me} Henri Bourlier,
M. et M^{me} Yves Peyronel,
ses frères, beaux-frères et belles-sœurs,
M. et M^{me} Jacques Bourlier,
Le docteur Françoise Bourlier,
ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} René GOLFAND,
née Jeanne Bourlier,

survécus le 1^{er} avril 1987 en son domicile.

Les obsèques ont été célébrées dans la
plus stricte intimité.

— Lise Hanich
a le deuil de faire part du décès de
son père,

Davos HANICH,
peintre et sculpteur,

survécus le 31 mars 1987, à Paris, dans
sa soixante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, à Bagneux 92220.

Le deuil de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise MAGNIER,
le 25 mars 1987, à l'âge de quatre-vingt
ans.

Les obsèques ont eu lieu le 28 mars
dans la plus stricte intimité familiale à
Eure-et-Loire.

La Pommoterie,
Eure-et-Loire,
82570 Carcé.

— Anduze (Gard).
Les familles Valière et Veyron,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Françoise VALIÈRE,
née Veyron,
pharmacienne,
ancienne interne en pharmacie,
médecin d'or
des hôpitaux de Marseille,

survécus à Anduze, le 2 avril 1987, à
l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu au grand
temple d'Anduze, le 4 avril 1987.

Anniversaires

— Il y a un mois, le 7 mars 1987,
Jean-Marc DEROME,
interne des hôpitaux de Paris,
a disparu en montagne.

Il avait vingt-six ans.

6 bis, rue Jacques-Bayot,
78000 Versailles.
80, rue de Ménilmontant,
75020 Paris.

— Pour le huitième anniversaire de la
mort tragique de

André Abbass HOVEYDA,
une pensée est dédiée à tous ceux
qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

À l'occasion de la publication du
numéro spécial hors série des *Doctes*
et documents intitulé «Trente ans
d'Europe», Bernard Bigot, journaliste
au service Europe de *Le Monde*,
répondra aux questions des étudiants le
samedi 8 avril, à Bordeaux :

— à 11 h 30, à la cafétéria du restaurant
universitaire n° 2 sur le campus de
Pessac.

— à 15 heures, à la Maison de la
presse, 62-65, rue
Sainte-Catherine, à

1501

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 7 avril 1987 21

Le Monde CADRES

Diriger un complexe agro-industriel dans un pays francophone d'Afrique, en assurer l'essor.

Notre mission : concevoir, réaliser, gérer des complexes agro-industriels. Le Directeur de la Raffinerie-Sonnerie que nous recherchons est un Chef d'Entreprise, rattaché à la Direction Générale du très important complexe dont elle dépend. Il gère l'usine depuis la réception de l'huile jusqu'à la vente et la livraison des produits finis. Assisté par un Directeur Technique qui assure la production (5000 t d'huile de table, 2400 t de savon de ménage par an) et le conditionnement, il se consacre plus particulièrement à la commercialisation (notamment la négociation avec les grands réseaux de distribution), à la diversification, au développement et à la rentabilité. Il est l'un des interlocuteurs des administrations locales. Il est préparé à prendre ces fonctions par une bonne expérience africaine, de préférence dans des activités commerciales et de gestion.

Résumé : En Europe, basé avec sa famille dans une agréable ville côtière, il a un statut cadre en activité outre-mer, il bénéficie des services traditionnels attribués (logement, voiture, aide domestique...).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous réf. 27M074.



MEMBRE DE SYNTHE

Négociateurs de talent et de conviction...



PLAN GESTION
LES PROFESSIONNELS
DE L'ÉPARGNE D'ENTREPRISE
5 MILLIARDS D'ACTIFS GÉRÉS
PLAN D'ÉPARGNE - INTERSÈSMENT
PARTICIPATION - ACTIONNARIAT
PRIVATISATION

Vous êtes ambitieux et voulez rejoindre une équipe de battants. Vous avez acquis une formation grandes écoles (HEC, ESSEC, ESCP, Sup de Co...) et une expérience réussie dans un poste similaire de préférence dans le domaine financier et éventuellement des assurances retraites par capitalisation.

VOTRE MISSION : Attaché à la Direction Générale, vous serez chargé de missions et participerez à notre action commerciale auprès des Directions d'Entreprises.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt à Luc de FOUCAULT - Directeur Général - PLAN GESTION - BP 244 92063 Paris Cedex 2.



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'industrie française (ciment - matériaux - biotechnologies), présent dans le monde entier, recherche pour CEMENTS LAFARGE FRANCE (CA 5 milliards) un

Ingénieur de ventes délégué régional "Routes"

Il sera chargé, pour le Nord et l'Ouest de la France :

- de développer la vente de liants et produits routiers,
- d'apporter une assistance technique au réseau commercial,
- de développer les relations avec les décideurs : administrations, grandes entreprises routières,
- de promouvoir les techniques routières à base de liants hydrauliques et de produits en béton de ciment.

Ce poste conviendrait à un ingénieur TP ou équivalent, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, soit comme responsable de travaux dans une entreprise routière, soit dans la vente de matériaux à ce type d'entreprises. Il aura de solides qualités de dynamisme commercial et de négociateur.

Poste basé à Saint-Clément. Déplacements courts mais fréquents.

Ecrire sous référence HP 379 AM - Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Le cuir et... la passion de la production

Nous appartenons à un groupe performant, l'un des premiers en France dans le secteur de la maroquinerie (CA : 150 millions de francs, effectif : 300 personnes). Nous développons nos propres marques et travaillons comme fournisseur pour les plus prestigieuses griffes françaises. L'une de nos sociétés fabrique des articles de maroquinerie dans deux ateliers de production situés l'un à Paris l'autre en Seine-et-Marne. Nous recherchons aujourd'hui notre responsable production : il devra prendre en charge la gestion de production de nos deux ateliers (150 personnes au total), les fabrications (délais - qualité), l'ordonnement-lancement, les méthodes et les approvisionnements. Nous connaissons un développement rapide, aussi recherchons-nous un candidat capable d'évoluer avec nous et d'accéder, à terme, à un poste plus important. C'est avant tout un « passionné » de production que nous souhaitons recruter, doté d'une bonne autorité naturelle, ayant le sens du dialogue ainsi qu'une grande curiosité d'esprit. Ce poste convient à un homme, diplômé, si possible, d'études supérieures, ayant déjà dirigé un atelier de fabrication, ouvert aux méthodes nouvelles de production et au contrôle total de la qualité. Ce poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 700.87 M à notre conseil, 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTHE



Ingénieur au Département Marketing et Diversification

Notre groupe, spécialisé en haute TELEPHONE et produits Alarme et Sécurité, est en plein développement. Nous proposons sur nos marchés : Public, Privé, Grand Public et Export, une gamme étendue de produits réputés pour leur qualité et leur technologie avancée.

Nous recherchons, pour occuper notre Direction MARKETING et DIVERSIFICATION, un

Ingénieur

- CENTRALE, SUPLEC, ENS Télécommunications ou équivalent.
 - Une première expérience en bureau d'études électroniques serait appréciée mais non indispensable.
 - Les responsabilités principales de l'ingénieur que nous recherchons porteront sur le :
 - suivi du plan « PRODUITS ».
 - l'étude de marché pour les nouveaux produits et le calcul de la rentabilité des investissements des nouveaux produits à développer.
 - l'établissement, en coordination avec les Directions Commerciale ou Technique, des plans de lancement des produits nouveaux, etc...
- Lieu de travail : NANTERRE.
- De réelles et bonnes perspectives de carrière seront proposées à un candidat de valeur, dans une société en développement et un secteur (les communications) en croissance.
- Ecrire à H.P.T. Direction du Personnel Avenue de Seville, 74130 Bonneville.

CONTRESE

GRUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

Nous recherchons pour renforcer notre activité Plastiques Technologiques dont la Direction est basée à CLAMART (92)

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL H.F.

VOTRE MISSION :

- Vous serez responsable :
 - du suivi d'une clientèle régionale pour les produits acryliques, polymères et polypropylène du Service ;
 - du développement des ventes et de l'appui technique dans votre secteur ;
 - des prévisions, études de marché, plan marketing ayant pour objectif d'accroître les ventes dans la région considérée.

VOTRE PROFIL :

- vous êtes de formation Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole d'Ingénieur (ou équivalent) ;
- vous avez une bonne connaissance des matières plastiques et de leurs techniques de transformation, notamment de l'injection/extrusion ;
- vous avez acquis éventuellement une première expérience ;
- vous avez une très bonne pratique de l'anglais ;
- vous êtes disponible pour de fréquents déplacements.

La dimension du Groupe en France et à l'étranger offre de multiples possibilités d'évolution de carrière. Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence 87/03/P/TEC, à I.C.I. FRANCE - Service du Personnel - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.



UNE BOBCE
D'INDUSTRIE CHIMIQUE

MEMBRE DE SYNTHE

Principal système en temps réel permet aux banques Européennes de rester à la pointe du marché

Les besoins pour un service bancaire global continue est maintenant réel. Une information rapide et précise est essentielle pour assurer aux banques internationales une place concurrentielle sur le marché financier mondial.

Pour une grande part en Europe, ce besoin est réalisé par INTERNET. Qui est le producteur du premier système mondial en temps réel, utilisant les ordinateurs TANDEM. INTERNET a maintenant besoin d'être présent à Paris d'une manière très active, afin de servir les intérêts des banques françaises.

Une équipe commerciale et de services après-vente sera formée dans un bureau central, ce qui a pour conséquence de créer d'excellentes opportunités :

VENDEUR COMMERCIAL

Une demande récente et croissante, a créé le besoin pour un vendeur commercial compétent et expérimenté pouvant prendre sous sa responsabilité la comptabilité de gestion et de développement avec un groupe très important de clients existants et éventuels. Les Candidats devront avoir une expérience solide dans des services bancaires français ou des milieux financiers. Expérience dans les applications de systèmes informatiques serait un avantage. Réf. 719.



FINANCIAL SYSTEMS RECRUITMENT

JEM ASSOCIATES LIMITED, Chancery House, Bridge Street, Leatherhead, Surrey KT22 8BZ, England
Telephone 1944 372 374707. Fax 1944 372 377055. Telex 8855280. Licence SE2785.

CONSULTANT SERVICES-APRES VENTES
Recherche, spécialiste bancaire pour travailler en rapport direct avec le service vente et responsable des conseils à apporter aux clients existants et aux clients éventuels pour ce qui concerne l'utilisation du système INTERNET. Détermination, flexibilité et carrière prouvant un avancement dans des services d'exploitation bancaires internationaux sont essentiels, et une connaissance sur système informatique est désirable. Réf. 720.

Les deux postes à pourvoir auront dans leur travail un contact étroit avec l'équipe Européenne basée à Londres, et de fréquentes visites de formation et de liaison auront lieu et seront nécessaires. De plus, il sera demandé un engagement et une détermination profonde de la part du personnel afin que l'on puisse établir avec succès un service opérationnel.

Les Candidats devront avoir la nationalité française et devront pouvoir communiquer couramment en anglais, qui sera la langue de travail hors de France.

Les premières interviews auront lieu à Paris. Prière d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, c.v., photo, détails et prétentions en anglais, en indiquant les références susmentionnées, à J.E.M. Associates Ltd., qui sont les consultants d'embauche pour INTERNET SYSTEMS CORPORATION, à l'adresse indiquée ci-dessous.

JUNIOR CONSULTANT PASSEZ A LA MOBILISATION Pour nous, l'homme est au cœur de l'entreprise. Notre mission : le mobiliser.

Nos clients : les plus prestigieuses entreprises françaises et internationales.
Notre position : leader sur notre marché.
Après une première expérience du conseil dans un grand cabinet international, venez vous associer à nos équipes.

Envoyez lettre, c.v., photo sous référence 8473
LE MONDE PUBLICITE - 5 rue de Montessuy - Paris 75007

CONTRESE

Le Monde CADRES

PROVENANCE

DIRECTEUR SERVICES TECHNIQUES

La prise en main d'une fonction clé...

... Sur un site en pointe dans la chimie très élaborée. Etablissement de Recherche et de Production d'un des plus importants Groupes pharmaceutiques français, notre volonté d'améliorer constamment notre outil industriel et des projets d'investissements conséquents rendent très importante la présence d'un cadre d'envergure.

Reportant au Directeur d'Etablissement, pleinement responsable de votre budget, disposant d'une équipe de 40 personnes, vous prendrez en main LES TRAVAUX NEUFS, L'ENTRETIEN, LA MAINTENANCE ET L'ENVIRONNEMENT.

Fort d'une expérience industrielle, vous avez des connaissances en Génie chimique et alliez une formation d'Ingénieur Arts et Métiers ou équivalente à une personnalité ouverte et affirmée. Notre réussite actuelle et nos perspectives futures vous permettront de vous investir dans le long terme au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), sous la référence O/DTS/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantira la discrétion la plus absolue.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

cegos

INDUSTRIE
LOGISTIQUE

LA LOGISTIQUE INDUSTRIELLE coordonne les flux de produits à l'intérieur de l'entreprise, depuis l'entreposage jusqu'à la livraison. Une de nos équipes met sa compétence dans ce domaine au service de l'entreprise. Avec ses clients, elle conçoit et met en œuvre leur STRATEGIE LOGISTIQUE. Nous vous proposons d'intégrer cette équipe, en tant que

INGENIEUR CONSEIL en LOGISTIQUE

De l'élaboration du plan directeur logistique, la proposition de scénarios chiffrés et comparatifs, la conception d'entrepôt jusqu'à la mise en œuvre et le pilotage des chantiers de réalisation, vos missions seront variées. Outre les aspects techniques, elles sont caractérisées par la maîtrise de la circulation des informations et la participation optimale des personnes de l'entreprise concernées par ces projets.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis en une dizaine d'années d'expérience une connaissance approfondie de l'entreprise dans son environnement socio-économique vous exercez une responsabilité opérationnelle en logistique, conception et organisation d'entrepôt, transports ou une fonction de conseil en société d'ingénierie.

Notre société de conseil et de formation - 500 consultants de par le monde - vous offre un environnement professionnel, à la pointe du management industriel... et bien sûr une rémunération à la hauteur de vos références.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manus., C.V. et prétentions) sous la référence 705/M à Philippe DEULLE, Directeur des Ressources Humaines de la CEGOS - Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Directeur Général

Nous sommes un jeune groupe informatique filiale de banques, Agent IBM et DIGITAL EQUIPEMENT. Notre président a trente ans, il rentre des USA avec des méthodes de management éprouvées, et recherche son bras droit.

Polyvalent, doté d'une grande puissance de travail, vous prendrez en charge : la gestion, l'administration, le personnel, le commercial-marketing, les problèmes juridiques...

Et surtout vous êtes responsable et très organisé car il vous faudra mettre en place la structure, constituer les équipes au fur et à mesure de l'évolution - rapide - de la société.

A terme, vous serez le relais entre le président et les responsables de département ou d'agence.

L'homme à qui nous souhaitons confier cette mission peut avoir : soit une expérience significative et opérationnelle de Direction Générale et du management, soit une expérience de quelques années de D.A.F. ou de Secrétaire Général (formation HEC, grandes écoles d'ingénieurs...), doublée d'une très forte motivation pour réussir ce challenge. La rémunération, élevée, est en partie liée à vos résultats.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. KB 107 à MADISEARCH, 68, rue Anatole France - 92300 LEVALLOIS-PERRET

MADISEARCH
GROUPE MADITECH

Patron de notre usine : ingénieur, meneur d'hommes et gestionnaire

300 +

PME, nous sommes en fait dans la catégorie des moyennes entreprises ; notre succès peut s'analyser par qualité, efficacité, ingéniosité et dynamisme commercial. Nous vendons en France où nous sommes leaders mais aussi à l'étranger où nous réalisons 30 % de notre CA. Notre activité, sans vous en dire plus, est celle de la construction mécanique orientée vers des secteurs qui marchent bien.

Pour diriger notre usine - 200 personnes environ - nous recherchons l'homme qui sait allier technique, gestion et animation... à compétence, rigueur, autorité et sens utile des autres. Vos responsabilités seront celles d'un patron, allant de la gestion du quotidien à travers une équipe de cadres responsables d'unités de production, à une planification prospective qui permet de faire face aux évolutions, en passant par l'ordonnement, les approvisionnements, les plans de charge, etc.

Vous avez autour de 35 ans et une expérience solide dans ce type de fonction qui a assés votre compétence fondée sur un diplôme type AM ou équivalent. Homme de production par inclination... vous aimez l'usine et un poste en province n'est pas pour vous déplaire.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo, sous réf. 2141 M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

«Patron» du département vidéo professionnel de l'audiovisuel

TELCPRO

Un des leaders dans le transfert et la duplication de films (CA. 72 MF - effectif : 140 personnes) s'adjoint le Patron de son Département Vidéo.

Dans un environnement neuf et chaleureux, avec du matériel moderne et des plus performants, vous serez : - Homme de développement commercial, introduit auprès des chaînes TV, vous augmenterez le CA, optimiserez les relations avec la clientèle traditionnelle.

- Force de proposition technique auprès de la Direction Générale, vous serez garant de la qualité, assurerez un service étap-niveau, suggèrerez les améliorations techniques et organisationnelles.

- Manager confirmé, vous dirigerez et dirigerez une équipe de 30 professionnels.

Ingénieur de formation grande école, option électronique, votre expérience dans le secteur Vidéo vous a permis de prouver vos compétences commerciales, techniques et de meneur d'hommes. Introduit dans le milieu vidéo-broadcasting, vous parlez l'anglais.

Sylvie Cathelain vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 8707.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Mancieu 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

Un véritable manager

Vous dirigez un centre de profit commencez chez nous par en diriger deux

Nous sommes un puissant groupe alimentaire français à vocation internationale, nous poursuivons dans notre domaine une politique de diversification et de développement.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de deux sociétés sur le même site et de participer à notre expansion.

Pour réussir dans ce poste il est nécessaire :

• d'être diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion (ECF, AM, HEC, ESSEC...)

• d'avoir 8 à 10 ans d'expérience professionnelle dont quelques années comme responsable d'un Centre de Profit ou PME (il serait bon que vous ayez déjà géré un CA d'environ 50 millions car nous vous confierons un chiffre d'affaires au départ de 100 millions de francs, et un effectif de 100 personnes),

• une forte compétence de gestionnaire avec une personnalité ouverte à la production et au marketing, capable d'intervenir au niveau des stratégies, mais aussi du terrain.

La connaissance des produits de grande consommation constitue un atout.

Notre groupe est performant et sait proposer des carrières motivantes à des candidats alliant la rigueur du gestionnaire au dynamisme commercial.

Poste Ville Régionale Lyonnaise.

Rémunération : 500 000 F

Ecrire sous réf. KS 381 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Un groupe français performant, en expansion, leader européen, pratiquant une politique de décentralisation et de responsabilisation et comprenant plus de 20 filiales autonomes sur tout le territoire, propose à des candidats de valeur des postes de

Chef de service marketing et commercial pour des filiales de Paris et de province

Après une période de formation, ils seront directement rattachés aux Directeurs de Filiales. Ils seront chargés de concevoir et mettre en œuvre la politique commerciale :

• étude des marchés,

• élaboration et vente des produits,

• relations publiques.

La réussite dans ces postes implique :

• une formation Ecole de Commerce ou équivalente,

• 3 à 6 ans d'expérience commerciale et de bonnes connaissances en marketing,

• de solides qualités de dynamisme, de contact, d'innovation et de réalisme.

Ce groupe attache un soin tout particulier à la qualité de ses responsables et à la

volonté et la possibilité de leur proposer des carrières à la mesure de leurs performances.

Ecrire sous réf. JR 380 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Société industrielle produits de grande consommation (CA 250 millions), filiale d'un groupe européen de renommée mondiale, recherche un

Assistant contrôleur de gestion

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Sup. de Co. ou équivalent, ayant de préférence une première expérience d'un poste similaire ou en cabinet d'audit.

Sa fonction comprendra essentiellement :

• l'élaboration des plans annuels et à moyen terme,

• l'analyse des résultats,

• l'étude de rentabilité des investissements,

• les études demandées par les différentes directions.

Connaissance de l'anglais indispensable (allemand souhaité).

Poste basé à Paris avec missions en province.

Ecrire sous réf. DL 376 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Ingénieurs responsables de travaux

Une entreprise TP et Bâtiment, solidement implantée (700 personnes) renforce son équipe de Direction de Travaux et recherche deux Ingénieurs TP, AM ou école équivalente capables de gérer et de coordonner plusieurs chantiers.

Le profil idéal serait qu'ils aient une courte expérience bureau d'études (études de prix) et deux à trois ans d'expérience de travaux en TP et Bâtiment.

Mais l'entreprise est prête à assurer une formation à des ingénieurs qui n'auraient qu'une partie de cette expérience (qu'ils aient fait uniquement du B.E. ou uniquement du chantier TP ou Bâtiment) si leur dynamisme, leur potentiel, leurs qualités d'animateur et d'organisateur justifient cet effort de formation.

Postes : côte méditerranéenne.

Ecrire sous réf. GL 371 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

1500000000

Le Monde CADRES

DRH

DRH

Cette jeune entreprise, siège Paris, développe ses activités à travers des établissements décentralisés, en France et dans des terres lointaines. Elle cherche son Directeur des Relations Humaines. Pour : proposer et mettre en place une politique de gestion du personnel dans tous ses aspects (communications, développement des ressources humaines, gestion sociale, etc.). La gestion administrative du personnel, existante, lui est également rattachée. Ce poste demande de solides compétences (8-10 ans d'expérience), une formation élevée (IEP, ESC, etc.), une bonne pratique de l'anglais, de l'enthousiasme, une personnalité calme et dynamique, une solide puissance de travail.

Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé, sér. 23781/M à Madame FOURNIAT 564-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

CEGOS

Puissant groupe international du secteur des métaux non ferreux, disposant en France de plusieurs sites de production, recherche pour l'une de ses unités

Ingénieur méthodes et études industrielles

Adjoint du responsable de l'une des divisions, il prendra en charge la fonction Progrès ou travers de l'amélioration des méthodes et des procédés de fabrication, de la modernisation et l'automatisation des équipements. Il sera assisté pour cela d'une petite équipe.

Poste région agréable centre-ouest.

Ecrire sous réf. CK 374 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

ORANGINA
à la Pulpe d'Orange

"La passion de l'efficacité"

ORANGINA, marque leader de très forte notoriété, poursuit son expansion et affirme sa vocation internationale (7 usines en France et de nombreux licenciés à l'étranger). Trois postes de premier plan sont créés, auprès du Directeur Industriel, pour jouer un rôle moteur dans la réalisation de projets de développement ambitieux :

Responsable de la gestion de production

En liaison étroite avec les services commerciaux, il sera chargé de planifier, optimiser et gérer la production et la logistique (approvisionnement - transports).

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école (AM, ENSIA, Agro...) ayant environ 5 à 8 ans d'expérience professionnelle de préférence dans l'agro-alimentaire ou dans un secteur industriel proche (pharmacie, cosmétiques...). Il aura déjà assumé des responsabilités similaires, soit comme chef d'un service de gestion de production, soit comme directeur d'usine. réf. EM 376 AM

Responsable de la maintenance et des investissements

Gestionnaire du patrimoine industriel de la société, il sera chargé :

- de définir et mettre en place une politique de maintenance,
- de coordonner les investissements et de piloter la réalisation des plus importants.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école (AM, IDN, ENSI) ayant 5 à 8 ans environ d'expérience professionnelle dans le domaine entretien travaux neufs. (La connaissance des problèmes de conditionnement et de la sous-traitance d'activités de maintenance serait un atout). réf. FN 377 AM

Responsable de la qualité

Il sera chargé de définir et de mettre en œuvre une politique rigoureuse de qualité : élaboration des cahiers des charges des matières et matériaux, définition des processus et des modes opératoires, orientation du plan de formation du personnel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant l'expérience d'une industrie de boissons gazeuses, soit dans un service qualité, soit dans un service développement ou méthodes. réf. GO 378 AM

La réussite dans ces trois postes implique de solides compétences techniques, un sens marqué des réalités économiques, d'excellentes capacités relationnelles, la volonté de faire aboutir les projets et de progresser. Les trois postes sont basés à Abbeville-Provence, des déplacements sont à prévoir en France et à l'étranger. Les perspectives d'évolution de carrière sont réelles dans la Société et dans le Groupe.

Ecrire en précisant la référence.

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Importante Société de la Métallurgie recherche pour une usine de 600 personnes, située dans l'Oise (80 km de PARIS)

un Chef

- rattaché au Directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle étroite avec le Directeur des Relations Sociales de la Société,
- ayant une formation supérieure et une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction (dans une unité de Production).

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 10019, qui seront transmis par :

Pierre Lichau s.a.
10, rue de Liège - 75002 PARIS

ACOUSTIQUE SOUS-MARINE COTE D'AZUR

Un Organisme de Recherche et Développement de la Marine Nationale, propose des postes attractifs à des jeunes ingénieurs, au sein de services dotés de puissants moyens et travaillant dans des secteurs techniques de pointe.

Deux postes sont ouverts :

Ingénieur développement et essais électronique de puissance

ESE, IEG, ENSI, INSA... première expérience courte ou débutant. Au sein d'une équipe Développement, il sera plus spécialement chargé du suivi de la réalisation et des essais d'un sous-ensemble émission d'un système sonar.

réf. EX 369 AM

Ingénieur informaticien

ESE, Télécom, ENSI, INSA (notions de traitement du signal appréciées), possédant à la fois une première expérience de la conception de systèmes faisant appel à la micro-informatique, il contribuera à la définition de l'architecture système d'un sonar et à la spécification d'un sous-ensemble traitement du signal. Il suivra également la réalisation et les essais des matériels développés chez les fournisseurs.

réf. FY 370 AM

Ces deux postes impliquent la connaissance de l'anglais, un sens marqué du travail en équipe et des facilités de contact.

Ecrire en précisant la référence.

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Notre objectif : l'intégration de notre gestion client

Première filiale d'une multi-nationale européenne, nous avons relevé le défi et réussi une progression exemplaire de notre chiffre d'affaires sur des marchés en évolution technologique rapide.

Votre mission sera de réorganiser notre administration, d'être un acteur du changement partagé et d'assurer le développement d'une organisation dont vous serez le "patron".

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion avec un passé professionnel qui manifeste la connaissance des circuits commerciaux et du suivi administratif dans une optique de SERVICE.

Une expérience réussie en matière de transformation des structures et mentalités en entreprise vous permettra de valoriser celle-ci dans une perspective d'évolution de carrière.

Chaque candidature sera traitée très confidentiellement.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions à notre conseil sous la référence VO/SM - INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75008 PARIS

INFRAPLAN

Paris/Barcelone

Conseiller Scientifique

- Il aura pour missions principales :
- valoriser l'entreprise auprès des instances scientifiques et médicales de haut niveau (leaders d'opinion - experts),
- participer à l'évaluation scientifique et technique des propositions de coopération externe, en France et à l'étranger.

Il participera au Comité de Direction de la recherche et présidera le Comité de lecture des publications du laboratoire.

Ce poste, basé à PARIS, constituera une évolution de carrière pour un médecin ou un pharmacien ayant acquis une expérience de premier plan dans une responsabilité de Développement ou de Marketing portant sur des thérapies majeures ou dans le cadre de responsabilités hospitalières.

Adresser lettre de candidature, CV, photo (retournée) et prétentions sous réf. 3218 à L'Un Tournay Assocom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

INTECHNIQUE

INTERTECHNIQUE, dont le Groupe conçoit et fabrique des matériels de techniques avancées, qui a réalisé en 1986 1,4 milliard de C.A. avec un effectif de 2 300 personnes, recherche, pour renforcer ses équipes techniques de haut niveau au sein de son Département Régulation et Mesures (électronique et numérique) de la DIVISION AERONAUTIQUE, un

Ingénieur adjoint au chef du service études

Vous assurerez le suivi et la coordination des projets d'études et de développement en collaboration avec les Chefs de Projets.

Vous conseillerez notre Département en matière de choix techniques et de méthodes.

Ce poste sera pourvu par un Ingénieur Grande Ecole en Electronique et Informatique et nécessite une grande compétence en étude de logiciels et une expérience en Bureau d'Etudes, si possible dans le domaine aéronautique.

Le poste implique des relations avec les coopérateurs internationaux. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : PLAISIR (Yvelines).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la réf. L/ISE/LM, à notre Conseil Thierry de CARNÉ, qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

cegos

STRATEGIE
MANAGEMENT

LA REUSSITE DES ENTREPRISES EST NOTRE SEULE VOCATION,
ELLE PEUT DEVENIR VOTRE METIER.

Une de nos activités est centrée sur la formation à la prospection d'affaires, à la négociation de contrats internationaux, de vente de projets industriels, de prestations d'ingénierie,...

INGENIEUR D'AFFAIRES

devenez Formateur et Conseil dans votre discipline

Au sein d'équipes pluridisciplinaires compétentes et enthousiastes, vous intégrez votre spécificité et votre connaissance du milieu industriel et/ou de l'ingénierie. Vous concevez et animez des stages, mettez en œuvre des "chambres pédagogiques" adaptés aux besoins et à l'environnement de nos clients, participez à des actions de conseil dans ce domaine.

Vous êtes un jeune ingénieur, et avez, depuis environ 5 ans, vous-même vendu des projets industriels (ingénierie, équipements, BTP...), négocié des contrats, assuré la gestion et le suivi d'affaires, notamment internationales.

Notre société de conseil et de formation - 500 consultants dans le monde - la diversité de nos activités, la manière dont nous vivons et travaillons, vous offrent de multiples possibilités de développement personnel et professionnel.

Veillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 706/M à Philippe DEUILLE, Directeur des Ressources Humaines de la CEGOS - Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Le Monde CADRES

Conseils Marketing analyser - conseiller - vendre

Filiale d'un groupe international en forte croissance et axé sur la diversification, nous sommes la première société française d'études de marché (750 personnes). Notre développement, lié au lancement d'activités nouvelles, nous amène à rechercher des jeunes diplômés de formation grande école de commerce et ayant acquis, si possible, une première expérience de la vente, de la distribution ou de chef de produit.

A partir des données des panels distributeurs, consommateurs ou des études Ad-Hoc, vous analyserez les résultats, présenterez des recommandations à des interlocuteurs de haut niveau et définirez des études spécifiques.

Autonomes dans le suivi de vos clients, vous négociez les budgets, participez activement à la progression du chiffre d'affaires de l'entreprise en atteignant les objectifs commerciaux. Des outils informatiques seront mis à votre disposition et une importante formation sera apportée pour réussir dans la fonction.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

René Piloy examinera les candidatures accompagnées d'une photo, sous référence 347M.



A.C. NIELSEN Direction des Ressources Humaines
44, bd de Grenelle 75015 Paris.

CRÉDIT AGRICOLE - Draguignan. Ingénieur en organisation.

Directement rattaché au Responsable organisation, et en relation avec les responsables de services, vous participerez à des projets organisationnels importants, aux études d'opportunités et à l'élaboration des cahiers des charges. De même vous collaborerez aux études détaillées de projets informatiques et améliorerez les procédures existantes en matière d'organisation du travail.

Environ 30 ans, vos études supérieures scientifiques et/ou gestion vous ont permis de réussir votre première expérience.

De bonnes connaissances de l'informatique et des circuits bancaires sont vivement souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et salaire actuel) sous réf. 54104 à :



Herbin Recrutement
Un Département de Herbin Conseil
11, place Ile de Beauté - 06300 NICE.

Banque de marchés - Paris

créée dans son
DÉPARTEMENT COMPTABLE

un poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

pour ses SEVAC et FCT

Il (elle) sera également chargé(e) du DROIT DES SOCIÉTÉS de la banque et de ses filiales.

FORMATION JURIDIQUE (Licence ou plus).

Expérience COMPTABLE appréciée.

3 ANS MINIMUM d'expérience dans la fonction exigée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 8472 M
LE MONDE PUBLICITE, 5, r. de Montesson, PARIS-7.

"L'univers des matériaux" "L'avenir des biotechnologies"



20 000 personnes, un des leaders de l'industrie Française (ciment - matériaux - biotechnologies) ouvert sur le monde (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger) recherche pour sa Direction Plan et Etudes Stratégiques un

ADJOINT AU DIRECTEUR DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES H. F.

• Agé de 30/35 ans, de formation économique de haut niveau : DEA, DESS SC, ECO, HEC, ESSEC... Le titulaire sera capable de réaliser des analyses et des synthèses économiques éclairant les réflexions stratégiques du Groupe dans le monde entier.

• Il aura une expérience d'environ 5 ans dans un poste similaire, au sein d'une grande entreprise, d'une banque ou d'un organisme international.

• A ce poste d'observatoire de l'environnement économique du Groupe, l'économiste d'entreprise que nous recherchons devra être familiarisé avec les méthodes quantitatives, l'utilisation de la micro-informatique et des banques de données. Il aura, en outre, d'importantes qualités relationnelles, de synthèse et de sensibilisation aux problèmes internationaux auxquelles s'ajoutent ouverture d'esprit, culture et imagination.

• Ce poste ouvre de réelles perspectives d'évolution dans le Groupe.

• La pratique de l'anglais est indispensable.

• Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV avec photo, prétentions) sous référence MLC à notre Conseil
ORSEG & ASSOCIÉS qui nous assiste dans cette recherche.



43 rue de Chateaudun 75008 PARIS

Nous sommes une Société de Services et de Commerce de luxe, filiale de deux grands groupes Français. Notre croissance et nos projets de diversification nous amènent à renforcer l'équipe Etudes et Développement par un

assistant développement

Après une période d'intégration pour vous familiariser avec l'organisation, les métiers de base et la culture de l'entreprise, votre mission sera, sous l'autorité du Responsable du Service, de prospecter, d'étudier des projets en réalisant les études de marché, de faisabilité et de rentabilité et donc de monter les dossiers qui mènent aux négociations, auxquelles vous participerez. Vous êtes diplômé de l'Enseignement supérieur (Gestion-Commerce), vous bénéficiez d'une expérience similaire (2/3 ans), de qualités personnelles : aisance dans le contact, méthode et rigueur, esprit entreprenant, goût du challenge... et d'une excellente pratique de l'Anglais.

Venez nous rejoindre, en adressant votre dossier (C.V. détaillé, lettre de motivation manuscrite, salaire actuel) sous la référence 50 N, à notre Conseil :

Hervé Le Bout Consultants

11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 39

ALCATEL ESPACE Spécialiste des Télécommunications Spatiales

recherche pour TOULOUSE

UN CONTRACT OFFICER

Diplômé de l'Enseignement Supérieur pour participer à l'élaboration et à la négociation des clauses financières et juridiques d'importants contrats (France et Export).
Déplacements fréquents Province et Etranger.
5 ans d'expérience dans un poste similaire et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

UN CADRE COMPTABLE

De formation supérieure en comptabilité (SUP DE CO, DECS...) avec une expérience de 2 ou 3 ans. Il sera RESPONSABLE de la COMPTABILITE ANALYTIQUE.
Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), en rappelant la référence 10, à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.



DIRECTEUR TECHNIQUE

300.000 F +

Ingénieur de formation : mécanique, électromécanique, électricité, chimie, papeterie ou équivalent ; 10 années d'expérience ; aide d'une structure de 6 collaborateurs, cet adjoint direct du PDG assumera la direction du département : IMPRESSION OFFSET rotatives/feuilles, au sein d'une entreprise de 400 personnes, filiale d'un grand éditeur français en forte expansion.

Gestionnaire averti et bon utilisateur de l'outil informatique, il participera activement au développement technologique de son secteur (100 personnes).

Ce poste à très fort potentiel peut évoluer vers une Direction d'Usine et il requiert bon sens, méthode, autorité naturelle et grande capacité de travail.

Situation géographique : LILLE.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite à C. POFESCO 184, Bd. de la République, 92210 SAINT-CLOUD, qui transmet. Secret absolu.

ORGANISME DE CONSEIL

recherche

CONSULTANT

STRATÉGIE ET MARKETING

Minimum 30 ans, diplômé grande école de gestion (HEC - SUP DE CO...).

3 ans minimum d'expérience comme consultant dans les approches stratégie et marketing, pour intégrer une équipe pluridisciplinaire de Conseil en Management.

Envoyer C.V. en précisant sur l'enveloppe la réf. 10024 M à BLEU Conseil
BP 86 - 94303 VINCENNES CEDEX

Duolite International

Notre unité, 250 personnes, située à CHAUNY dans l'AISNE, spécialisée dans la fabrication de produits pour le traitement de l'eau, recherche son

CHEF du PERSONNEL

Vous avez une formation supérieure, le sens du dialogue et une expérience de quelques années en usine qui vous a déjà familiarisé avec la mission que nous souhaitons vous confier :

- l'administration du personnel,
- la gestion des ressources humaines,
- la communication et la formation.

Pour mener à bien votre mission, vous bénéficierez de l'appui de la structure du siège. Votre connaissance de la convention collective des industries chimiques et la pratique de la langue anglaise seront des atouts supplémentaires.

En intégrant DUOLITE International S.A., filiale de ROHM and HAAS Company (1000 personnes et 2 milliards de C.A. en FRANCE), vous rejoignez une société dynamique, une réelle gestion des ressources humaines, un environnement favorable à la formation et à la communication.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite (lettre, CV, photo et salaire actuel) sous réf. 10024 M à BLEU Conseil
BP 86 - 94303 VINCENNES CEDEX

10024 M

1500

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde • Mardi 7 avril 1987 25



L'AIR LIQUIDE

Spécialiste international des Gaz Industriels, nous offrons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs : Industries Alimentaires, Santé, Secteur que l'Espace... Nous sommes implantés dans 55 pays industriels. Une clientèle diversifiée, une présence à l'international, notre Groupe offre de multiples opportunités de carrière à celui qui sait prouver sa compétence et sa performance. Notre Département Français des Gaz d'Azote recherche un :

RESPONSABLE EN ORGANISATION

A trente ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion. Une double formation serait un atout supplémentaire. Vous disposez de quelques années d'expérience dans la fonction au sein d'une entreprise ou d'un cabinet conseil en organisation. A la tête d'une équipe de haut niveau, vous concevez et mettez en place des organisations et des systèmes d'informations faisant largement appel aux techniques informatiques les plus évoluées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence MO, à l'AIR LIQUIDE DRHP 75, Quai d'Orsay 75321 PARIS Cedex 07.

TOUT UN UNIVERS D'OPPORTUNITES

Immobilier d'entreprise ATTACHE DE DIRECTION COMMERCIALE

Débutant ou première expérience Paris

Cette SICOMI, cotée en bourse, est particulièrement performante. Pour poursuivre son expansion, elle recherche un Attaché de Direction Commerciale. Bénéficiant d'une large autonomie, il participera activement au développement commercial du département crédit-bail immobilier ; pour cela, il s'appuiera sur le fond de commerce et les prescriptions existantes en orientant plus particulièrement son action vers les secteurs de l'industrie, de la distribution et de l'industrie. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats âgés d'environ 25-30 ans et diplômés d'une école supérieure de commerce. De bonnes notions juridiques, d'analyse financière et le sens des contacts, sont indispensables. Une première expérience similaire serait un plus. L'entreprise, les conditions offertes et les réelles perspectives d'évolution sont de nature à intéresser des personnes de valeur. Des déplacements fréquents en province sont à prévoir. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 37/2031 B à :

EGOR BANQUES & SERVICES
19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE et de PROMOTION IMMOBILIÈRE recherche son responsable département commercialisation (15 personnes)

Diriger une équipe de conseillers pour la commercialisation des programmes, animer et contrôler une équipe de gestionnaires pour le suivi des dossiers de financement, assurer les contacts, à haut niveau, avec les grands investisseurs, gérer la communication externe de l'entreprise, telle sera votre mission.

Ce poste à haute responsabilité au sein de notre entreprise, dont l'originalité consiste à accorder des prêts aux acquéreurs de ses programmes, ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, avec plusieurs années d'expérience dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre man., prétentions) sous réf. RDC à EHF - 11, rue Arsène-Loup, B.P. 3101 - 44031 NANTES Cedex.



Directeur commercial adjoint PARIS

Société d'ingénierie et de construction d'équipements industriels de haute technologie en expansion constante recherche, pour son siège parisien, un ingénieur diplômé grande école - Mines, Centrale, ENSTA - ses bases techniques seront celles d'un mécanicien et d'un thermicien. Il aura une expérience accomplie de la négociation avec les grands partenaires industriels du marché international et justifiera d'une stature personnelle évidente. Le candidat parlera couramment l'anglais, et une seconde langue est souhaitée. Le poste suppose de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger proche et lointain.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous référence 30-M à Bailly Conseil, 128, boulevard Haussmann - 75008 Paris

Bailly Conseil

JEUNES DIPLOMÉS INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

ÉCOLES DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP)

Vous débutez ou avez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans (libérés des O.M.).

Vous avez les qualités d'un FUTUR MANAGER.

Nous vous offrons des perspectives de carrière diversifiées : conception et réalisation de projets techniques, activités d'exploitation, animation d'équipes, organisation et contrôle de gestion, postes d'ingénieurs commerciaux.

Les postes sont à pourvoir à Paris, dans les activités de distribution d'E.D.F.-G.D.F., avec possibilité de mobilité géographique ultérieure si vous le souhaitez.

Adresser votre candidature (lettre + C.V.) à :
Mme MAHAUT - Service du Recrutement
12, place des États-Unis, 75783 PARIS CEDEX 16.
Tél. : 47-64-73-17 l'après-midi.

Importante société de promotion immobilière du Sud de la France

recherche pour nouveau secteur d'activité

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

Le candidat retenu sera chargé :
- de la recherche des terrains et du montage des programmes ;
- de la gestion administrative et financière des opérations ;
- de superviser la direction des travaux ;
- d'animer la vente des programmes.

Pour postuler à ce poste, il faut, outre un diplôme d'une grande école commerciale ou d'ingénieur, être âgé de 28 ans minimum et avoir une expérience d'au moins 3 ans dans l'immobilier.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + présent. à :
URBANT - B.P. 1263 - 34011 MONTPELLIER CEDEX.

ETABLISSEMENT FINANCIER LILLE

(Clientèle particulière - Dépôt - Crédit)

Effectif : 250 personnes Total Bilan : 7 milliards F

recherche :

le PRESIDENT de son DIRECTOIRE

Formation supérieure.

Expérience pertinente pour exercice de la pleine responsabilité. Développement Commercial, Financier, Administratif et Ressources Humaines.

400.000 F

Réponse à COMMUNICO, tél. 8728-12-14, rue Faidherbe - 59800 LILLE qui transmettra.

107, rue Lauriston 75116 Paris

Chantal Kenvyn

ORGANISME RECHERCHE pour animer et promouvoir des actions d'information scientifique et technique auprès des entreprises de l'Ile de France, un

INGENIEUR

à formation complémentaire économique ayant une expérience d'entreprise et des problèmes d'innovation et possible en milieu P.M.I.

Animateur dynamique efficace et motivé ce sera une personne de contact qui travaillera au sein d'une équipe légère.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous réf. 177 à C.K. 107, rue Lauriston 75116 Paris

Chantal Kenvyn

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE

Recherche

JURISTE

Pour assister LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ et réaliser des restructurations de Sociétés.

Expérience réelle indispensable chez mandataire de Justice, cabinet d'avocat, contentieux, banques ou entreprises.

Poste à responsabilité et évolutif. Rémunération importante.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 6667 M, à l'Agence AFLUENTIS, 49, av. Iradaine 75009 PARIS - qui transmettra.

P.D.G. 2 SOCIÉTÉS BANLIEUE OUEST

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il sera responsable des fonctions sociales, fiscales et comptables (général et analytique). Environ 35 ans. Grande Ecole + DECS + expérience informatique.

Adresser lettre man. + présent. à Sté DEFI, 127, rue Fg Poissonnière, 75009 Paris. A l'attention de M. POLY.

Responsable marketing

Banque - 200.000 F +

Première expérience du marketing (produits de grande consommation ou secteur bancaire) - Une banque spécialisée dans le secteur de l'immobilier (crédits promoteurs - crédits acquéreurs), filiale d'un grand groupe financier, recherche le futur responsable du marketing pour son siège à Paris. Rattaché au directeur de l'exploitation, il analysera le marché du crédit immobilier (dominante : crédits aux particuliers), étudiera l'évolution des produits, les méthodes de commercialisation, le positionnement de la concurrence, etc... A l'écoute de la clientèle, et bénéficiant du support technique des autres services de l'établissement, il concevra et proposera l'application d'une politique marketing adaptée à la stratégie de développement de la banque (nouveaux produits - immobiliers ou autres -), définition des méthodes de commercialisation, etc... Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre, âgé de 27 ans minimum, de formation supérieure (ESG ou équivalent) possédant une expérience d'au moins deux ans du marketing des produits de grande consommation ou du marketing bancaire. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9250M. (PA Minirel 36.14 code PA).



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aux - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCAR

N°1 européen du carton ondulé

FIJALE DE SAINT GOBAIN

C.A. + 2,5 Milliards - 3000 Collaborateurs

recherche pour un de ses Départements en forte expansion, un

ingénieur commercial export

Directement rattaché au Directeur de ce Département, il aura pour mission, dans un premier temps, de développer les ventes et d'ouvrir de nouveaux marchés, au NIVEAU EUROPEEN pour des SYSTEMES INTEGRES de CONDITIONNEMENT - associant le carton ondulé, les complexes barrière souples, les machines automatiques de mise en œuvre - destinées particulièrement aux INDUSTRIES ALIMENTAIRES (viens, lait, jus et concentrés de fruits et légumes...).

Ce poste évolutif, basé à Paris, implique une grande ouverture d'esprit aux problèmes techniques, une forte autonomie d'action et une totale disponibilité. Il s'adresse à un CADRE EXPORT de 26-35 ans environ, ayant au moins une première expérience de Vente Export, de préférence dans le domaine des biens industriels de consommation ou d'équipements. Pratique courante de l'ALLEMAND et de l'ANGLAIS indispensables.

Les dossiers de candidature - sous réf. 3309 M, à précéder sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

Psychologue confirmé(e)

Le laboratoire d'applications psychologiques de BERNARD KRIEF CONSULTANTS recherche un(e) psychologue confirmé(e).

Il est nécessaire d'avoir une expérience d'au moins cinq ans dans la composition et la passation de batteries de tests d'orientation (aptitudes, comportement, projets) pour cadres. Nous souhaitons une grande créativité pour créer de nouveaux instruments accompagnés de rigueur scientifique pour leur validation.

Ce poste conviendrait particulièrement à un chercheur dynamique ayant de l'aisance dans les contacts, le goût de la pédagogie, la volonté et la capacité de développer l'application de ces techniques auprès des entreprises performantes.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 480/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 Paris.

PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

DIRECTEUR MARKETING ET DEVELOPPEMENT Strasbourg



Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine est une importante banque inter-régionale du Groupe C.I.C., solidement implantée dans l'est de la France.

Elle bénéficie d'une excellente image auprès des entreprises et des particuliers et recherche, pour la conforter encore, son Directeur du Marketing et du Développement.

Responsable de son service, il gère ses budgets et l'ensemble des aspects de développement et de marketing liés aux marchés des particuliers, des entreprises, des produits d'assurance, ainsi que ceux liés à la communication interne et externe.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une école supérieure de commerce, option Marketing. Agés d'au moins 40 ans, ils justifieront d'une expérience significative acquise dans une société de service. La rémunération et les perspectives réelles d'évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 37/1418 P à :

EGOR BANQUES & SERVICES

19, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

Le Monde CADRES

DIRECTEUR GENERAL D'UNE PMI EN FORTE CROISSANCE

Nous appartenons à un groupe industriel français, jeune et dynamique, proposant à des clients « pointus » : militaires, CEA, EDF... des équipements spécifiques intégrant électronique, informatique... Notre PMI, spécialisée dans l'alarme antivol, vise aujourd'hui une clientèle d'industriels en leur proposant des systèmes de vidéo surveillance, de contrôle d'accès...

A 30 ans au moins, vous maîtrisez bien les aspects commerciaux, techniques et humains nécessaires au développement d'affaires intégrant produits techniques plus services, auprès d'une clientèle variée mais difficile.

Nous vous apportons une structure, une image de marque, des moyens : nous attendons de vous un tempérament de manager, une âme de chef d'entreprise, d'entrepreneur capable de faire fructifier des investissements.

Poste basé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 535 LM à notre Conseil :

SODERHU
22 rue Saint-Augustin
75002 PARIS.

Soderhu
AGENCE DE RECRUTEMENT



BANQUE POPULAIRE DE L'YONNE
recrute

SOUS-DIRECTEUR DE L'AGENCE CENTRALE AUXERRE

- Cette responsabilité, au sein de notre agence la plus importante, sera confiée à un professionnel de la Banque, 35 ans environ, Diplômé de l'Enseignement Supérieur + I.T.B.
- Vous avez réussi dans l'exploitation bancaire et êtes aujourd'hui Directeur ou Sous-Directeur d'une Agence. Votre expérience au sein d'un service central des Crédits vous a permis de conforter de solides connaissances techniques.
- Rigueur et méthode associées à de grandes aptitudes au contact, seront vos atouts indispensables pour réussir dans cette mission à forte dominante d'engagements et d'organisation.

Confidentialité assurée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à l'attention de
Madame Gallot - B.P.Y. - B.P. 299 Pannigny - 89005 AUXERRE

Groupe de dimension internationale. Activités : Energie et Industrie présentant de nombreuses possibilités d'évolution de carrière recherche pour un Etablissement de Province leader dans les Systèmes d'entraînements un

Directeur commercial Maison Drives

Cet Etablissement est rattaché à une Direction Générale pragmatique, efficace et exigeante. Une des qualités essentielles sera l'adaptation à la mouvance du commerce international car dans ses responsabilités, il y aura l'étude et la réalisation de nouvelles implantations à l'étranger en s'appuyant sur une structure internationale déjà fortement établie.

Les paramètres :
Ingénieurs Grandes Ecoles type - ESE, ESE + Arts et Métiers.
Formation complémentaire - Business School français ou étranger.
Anglais obligatoire. Nationalité française ou C.E.E. Agé de 30 à 45 ans.
Adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, s/réf. 4887, à

MEDIA BA
71, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS, qui transmettra.

L'Institut de Radio Astronomie Millimétrique (I.R.A.M.) Institut franco-allemand situé à Grenoble recherche

UN INFORMATICIEN (Ecoles d'ingénieurs ou équivalent)

Pour le développement et l'amélioration d'instruments tels que observateurs et interféromètre.
De plus, il participera à l'écriture d'utilitaires systèmes dans le cadre de l'évolution des calculateurs d'acquisition et de contrôle.
Une connaissance du matériel informatique et de l'électronique serait un avantage ainsi qu'une expérience dans le domaine astronomique.
Connaissance de l'anglais exigée.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur C.V. avant le 30 AVRIL 1987 à : I.R.A.M.,
Administration - Voie 10 - Domaine Universitaire
38406 SAINT-MARTIN-D'HÈRES - FRANCE

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES MUTUELLES recherche pour la province

INSPECTEURS VIE

- Bac + 2 minimum.
- Expérience professionnelle dans la vente de produits financiers ou d'assurance vie souhaitée.

Après une période de formation au cours de laquelle ils auront éventuellement participé à celles de jeunes agents, ils intégreront une région en tant qu'inspecteur Vie.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions sous référence 65738 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES recherche pour TOULOUSE

SPÉCIALISTE DE DROIT FISCAL

Pratique antérieure appréciée.

Rechercher sous n° 8468
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

ORGANISME DE CONSEIL recherche

CONSULTANT QUALITÉ TOTALE

Minimum 30 ans, diplômé grande école d'ingénieurs.

3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet dans la fonction qualité, pour développer des actions : qualité totale - Cartes de qualité, etc...

Envoyer C.V. en précisant sur l'enveloppe la réf. 10025 M à BLEU Conseil - BP 86
94303 VINCENNES CEDEX

L'ADJOINT D'UN CHEF D'AGENCE

ayant la responsabilité de 5000 logements locatifs. De formation supérieure, le candidat âgé de 30 ans minimum, doit pouvoir assurer la Direction Administrative et technique de l'équipe de gestion et de gardiennage d'immeubles.

Qualités exigées :
- sens pratique du commandement ;
- très bonnes connaissances techniques du bâtiment ;
- réelle expérience des aspects administratifs et juridiques de la gestion d'immeubles.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, s/réf. 23.695 à
Carnegie, 20, rue de l'Opéra,
75040 Paris, Cedex 01.

ORGANISME DE FORMATION Boulogne-Billancourt recherche

CADRE

Responsable de la gestion administrative des formations en alternance.
Diplômé de l'enseignement supérieur. Espère de la fonction appréciée. Adr. C.V. photo, prêt, en précisant bien votre enveloppe la réf. :
M/18721 BLEU,
17, rue Labat,
94307 Vincennes, cedex, qui transmettra.

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Formation A et M ou INSA :
- mécanique,
- aérodynamique.
Tél. pour rendez-vous,
42-85-39-74.
84, rue Saint-Lezard, Paris-8.

LABORATOIRE UNIVERSITAIRE ORSAY recrute sur un CONTRAT TEMPORAIRE 1 TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

Titulaire BAC F2 ou F3, pour travailler dans les domaines analogiques et numériques. Connaissances souhaitées sur les micro-processeurs, matériel et logiciel.

Rechercher sous n° 8468
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

LABORATOIRE UNIVERSITAIRE DE L'ACCELERATEUR LINEAIRE Service du personnel, Bâtiment 200, 91406 ORSAY.

Ville de Garges-Me-Donnesse
Val-d'Oise (95141)
recherche

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

Option baccalauréat. Titulaire du C.V.P. Adr. candidature à M. le Maire.

ENTREPRISE DE PRESSE

Région Ouest
RECHERCHE

Un journaliste

Possédant bonne culture générale, dynamisme et expérience.

Rechercher sous n° 8471
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7.

VILLE DE MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

UN RÉGISSEUR PROTECTIONNISTE

pour responsabilité d'une salle de spectacles, 350 places : cinéma, spectacle, animations. Nécessité d'être titulaire du CAP de protectionnisme, poste à pourvoir rapidement.

Env. candid. + C.V. + photo à
M. le Maire de
Montigny-le-Bretonneux, 78180.

Faible dynamique d'un grand groupe d'installations électriques, recherche pour renforcer son département

PROTECTION

UN JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES DIPLOMÉ

dont nous attendons :
- des qualités d'animation et de communication ;
- rigueur intellectuelle et dynamisme ;
- une vocation d'entrepreneur et un esprit « terrain ».

Merci de nous adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V. photo, prétentions à :

CLEMANÇON ENTREPRISE

service du personnel
34, av. du Président-Wilson
93212 La Plaine Saint-Denis.

Redevoir CHEF D'EQUIPE

environ 30 ans, formation STS ou DUT.

Expérience : Informatique, Qualité : Méthodique, Recherche : Méthodique.

Envoyer C.V. photo, prétentions à M. le Maire, 55, bd Desvres, 75002 PARIS.

DEVEZ-VOUS POUR L'UN DES « GRANDS » CABINETS FRANÇAIS D'AUDIT ET DE CONSEIL le RESPONSABLE de la GESTION de son PERSONNEL

Correspondant pour la France d'un des « BIG EIGHT » les plus performants dans le monde ce cabinet connaît une croissance très rapide. Sous la responsabilité des associés directeurs de départements et du Président vous aurez à proposer et à mettre les actions permettant une gestion dynamique des carrières de 450 collaborateurs professionnels et administratifs.

Diplômé(e) d'études supérieures, après cinq ans d'expérience de la fonction, de préférence dans le secteur tertiaire vous en maîtrisez tous les aspects.

Vous souhaitez évoluer dans un environnement jeune, performant, à ouverture internationale. Bonne maîtrise de l'anglais et connaissances en micro-informatique appréciées.

Poste à pourvoir à Paris. Candidatures féminines ne pas s'abstenir.

Merci d'adresser avec C.V. détaillé en précisant rémunération actuelle et souhaitée sous réf. 814 M à Denis JOUSSET
10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi
Conseils en ressources humaines.

Un Groupe Agro-Alimentaire de dimension internationale cherche pour un établissement d'environ 180 personnes, situé à 100 km au Nord-Est de Paris, le

chef du service administratif

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE
l'organisation et suivi des travaux comptables courants, réglementations fiscales, participation à l'élaboration du budget et gestion prévisionnelle.

ET DU SUIVI DU PERSONNEL
l'administration, relations avec les organismes extérieurs et les partenaires sociaux, participation au C.E.J.

Il animera une équipe de 10 à 12 personnes et sera le correspondant sur place des directions fonctionnelles du Siège Social.

Ce poste convient à un cadre de 30 ans environ ayant une formation supérieure et de solides connaissances en comptabilité. Une première expérience lui a permis de se familiariser avec l'informatique et les relations du travail et lui a donné le désir de s'orienter vers des fonctions de type Secrétariat Général. Il aime rester en contact avec le terrain et connaît l'importance de la communication.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant le niveau de rémunération actuelle) sous réf. 2510-M seront examinées en toute discrétion par

a. et j. ourlin **CONSEILS DE DIRECTION**
47, av. Alsace-Lorraine
93000 ANTONY

Nous sommes un des très grands constructeurs mondiaux de matériel informatique. Notre filiale française, très performante, est en développement constant.

Pour renforcer notre équipe commerciale, dans le secteur des INSTITUTIONS FINANCIÈRES, nous recherchons un :

INGENIEUR COMMERCIAL

H/T

Il sera responsable du développement d'un secteur bancaire. Il aura un rôle de conseil vis-à-vis de ses clients, et leur proposera des solutions adaptées à leurs besoins.

Vous avez environ 25-35 ans, une formation supérieure en ÉCONOMIE (Maîtrise Sciences Eco, IEP, HEC, ESCP...) et une expérience réussie de la vente.

Vos connaissances de l'informatique et de la Banque, alliées à votre culture générale et à vos goûts pour les problèmes économiques (produits financiers, Bourse...), font de vous un interlocuteur crédible à tous les niveaux.

Nous vous offrons un environnement professionnel et des opportunités d'évolution très motivantes.

Formation aux produits à votre arrivée. Lieu de travail Paris.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), en indiquant la référence 8770 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira la plus grande discrétion.

20 rue Pergolée - 75116 Paris

Actiman

UNE TRES IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES IARD recherche pour son siège situé en proche banlieue son

RESPONSABLE ETUDES ECONOMIQUES D'ENTREPRISE

A l'aide d'une petite équipe dont il assurera le management, ce collaborateur aura pour le siège et les centres de profit décentralisés à :

- réaliser des études de comptabilité analytique,
- concevoir et faire évoluer les tableaux de bord,
- assurer la conception et la mise en place des comptes de résultats nationaux et régionaux.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (Economie - Gestion) ayant au moins une expérience probante de cinq ans. Outre ses qualités techniques, il aura une excellente capacité de communication et un réel dynamisme personnel pour motiver et impliquer son équipe.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite de candidature, C.V., photo et prétentions à notre Conseil, sous réf. MRM.1.

ceforpe
marc forger
et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris

BARCLAYS BANK S.A.

recherche pour sa SALLE DES MARCHÉS
à Paris

Opérateur Eurobonds H/T

De formation supérieure, le candidat aura 2 à 3 ans d'expérience et sera capable de commercialiser nos produits à l'étranger. Anglais courant indispensable, allemand apprécié.

Opérateur Junior

OBLIGATIONS FRANÇAISES / MATIF H/T

Le candidat aura une formation supérieure (HEC, ESSEC, DESS Dauphine...) et de 1 à 2 ans d'expérience. De plus, il possèdera les aptitudes nécessaires à la commercialisation de nos produits à l'étranger. Anglais courant indispensable, allemand apprécié.

Merci d'adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à Michèle SEVAUX, DRHS, Barclays Bank SA 33, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

BARCLAYS

1504

UNIVERS DE
LA GESTION

HEC, ESSEC, ESC, ICN, INGENIEURS, DEA, DESS ...

JEUNES DIPLOMES
DONNEZ
DE L'AVENIR
A VOS
INITIATIVES

350 000 clients, 2800 collaborateurs,
160 agences en Lorraine, en Champagne
et en Ile-de-France, la banque SNVB est
un partenaire qui compte dans ses régions.

L'initiative a sa banque : prendre contact, réagir
vite, trouver les solutions, pour nous,
c'est ça l'initiative.

Rejoignez la banque d'initiative : après une
première formation aux techniques
bancaires, au contact des entreprises et
des particuliers, devenez...

SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES

Directeurs
d'agences

Vous gèrerez votre agence
comme un centre de profit. Beno-
ficiant d'une large décentralisa-
tion, animant votre équipe et
développant votre clientèle.

Donnez de l'avenir à vos
initiatives : vos qualités com-
merciales et vos talents de mana-
ger, mis au service de votre
dynamisme et de votre mobilité
vous ouvriront de larges oppor-
tunités d'évolution au sein de
notre banque.

L'initiative, c'est réagir vite... alors
envoyez votre dossier (lettre
manuscrite + CV + photo), sous
réf. 6109 M, à notre conseil
Jean-Pierre Pomet.

8 rue Jean Jaurès, 54320 Maxéville.

Prévisions de trésorerie :
pour optimiser
notre croissance.

Société de distribution d'équipement de la maison (200 personnes, 300 millions
de CA), notre forte croissance (30 % Tan) nous amène à renforcer notre
Service Comptable et à créer le poste de

GESTIONNAIRE
DE TRESORERIE

Vous saurez mettre en place une gestion de trésorerie rigoureuse tant à court
terme qu'à long terme : vous établirez les prévisions budgétaires, de
trésorerie... en dégageant les écarts.

Votre mission s'étendra également à la création de notre contrôle de gestion, à
l'optimisation de notre organisation et au perfectionnement de nos procédures
internes.

De formation supérieure + DECS, vous justifierez de quelques années d'expé-
rience à un poste similaire. Vous saurez vous intégrer avec souplesse dans
notre société à taille humaine et mettre en œuvre esprit de synthèse, sens de
l'organisation et des contacts afin de réussir dans cette première mission et
d'évoluer ensuite vers de nouvelles responsabilités.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle, sous
référence 703138/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des
candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

UNE MISSION MULTIFONCTION POUR UN JEUNE

Cadre Comptable HF,
Futur D.A.F.

Jeune filiale française d'un groupe international, la renommée de nos pro-
duits, les moyens dont nous disposons, consolident progressivement notre
part de marché en France.

Notre efficacité doit être à la hauteur de notre croissance. C'est là où vous
jouerez à fond votre rôle, d'abord à forte orientation comptable et devant évo-
luer en trois temps : de l'analyse, l'amélioration et le contrôle du système
comptable et financier actuel, à la mise en place et le pilotage d'une procé-
dure autonome d'administration et gestion de la Société.

Rattaché directement au P.D.G., soutenu par les ressources du Groupe,
vous contrôlerez et analyserez en permanence nos résultats, apportant à la
Direction les outils clés d'une gestion et planification rigoureuses. Vous assu-
merez également le reporting mensuel en anglais à la maison-mère en respec-
tant les impératifs de méthodologie, de délais. Les procédures dérivées
ainsi que leur informatisation en place, vous vous tournerez alors vers une
fonction élargie au sein de la Société.

Après un diplôme d'études supérieures pertinent au poste, une expérience
probante d'environ 4 ans en entreprise commerciale vous a apporté une
réelle aisance en comptabilité (française, anglo-saxonne), en informatique,
en reporting et... en anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. 8301-7, à notre Conseil
Marion DELPARD, qui garantira la confidentialité.

SEQUIA Consultants
8, rue Cimara 75116 Paris.

Jeunes cadres financiers et comptables

Votre avenir est au sein d'un groupe performant

La recherche de la qualité, le goût de l'innovation et le sens du travail en équipe sont quelques-uns des atouts qui
ont permis au Groupe de la Compagnie Bancaire de devenir l'un des premiers établissements financiers privés
européens. Il comprend aujourd'hui plus de 60 sociétés spécialisées dans le crédit (CETELM, UCB, UFB...),
l'assurance et les produits financiers (CARDIF, CORTAL...), ou la promotion immobilière (SINIM, SEGECE...).

Résolument tournés vers l'avenir, nous recherchons de jeunes collaborateurs de formation supérieure (écoles
de commerce, droit, sciences économiques, sciences politiques...) possédant le DECS (débutant ou avec une
première expérience) pour participer aux responsabilités de la Direction Financière et Comptable de la holding
du groupe. Nous leur confierons soit des missions variées leur permettant de développer leurs connaissances
comptables, juridiques, fiscales et informatiques, soit un poste dans un service opérationnel leur permettant
d'acquérir des compétences de manager. Dans ce contexte, ceux qui le souhaitent pourront poursuivre leur
formation et accomplir le stage professionnel d'expertise comptable.

Notre gestion des ressources humaines donnant la priorité à la promotion interne, ils pourront dans l'avenir
évoluer vers d'autres responsabilités au sein d'une filiale du groupe.

Pour établir un premier contact, veuillez envoyer votre lettre de candidature accompagnée d'un CV sous la ré-
férence 921 M à Gilles DELALANDRE
COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation Recrutement
5 avenue Kléber - 75116 PARIS.

■ groupe de la compagnie bancaire

Banque Privée Française, à taille humaine, présente sur les premières places
bancaires françaises, et particulièrement active dans le domaine financier,
tant au service des entreprises que des particuliers, nous recherchons :

1 gestionnaire de portefeuilles, basé à PARIS

Directement rattaché à la direction financière, vous aurez pour mission de gérer tout ou partie des portefeuilles "d'actions" des
FCP existants ou à créer, et des comptes sous mandat, tout en contribuant au développement des outils de gestion collective
(SICAV et FCP).

Nous confierons ce poste à un spécialiste de la fonction connaissant parfaitement les mécanismes boursiers et possédant
impérativement une expérience d'au moins six ans dans la gestion de portefeuilles privés ou institutionnels. Votre connaissance
des marchés boursiers étrangers et la pratique de la langue anglaise sont des atouts supplémentaires.

L'aspect relationnel du poste implique le goût des contacts de haut niveau. Réf. 445 XM

2 gestionnaires de patrimoine, basés à MARSEILLE

Professionnel confirmé, vous êtes un fin spécialiste de la fonction puisque vous exercez avec passion votre métier depuis
quelques années dans une banque, un établissement assimilé ou une charge d'Agent de Change. Réf. 445 XM

Bien que débutant ou presque dans le domaine de la gestion de patrimoine, votre formation supérieure allée à votre première
expérience dans la banque ou tout autre établissement assimilé vous conduit à rechercher aujourd'hui une évolution de
carrière. Réf. 446 XM

Pour ces deux postes : vous vous intégrez à une équipe expérimentée et agissez en tant que conseil, de façon proche et
personnalisée, auprès d'une clientèle "haut de gamme" et exigeante.

Dans tous les cas, une formation supérieure allée à des qualités de rigueur et de dynamisme sont indispensables.

Nous proposerons une rémunération de bon niveau qui sera directement fonction de vos compétences.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la référence du poste et votre rémunération actuelle à notre
conseil Patricia PERONA, 1, rue de la République - 13002 MARSEILLE. Les entretiens auront lieu en toute discrétion à Paris et

patricia perona
conseil en recrutement

BANQUE
PRIVEE
(Siège PARIS)

recherches pour son activité
sur les marchés financiers nationaux
et internationaux, pour répondre à la croissance
de ses interventions, les deux services
de son Département Titres-Bourse
aux professionnels expérimentés.

1° SERVICE BOURSE INTERNATIONALE

Le Responsable Bourse
et Application

• Superviser les activités Titres à l'étran-
ger : conservation, transferts, règlements
en devises et traitement des ordres de
bourse,
• Veiller à la bonne exécution du «clear-
ing» Titres à l'étranger lié aux opérations
de bourse de la clientèle et des filiales
étrangères de la Banque,
• Faire participer l'équipe à l'évolution
technique des marchés. Réf. A

Pour ces deux postes, une expérience et une bonne adaptabilité sont nécessaires, outre
la pratique de l'Anglais pour le poste A.

Ces collaborateurs, nous les voulons dynamiques et évolutifs pour contribuer au dévelop-
pement d'un département vital pour notre Banque, auquel de nouveaux moyens impor-
tants sont donnés. Des responsabilités et une rémunération motivante leur seront pro-
posées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions (en précisant la
référence) sous N° 22790 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris
Cadex 01, qui transmettra.

2° SERVICE ADMINISTRATION DES TITRES

Le Responsable Secteur
Traitement des opérations
sur Titres

• Traiter les opérations sur Titres + émis-
sions et remboursement d'emprunts, sous-
criptions et rachats de SICAV et FCP,
• Encadrer et motiver une jeune équipe de
dix personnes,
• Participer à la définition des améliorations
de l'outil informatique. Réf. B

Collaborateur de
Direction Financière

Pour compléter l'équipe parisienne d'un grand investisseur
européen, partenaire actif de ses participations, nous recher-
chons un profil pointu en fiscalité et en droit des sociétés,
dominus essentielle pour l'étude et la réalisation des investisse-
ments, ainsi que dans le suivi actif et constructif des sociétés
du portefeuille.

30 ans environ, diplômé d'études supérieures, votre profession-
nalisme repose sur plusieurs années de pratique.
La Finance, notre métier nécessite la maîtrise de plusieurs disci-
plines auxiliaires. Vous faites autorité aujourd'hui au sein
dans l'une d'entre elles. Nous vous offrons l'opportunité
d'enrichir votre expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manu-
scrite, CV, photo) sous référence 25530 à l'attention de
H. CARON qui traitera ce dossier en toute confidentialité.



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
66, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE

Nous gérons un patrimoine propre de 13.000 logements et d'environ
200.000 mètres carrés de locaux commerciaux à Paris et en province.
Notre Directeur Général recherche :

attaché(e) de direction

Vous avez une formation supérieure de type HEC, Sup de Co, IEP (Eco-
Fi), Maîtrise d'Economie, IAE Dauphine et trois à cinq ans d'expérience
professionnelle.

Dans ce poste évolutif demandant un fort investissement personnel, vous
devrez faire preuve de grandes qualités relationnelles, de discernement,
de capacités d'analyse, d'aptitude à l'auto-contrôle, d'aisance dans l'ex-
pression écrite et orale. La pratique courante de l'anglais est très vivement
souhaitée, ainsi qu'une ouverture aux techniques nouvelles de gestion,
micro-informatique en particulier.

Véritable "bras droit" de votre patron, votre champ d'activité s'étendra,
notamment, aux dossiers immobiliers, aux aspects juridico-sociaux d'une
Société cotée en Bourse, aux études de rentabilité et à la gestion des
comptes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. PIAD à :

SCRIBE 4, avenue Hoche,
75008 PARIS
qui garantira la confidentialité de votre candidature.

1504 de 1504

150 000 000

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE
LA GESTION

... Le Monde • Mardi 7 avril 1987 29

BNP

Rejoindre le réseau des Agences BNP, c'est s'adapter à un marché en constante évolution, savoir évaluer les risques, manager des équipes opérationnelles. C'est également bénéficier d'une préparation individualisée au 1^{er} poste et de perspectives d'évolution à la mesure de vos résultats.

FUTURS DIPLÔMÉS

Grandes écoles de
Commerce / Gestion / DESS Banque, Finance

POURQUOI ATTENDRE ?

Contactez-nous dès maintenant...

DEVENEZ

- Adjoint d'un Directeur d'agence
- Responsable Analyse Crédits
- Responsable d'un Service Marketing
- Chargé de clientèle

MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE INDISPENSABLE

Ecrivez-nous : Lettre manuscrite + curriculum vitae
sous Réf. M15 à l'adresse suivante :
L et A - 33, rue Vernet - 75008 PARIS.

BNP. la banque est notre métier

**Formation pour les services financiers :
dans le scénario de la banque de demain...**

Vous, professionnel des produits financiers, êtes persuadé que la compétitivité des banques exige un nouveau type de comportement qui doit être développé, autant que l'acquisition de nouvelles techniques.

...Soyez l'acteur du changement.

Vos idées rejoignent celles de cette Société, leader en matière de formation commerciale auprès des services financiers (Banques, Assurances, Sociétés financières). Vous y utilisez une large palette de moyens (audiovisuels et informatiques) pour développer le potentiel et l'efficacité du réseau d'un important organisme financier en animant de nombreux stages.

Vous participez à la conception de nouvelles approches telles que l'autoformation, la simulation, l'enseignement assisté par ordinateur...

Vous connaissez les nouveaux métiers de la finance, vous aimez convaincre et vous l'avez prouvé mais vous êtes aussi un novateur en matière de pédagogie. Une expérience dans un service formation ou d'animation sera fortement appréciée. Ce poste demande une importante mobilité géographique et prévoit une belle évolution à terme à Lyon ou à Paris.

Martine HAUTEKIEP étudie confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. B 865/LM

argos

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

CADRE FINANCIER

Ref. 6626 M

capable d'initiative et d'autonomie pour assurer, au profit d'organismes adhérents :

- des diagnostics économiques et financiers,
- une aide à la conception de stratégies de redressement et de développement,

et d'autre part :

- le suivi de la gestion comptable et financière de plusieurs organismes,
- la gestion de leur trésorerie.

Le candidat, titulaire du D.E.C.S. et d'une maîtrise de Sciences Eco ou équivalent, devra justifier de plusieurs années d'expérience, et d'une parfaite maîtrise des techniques comptables et financières.

Il devra présenter, en outre, une réelle aptitude aux contacts humains et à la négociation.

REVISEURS-ANALYSTES

Ref. 6664 M

de niveau D.E.C.S., capables de s'intégrer à une équipe de réviseurs pour assurer, sous la responsabilité de chefs de mission :

- des analyses financières,
- des missions d'audit, selon des méthodes élaborées par l'équipe et intégrant les particularités d'évaluation et de comptabilisation propres au secteur professionnel.

Une expérience d'une ou deux années serait appréciée mais n'est pas indispensable.

Merci d'adresser C.V., photo, lettre manuscrite et préférences, sous référence choisie, à l'Agence ARJUNIS, 49, avenue Trudaine - 75009 PARIS - qui transmettra

**Responsable produits
financiers et refinancement**

Banque - 500/700.000 F

Dominante gestion institutionnelle collective - Un important établissement du secteur bancaire, très réputé dans son domaine d'activité, recherche son responsable des produits financiers et du refinancement. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général, il disposera d'une équipe d'une trentaine de personnes et sera investi d'une double mission : mettre en place personnellement une véritable activité spécialisée dans la gestion institutionnelle collective : développement des FCP existants, création et commercialisation de SICAV..., et optimiser, en liaison avec son adjoint, le refinancement de l'établissement auprès des différents marchés, notamment obligataire. Ce poste ne peut convenir qu'à un praticien confirmé de la gestion et de la commercialisation de produits collectifs, désireux d'élargir ses responsabilités à d'autres responsabilités de la fonction financière et de la trésorerie. Compte tenu de l'importance stratégique de ce poste, la personnalité et l'expérience impérativement acquise dans une banque ou chez un institutionnel, primeront le niveau de formation et la fourchette d'âge envisagée. La rémunération annuelle brute, fonction du calibre du candidat retenu, sera de l'ordre de 500.000 à 700.000 francs, et sera assortie de nombreux avantages sociaux. Ecrire à J.P. ROUGIER, en précisant la référence A/R 9247M. (PA Minitel 36 14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires

Crédit-bail/location financière
250/280.000 F

Sociétés financières - Paris - Un groupe de sociétés financières (encours de 35.000 contrats : crédit, crédit-bail, location financière...), filiale d'une très importante compagnie d'assurances, recherche un chargé d'affaires spécialisé dans le crédit-bail et la location financière. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général, il aura pour mission, à partir du bureau parisien, de développer les relations avec les constructeurs et distributeurs de biens d'équipement afin de mettre en place des accords nationaux de prescription. Ses responsabilités s'étendront aux secteurs les plus divers : informatique, bureautique, transports, équipements industriels, médicaux... Ce poste, pouvant déboucher à terme sur de plus amples responsabilités, ne peut convenir qu'à un cadre âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et doté d'un excellent sens commercial. Son expérience aura été acquise au sein d'une société similaire, ou chez un constructeur ou un distributeur de biens d'équipement. La rémunération annuelle brute, fonction des compétences, pourra atteindre 280.000 francs. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9245M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Spécialiste
financements immobiliers**

Banque - 250.000 F +

Promotion, lotissements, marchés de biens, opérations spéciales - Une banque spécialisée dans le secteur de l'immobilier (crédits acquéreurs), filiale d'un grand groupe financier, recherche un spécialiste confirmé du financement des opérations immobilières. Basé au siège à Paris, et placé sous l'autorité immédiate du directeur de l'exploitation, il devra, notamment en apportant son appui au réseau d'agences, développer les interventions de la banque dans les financements, le plus souvent à court terme, d'opérations immobilières pour certains affaires importantes ou complexes, au-delà de son rôle commercial, il s'impliquera personnellement dans l'étude et le montage des dossiers. De fréquents déplacements en Province seront nécessaires. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 32 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, et justifiant impérativement d'une expérience confirmée du financement immobilier court terme à la fois sur les plans commercial et technique. La rémunération sera fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CHERIER en précisant la référence A/R9249M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Jeune spécialiste
produits de trésorerie**

Banque - 150/160.000 F

Une banque internationale de premier plan, spécialisée sur le marché des grandes entreprises multinationales, recherche un jeune gradé, familiarisé à la gestion des produits de trésorerie. Basé au siège à Paris et intégré dans le service trésorerie de la banque, il aura en charge le traitement administratif et la comptabilité de produits nouveaux (futures, options, Matif...). Il assurera la réception des ordres, en effectuera la saisie, établira les virements Swift, BDF... ou les réceptions, préparera les confirmations clients... et assurera les relations ponctuelles avec les traders de la banque. Ce poste, très autonome, ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 23 ans minimum, de bon niveau général, possédant une première expérience du traitement administratif des produits de trésorerie, acquise dans une banque ou une charge d'agent de change. Familiarisé avec la comptabilité, il aura acquis la pratique du travail sur micro-ordinateur. De bonnes bases en anglais sont souhaitables. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9248M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNIVERS DE
LA GESTION

LE CIC PARIS VOUS OUVRE LA VOIE...

Ingénieurs
et jeunes
diplômés

Votre mission consistera essentiellement à concevoir, réaliser, mettre en place et commercialiser nos produits monétaires et financiers, domestiques ou internationaux.

L'un de ces postes vous intéresse ? Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à l'attention de Madame A. SOREAU - CIC - PARIS - Département des Ressources Humaines et de l'Adaptation aux Nouveaux Métiers - 66, rue de la Victoire - B.P. 207 - 75452 PARIS Cedex 09.

Traders
2 à 3 ans
d'expérience

Vous serez chargé des interventions et négociations sur tous les marchés et sur tous supports.

CIC PARIS

Contrôle interne, organisation et productivité administrative, maîtrise budgétaire.

Une évolution pour un Auditeur Confirmé

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs ou Commerciales ou similaire, vous avez acquis une expérience d'au moins six ans en organisation et productivité administrative, contrôle interne. Vous aimez rigueur, esprit de méthode, à de réelles qualités de contact.

Dans ce cas, vous pouvez, basé au siège Paris Est, participer au développement d'une importante entreprise d'aménagement et de construction, animée par une équipe de Direction innovatrice, dynamique, exigeante.

Rattaché au Directeur des unités décentralisées, vous assurerez le suivi et la mise à niveau homogène de celles-ci sur les plans : contrôle interne, organisation et productivité administrative, maîtrise budgétaire.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 17 8209 M, à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra. Confidentialité assurée.

TOULOUSE

Développant ses activités dans un secteur de technologies de pointe, cette société recherche un :

RESPONSABLE ORGANISATION
DU CONTRÔLE DE GESTION

Dans le cadre de la mise en place de nouveaux systèmes d'information et de la refonte des chaînes informatiques, il aura pour mission de conduire des projets, de proposer des améliorations, et de coordonner les développements micro-informatiques.

Nous souhaitons rencontrer un Diplômé de l'enseignement supérieur (type Ecole de Commerce - I.E.C.S.) ayant initié des problèmes d'organisation en liaison avec des outils informatiques et possédant une expérience de 2-3 ans en cabinet d'audit de préférence.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 2145 à MS JONCTION, 104, rue Réaumur 75002 PARIS.



PREMIER GROUPE EUROPÉEN JEANS

RECHERCHE

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat de formation Ecole Supérieure de Commerce sera de préférence une première expérience en cabinet ou dans un service gestion.

Ses missions principales d'intervention concerneront les 5 unités de fabrication françaises en liaison très étroite avec les responsables opérationnels.

Il devra être capable de s'adapter à des outils informatiques très performants et de participer à leur évolution.

Dans le cadre d'un groupe en plein développement, de larges perspectives d'évolution sont possibles en cas de réussite à cette fonction ouverte et formatrice.

Le poste est basé au siège social à Amiens.

Adressez lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo à la Direction des Relations Sociales Les Cooper, 7, rue Anne-Frank, 80045 AMIENS CEDEX.

BANQUE COMMERCIALE PRIVEE, PARIS 9^e,
FILIALE D'UN GRAND GROUPE
BANCAIRE FRANÇAIS RECHERCHE1 CADRE COMMERCIAL
CONFIRME

(création et développement d'une clientèle d'entreprises)

1 CADRE COMMERCIAL
DEBUTANT

(dans un 1^{er} temps, Assistant d'un exploitant d'entreprises)

Adressez C.V. avec lettre manuscrite et photo, sous la référence 4697, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.



D'abord un métier - Demain une carrière...

Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine est une banque interrégionale du groupe CIC solidement implantée dans l'Est de la France. Elle compte 3000 personnes, réparties entre 150 agences, 13 succursales et son siège social de STRASBOURG. Elle recherche deux cadres pour son service de l'Inspection Générale :

AUDITEUR
HF

Il participe dans le cadre d'une équipe à l'étude de la cohérence et de la valeur des circuits d'information, de leur conformité avec les instructions internes et de l'efficacité de la gestion de la banque.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune candidat d'environ 25 ans, diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (IECS, I.C.N., ESCA...) possédant une première expérience comptable ou financière en entreprise.

Ces deux postes sont basés à STRASBOURG. Dans un cadre de travail agréable, les candidats se verraient proposer d'excellentes opportunités d'évolution au sein du service ou de la banque.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle en rappelant la référence choisie à :

EGOR BANQUES & SERVICES

19, rue de Berni - 75008 PARIS

AUDITEUR
CHEF DE MISSION HF

Il anime et forme une équipe d'auditeurs, suit les budgets et élabore le rapport définitif d'audit : il propose des améliorations du contrôle interne au sein des services.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, possédant une expérience financière et comptable complétée d'une expérience d'audit opérationnel d'au moins un an, si possible en cabinet anglo-saxon.

Ces deux postes sont basés à STRASBOURG. Dans un cadre de travail agréable, les candidats se verraient proposer d'excellentes opportunités d'évolution au sein du service ou de la banque.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle en rappelant la référence choisie à :

EGOR BANQUES & SERVICES

19, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

FRANCHISEZ UNE ETAPE

DEVENEZ NOTRE DIRECTEUR FINANCIER

Nous sommes une PMI dynamique (300 personnes) spécialisée dans le matériel pour industries agro-alimentaires et filiale d'un important groupe industriel français.

Rendant compte au Directeur Général et participant au Comité de Direction, nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et dynamique qui saura associer vos projets et ambitions aux siennes.

Vous prendrez en charge l'ensemble de la fonction financière : budget, reporting, plan, trésorerie, comptabilité... et superviserez une équipe ; de plus vous participerez à la définition de notre plan informatique et piloterez son exécution.

Agé de 30 ans environ, diplômé d'une E.S.C. ou équivalent, vous avez acquis une expérience minimum de 5 ans, si possible dans un contexte industriel et maîtrisez l'informatique de gestion.

Vous êtes prêt à franchir une étape dans votre carrière en exploitant dans un poste largement autonome vos qualités d'efficacité et de rigueur.

Le poste est situé dans une agréable ville du centre de la France. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V. + photo et prétentions), sous réf. DF/M, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

Une grande banque recherche ses
FUTURS DIRECTEURS
D'AGENCES

Paris - Lyon - Bordeaux

Cette banque française de premier plan bénéficie d'une excellente image auprès des entreprises et des particuliers.

Au sein d'unités autonomes et à taille humaine, ces SOUS-DIRECTEURS D'AGENCES bénéficient de délégations significatives. Ils participent activement au développement commercial, à la gestion des risques, à l'animation du personnel et à la gestion administrative.

Pour ces postes devant rapidement conduire à la Direction d'agence, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (I.T.B., C.E.S.B.), justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation bancaire.

L'investissement et les conditions offertes sont de nature à motiver des personnes très de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 37/639 D à :

EGOR BANQUES & SERVICES

19, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

CHEF COMPTABLE



Filiale à taille humaine (850 personnes, 285 Millions de Francs de CA) du premier groupe aéronautique Français, nous participons à la réalisation de programmes aéronautiques civils et militaires (Mirage 2000, Airbus, Hélicoptères...).

Partie prenante dans la réorganisation de l'entreprise, notre Directeur Administratif et Financier vous confiera la responsabilité totale de la comptabilité générale. Pour ce faire, vous serez assisté d'une équipe jeune, pragmatique et résolue de trois personnes.

De formation supérieure, DECS complet minimum, véritable praticien de la comptabilité (4 ans environ d'expérience dans un contexte industriel), vous souhaitez à environ 30 ans rejoindre un secteur en développement. Votre mobilité géographique vous permettra de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe. Le poste est basé au siège, à ROCHEFORT-SUR-MER.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 33/2151 A à :

EGOR AQUITAINE

29, cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

responsable

DE L'ADMINISTRATION
DES VENTES HF

Au sein d'une équipe de 19 personnes, vous exercerez l'ensemble des missions attachées à l'administration des ventes. Vous serez notamment chargé de la prise et du suivi des commandes, de la gestion des documents statistiques quotidiens et mensuels, de la centralisation des notes de frais de la force de vente. Vous participerez à la gestion et au suivi des budgets commerciaux : ristournes, coopérations commerciales, suivi des relances et règlement des litiges auprès de la clientèle.

Agé de 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou équivalent), vous savez utiliser l'informatique, vous connaissez les rouages tant de la grande distribution que du secteur détail. A vos qualités de rigueur et d'organisation, vous alliez le goût des contacts et le sens de la négociation. Une expérience de l'administration des ventes à l'export serait un plus important.

Merci d'adresser dossier complet (C.V. + photo + lettre manuscrite), sous réf. 10860 M à MEDIA-SYSTEM, 29 La Canébière, 13001 MARSEILLE, qui transmettra.

FORMATION
PROFESSIONNELLEL'INSTITUT DE BUREAUTIQUE
ET INFORMATIQUE APPLIQUÉE
recrute ses nouvelles promotions
Micro-informatique
appliquée à la gestion
cadres

Durée 3 mois 1/2.
Participants : Diplômés de l'enseignement supérieur ou cadres confirmés.

IBIA

33, Boulevard Gouvion Saint-Cyr
75017 PARIS - Tél. : 45.72.02.08IFACE
Formation de Formateurs
et de Conseillers en Formation
(Stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'IFACE est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Le programme est ouvert aux diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.

Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).

Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuées de séminaires.

Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat et peut aussi être financé au titre des C.I.F.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Informations et dossiers peuvent être obtenus à l'IFACE - 79, avenue de la République 75543 Paris Cedex 11 - Tél. 43.55.39.08 poste 1207

Assurez votre future carrière
en devenantANALYSTE
PROGRAMMEUR

sur 1 B M-38

Pratique intensive + 70 %.

Credit étudiant total dont la première échéance débutera bien à l'issue du stage.

LARGES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI.

Prosoft 148, bd Haussmann 75008 PARIS

16 (1) 42.56.02.76

150

150

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

... Le Monde • Mardi 7 avril 1987 31

BANQUE
de la région parisienne PARIS 8
recherche
pour son Département de Gestion
des Entreprises

LICENCIÉ EN DROIT PRIVE H/F

Un Rédacteur dans son Service Garanties :

- chargé d'actes diversifiés et souvent complexes ;
- utilisant un fichier informatisé d'actes et de crédits et de garanties ;
- disposant d'une bonne autonomie et placé sous la responsabilité directe du Chef de Service.

Une première expérience professionnelle de 3 ans dans une banque ou dans une étude notariale aura confirmé son goût pour la rédaction d'actes.

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions, sous réf. 4702/LM à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo 75118 PARIS, qui transmettra.

ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER

BARRY

Leader mondial du chocolat, nous réalisons 4 milliards de CA dont 63 % à l'exportation 2 200 personnes concourent à la performance et à la croissance du groupe. Notre Direction Financière assure la gestion de l'ensemble des flux, à travers la holding et les filiales françaises et étrangères.

Nous recherchons à intégrer un candidat diplômé de HEC - ESSEC - ESCP, ayant après 2 à 3 ans d'expérience, la maîtrise des outils financiers : gestion du risque de change, utilisation et optimisation des nouveaux instruments financiers du marché monétaire international, négociations bancaires. Il sera également chargé du montage financier d'opérations d'investissement de la gestion du risque clients, de l'assistance et conseil des filiales.

Adaptabilité, sens du dialogue, rigueur et imagination permettront à ce candidat de réussir dans notre structure évolutive et exigeante.

De courts déplacements à l'étranger sont à prévoir. Anglais courant indispensable, bonnes connaissances de la micro-informatique.

Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable (banlieue-Ouest de Paris).

Chantal CARLIN vous remercie de lui adresser votre dossier accompagné d'une photo, en précisant votre rémunération actuelle, sous référence 877 M, à KEY MEN - 10, rue de Rome - 75008 PARIS.

KEY MEN
BUREAU DANIEL PORTE CONSULTANTS

AUDIT INTERNE

Nous sommes une grande entreprise de TRAVAUX PUBLICS.

Dans le cadre du développement de nos activités et pour étoffer notre structure, nous recherchons un auditeur interne.

- Vous prendrez en charge, dans nos établissements régionaux et nos filiales, le contrôle de la comptabilité. Vous vous assurerez du respect des procédures internes ainsi que des diverses règles administratives.
- Une formation supérieure à dominante comptable complétée par une bonne expérience professionnelle dans un cabinet d'audit devrait vous permettre d'assumer pleinement votre rôle.
- Le poste basé à Paris, exige de fréquents déplacements en province (environ 9 mois par an).

Nous sommes prêts à donner toutes ses chances à un candidat méthodique, perspicace et ayant le sens du contact.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence N° 2138 à MS JONCTION 104, rue Beaumartin 75008 PARIS, qui transmettra.

BANQUE ÉTRANGÈRE
PARIS
recherche

ANALYSTE FINANCIER

Bilingue espagnol, avec connaissances anglaises. Agé de 25 à 30 ans, de formation supérieure (DECS, DEA Finances), vous serez spécialisé(e) dans l'analyse des bilans. Une première expérience professionnelle est souhaitée. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience. Poste évolutif.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 1031 LM à Y.C.B.F. SERVICE - 88, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS

services
COURS DE RECHERCHE BANCAIRE

Crédit National

Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services originale et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.

Crédit National : des équipes jeunes, une capacité d'expertise exceptionnelle.

Conseiller les entreprises et financer leur expansion

Analyser tous leurs besoins, imaginer et mettre en place leurs financements (fonds propres, crédit-bail, prêts en francs et en devises, etc.), établir des relations au plus haut niveau avec les entreprises performantes, une mission passionnante qui vous permettra d'acquiescer les techniques les plus modernes de l'ingénierie financière.

Cette mission vous l'exercerez dans nos Délégations Régionales, après une formation de 6 à 12 mois à Paris. Nous la destinons à des Cadres Financiers (Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales), débutants ou ayant une expérience de 2 ou 3 années dans une banque ou dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Parce que la force du Crédit National ce sont ses équipes, notre Direction du Personnel étudiera avec le plus grand soin votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec CV, photo, indication de votre salaire, au 45 rue Saint-Dominique 75007 PARIS.

Cadres Financiers
Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales

Paris

Directeur de la comptabilité

- Pour le siège central d'une banque de dépôts (total bilan : 40 milliards).
- Dans le cadre d'une organisation générale décentralisée, il assume la responsabilité d'ensemble des questions comptables, fiscales et réglementaires.
- Assisté d'une petite équipe de cadres, il établit les situations, bilans et comptes de résultats mensuels et les comptes consolidés.
- Le candidat devra avoir une formation supérieure et une expérience d'au moins cinq ans en cabinet.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 2384 à

SOURCES 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

La filiale d'une grande Banque européenne, implantation mondiale, en expansion.

recherche

CHARGÉ DE CLIENTÈLE INSTITUTIONNELLE/PRIVÉE

Si vous êtes un homme ou une femme de terrain, de formation supérieure, ayant acquis une expérience professionnelle au sein d'une banque ou d'une charge d'agent de change, complétée par une expérience de la prospection et une maîtrise totale de la langue anglaise.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique, et vous offrons des responsabilités en adéquation avec vos compétences et votre potentiel.

Cette opportunité vous intéresse ? Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre + photo) sous n° 8.459 M.

LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montigny, Paris-7.

POUR DOUALA

Un jeune cadre camerounais futur directeur administratif et financier

Notre entreprise agro-alimentaire, filiale d'un grand groupe industriel international (C.A. de 20 milliards de francs, 300 personnes) recherche le remplaçant de son actuel Directeur Financier.

Après une période de formation réussie pour ce poste, il se verra confier l'animation du service comptable, composé d'une douzaine de personnes de bon niveau.

Agé d'au moins 30 ans, vous avez acquis une solide formation comptable et financière de type maîtrise de gestion, Sup. de Co. + DECS ou équivalent. Une expérience analogue de 4 à 5 ans est indispensable tout comme la pratique courante de l'informatique.

Sérieux, intègre, vous êtes réellement motivé pour assurer l'animation, la coordination et la communication de plusieurs services.

Si ce challenge vous tente, merci d'écrire sous référence 3.137 ALM à Eliane ROLLAND

SIASS

50, Boulevard de Courcelles 75017 PARIS

Ressources Humaines

MEMBRE DE SYNTec

Organisateur bancaire

Nous sommes un très important organisme bancaire, et nous recherchons pour l'une de nos filiales basée en banlieue sud, un organisateur.

Au sein du service Organisation, rattaché à la direction Organisation et Informatique, vous serez responsable de la définition du cahier des charges de nouvelles applications à développer. Vous participerez et animerez des groupes de travail. Vous serez l'interface entre les utilisateurs et la Direction Informatique.

A 27 ans environ, quelque soit votre formation supérieure, (ESC, Miage, ...), votre expérience d'un organisme financier vous a permis de vous familiariser "aux titres et valeurs mobilières", si possible dans un environnement informatique.

Si cette perspective vous séduit, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence KB 874 C à : MADISEARCH - 68, rue Anatole France 92300 LEVALLOIS-PERRET.

MADISEARCH
GROUPE MADITECH

Notre BANQUE (280 personnes, quartier Etoile) est renommée pour la qualité du service rendu à une clientèle exigeante d'entreprises et de particuliers. Dans le cadre de sa croissance, elle recherche :

JEUNE COMPTABLE

HAUT NIVEAU

Profil : 24 à 27 ans, titulaire du DECS, débutant ou 1^{re} expérience (cabinet d'audit/EC ou entreprise). La connaissance du secteur bancaire sera un atout supplémentaire.

Missions : nous la responsabilité de notre chef comptable, vous participerez à l'élaboration des procédures et aux différents travaux de la comptabilité générale conduisant à la production des bilans sociaux et fiscaux de notre banque et de ses filiales.

Nous offrons : salaire attractif, formation complémentaire et réelle possibilité d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V., + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous réf. 06/LM2 à

WJE michel jouhannaud conseils 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE BANQUE PRIVEE A LA RECHERCHE DE COMPETENCE ET DE DYNAMISME POUR L'UNE DE NOS AGENCES

SOUS DIRECTEUR COMMERCIAL
CLASSE VII - H/F

Désireux d'évoluer vers la DIRECTION D'AGENCE, vous assurerez pleinement l'animation du réseau commercial et le développement de la clientèle PME-PMI pour l'essentiel, sous l'autorité du directeur.

Diplômé d'une école de commerce, vous avez une longue expérience de la banque et désirez évoluer rapidement.

FONDE DE POUVOIR H/F

Dépendant du sous directeur commercial, vous serez responsable d'un secteur développement d'une clientèle constituée de PME-PMI.

De formation Bac + 2 ou 3, vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans la profession bancaire en qualité de commercial ou d'exploitant "entreprises".

Merci d'adresser votre dossier de candidature à R. NOEL sous réf. 23773 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra. Discretion assurée.

BANQUE PARIS-8

Filiale d'un groupe important recherche pour renforcer ses structures

UN ATTACHE AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (H/F.)

pour assurer notamment la mise en place des procédures comptables et l'unité interne de la Banque.

CE POSTE REQUIERT :

- une formation supérieure (école de commerce, IUT, CESA + DECS) ;
- une expérience de 4 à 5 ans acquise dans les services comptables et/ou d'inspection d'une banque active sur les différents marchés de l'argent ;
- une très bonne maîtrise de la réglementation bancaire.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. n° 1.597 à :

Centre de Psychologie et d'Efficacité 17 rue des acacias 75017 Paris

Contrôleur de gestion, futur directeur administratif et financier

Département filialisé et organisme de gestion d'une des premières sociétés holding françaises, à Paris, leader sur son marché, l'investissement institutionnel, nous sommes une entreprise à taille humaine (140 personnes) à caractère fortement capitalistique (CA = 1 MMF environ).

L'intégration de notre DAF se fera en 2 temps : Pendant 1 an environ, il est Chef du Service Contrôle de Gestion, et anime 4 personnes. Puis progressivement, il prend les responsabilités des Services Comptabilité, Achat-Facturation et Personnel, coordonnant une équipe de 25 personnes, bien relayé toutefois par des chefs de service fidèles et compétents.

28-32 ans, diplômé d'une grande école de commerce, IEP, ou de formation universitaire équivalente, vous êtes aujourd'hui un contrôleur de gestion confirmé, un utilisateur compétent de l'informatique, et vous aspirez à prendre des responsabilités de généraliste de la fonction Gestion-Administration-Finance.

Vous êtes également un homme d'idées et de conseil, capable d'enrichir notre entreprise, en phase de croissance externe, d'innovations raisonnables et profitables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 551, à Catherine de La Roche Saint-André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTec

501 16 11 11

DEMANDES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

1. M. [nom] cherche emploi de [description]

2. M. [nom] cherche emploi de [description]

3. M. [nom] cherche emploi de [description]

4. M. [nom] cherche emploi de [description]

5. M. [nom] cherche emploi de [description]

6. M. [nom] cherche emploi de [description]

7. M. [nom] cherche emploi de [description]

8. M. [nom] cherche emploi de [description]

9. M. [nom] cherche emploi de [description]

10. M. [nom] cherche emploi de [description]

MAGISTRAT

1. M. [nom] cherche emploi de [description]

2. M. [nom] cherche emploi de [description]

3. M. [nom] cherche emploi de [description]

4. M. [nom] cherche emploi de [description]

5. M. [nom] cherche emploi de [description]

6. M. [nom] cherche emploi de [description]

7. M. [nom] cherche emploi de [description]

8. M. [nom] cherche emploi de [description]

9. M. [nom] cherche emploi de [description]

10. M. [nom] cherche emploi de [description]

formation professionnelle

1. M. [nom] cherche emploi de [description]

2. M. [nom] cherche emploi de [description]

3. M. [nom] cherche emploi de [description]

4. M. [nom] cherche emploi de [description]

5. M. [nom] cherche emploi de [description]

6. M. [nom] cherche emploi de [description]

7. M. [nom] cherche emploi de [description]

8. M. [nom] cherche emploi de [description]

9. M. [nom] cherche emploi de [description]

10. M. [nom] cherche emploi de [description]

capitaux propositions commerciales

1. M. [nom] cherche emploi de [description]

2. M. [nom] cherche emploi de [description]

3. M. [nom] cherche emploi de [description]

4. M. [nom] cherche emploi de [description]

5. M. [nom] cherche emploi de [description]

6. M. [nom] cherche emploi de [description]

7. M. [nom] cherche emploi de [description]

8. M. [nom] cherche emploi de [description]

9. M. [nom] cherche emploi de [description]

10. M. [nom] cherche emploi de [description]

IMMOBILIER

1. M. [nom] cherche emploi de [description]

2. M. [nom] cherche emploi de [description]

3. M. [nom] cherche emploi de [description]

4. M. [nom] cherche emploi de [description]

5. M. [nom] cherche emploi de [description]

6. M. [nom] cherche emploi de [description]

7. M. [nom] cherche emploi de [description]

8. M. [nom] cherche emploi de [description]

9. M. [nom] cherche emploi de [description]

10. M. [nom] cherche emploi de [description]

locations meubles demandés

1. M. [nom] cherche emploi de [description]

2. M. [nom] cherche emploi de [description]

3. M. [nom] cherche emploi de [description]

4. M. [nom] cherche emploi de [description]

5. M. [nom] cherche emploi de [description]

6. M. [nom] cherche emploi de [description]

7. M. [nom] cherche emploi de [description]

8. M. [nom] cherche emploi de [description]

9. M. [nom] cherche emploi de [description]

10. M. [nom] cherche emploi de [description]

Le Monde

ECONOMIE

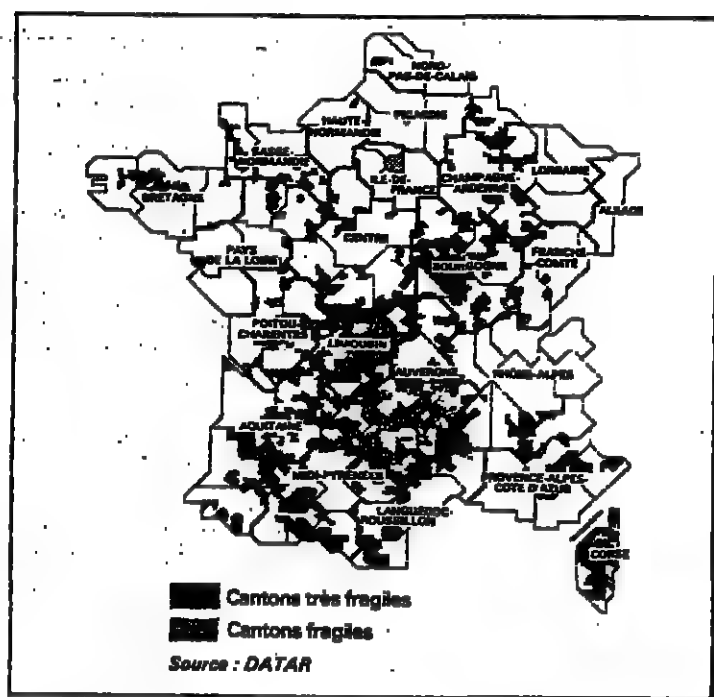
Le Monde • Mardi 7 avril 1987 33

L'aménagement du territoire en jachère

Dilemme gouvernemental : encourager les zones dynamiques ou (et) aider les régions les plus faibles

Le rapport Guichard - remis par le « pape » de l'aménagement du territoire au gouvernement fin novembre pour l'aider à voir clair et tenter de « repopulariser » une grande idée laissée en jachère - faisait 103 pages. C'était un travail intéressant, méticuleux dans ses analyses, novateur, voire hardi, dans ses propositions. L'ensemble des documents, réponses et avis émanant d'une multitude d'organismes et institutions, sollicités par M. Pierre Méhaignerie, doit bien dépasser un millier de feuillets.

Mais les fonctionnaires de la DATAR (délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), qui sont chargés d'en dégager une synthèse, ont toutes les peines du monde à y trouver quelques idées originales, une pensée cohérente ou des suggestions qui concilient la recherche de l'efficacité économique et celle de la solidarité nationale, entre régions en déclin et « villes vedettes » en plein essor.



Les campagnes en déclin...

Sur la carte ci-dessous figurent en cercles noirs les quinze villes où, selon un sondage de la DATAR et de l'IFOP, les habitants de la région parisienne aimeraient mieux vivre et travailler. Arrivent en tête : Montpellier, Nice, Toulouse, Bordeaux, Grenoble et Lyon. Les cercles blancs correspondent à une vingtaine d'autres villes moins attirantes, avec, en fin de classement (gros cercles) : Auxerre, Caen, Dax, Megève et Saint-Jean-de-Luz.

sante qui commence à porter des fruits et, de fait, Dunkerque, La Ciotat et La Seyne deviennent les priorités numéro un de « l'aménagement-colmatage » du territoire industriel.

De l'autre, la signature du contrat Eurodisneyland, à Marne-la-Vallée, représente - un peu comme devait l'être Fos, il y a quinze ans - une formidable opération d'aménagement. Mais les effets en profondeur sur l'économie de la bienheureuse Ile-de-France vont renforcer encore la prédominance de cette région sur les autres.

Un calendrier et des priorités

M. Méhaignerie a beaucoup laissé réfléchir et beaucoup attendu. Il faut maintenant qu'avec M. Chirac il affiche une politique claire. « La réflexion sans l'action, c'est le rêve », disait Pascal. On nous promet que le comité interministériel, prévu pour le 13 avril, va balayer toutes les ambiguïtés, tracer des priorités, arrêter un calendrier, annoncer comment sont répartis géographiquement les crédits d'Etat.

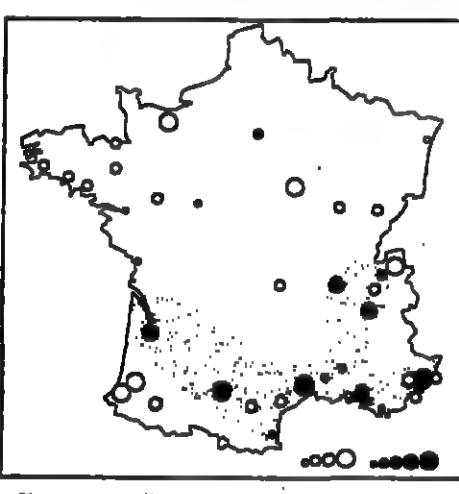
Le moment est venu de dire si les contrats de plan avec les régions seront respectés par le gouvernement, si les moyens financiers adéquats seront dégagés pour attirer en France les investissements japonais ou américains « internationalement mobiles », auxquels les Allemands, les Britanniques ou les Belges font des ponts d'or, si la France est déterminée à convaincre ses collègues de la CEE de définir quelques grands projets d'intérêt européen financés comme tels, enfin si le gouvernement va relancer la politique de décentralisation.

Ainsi, M. Méhaignerie voudrait bien que l'Ecole nationale des Ponts-et-Chaussées quitte la rue des Saints-Pères et aille à Nice ou à Marne-la-Vallée, mais le corps des ponts cris au scandale. En revanche, lorsqu'on lui demande s'il ne faudrait pas que la DATAR, somptueusement sise au pied de la tour Eiffel donne l'exemple, et s'installe en province, le ministre, après avoir souri, répond : « Ce n'est pas idiot... » Chiche ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire en page 34 le reportage de François Koch en Corrèze, et le point de vue « Au fil de l'eau ».)

... et les villes vedettes



culture, de l'industrie, de l'emploi, de la formation ou de l'urbanisme, de même serait-il dangereux de la réduire à la seule construction de routes. Ce serait la marginaliser, alors qu'elle devrait, pour retrouver du panache et une influence interministérielle, concilier les impacts géographiques, conjoncturels et à long terme, de toutes les décisions gouvernementales.

Or c'est là que le bât blesse. Depuis mars 1986, le gouvernement temporel. Il est, décrit entre deux logiques : encourager les zones dynamiques (région lyonnaise, Ile-de-France, Strasbourg, Toulouse, Sophia-Antipolis) qui, dans la concurrence internationale, valorisent la France ; mais aussi, au nom de la solidarité nationale, aider les régions les plus faibles. « Il est hors de question de laisser rayser de la carte le bassin de la Dordogne », a déclaré, il y a quelques jours, M. Jacques Chirac, faisant allusion à l'un des bassins industriels les plus sinistrés de France.

Du coup, devant la multiplication des foyers de chômage - de La Rochelle à la vallée de la Saône, de La Ciotat aux Ardennes - la DATAR reste une armée de pompiers et d'incendiaires dévoués, mais qui se démène en désordre, sans grands moyens.

A côté d'une quinzaine de villes « superstars », autour desquelles, comme le suggère le rapport Guichard, s'organiserait l'avenir le développement de haut de gamme (centres de recherche, universités, industries de haute technologie, services financiers), le grand manteau du désert vert

menace près de la moitié des campagnes.

Si l'aménagement du territoire doit avant tout être une politique géographique enracinée dans l'espace, là est l'enjeu fondamental et inacceptable pour demain : une France où, derrière les lumières de quelques pôles d'excellence, l'exode rural, le vieillissement, l'extinction des feux du petit commerce, la réduction des services publics, l'avancée des friches, l'évanescence de l'agriculture auront progressivement rayé de la liste des fabricants du produit national des dizaines de cantons des Ardennes, de la Haute-Marne, du Morvan, du Massif Central, des Alpes du Sud, des Pyrénées centrales, des Landes, de la Bretagne intérieure,

Entre deux logiques

Personne ne songe à nier - au moment où toutes les régions revendiquent machinalement leur désempolement, c'est-à-dire de meilleures conditions de transports - le rôle essentiel des grandes infrastructures modernes de communication dans l'aménagement du territoire. Mais, de même que cette politique ne doit pas être assimilée à un sous-produit ou une amorce des politiques menées en faveur de l'agri-

La France n'est pas une puissance commerciale

par Pascal Gaudron professeur à l'Ecole supérieure de gestion

Pour s'imposer sur les principaux marchés mondiaux, il faut jouer d'une position intermédiaire entre les puissants et les autres.

DEPUIS de nombreuses années, les résultats du commerce extérieur de la France ne traduisent pas une spécialisation internationale efficace. L'année 1986 et les premiers mois de 1987 confirment cette approche : l'équilibre extérieur reste très précaire. Le solde commercial est trop facilement influencé par l'évolution de la demande intérieure (variation des besoins en biens d'équipement et de consommation), mais aussi par des facteurs extérieurs (changement de la demande mondiale, fluctuations du dollar...).

En fait, au-delà des explications conjoncturelles, la France apparaît comme une puissance exportatrice, c'est-à-dire un pays qui peut vendre à l'étranger, mais non comme une véritable puissance commerciale, c'est-à-dire un pays globalement capable de s'imposer sur les principaux marchés internationaux et de choisir des branches à forte demande mondiale. L'INSEE a déjà

signalé cette spécificité : la France ne peut suivre une logique de type japonais, car dans les branches où la demande mondiale est forte sa compétitivité-prix est trop limitée ; mais elle ne peut pas plus développer une logique de type allemand, du fait de la faiblesse de sa compétitivité-qualité (1).

Il faut donc définir et appliquer une logique qui corresponde au cas français. La France doit gérer sa position internationale ; or elle a toutes les caractéristiques d'un pays « intermédiaire » dans les relations économiques mondiales. Un tel pays utilise de façon différenciée la chaîne des avantages comparatifs. Il ne subit pas les mêmes contraintes sur tous les marchés. Il peut être spécialisé par rapport à une zone commerciale pour une branche, mais ne pas l'être envers une autre zone.

pour la même branche. Plus précisément, en termes de facteurs de production, ses exportations vers une zone A peuvent être plus intensives en travail qualifié que ses importations, alors qu'avec la zone B l'intensité est plus forte en travail moins qualifié (2).

Ainsi la combinaison des facteurs et du niveau technologique défont par un pays intermédiaire l'obligation de se placer différemment sur les marchés internationaux, qui sont d'ailleurs d'accès dissimulés. Il existe une hiérarchie qui reflète la position des pays sur la chaîne des avantages comparatifs, et cette combinaison agit comme une contrainte qu'un pays à spécialisation intermédiaire ne peut remettre en cause. La disponibilité des facteurs de production nécessite un choix. Aucun pays ne peut tout produire.

De plus, l'abondance d'une catégorie de facteurs n'est pas

nécessairement le signe d'un avantage, si la technologie est comparativement inférieure à celle d'autres pays. Dans ce cas, la contrainte rencontre oblige très souvent le pays intermédiaire à exploiter les marchés laissés libres par les pays qui possèdent une technologie supérieure et qui l'utilisent pour conquérir des marchés plus profitables.

Il est possible de définir trois zones de concurrence vis-à-vis desquelles le pays à spécialisation particulière devra gérer ses relations commerciales.

● La première zone, celle des pays « supérieurs », représente des partenaires commerciaux mieux dotés que le pays « intermédiaire » sur l'échelle des combinaisons factorielles et technologiques. Ceux-ci produisent et exportent un pourcentage important de biens à haute technologie.

(Lire la suite page 36.)

(1) Philippe Guichard, « Productivité et compétitivité comparées des grands pays industriels », *Economie et Statistique*, n° 162, janvier 1984.

(2) François Velles, « Echange international et qualification du travail », *Economica*, 1981.

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle
Adresse
Code postal
Ville
Niveau d'études actuel
Age

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Ecole Normale
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ventes, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Artistique Appliquée
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles d'Agrochimie	<input type="checkbox"/> Hôtellerie-Restauration
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Immobilier
<input type="checkbox"/> Accueil	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Administration Militaire : Commissariat	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimiste
<input type="checkbox"/> Aéronautique et Spatial	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics	<input type="checkbox"/> Para-Médical
<input type="checkbox"/> Chimie	<input type="checkbox"/> Pharmacie Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication dans l'entreprise	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Réseaux de Sécurité
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Sécurité, Bureau
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Concours Administratifs	<input type="checkbox"/> Spécialisation Textile, Mode
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Dens	<input type="checkbox"/> Transports

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

POINT DE VUE

Au fil de l'eau

par Mercure

Pseudonyme de plusieurs hauts fonctionnaires en poste à Paris et dans les collectivités territoriales.

AINS, le gouvernement a bien une politique d'aménagement du territoire : c'est une politique de congrès et de grand-messes. Après une longue méditation au chevet du malade, nourrie d'une consultation solennelle d'Olivier Guichard, le ministre compétent, Pierre Méhaignerie, assisté de son docteur Diafoirus, ne cesse de se multiplier, ici et là, pour diffuser le diagnostic.

Pour mieux éviter les grands tabous — conditions de survie du monde rural, conversion des régions de vieille industrie, menace de nouvelle embolie de la région parisienne — le ministre distille, de congrès en colloque, les analyses les plus pénétrantes et les intentions les plus vertueuses sur les grands problèmes de ce temps.

Un an après sa nomination, hélas ! l'indigence de la thérapeutique est à la mesure du diagnostic. Certes, il annonce des autoroutes, mais seront-elles réalisées ? Et quand ? Pour la reste, on peut craindre que, dans l'esprit de nos gouvernements, la verbe ne tienne lieu de « médecine douce », dilatoire de toute décision jusqu'aux présidentielles.

Au moins doit-on lui reconnaître — une fois n'est pas coutume — une cohérence certaine avec son idéologie libérale : l'aménagement du territoire n'en finit pas de voguer au fil de l'eau. L'ennui, et le danger, c'est que la France aborde, dans cet état d'extrême vulnérabilité, une zone de dangers rapides.

Les sombres perspectives attachées à la politique agricole commune et au revenu agricole posent, avec un acuité sans précédent, les problèmes du peuplement de nos campagnes, de la préservation de notre patrimoine bâti et naturel, de l'égalité des ruraux devant l'accès aux services de première nécessité. Des mesures simples s'imposent : contrats de conversion agricole, régionalisation de la politique agricole, engagement de l'État sur la préservation d'une trame suffisante d'activités, d'animation et de services publics en milieu rural.

Les conséquences prévisibles des dispositions de l'Acte unique européen nous interrogent sur les effets d'une concentration sans frein des activités à l'échelle de l'Europe, sur l'accélération des grands programmes d'infrastructures, sur la préservation de circuits courts de recyclage de l'énergie et sur un renforcement des régions. Comment demain l'Alsace et le Languedoc-Roussillon pourront-ils saisir leur chance par rapport aux collectivités voisines aussi puissantes que les Länder allemands ou les « generalidades » espagnoles ?

Une remise en ordre de la décentralisation s'impose de toute urgence tant il est clair que cette « grande affaire » reste au milieu du gué. Il faudra sans doute du courage pour imposer la région au département, mais l'abolition des financements croisés ou conditionnels, la spécialisation et le cloisonnement des compétences, l'assouplissement du dispositif d'aides aux entreprises seraient autant de mesures simples, bienvenues.

Extrême naïveté

L'État, enfin, doit disposer de moyens substantiels, au moins comparables à ceux de ses grands voisins, champions du libéralisme en trompe-l'œil que sont la Grande-Bretagne ou l'Allemagne. Ce gouvernement, qui a déshabillé notre territoire par la suppression de la prime d'aménagement du territoire régionale, doit, très vite, prendre toute la mesure de son extrême naïveté et concéder à la raison un retour en arrière. Il y va de notre attractivité pour les investissements étrangers : il y va donc de notre emploi dans une période où la plus infime négligence est coupable.

Il est un temps, admissible, pour le débat et l'analyse. Le gouvernement Chirac, qui ne cesse depuis bientôt six mois de s'abîmer d'indécision devant le rapport Guichard, tel l'âne de Buridan devant son picotin, prend là, devant les générations futures, une grave et lourde responsabilité : celle de balayer, par quelques mois d'irresponsabilité politicienne, trente années de ces efforts patients et résolus qui ont permis l'émergence d'un aménagement raisonné et, somme toute, solidaire de notre territoire national.

Corrèze : à l'écart des grands chemins

« UN petit département dans une petite région ». Deux cent quarante et un mille cinq cents Corrèziens parmi sept cent trente-sept mille habitants du Limousin. « Les Parisiens, originaires du département, sont aussi nombreux que les Corrèziens », explique M. Jean Charbonnel, député, maire, conseiller général RPR de Brive-la-Gaillarde.

Allusion au Corrèze maire de la capitale, M. Jacques Chirac. Illustration du déclin démographique : entre 1981 et 1982, ce département rural a perdu plus du quart de sa population. Dans quelques communes de la haute Corrèze, la densité est de six habitants au kilomètre carré, « la limite de la désertification ».

Très contrastée la Corrèze fait partie de la seule région française où il n'y a pas un kilomètre d'autoroute, ni de TGV en projet. Pas d'aéroport non plus. Seule, Brive s'est réellement développée avec aujourd'hui 45 000 emplois (50 % de toute la Corrèze) ; deuxième ville de la région après Limoges. C'est le seul carrefour routier et ferroviaire de niveau national, avec la RN 20 et le train le Capitole, sur l'axe Paris-Toulouse, et la RN 89 (Clermont-Ferrand-Bordeaux), dite trans-européenne.

Alors que Tulle (la préfecture) et surtout Ussel font partie du Massif Central, ce centre de gravité économique qu'est Brive, est davantage tourné vers la Dordogne et le Lot. Les économistes parlent de « zone de chalandise » (30 kilomètres de rayon et plus de 250 000 habitants) qui, selon M. Charbonnel, pourrait devenir un nouveau département.

Avant le Zambèze

« La Corrèze avant le Zambèze » (1) écrit, dans les années 50, l'éditorialiste Raymond Carlier pour affirmer la priorité au développement du sol national. Le département en tout cas n'y a rien gagné. Bien au contraire. « Nous avons été oubliés par la politique d'aménagement du territoire de 1963 à 1981 », affirme M. Jean-Claude

Brive est le seul carrefour routier et ferroviaire de niveau national dans un département enclavé.

Cassaign, député PS, conseiller général, vice-président du conseil régional et même depuis quatre ans les gouvernements s'occupent plus des régions traditionnellement industrielles.

Pour M. Charbonnel, c'est depuis 1975-1976 (après son départ du ministère du développement industriel et scientifique, sous Georges Pompidou) qu'il n'y a plus d'aménagement du territoire. Aujourd'hui il critique ouvertement le « libéralisme excessif » de certains de ses amis.

Les voies de communication n'ont pas beaucoup évolué. En effet, la clé de la répartition des crédits est fonction du seul trafic, si bien, observe M. André Bizac, président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Brive, qu'« à partir du moment où l'on accepte de s'en remettre à ce seul critère, on s'enfonce dans une logique qui favorise systématiquement les régions les plus urbanisées. On renforce la congestion et on accentue les faiblesses ».

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'enclavement de la Corrèze s'est accentué. Les flux économiques ont de plus en plus tendance à éviter le département ; mais les responsables politiques et économiques n'ont pas toujours été aussi unanimes à exiger le « désenclavement » de leur région. La rivalité séculaire entre le « pays de Brive » et Tulle/Ussel n'a pas réellement disparu.

Le passage de la voie ferrée Paris-Toulouse par Brive, en 1860, a marqué le départ d'un déséquilibre économique qui explique la jalousie des Tullistes vis-à-vis des Brivistes. Alors que Tulle est portée à bout de bras par la préfecture et la manufacture d'armes, il y a deux chambres de commerce et d'industrie, et deux tribunaux de commerce.

Politiquement, le département est coupé en trois : en haute Corrèze (Ussel), le RPR chiracien, dans le pays de Brive, le RPR de M. Charbonnel (les amis du premier ministre lui reprochent son passé de gaulliste de gauche et dit-on, son penchant actuel pour M. Raymond Barre) et, entre les deux, la préfecture de Tulle a un maire communiste. Le président du conseil général est RPR, tout comme deux députés sur trois ; le troisième est socialiste, comme le président du conseil régional du Limousin.

Outre les querelles de clocher, on évoque souvent « un problème culturel ». « Il y a une vingtaine d'années on trouvait encore des élus corrèziens affirmant qu'améliorer le réseau de communications ferait fuir les habitants ! », raconte M. Jean-Noël Rigaud, directeur de la chambre de commerce de Brive ; selon d'autres, les « grands hommes » corrèziens, à qui le département doit tout, du moins

ce qu'ils obtiennent, « à la capitale », auraient aidé nombre de leurs électeurs à trouver un emploi à Paris.

Résultat : le Limousin est la seule région française où les personnes de plus de soixante-cinq ans sont plus nombreuses que les jeunes de moins de quinze ans. 21 % des dirigeants d'entreprises corrèziennes ont plus de soixante ans, contre 14 % en France. De là à considérer qu'il y a dans ce département trop de « vieux conservateurs », certaines éminentes personnalités ne s'en privent pas.

Un avion de brousse

Le projet d'un nouvel aéroport a provoqué d'intenses batailles, chacun le voulant à sa porte. L'aéroport actuel ne permet l'atterrissage que d'un « cocoon » (19 places) bruyant, inconfortable, et qui ne peut se poser en cas de brouillard ! La mésaventure est arrivée il y a moins d'un an à M. Antoine Riboud, le PDG de BSN, tentant de rejoindre sa filiale Diép.

Puis grave, l'équipe (vedette) de rugby briviste, trop nombreuse pour l'avion de brousse de Brive, doit aller prendre un avion à Limoges. Brive-Paris par Limoges : 1 h 40 et 1 600 F aller-retour... et avec 12 000 passagers la ligne Brive-Limoges perd 1 million de francs par an. D'où le projet du maire de Brive d'allonger la piste actuelle (4 millions de francs) et de construire avant 1997 un nouvel aéroport à la frontière du Lot (entre 10 milliards et 15 milliards de francs).

Le célèbre Capitole (dont les voyageurs vont pour la plupart à Toulouse) apparaît de plus en plus menacé par le futur TGV-Atlantique. Pour défendre Brive, le conseil régional fait étudier la possibilité de se brancher sur le TGV à Poitiers et gagner ainsi une heure sur le trajet Paris-Brive.

Les défenseurs de la mise à deux fois deux voies (ou de sa transformation en autoroute) de la RN 20 Paris-Toulouse (par Limoges) sont légion. Signal d'alarme, bien que la distance soit plus grande, des véhicules font Paris-Toulouse par Bordeaux. L'axe RN 10 a gagné 15 000 véhicules par jour en devenant autoroute — alors que la RN 20 a perdu 7,5 % de son trafic en 1985 et 11,5 % en 1986.

La transformation de la RN 20 aiderait toutes les régions traversées entre Vézère et Mon-

(1) Le Zambèze n'est pas un pays, mais un fleuve africain qui traverse l'Angola, la Zambie, la Namibie, le Zimbabwe (ex-Rhodesie) et le Mozambique, pays stratégiques pour leurs productions d'or, de cuivre, de nickel et de lithium.

tauban. Mais surtout, disent ses partisans, c'est le chemin le plus court entre l'Europe du Nord et la péninsule ibérique — argument de poids avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE.

L'axe est-ouest RN 89 semble plus proche des réalités économiques corrèziennes, en reliant la plupart des villes : Brive, Tulle, Egleton et Ussel. Il permet de rallier Clermont-Ferrand, donc Lyon et Genève puis l'Italie et la RFA, justement les deux pays qui commencent le plus avec la Corrèze. En rapprochant Brive du port de Bordeaux, les éleveurs de porcs se procureront à moindre coût les aliments importés (maïs, soja), et Clermont-Ferrand deviendrait la plaque tournante appelée de ses vœux par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Cette RN 89 ressemble moins à un « chemin de chèvre », surtout entre Tulle et Ussel — portion appelée « la chiraquienne ». M. Pierre Méhaignerie a l'intention d'inscrire cet axe au plan autoroutier. Mais sur place la prudence est de mise : une autoroute privée sera-t-elle rentable, donc intéressera-t-elle vraiment des investisseurs privés ? Ne faudra-t-il pas attendre vingt à vingt-cinq ans pour qu'elle soit achevée ? « Nous craignons que les flux économiques favorisés ne profitent pas au département, surtout si l'autoroute passe à 18 kilomètres de Tulle », disent les deux maires adjoints communistes, MM. Jacques Frayssie et Bernard Jaubert.

Ces derniers, comme M. Cassaign, affirment qu'il ne faut pas attendre le désenclavement pour se développer. La filière bois (pâte à papier et meubles) ne pourrait-elle pas aider les agriculteurs (il y en a encore 18 % en Corrèze) en difficulté à retrouver un emploi ? C'est l'agro-alimentaire corrèzien qui souffre le plus des coûts de transport (les conserves, le confiture Andros).

L'atout du désert

Tous les secteurs du département ont intérêt à miser sur des créneaux de qualité : une façon d'obtenir une forte valeur ajoutée (par exemple le foie gras, les conserves de cépes et les produits de soins de beauté Sothys).

Des espoirs contrariés par un rapport Guichard reçu en Corrèze comme une douche froide. « Ce n'est pas de l'aménagement du territoire, il nous invite à suivre le corbillard des régions défavorisées », lance M. Cassaign, en montrant dans le rapport cette phrase : « Le désert, ce n'est pas le vide, et il y a des territoires en France qui, pour ne pas mourir, devraient jouer l'atout du désert ».

« Va-t-on, déplore le député, devenir une zone de transit pour touristes européens pendant les deux mois de l'été ? »

FRANÇOIS KOCH

* Lire André Lhéris, de la Corrèze, de Claude Hussen, Association pour le développement industriel du Massif Central (88, avenue Raudin, 87036 Limoges Cedex), 1986. 262 pages, 100 francs.

Dans les halls du nouveau complexe d'expositions FLANDERS EXPO à Gand/Belgique.

la technologie grand-cru en flandre ?

Le salon international des nouvelles technologies.



flanders technology international

Du 11 au 17 mai 1987, tous les jours de 9h30 à 18h00.

11, 12, 13 et 14 mai, journées réservées aux professionnels.

En effet, la technologie internationale grand-cru, mise en bouteille en Flandre. Et 1987 est un excellent millésime ! Venez le découvrir à Flanders Technology International '87 : le seul salon à offrir une sélection aussi rigoureuse et aussi vaste des dernières innovations technologiques du monde entier. En biotechnologie, micro-électronique, nouveaux matériaux et dans les technologies d'application.

Renseignements par téléphone : Réservations d'hôtels et de vols, informations touristiques et location de voitures : Flanders Travel, Mme S. Van Acker, préfixe international + 32/3/232.99.34 Informations générales sur le salon : Secrétariat FFI, préfixe international + 32/1/22.60.31 Villes d'entreprises : Gouvernement flamand, Mme J. Mercken, préfixe international + 32/2/218.12.10 Séminaires : Association Royale Flamande d'Ingénieurs, Mme R. Peys, préfixe international + 32/3/216.09.95

La politique économique de la France : les objectifs

Michel Pébereau

Une analyse objective des politiques économiques mises en œuvre en France depuis 10 ans : ressorts de la croissance, cause du chômage, de l'inflation et du déficit extérieur... 149 F. Cet ouvrage fait suite au premier volume : « Les instruments » : 144 F, qui a connu un réel succès.

ARMAND COLIN

MBA University

- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY, Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university, 19 rue Cépé, 75015 Paris, Tél : 47.34.38.23

IFAM

PACE UNIVERSITY

مركز الدراسات الاقتصادية

الشرق الأوسط

LA CONJONCTURE

Europe : la pression de l'extérieur

par Jacques Sauvage

UN événement important est passé relativement inaperçu au cours des dernières semaines : les prévisions de croissance pour 1987 ont été révisées en baisse d'environ 1 point pour l'Allemagne et la France, et d'un demi-point pour la CEE. Entre le pronostic initial, voisin de 3 %, et les nouvelles prévisions, il y a toute la différence entre l'espoir d'une stabilisation du chô-

pétrole - un transfert de revenus représentant 2,5 points de PIB - en évitant ses conséquences négatives sur la demande étrangère : les exportateurs italiens ont fait preuve d'un dynamisme exceptionnel, compensant la chute des achats de l'OPEP par d'importants gains de parts de marché en Europe.

La croissance italienne se poursuit en ce début d'année. Les performances extérieures pourraient se ressentir en 1987 d'une perte progressive de compétitivité, mais la demande intérieure restera très

La Grande-Bretagne et l'Italie ont pris la tête d'une croissance marquée par une baisse de régime en Allemagne et en France.

gouvernement allemand prévoit désormais une croissance en moyenne annuelle de 2 % en 1987, et certains instituts allemands ne la voient pas dépasser 1,5 %. Quelle évolution en quelques mois ! A l'automne dernier, la plupart des prévisions étaient supérieures à 3 %.

L'exemple allemand donne la mesure des forces extérieures dépressives qui s'exercent actuellement sur l'Europe. Celle-ci subit d'abord le contrecoup de l'exceptionnel transfert de revenus dont elle vient de bénéficier, en même temps que le Japon, du fait de la baisse des produits de base et du dollar : les pays en développement, producteurs ou non de pétrole, ont coupé brutalement dans leurs achats en 1986.

A ce facteur dépressif s'ajoute désormais le redressement des échanges extérieurs des États-Unis : les importations sont freinées par le moindre dynamisme du marché intérieur, et surtout la chute du dollar encourage à produire ses effets sur les exportations, qui ont augmenté à un rythme de l'ordre de 15 % l'an en volume, au second semestre 1986.

Et le réajustement des paiements extérieurs américains ne fait que commencer. On ne mesure pas toujours ce qu'il implique pour les pays excédentaires (Japon et Europe) : des exportations durablement ralenties, un frein à la croissance qui s'exercera principalement sur l'industrie, et donc une détérioration de l'emploi et de l'investissement dans ce secteur, que l'on a déjà observée dans certains pays en 1986.

La logique voudrait que l'ajustement se fasse principalement au détriment du Japon, dont l'excédent représente à lui seul 60 % du déficit américain en 1986. Mais

salariale. En 1986, les salaires nominaux ont augmenté sensiblement moins vite en France (3,3 %) qu'en Allemagne (4,5 %).

Modérer la consommation, fonder la croissance sur les exportations et l'investissement, on ne peut que souscrire à la stratégie d'ensemble affichée par le gouvernement. Le débat porte sur les moyens.

Objectif ambitieux

En matière d'exportations, l'hypothèse retenue dans les prévisions officielles pour 1987 - un peu plus de 3 % en volume, c'est-à-dire davantage que la croissance du commerce mondial prévue par le GATT - représente un objectif ambitieux. Il suppose que la France fasse mieux que la plupart de ses voisins en gagnant chez eux des parts de marché à l'image des performances italiennes de 1986. Les atouts des entreprises françaises - compétitivité améliorée dans le SME, existence de capacités disponibles - ne sont pas négligeables, mais le pari est loin d'être gagné.

La polémique se poursuit sur l'investissement : faut-il mettre en œuvre une aide fiscale spécifique ? Les études menées sur les expériences passées ont généralement conclu à l'inefficacité de telles aides pour créer un supplément durable d'investissement : elles sont seulement susceptibles de modifier le calendrier des programmes d'équipement. Cependant le gouvernement, qui a fait de l'investissement un de ses principaux objectifs, ne pourrait sans doute pas résister aux nombreux partisans de l'aide fiscale si la ten-

dance se révélait trop faible au cours des prochains mois, car il n'y a guère d'autre moyen d'action rapide.

Ce sont donc les prochains indices qui trancheront. La dernière enquête de l'INSEE sur les investissements des entreprises industrielles, effectuée en mars, a fait l'effet d'une douche froide. Elle montre que la progression prévue jusqu'à maintenant (+ 6 % en volume pour 1987) était largement surestimée. On en est maintenant à un taux de croissance de 3 %, après la quasi-stagnation de 1986 (+ 1 % en volume).

Une autre échéance importante attend le gouvernement au cours des prochains mois : il faudra prendre des mesures d'urgence pour réduire le déficit de la Sécurité sociale (30 milliards de francs prévus), en attendant de s'attaquer au problème de fond que constitue le dérapage des dépenses de santé (+ 9 % en francs constants en 1986). Une nouvelle augmentation des prélèvements sociaux (cotisation ou contribution proportionnelle) est désormais inévitable cette année.

Elle amputera un pouvoir d'achat déjà laminé - particulièrement celui des salariés, qui supportent actuellement tout le poids de la rigueur - par l'accélération de l'inflation.

En définitive, c'est une croissance très médiocre, et vraisemblablement surestimée par les hypothèses officielles (2 %), qui s'annonce en 1987. Cette perspective pose au gouvernement un problème d'autant plus redoutable que l'évolution du chômage a déjà pris des proportions très importantes au cours des derniers mois : avec 200 000 chômeurs supplémentaires en un an, à contre-courant de l'Allemagne et du Royaume-Uni où le nombre des sans-emploi a baissé (d'environ 100 000 en un an dans chacun de ces deux pays), la France s'est rapprochée des pays où le taux de chômage est le plus élevé.

D'avantage de chômage, moins de pouvoir d'achat : un dur retour aux réalités pour les Français après les quelques douceurs produites par le contrecoup pétrolier qui avait pu, l'espace de quelques mois, donner l'illusion de la fin de la crise.

Londres et Rome en pointe

	Demande intérieure en 1986	1986	1987 (prévision CEE)	Tendance récente de l'activité
Allemagne	4,0	2,5	2,0	↘
France	3,8	2,1	1,8	↘
Grande-Bretagne	3,5	2,6	2,9	↗
Italie	2,8	2,7	3,0	↗
États-Unis	3,5	2,5	2,4	↘
Japon	3,7	2,4	2,7	↗

En pourcentage de variation par rapport à l'année précédente.

mage et la certitude d'une nouvelle détérioration du marché de l'emploi.

De fait, l'année 1987 a mal commencé en Europe, comme d'ailleurs les deux précédentes : les indices de production sont à la baisse et les enquêtes de conjoncture réalisées en février dans la Communauté montrent une détérioration du climat économique, particulièrement en Allemagne. Cependant, les tendances récentes et les perspectives à court terme sont assez différentes selon les pays, et leur configuration n'est pas tout à fait celle que l'on imaginait au lendemain du contrecoup pétrolier.

Ce n'est pas un mince paradoxe en effet que de voir aujourd'hui la Grande-Bretagne prendre la tête de la croissance européenne. On n'aurait pas donné cher de ses chances il y a quelques mois : la reprise de l'inflation, la hausse trop forte des salaires, la détérioration rapide des recettes pétrolières, semblaient annoncer les pires difficultés.

Ces menaces demeurent, mais elles sont reléguées au second plan, au moins pour quelque temps, par l'explosion du secteur productif : la demande intérieure est très active, et les exportations commencent à bénéficier de la baisse de la livre. Résultat : le chômage a diminué de 5 % au cours des six derniers mois, et les industriels anglais sont actuellement les seuls en Europe à prévoir une accélération de leur activité. Une aubaine pour le gouvernement conservateur, qui profitera sans doute de cette conjoncture favorable pour provoquer des élections anticipées avant que les déséquilibres de l'économie, et notamment le déficit extérieur, n'apparaissent au grand jour.

L'autre champion de la croissance est l'Italie dont les performances en 1986 ont été remarquables, au point que l'on s'en est parlé de « deuxième miracle ». La différence fondamentale avec la Grande-Bretagne est que l'économie italienne est très dépendante de l'étranger pour son approvisionnement énergétique. En 1986, elle a su profiter à plein des effets positifs de la baisse du

active. Comme au Royaume-Uni, le taux d'utilisation des capacités se rapproche de ses plus hauts niveaux antérieurs, ce qui constitue une incitation à investir.

En revanche, l'économie de l'Allemagne connaît depuis quelques mois une sensible baisse de régime : le PNB, qui avait stagné au quatrième trimestre 1986, a baissé au début de 1987, et le climat des affaires dans l'industrie s'est nettement détérioré en février. Les conditions atmosphériques ont joué un rôle, mais la raison principale de ce passage à vide est la baisse des commandes étrangères (- 6 % en un an dans l'industrie) : les exportations, qui représentent 30 % du PIB, ont légèrement diminué en volume en 1986, et le résultat de 1987 ne s'annonce guère meilleur.

Il est difficile dans ces conditions d'atteindre une croissance très élevée ; celle-ci n'a pu s'élever

Contrastes

	Prix	Chômage	Balance des paiements
	Variation sur douze mois - février - (en %)	Taux de chômage - février - (en % de la population active)	Variation en un an (en %)
Allemagne	-0,5	8,8	-4,8
France	3,4	11,0	8,5
Grande-Bretagne	3,9	11,1	-3,5
Italie	4,2	13,5	3,5
États-Unis	1,6 (*)	6,7	-8,2
Japon	-1,1 (*)	3,0	11,0

En janvier.

au-dessus de 2,5 % en 1986, et ce n'est pas faute d'avoir stimulé la demande interne : l'accélération des hausses de salaires (4,5 %) et les allègements fiscaux ont fait progresser le pouvoir d'achat de 5 %.

Cette orientation expansive se maintiendra en 1987, et l'activité devrait se remettre à augmenter au printemps, mais elle continuera d'être freinée par les échanges extérieurs. La CEE et le

on peut douter de la réalisation rapide d'un tel scénario, tant sont nombreux les obstacles structurels à surmonter dans ce pays.

Dans ces conditions, l'Europe, particulièrement exposée du fait de l'appréciation de ses monnaies - à l'exception de la livre - et de sa propension traditionnelle à importer, pourrait prendre plus que sa part du redressement américain. On estime généralement qu'il lui en coûtera un point de croissance en 1987 (encombré entre 0,5 et 1 point en 1986). Par ailleurs, son excédent des paiements courants, au demeurant modeste (1 % de son PNB contre plus de 4 % pour le Japon), risque de fondre rapidement.

Rigueur toujours

Le problème ne se pose guère pour l'Allemagne, qui part d'un excédent de 240 milliards de francs ; mais les autres pays du SME (système monétaire européen), qui subissent à peu près la même pression qu'elle du reste du monde, se trouvent devant le choix suivant : stimuler leur demande intérieure pour contenir l'emploi, au risque d'une dégradation de leurs échanges extérieurs, ou s'efforcer de conserver l'excédent de leurs paiements courants.

La France privilégie le second objectif, choix justifié par les faiblesses de son appareil productif. Sa politique économique reste plus rigoureuse que celle des autres grands pays européens non tant par la gestion des finances publiques - le déficit des administrations prévu pour 1987 est au même niveau qu'en 1985 (2,6 % du PIB) - que par l'évolution

ESSID - Groupe ESSEC

Diplômés de Grandes Écoles ou de l'Enseignement Supérieur

ou de l'Enseignement Supérieur

L'ESSID vous propose une formation complémentaire de troisième cycle à but professionnel de

CONCEPTEUR EN SYSTÈMES D'INFORMATION

Ce programme vous permet d'acquies la double compétence (informatique et gestion) nécessaire pour concevoir, développer et gérer les Systèmes d'Information dans l'entreprise. Les études sont sanctionnées par le **Master Spécialisé en Conception et Gestion des Systèmes d'Information** et de **Décision** délivré par l'ESSID.

Durée des études : 4 trimestres à temps plein
Début des études : 1^{er} septembre 1987
Date limite de dépôt des candidatures : 15 mai 1987

Renseignements :
Anne-Marie SIMPLAT ESSID - groupe ESSEC
École Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision
B.P. 105 - 95021 CERGY CEDEX
Tél. (1) 30-38-38-00

ESSID - Groupe ESSEC
Établissement d'Enseignement Supérieur Privé



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BEGHIN SAY
AUGMENTATION DE CAPITAL.**

I - ÉMISSION DE 2045426 ACTIONS NOUVELLES DE F 65 NOMINAL
Prix d'émission : 500 F.
Droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires à titre irréductible : UNE

**BEGHIN SAY
GAGNE.
GAGNEZ AVEC
BEGHIN SAY.**

Bénéfice net : 306,7 MF
(contre 53,3 MF en 1985)
Dividende : 27 F avoir fiscal compris
(contre 7,50 F en 1985)

II - ÉMISSION DE 658105 CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT (C.I.) NOUVEAUX DE F 65 NOMINAL
Prix d'émission : 400 F.
Droit préférentiel de souscription réservé aux porteurs de C.I. à titre irréductible : UN C.I. nouveau pour TROIS C.I. anciens. Les souscriptions à titre réductible sont admises.

Certificats de droit de vote : Des certificats de droit de vote seront attribués aux titulaires d'anciens certificats de droit de vote à raison d'UN certificat nouveau pour TROIS certificats de droit de vote anciens.

III - DISPOSITIONS COMMUNES.
Jouissance : 1^{er} janvier 1987.
Forme des actions et C.I. nouveaux : nominatifs ou au porteur au choix des souscripteurs.
Délai de souscription : du 30 mars au 21 avril 1987 inclus.

Ces émissions sont dirigées par la BANQUE INDOSUEZ, la BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS et la CITI-BANK.

BEGHIN-SAY - Société anonyme au capital de F 527 188 545. Siège social : 59239 Thumeries - R.C.S. Lille B456500784.

Une note d'information qui a reçu le visa N° 87-59 du 3 mars 1987 de la Commission des Opérations de Bourse est tenue gratuitement à la disposition du public au siège social de la Société - Balo du 23 mars 1987.

Béghin Say

IFAM
INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY
PACE UNIVERSITY

La grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.) Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New York).
- 4 ans de formation supérieure à la gestion dont 1 an aux États-Unis.
- 3 diplômes : Bachelor of Business Administration (fin 3^e année), Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4^e année).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cécile, 75015 Paris. Tél. (1) 47 34 38 23
Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____ Tél. : _____

La chronique de Paul Fabra

Tout va bien, madame la marquise

L'AUTREMENT voudrait récrire tous les poèmes de la langue française dans un sens optimiste. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la littérature a un parti pris de désespérance. Plus nouveau apparaît le choix contraire dont s'inspirent la plupart des écrits économiques de notre époque. Au dix-neuvième siècle, pourtant, on appelait l'économie politique *the dismal science* (la science lugubre) à cause de ses sombres prévisions.

C'est pendant les années 60, le temps fort de la longue période de croissance et de plein-emploi, d'où nous sommes sortis vers 1974-1975 (les fameuses « trente glorieuses » de Jean Fourastié), que le contraste était le plus frappant entre, d'une part, la vision pessimiste des artistes et, d'autre part, les perspectives d'amélioration indéfinie du bien-être présentées par les experts de l'époque. La raison est peut-être que ce qui tient lieu de culture économique n'a pas grand-chose à voir avec les recherches des économistes, mais tire sa substance de rapports et d'études établis par des institutions, publiques ou privées, qui, malgré leur indépendance proclamée, relèvent presque toujours du pouvoir politique ou des grandes sociétés.

Le souci de rassurer en est donc rarement absent. Telle est probablement la raison qui explique pourquoi le fin des vaches grasses n'a pas fondamentalement changé l'inclination, qui serait bien normale si elle ne résultait pas d'une complexité quasi universelle, à refuser en quelque sorte le pathologique.

Regardez, par exemple, la « bonne santé » de la Bourse, la formidable engouement pour les actifs financiers. Si l'on commence à s'interroger sur les causes de la prospérité des marchés de titres malgré le marasme persistant de la production des biens et services, c'est le plus souvent pour souligner le divorce entre économie dite réelle et économie dite financière, une distinction à maints égards artificielle et arbitraire, plutôt de nature à ajouter à la confusion. Parmi les voix officielles, il n'est guère que celle du directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI), Alexandre Lamfalussy, pour poser des questions ambigües.

La prolifération des transactions financières, dans laquelle certains voient les signes de la vitalité des marchés bénéficiant de la déréglementation et montrant leur aptitude à s'adapter aux besoins de la clientèle, est bien la preuve de ces qualités d'ajustement. Mais d'où viennent ces besoins, sinon de la néces-

sité de se prémunir contre les conséquences de l'instabilité croissante des taux de change, des taux d'intérêt et, partant, de la valeur des titres représentatifs de la dette ? Appliquée à la France, cette réflexion peut se traduire notamment de la façon suivante : sans doute a-t-on eu raison de créer en 1985 le MATIF (marché à terme des instruments financiers). L'ampleur de son succès a surpris ; si les créanciers d'entreprise et les établissements financiers éprouvent le besoin de s'y assurer contre les variations de taux d'intérêt, c'est que précisément ceux-ci, pour s'exprimer en français, ont une tendance à devenir de plus en plus « volatils » au fur et à mesure que les gouvernements successifs se targuent des progrès de la « désinflation ».

Parmi les principaux émetteurs sur le marché obligataire, qui, depuis 1983, connaît l'explosion que l'on sait (progression de 7,1 % des émissions en 1986, une augmentation de presque 25 % l'année précédente), figurent, à côté de l'Etat, les banques. Le phénomène est particulièrement accentué en France jusqu'à l'année dernière, parce que, en se procurant des ressources à long terme, les banques pouvaient en grande partie échapper au dirigisme (encadrement) du crédit, qui limitait leur liberté d'accroître leurs opérations de prêts. Mais, dans beaucoup de pays étrangers aussi, les établissements financiers ont cherché à consolider leurs bilans par des emprunts à long terme au fur et à mesure que le montant des dépôts à court terme effectués auprès d'eux diminuait (cette évolution a été aussi très nette en France, où l'on a vu les épargnants préférer les SICAV aux anciens comptes à terme). De ce transfert, on serait au moins tenté de conclure que les banques ont aujourd'hui une situation financière plus solide qu'il y a quelques années, et que cette amélioration devrait les mettre à l'abri contre les « accidents » du type de celui qui s'est produit le 20 février dernier, jour où le Brésil a décidé de suspendre sine die le paiement des intérêts échus.

Alexandre Lamfalussy se demande toutefois si tel est bien le cas pour la profession prise dans son ensemble. Ses doutes s'appuient sur l'imbriication des prêteurs et des émetteurs : la banque A souscrit aux obligations émises par la

banque B, et cette dernière aux obligations de la banque A. Tel est un des résultats, pas nécessairement souhaités, de ce que les spécialistes appellent la « désintermédiation ». Par cette expression, on entend le processus à travers lequel les banques réduisent leur activité traditionnelle de pourvoyeuses de crédits et compensent ce déclin relatif par une participation plus active, à l'achat et à la vente, sur le marché des titres négociables émis directement par les emprunteurs (parmi lesquels elles se trouvent). Arrêtons ici, pour aujourd'hui, ces quelques remarques afin d'attirer l'attention sur les aspects plus brillants du tableau.

Il en est un, en particulier, sur lequel le gouvernement insiste. Grâce notamment aux mesures fiscales qu'il a prises, le marché de Paris (comme, du reste, celui de New-York et d'autres places) est le théâtre d'une florissante bienvenue d'émissions, d'actions, des augmentations de capital par ce biais, toutes opérations comprises, ont triplé l'an dernier, passant de 20 à 66 milliards. Ce montant est encore loin d'atteindre celui des émissions obligataires (337 milliards en brut), mais il augmente désormais beaucoup plus vite. N'est-ce pas un phénomène dont il y a lieu de se féliciter sans mélange ? Au vu de ces chiffres, les entreprises françaises ne se contentent plus de consolider leurs bilans en remplaçant leur endettement à court terme par des ressources beaucoup plus stables, du moins en principe, car, si le taux est variable, elles ne connaissent pas d'avance le poids de leurs charges financières, et, s'il est fixe, ces charges risquent d'apparaître exorbitantes au cas probable, au cours des années à venir, d'une reprise du mouvement de baisse des taux.

Mais laissons de côté cette nouvelle objection, rencontrée en chemin, pour remarquer que l'évolution en cours, même si elle comporte — et comment ne serait-elle pas ? — ses faiblesses et ses dangers, va dans le bon sens. La « recapitalisation » des entreprises françaises, que les socialistes eux-mêmes, à partir de 1983, n'hésitent pas à considérer comme nécessaire, n'est-elle pas en train de se produire ?

Loi de nous l'intention de nier la réalité d'un phénomène inscrit dans des chiffres qui, de par leur caractère massif, ne laissent guère de doute sur la portée

du phénomène. Il reste qu'il convient de se demander quels emplois les firmes font de ces ressources en fonds propres au sens véritable du terme (ressources non remboursables que la société n'est tenue de rémunérer qu'à la condition de faire des bénéfices).

Bien qu'on ne dispose pas, sur ce chapitre, de statistiques précises, tous les professionnels s'accordent pour estimer que, dans l'état actuel du marché — fiscalité améliorée pour les fonds propres, rendement élevé des titres obligataires, — beaucoup d'entreprises procèdent à des augmentations de capital pour placer les fonds correspondants en obligations. L'émetteur le plus important, et de loin, sur le marché obligataire, c'est l'Etat (37 % du total collecté en 1986, peut-être bien davantage en 1987). Force est d'en conclure qu'une fraction plus ou moins importante, mais certainement non négligeable, de l'épargne proprement dite sert indirectement, elle aussi, à financer le déficit budgétaire.

Cela est vrai des ressources en capital que les entreprises se procurent, comme il vient d'être dit, par appel direct aux actionnaires. Mais il est une autre façon, pour les sociétés, d'accroître leurs fonds propres, c'est, au lieu de distribuer la totalité de leurs profits sous forme de dividendes (ce qu'elles ne font pratiquement jamais en France), d'en retenir une partie. C'est de cette façon que se constitue l'épargne des entreprises, secrétant, elles aussi, de l'épargne. Depuis quatre ans, plus de la moitié de cette dernière est non pas employée dans des investissements productifs, mais dans l'acquisition d'actifs financiers.

Il n'est pas indifférent de noter que, dans la mesure où ces actifs financiers sont des bons du Trésor et d'autres titres, courts ou longs, de la dette publique, leurs acquéreurs n'ont pas le droit de les provisionner dans leurs comptes afin de se prémunir contre les pertes éventuelles. Celles-ci, pourtant, ne manquent pas de se produire chaque fois que remontent les taux. Le dernier relevé mensuel de l'automne dernier, et, malgré la détente en cours, les effets sont loin d'être effacés. Seulement, suspecter la valeur des titres émis par l'Etat est considéré comme une sorte de lèse-majesté. Si l'on examine l'évolution de

leur valeur sur une longue période, on s'aperçoit que les privilèges attachés à la signature du Trésor tiennent plus au fait que la souscription à ses emprunts est obligatoire (l'obligation de l'obligation), comme on dit, qu'à l'application de compagnies d'assurances, aux SICAV, etc., contraintes de leur consacrer une partie de leurs placements) qu'à sa qualité intrinsèque. Force est encore de constater ici que les développements de l'économie financière ne fortifient pas nécessairement la structure financière des sociétés.

MAIS le plus important est ailleurs, et c'est ici qu'on retrouve à la fois l'aveuglement pour les explications économiques des phénomènes économiques et le refus d'identifier les aspects malsains de phénomènes qui, par ailleurs, comportent des aspects positifs. C'est ainsi que, dans la désinflation, on ne voit que le retour à une plus grande stabilité des prix (résultat éminemment souhaitable), jamais ou rarement le côté « déflation » pure et simple. Ce parti pris explique en bonne partie pourquoi la baisse des prix du pétrole et des autres matières premières, accentuée par la dévalorisation du dollar, a presque unanimement été accueillie au départ comme une manne et non pas comme le signe avant-coureur d'un nouveau ralentissement de l'activité générale et des échanges.

C'est aussi pourquoi, au lieu de voir dans le chômage d'abord et avant tout une conséquence du détournement de l'épargne de ses fins productives, on préfère proposer des explications ou bien périphériques ou bien étrangères au fonctionnement de l'économie. Parmi les premières figure l'idée que le chômage est causé par les rigidités. Celles-ci ont certainement un effet négatif, mais, pendant les années 80, caractérisées par le suremploi, l'économie française était sans doute plus réglementée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Parmi les secondes, la plus fréquemment citée est la prophétie technique. Comme l'écrit un de nos lecteurs, notre seul tort est de ne pas reconnaître ouvertement le chômage pour ce qu'il est, la conséquence du rêve technologique du dix-neuvième siècle, selon lequel un jour viendrait où les robots se chargeraient de la peine des hommes. C'est oublier que la faculté de travailler et donc de contribuer à l'amélioration du bien-être général peut s'exercer dans une multitude de directions, et que, si les capitaux financent les déficits, ils ne créent plus d'emplois.

La France n'est pas une puissance commerciale

(Suite de la page 33.)

● La deuxième zone est composée des pays à caractéristiques sensiblement similaires à celles du pays intermédiaire. Les facteurs de production sont donc très proches, ce qui nécessite de mettre en valeur les différenciations constatées.

● Enfin, la dernière zone est formée de pays à combinaisons factorielles et technologiques inférieures aux deux autres zones. Ici le pays « intermédiaire » se trouve en position « supérieure », c'est-à-dire qu'il peut exploiter l'écart technologique dont il bénéficie.

A partir de ce refus de considérer le reste du monde comme un bloc homogène, il est possible de retenir les principes de gestion suivants :

● Vis-à-vis des pays « supérieurs » comme l'Allemagne ou le Japon, le choix à effectuer est contraint. Un pays intermédiaire n'a pas globalement les dotations factorielles et la technologie appropriée pour développer une concurrence généralisée. Il doit s'efforcer de gérer son moindre désavantage comparatif.

Certaines firmes peuvent dégager un avantage, « compétitif »

dans des branches fortement dominées par les pays « supérieurs », mais les relations commerciales ne peuvent être fondées sur l'affrontement, c'est-à-dire la concurrence directe. Un choix stratégique est à faire, qui doit reposer plutôt sur la complémentarité. Cette solution, la seule possible pour optimiser le potentiel économique d'un pays intermédiaire, peut permettre d'obtenir un « droit d'accès », où plus exactement une réduction du coût d'accès aux technologies supérieures.

Après la publication du dossier intitulé « Les ports français malades des ports étrangers » (Le Monde de l'économie du 3 mars), M. Jean Roussel, président du Port autonome de Marseille, nous écrit :

Il est surprenant de constater que l'argument de François Groschard, qui consiste à établir que le trafic pétrolier n'est pas générateur d'emplois et de courants commerciaux, est exactement opposable à celui de José-Alain Frelon, qui voit dans l'origine de la puissance rotterdamoise la présence des cinq « majors » du pétrole, expliquant la progression du trafic. A Rotterdam, on cite les implantations remarquables d'ICI, BP, Chevron, Shell, Alcan, et l'on oublie qu'à Fos se trouvent ICI (devenue Société de polyéthylène de Fos), BP, Esso, Total, CFI, Shell, Chevron, Arco... et le tout orné par un réseau d'autoroutes comme à Rotterdam.

Il serait étonnant que ces capacités de traitement en raffinage, et surtout en pétrochimie, dont on sait qu'elles se développent considérablement pour le second secteur à Fos (6 milliards de francs d'investissements en trente-six mois) n'entraînent pas des emplois et des courants commerciaux, à Fos comme à Rotterdam. Si l'argumentaire de ces articles consacré aux marchandises générales est tout à fait acceptable, il ne l'est absolument pas concernant les vrac, et particulièrement les hydrocarbures. La vérité du petit pays l'est aussi du Nord.

La France ne peut continuer à subir des échecs, face aux pays « supérieurs », sur les marchés de ces pays et sur les marchés tiers. Une réaction est donc nécessaire. La concurrence généralisée ayant un coût trop élevé, le choix de la complémentarité paraît tout à fait opportun. Ainsi, selon le CEPII, dans le cas des relations commerciales entre la RFA et l'Italie, les points forts entre ces deux pays se complètent, ce qui permet à Rome de « trouver une bonne partie de ses excédents à l'intérieur de la CEE ». Par contre, la France affronte la RFA et doit trouver ses excédents à l'extérieur de la CEE (3).

● Vis-à-vis de la deuxième zone, celle des pays à caractéristiques sensiblement similaires, comme la Grande-Bretagne ou l'Italie, le pays intermédiaire doit développer à la fois des relations fondées sur la concurrence et sur la complémentarité, en optimisant ses dotations factorielles et sa technologie. Par exemple, la complémentarité développée avec les pays « supérieurs », qui peut d'ailleurs prendre la forme d'une coopération économique, lui permettra d'acquiescer un avantage exploitable sur cette deuxième zone.

Plus globalement, la similitude des économies fonde les échanges sur des demandes de différence. Cette zone ne doit pas être négligée : le pays à spécialisation différenciée est obligé de rechercher la meilleure utilisation possible de sa position internationale en fonction des contraintes rencontrées. Toute dégradation commerciale fragilisera cette position.

● Enfin, vis-à-vis des pays « inférieurs », le pays intermédiaire a des dotations plus favorables, ainsi qu'une technologie supérieure. Il faut donc gérer l'excédent commercial existant de façon à ne pas perdre progressivement une partie de son avantage comparatif. Les positions acquises ne le sont que temporairement : la concurrence dans cette zone est intense, car le pays à spécialisation différenciée rencontre les pays « supérieurs », les pays à caractéristiques sensiblement similaires aux siennes, et les plus dynamiques des nouveaux pays industrialisés, comme la Corée du Sud.

Il faut d'abord ne pas considérer ces pays inférieurs technologiquement comme un bloc homogène. A partir d'une échelle de développement définie par une batterie de critères (évolution du PNB par tête, croissance de la demande intérieure, intensité en travail qualifié sur le plan des exportations), il est possible de mettre en valeur deux catégories de pays : ceux qui améliorent leur position et ceux qui stagnent ou régressent. Le pays intermédiaire doit donc sélectionner ces différents partenaires, s'engager envers les plus dynamiques, et se dégager des autres.

Cette sélection doit s'accompagner d'une dynamique des produits : il faut mettre en place des pôles de compétitivité orientés vers des marchés particuliers. Jusqu'à maintenant ces pôles ont toujours été conçus de façon indifférenciée, ils n'ont jamais été ciblés pour exploiter une zone commerciale précise. Aucune distinction nette n'était effectuée sur le plan géographique, alors qu'il faut s'intégrer à la demande des nouveaux pays industrialisés.

Un des atouts du pays « intermédiaire » est d'offrir une technologie plus appropriée que les pays « supérieurs » permettant de mieux utiliser les dotations factorielles et la technologie des pays « inférieurs ». La France, qui se trouve depuis près de deux siècles dans le groupe des pays développés, a une expérience irremplaçable dans ce domaine qui doit être utilisée.

Cette expérience ne peut se concrétiser qu'en développant des programmes de coopération à long terme avec les pays « dynamiques ». La France ne peut continuer à « faire du pilotage à vue » sur le plan des échanges commerciaux. Une gestion avisée des avantages et désavantages différenciés (4) est essentielle pour maintenir son rang dans la hiérarchie mondiale.

PASCAL GAUDRON.

(3) CEPII, « Economie mondiale : la montée des tensions », Economica, 1983.

(4) Ce mode de gestion doit aussi s'accompagner d'une politique d'importation. B. Lemaître-Duchêne, J.-C. Berthelmy, P. Boussy, « L'importation et la production en France », Economie et Prospective Internationale, 1^{er} trimestre 1987.

QUE CHOISIR ?

AVRIL 87

DOSSIER

pompes funèbres : les sales combines

(Publicité)

Université de Clermont-I
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International
Unité associée au CNRS

MAGISTÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Formation en 3 ans d'économistes de haut niveau

- spécialisée dans le développement du tiers-monde et les relations internationales (analyse et politique) ;
- assurée par des universitaires et des professionnels des grandes institutions françaises et internationales de développement ;
- incluent la licence, la maîtrise, le DEA ou le DESS.

Accès sur concours après deux années d'études supérieures : inscriptions avant le 15 mai.

Recrutement direct en DEA et DESS développement : dossier à déposer avant le 30 juin.

Renseignements : CERDI - 41, boulevard Gergovia
63002 Clermont-Ferrand Cedex - Tél. : 73-83-84-20

PEN DE TENNIS

ETUDIANTS.ENTREPRISES

egor ESSEC

LA BAULE - 28 au 31 MAI 87

Un tournoi original qui réunit les Dirigeants d'Entreprises et les Etudiants des plus grandes Ecoles et Universités Françaises.

Cette manifestation, organisée par l'ESSEC et parrainée par le Groupe EGOR - Conseil en Ressources Humaines - se déroulera dans le cadre prestigieux du Country Club et à l'hôtel Hermitage.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à

ESSEC TENNIS
(1) 30.32.60.32

TOURNOI HOMOLOGUÉ PAR LA FFT

La Macroéconomie

Robert J. Borro
Professeur à l'Université de Chicago

Une excellente introduction à l'analyse économique moderne, qui intéressera aussi bien les étudiants que l'ensemble de la profession économique.

245 F

ARMAND COLIN

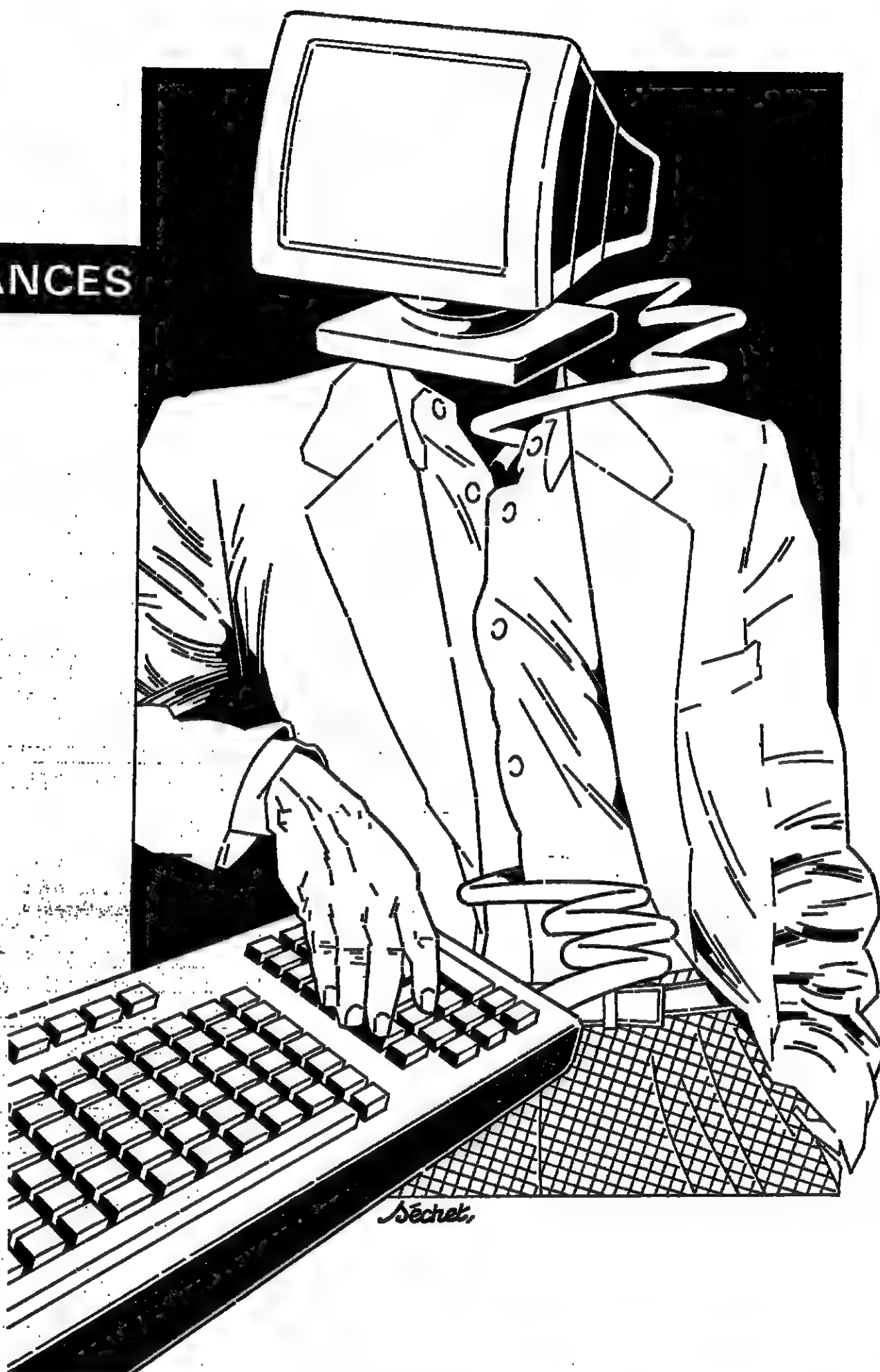
سكنى فى المصلى

سكوب

Le Monde SICOB

... Le Monde • Mardi 7 avril 1987 37

I. TENDANCES



LE SICOB
— c'est-à-dire
aujourd'hui le Salon
international
d'informatique,
de télématique,
de communication,
d'organisation de bureau et
de bureautique — s'installe
cette année, du 6 au
11 avril, sur un nouveau
site. Fini le CNIT, vive le
Parc des expositions de
Paris-Nord-Villepinte !
Un millier d'exposants y
présenteront plus de cinq
mille matériels et logiciels.
Des rencontres et des
débat seront organisés en
marge de l'exposition
proprement dite.
Cette grande foire
de l'informatique est
l'occasion de faire le point
sur la situation de
l'industrie informatique
mondiale — ce sera l'objet
de notre premier
supplément, — sur ses
perspectives et ses
applications pratiques :
nous en parlerons dans nos
deuxième et troisième
numéros spéciaux.

LA PAUSE APRÈS L'EUPHORIE

par FRANÇOISE VAYSSÉ

L'ATTENTISME. Le mot est sur toutes les lèvres pour qualifier l'évolution du marché mondial de l'informatique depuis deux ans. Après des années d'explosion — les vingt dernières — c'est la pause. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le phénomène est particulièrement sensible aux États-Unis, et le champion IBM, lui-même, est touché. Comme si, après la vague déferlante des dernières années, les utilisateurs étaient atteints d'indigestion. Tous les types de matériels sont frappés, notamment les gros systèmes centraux (mainframes) : au niveau mondial, le marché — détenu à 70 % par IBM — n'aurait progressé que de 5 % en 1986. Et l'on ne s'attend qu'à une croissance de 3 % à 4 % cette année aux États-Unis. Dans les mini-ordinateurs également, la croissance s'est assagie. Que se passe-t-il ? A côté des justifications relevant de l'environnement économique général (faiblesse de la croissance, ralentissement des investissements, taux d'intérêt trop élevés...), les spécialistes avancent une explication structurelle : un changement dans la nature de la demande qui, de

« quantitative », serait devenue « qualitative ». En d'autres termes, il ne suffirait plus de vendre aux clients des MIPS (millions d'instructions par seconde, l'étalon de la puissance des ordinateurs). On serait passé d'un marché de produits à un marché de « solutions informatiques ». Le terme est barbare, mais l'idée est simple : auparavant, les ordinateurs étaient de grosses machines, extrêmement centralisées, auxquelles on demandait surtout d'effectuer des tâches de gestion (comptabilité, salaires...). L'informatique s'adressait à des spécialistes, les seuls à savoir faire fonctionner le matériel. Peu à peu, avec les progrès de la miniaturisation, les ordinateurs sont devenus plus petits, s'ouvrant à d'autres tâches, jusqu'à aboutir aux fameux micro-ordinateurs. Quittant la tour d'ivoire des directions informatiques, les machines sont peu à peu descendues dans les bureaux, cessant de s'adresser à quelques *happy few* ou aux bricoleurs fanatiques, pour s'ouvrir à M. Tout-le-Monde. Dès lors, une fois que les utilisateurs ont compris l'intérêt de ces matériels, qui pouvaient être utilisés dans les bureaux, une nouvelle exigence est apparue, celle d'une sorte de « convivialité » : les ordi-

nateurs devaient devenir de plus en plus faciles à utiliser et de plus en plus banalisés. Après une phase d'engouement, au cours de laquelle ils ont multiplié les achats, les utilisateurs ont voulu faire dialoguer leurs machines et se sont aperçus... de la difficulté de le faire. On assisterait donc à un retournement du marché : alors que, pendant les vingt premières années, l'informatique était menée par l'offre (les constructeurs, en particulier IBM), on a brusquement vu la demande (les utilisateurs) prendre de plus en plus d'importance. Les entreprises clientes seraient devenues d'autant plus prudentes que, poussées par les constructeurs, elles s'étaient lancées dans une course à la puissance qui leur a coûté fort cher sans toujours apporter les résultats escomptés. En outre, les machines présentaient généralement l'inconvénient de ne pouvoir communiquer entre elles, même lorsqu'elle provenaient d'un constructeur unique (IBM a été le premier accusé). Combien d'entreprises se sont retrouvées avec un équipement informatique « balkanisé » qu'elles ne pouvaient faire dialoguer ? D'où une exigence de cohérence.

(Lire la suite page 42.)

Page 38

La croissance
à petits pas
Les dix grands
mondiaux

Page 40

L'expérience
de deux
utilisateurs :
EH-Aquitaine
Crédit du Nord

Page 42

Le Salon pratique
Comment se rendre
à Paris-Nord

DOSSIER
? pompes
funèbres :
les sales combis

Université de Clermont-I
Etudes et de Recherche
Développement International
DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

DE TENNIS
ENTREPRISES
ESSEC
28 au 31 MAI

La croissance à petits pas

POUR la seconde année consécutive, l'industrie informatique mondiale a connu une pause en 1986, avec un taux de croissance de 10 % seulement. Cette progression confirme la rupture constatée en 1985 par rapport aux envolées de 25 % à 30 % l'an auxquelles le secteur était habitué, mais elle est encore trop forte pour que l'on puisse véritablement parler de « crise ».

Ce changement de rythme a cependant ébranlé les grands groupes — et le premier d'entre eux, le « phare de la profession », IBM, — qui doivent maintenant composer avec une croissance plus molle, semblant vouloir durer. Combien de temps ? Les augures divergent, mais, dans l'ensemble, ils ne s'attendent pas à une reprise notable avant la seconde moitié de cette année aux Etats-Unis.

Les instituts spécialisés n'ont pas encore publié leurs chiffres globaux sur l'ensemble de l'année 1986, mais plusieurs paramètres montrent que le secteur a marqué le pas l'an passé.

Ainsi, le tableau de bord annuel de l'hebdomadaire *Business Week* fait apparaître que le chiffre

d'affaires des trente premiers constructeurs informatiques a encore augmenté l'an passé (+ 9 %), mais que leurs bénéfices ont reculé de 10 %. Cette baisse a été particulièrement marquée au dernier trimestre, au cours duquel les entreprises ont traditionnellement « du chiffre » : les bénéfices ont chuté de 40 % par rapport à l'année précédente, et la rentabilité des constructeurs est tombée de 9,6 % à la fin 1985 à 5,3 % un an plus tard.

L'exemple le plus frappant a été IBM : pour la seconde année consécutive, son bénéfice a baissé en 1986, avec un plongeon de 48 % au dernier trimestre. Le chiffre d'affaires de « Big Blue » n'a augmenté que de 2,4 % l'an passé.

Les résultats des firmes américaines sont, en fait, plus contrastés : Unisys, le troisième groupe mondial né de la fusion de Burroughs et de Sperry, affiche des pertes (43,4 millions de dollars). Wang a terminé le deuxième trimestre de son exercice 1986-1987 sur un déficit (78,6 millions de dollars) essentiellement lié à son programme de

Les chiffres d'affaires augmentent peu, et parfois les bénéfices diminuent. Ce n'est pas la crise, mais tous les grands groupes informatiques mondiaux doivent réviser leurs prévisions.

restructuration. Control Data perd encore de l'argent, et son chiffre d'affaires baisse de 9 %. Mais Apple reprend du poil de la bête, et son bénéfice a augmenté de 2,8 % pour son premier exercice budgétaire 1987. Une entreprise comme NCR (numéro 3 mondial) gagne 337 millions de dollars, soit 7 % de mieux qu'en 1985. Et, surtout, DEC, le numéro deux mondial, fait des étincelles avec un bénéfice en hausse de 98 % au cours de son deuxième trimestre budgétaire.

Si l'industrie informatique japonaise, gênée par l'envoie du yen, patine aussi, on retrouve trois de ses industriels dans les dix premiers groupes mondiaux (Fujitsu, NEC et Hitachi), en raison notamment du succès des ordinateurs compatibles.

En Europe, les performances sont honorables : engagé dans la prise de contrôle de la filiale informatique de Honeywell, qui lui permettra de se hisser au sixième rang mondial, le français Bull a repris des couleurs, avec un bénéfice multiplié par 2,5 (271 millions de francs). L'allemand Nixdorf s'attend, de son côté, à une progression plus forte de son bénéfice que celle de son chiffre d'affaires (+ 14,7 %), par exemple.

En Europe, selon les estimations des experts du BIPE, le marché a peu progressé l'an passé (4 à 5 % en monnaies constantes). Selon le Syndicat français des fabricants d'ensembles informatiques, de bureautique et de leurs applications, télématiques (SFIB), la France a fait pâle figure avec une croissance du chiffre d'affaires limitée à 4,8 %, nettement inférieure aux performances des années précédentes et à celles de ses voisins européens (17 % en Grande-Bretagne et 18 % en RFA). Le tassement du marché français est confirmé par la dernière enquête de l'UFB-Loceball montrant que le taux d'équipement informatique des PME a stagné l'an passé (+ 1 % seulement).

Cependant, le chiffre du SFIB n'intègre pas les ventes des constructeurs qui ne produisent pas en France et doit donc être nuancé. En outre, les perfor-

mances des sociétés de services et de la péri-informatique ont été bien meilleures (+ 15 % et + 17 %).

Globalement, les experts du BIPE prévoient que le marché européen devrait augmenter de 10 % (toujours en monnaies constantes) en 1987, les trois pays les plus importants (RFA, France et Grande-Bretagne) évoluant à peu près au même rythme, tandis que l'Italie et l'Espagne, moins équipées, traînent plus vite.

Cependant, IDC (International Data Corporation), dans ses dernières projections de décembre, a révisé à la baisse ses prévisions sur les dépenses informatiques en Europe à l'horizon 1991, ne restant plus qu'un taux annuel de 14 % (contre 16 % initialement prévus).

Globalement, les prévisions d'IDC ne sont d'ailleurs pas catastrophiques quant à l'évolution des ventes de matériel d'ici à 1990 dans le monde : l'institut table en effet sur une augmentation moyenne de 9 % l'an. Les Etats-Unis devraient progresser moins rapidement que le reste du monde (8 % par an contre 10 %), si bien que leur part dans les ventes mondiales tombera de 48 % à 46 %.

La progression serait particulièrement basse pour les gros ordinateurs aux Etats-Unis (+ 4 % l'an). Les ventes en Europe (tous

systèmes) progresseraient de 9 % à 11 %, avec une poussée encore forte des micro-ordinateurs sur le Vieux Continent (+ 24 % l'an).

On retrouve d'ailleurs une prévision analogue pour la France cette fois, et pour 1987 seulement, chez *Intelligent Electronics*. Selon une étude récente, 2 millions de micro-ordinateurs auraient été vendus en Europe en 1986, soit 38 % de plus qu'en 1985. Un reconcompte avec le chiffre avancé par *Dataquest* pour l'ensemble du monde (6 à 7 millions d'unités vendues en 1986) montre que le Vieux Continent représente environ 30 % du marché mondial des micro-ordinateurs professionnels. En France, 310 000 machines ont été vendues l'an passé (contre 230 000 en 1985).

IBM occupait l'an passé 28,5 % du marché européen des micro-ordinateurs et 40 % du marché mondial, selon ces chiffres. Il semble d'ailleurs que les constructeurs se reprennent à espérer, outre-Atlantique, une reprise de ce marché dès cette année après deux exercices où la croissance n'était qu'à un chiffre. Reste à savoir quel accueil sera réservé aux nouveaux produits lancés par les constructeurs.

F. V.

LES DIX PREMIERS MONDIAUX (1)

Rang	Nom société	C.A. Informatique 1986	C.A. total	Résultat net	Evolution 1986/1985
1	IBM	48 700	51 250	4 790	- 27 %
2	DEC (2)	7 590	7 590	617	+ 38 %
3	UNISYS	7 400	7 400	- 43	-
4	FUJITSU (3)	5 100	7 800	216	- 54 %
5	NCR	4 600	4 880	337	+ 7 %
6	HEWLETT-PACKARD (4)	3 900	7 100	516	+ 8 %
7	NEC	3 700	10 760	120	- 60 %
8	CONTROL DATA (5)	3 400	3 400	- 265	- 35 %
9	HITACHI (3)	2 900	24 290	772	-
10	WANG (2)	2 640	2 640	51	+ 228 %

(1) Classement par chiffre d'affaires dans le secteur « informatique » des dix premiers constructeurs mondiaux. En millions de dollars. Source : *DI Informatique*.

(2) Exercice clos le 30 juin.

(3) Exercice clos le 31 mars.

(4) Exercice clos le 31 octobre.

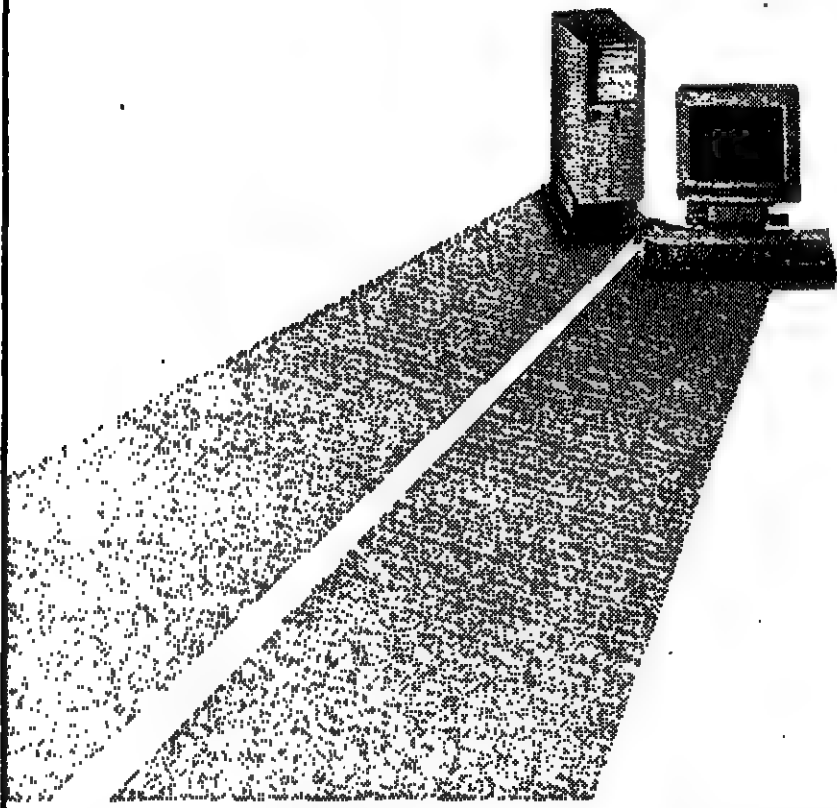
(5) 265 millions de pertes en 1986 contre 568 millions en 1985.

L'EFFET IBM (1)

	1985				1986			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
IBM	1,9 %	2,1 %	9,8 %	18,3 %	3,7 %	7,3 %	1,8 %	-1,2 %
Industrie US hors IBM	12,0 %	6,0 %	5,7 %	8,0 %	10,0 %	13,0 %	16,0 %	12,5 %
Industrie US avec IBM	6,5 %	3,8 %	7,1 %	13,7 %	6,9 %	9,9 %	8,4 %	4,2 %

(1) Evolution des chiffres d'affaires trimestriels de 70 groupes informatiques américains, comparés au même trimestre de l'année précédente. Source : rapports annuels des entreprises.

SICOB 87 — Parc des Expositions PARIS-NORD — STAND 5 N 5064 — SICOB 87 —



L'informatique Texas Instruments : pour les entreprises qui veulent évoluer.

Une entreprise performante doit maîtriser son avenir et s'adapter aux évolutions de son environnement.

Cette maîtrise, Texas Instruments vous l'offre grâce à son réseau de Sociétés de Services et un choix de solutions parfaitement taillées aux mesures de votre entreprise.

Certaines de ces sociétés sont au SICOB pour vous les présenter :
— B.D.L. - administration de biens,
— EPOS - gestion d'entreprises,
— H.LAMBERT - gestion commerciale,

— LITTORAL INFORMATIQUE - gestion grossistes techniques,
— NOLPA - gestion d'associations,
— SATELIT - gestion notariale,
— SERSIA - gestion complète PME/PMI,
— SIAM - G.P.A.O. et gestion des achats,
— TARANIS - tourisme et vidéotex.

Même les techniques de l'Intelligence Artificielle y sont présentes :
— ACT Informatique avec Personal Consultant,
— GRAPHAEI avec G-BASE et G-LOGIS,

— PALLADIAN avec Operations Advisor.

L'informatique Texas Instruments, c'est une gamme de solutions puissantes et évolutives à tous vos problèmes de gestion d'entreprise.

TEXAS INSTRUMENTS
Division Systèmes Informatiques et Industriels
TEL : (31) 70.70.10.06

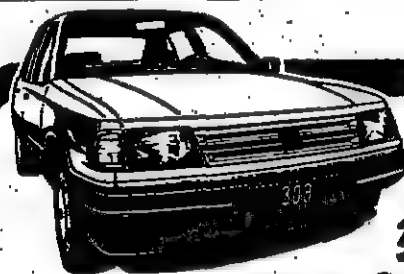
REVOLUTION en TELECOPIE & ARCHIVAGE

READEX multiple par 10 vos capacités de transmission et de stockage de documents.

READEX : la télécopie simple et économique à travers votre PC et le réseau téléphonique normal.

Module d'émission : 5 000 F.H.T.
Module de réception : 2 000 F.H.T.

inovatic
SICOB Stand 3E3048
TEL : 30 57 22 11



Plus vite,
moins cher !

avril !
le mois de la 309
chez **NEUBAUER**
REPRISE
DE VOTRE VOITURE
6000 f au moins
pour tout achat d'une 309
5 portes, neuve ou de direction
immédiatement disponible
NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48 21 60 21
4, rue de Chateaudun 75009 PARIS ☎ 42 85 54 34

Le Monde
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ **LEMONDE**

مكتبة جامعة القاهرة

1940-1941
 1942-1943
 1944-1945
 1946-1947
 1948-1949
 1950-1951
 1952-1953
 1954-1955
 1956-1957
 1958-1959
 1960-1961
 1962-1963
 1964-1965
 1966-1967
 1968-1969
 1970-1971
 1972-1973
 1974-1975
 1976-1977
 1978-1979
 1980-1981
 1982-1983
 1984-1985
 1986-1987
 1988-1989
 1990-1991
 1992-1993
 1994-1995
 1996-1997
 1998-1999
 2000-2001
 2002-2003
 2004-2005
 2006-2007
 2008-2009
 2010-2011
 2012-2013
 2014-2015
 2016-2017
 2018-2019
 2020-2021
 2022-2023
 2024-2025
 2026-2027
 2028-2029
 2030-2031
 2032-2033
 2034-2035
 2036-2037
 2038-2039
 2040-2041
 2042-2043
 2044-2045
 2046-2047
 2048-2049
 2050-2051
 2052-2053
 2054-2055
 2056-2057
 2058-2059
 2060-2061
 2062-2063
 2064-2065
 2066-2067
 2068-2069
 2070-2071
 2072-2073
 2074-2075
 2076-2077
 2078-2079
 2080-2081
 2082-2083
 2084-2085
 2086-2087
 2088-2089
 2090-2091
 2092-2093
 2094-2095
 2096-2097
 2098-2099
 2100-2101
 2102-2103
 2104-2105
 2106-2107
 2108-2109
 2110-2111
 2112-2113
 2114-2115
 2116-2117
 2118-2119
 2120-2121
 2122-2123
 2124-2125
 2126-2127
 2128-2129
 2130-2131
 2132-2133
 2134-2135
 2136-2137
 2138-2139
 2140-2141
 2142-2143
 2144-2145
 2146-2147
 2148-2149
 2150-2151
 2152-2153
 2154-2155
 2156-2157
 2158-2159
 2160-2161
 2162-2163
 2164-2165
 2166-2167
 2168-2169
 2170-2171
 2172-2173
 2174-2175
 2176-2177
 2178-2179
 2180-2181
 2182-2183
 2184-2185
 2186-2187
 2188-2189
 2190-2191
 2192-2193
 2194-2195
 2196-2197
 2198-2199
 2200-2201
 2202-2203
 2204-2205
 2206-2207
 2208-2209
 2210-2211
 2212-2213
 2214-2215
 2216-2217
 2218-2219
 2220-2221
 2222-2223
 2224-2225
 2226-2227
 2228-2229
 2230-2231
 2232-2233
 2234-2235
 2236-2237
 2238-2239
 2240-2241
 2242-2243
 2244-2245
 2246-2247
 2248-2249
 2250-2251
 2252-2253
 2254-2255
 2256-2257
 2258-2259
 2260-2261
 2262-2263
 2264-2265
 2266-2267
 2268-2269
 2270-2271
 2272-2273
 2274-2275
 2276-2277
 2278-2279
 2280-2281
 2282-2283
 2284-2285
 2286-2287
 2288-2289
 2290-2291
 2292-2293
 2294-2295
 2296-2297
 2298-2299
 2300-2301
 2302-2303
 2304-2305
 2306-2307
 2308-2309
 2310-2311
 2312-2313
 2314-2315
 2316-2317
 2318-2319
 2320-2321
 2322-2323
 2324-2325
 2326-2327
 2328-2329
 2330-2331
 2332-2333
 2334-2335
 2336-2337
 2338-2339
 2340-2341
 2342-2343
 2344-2345
 2346-2347
 2348-2349
 2350-2351
 2352-2353
 2354-2355
 2356-2357
 2358-2359
 2360-2361
 2362-2363
 2364-2365
 2366-2367
 2368-2369
 2370-2371
 2372-2373
 2374-2375
 2376-2377
 2378-2379
 2380-2381
 2382-2383
 2384-2385
 2386-2387
 2388-2389
 2390-2391
 2392-2393
 2394-2395
 2396-2397
 2398-2399
 2400-2401
 2402-2403
 2404-2405
 2406-2407
 2408-2409
 2410-2411
 2412-2413
 2414-2415
 2416-2417
 2418-2419
 2420-2421
 2422-2423
 2424-2425
 2426-2427
 2428-2429
 2430-2431
 2432-2433
 2434-2435
 2436-2437
 2438-2439
 2440-2441
 2442-2443
 2444-2445
 2446-2447
 2448-2449
 2450-2451
 2452-2453
 2454-2455
 2456-2457
 2458-2459
 2460-2461
 2462-2463
 2464-2465
 2466-2467
 2468-2469
 2470-2471
 2472-2473
 2474-2475
 2476-2477
 2478-2479
 2480-2481
 2482-2483
 2484-2485
 2486-2487
 2488-2489
 2490-2491
 2492-2493
 2494-2495
 2496-2497
 2498-2499
 2500-2501
 2502-2503
 2504-2505
 2506-2507
 2508-2509
 2510-2511
 2512-2513
 2514-2515
 2516-2517
 2518-2519
 2520-2521
 2522-2523
 252

[illegible]

TELECOPIE L'ARCHI

...the

...and the ...

INNOVATION



avril!
3 mois de la 3^e
NEUBAUE
REPRISE
NOTRE VOITURE
100 f au mois
 tout achat d'une
 neuve ou de direct
 immédiatement disponible

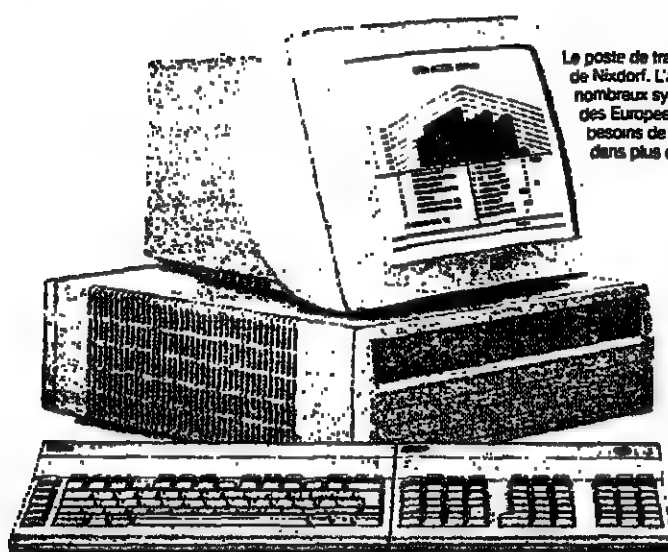
FUBA

Le Monde
sur minute
LE PORTEFEUILLE
PERSONNEL
LE MONDE

La fusée européenne Ariane, issue d'une coopération franco-allemande, elle mettra sur orbite les satellites TV franco-allemands TV-SAT et TDF 1.

Partici

Partici



Le poste de travail intelligent PWS, de Nixdorf. L'aboutissement de nombreux systèmes conçus par des Européens, pour servir les besoins de milliers d'entreprises dans plus de 130 professions.

Nixdorf a toujours fait preuve d'un goût prononcé pour la réussite, et d'un talent prouvé pour y parvenir, et de cette conviction: pour les Européens, l'Europe est la clé de la réussite.

Cette dynamique de l'Europe d'abord est politique, puis économique. Aujourd'hui, sous nos yeux, elle devient un concept d'entreprise, un levier pour accéder à la réussite.

Voyez Ariane: autre développement européen, ambitieux et réussi, autre exemple de présence Nixdorf.

Voyez Eureka: les meilleurs chercheurs européens se sont mobilisés, dans un but commun: faire que demain l'Europe existe, parmi les Supergrands de la haute technologie. La banque de logiciels du plan Eureka porte aussi la signature Nixdorf.

Premier constructeur européen de mini et de micro-ordinateurs, Nixdorf fait partie du paysage Airbus, TV-SAT, Eureka et Ariane. Tout comme il est un acteur de la mutation des banques européennes, de l'industrie automobile, de la grande distribution et de 130 secteurs de l'industrie et des services.

Pour contribuer à la réussite de ses clients, Nixdorf ne s'est pas contenté de fabriquer un matériel réputé hyper-fiable. Il est devenu le premier producteur européen de logiciels. Comme matériel et logiciel n'ont de sens que s'ils résolvent les problèmes, Nixdorf aime se définir comme le premier producteur européen de solutions informatiques pour les entreprises.

Pour joindre action et pensée, Nixdorf a programmé pour 1987 de nombreux séminaires, journées portes ouvertes, cercles d'études produits... axés sur la présentation de concepts globaux de solutions concrètes aux problèmes quotidiens des entreprises.

Citons parmi les sujets abordés, le G.P.A.O., la gestion des horaires variables, l'intelligence artificielle, «l'Office Automation», les réseaux, la compatibilité...

Pour connaître les lieux et dates de ces séminaires, appelez ou écrivez à Paris ou à Lyon.

Nixdorf Computer S.A., 7-13 bd. de Courbevoie
92200 Neuilly-sur-Seine, Téléphone 4747 1270

Nixdorf Computer Lyon S.A., 2 Avenue Georges Pompidou
69003 Lyon, Téléphone 72349600

NIXDORF
COMPUTER

L'EXPÉRIENCE DE DEUX UTILISATEURS

Crédit du Nord :
un système à tout faire

Prendre son destin informatique en main ? Le Crédit du Nord en a pris le pari en 1983. Ayant bien cerné ses besoins mais confronté au scepticisme des constructeurs, l'équipe informatique de la banque a développé elle-même sa propre architecture.

Pour arriver à ses fins, le Crédit du Nord a bénéficié de conditions exceptionnelles : la banque faisait

des pertes, ses dirigeants venaient de changer, l'équipement informatique antérieur était peu important... et la direction générale motivée.

Des conditions idéales pour bâtir un système homogène, cohérent et « convivial ». Jean-René Lyon, directeur de l'organisation et de l'informatique, raconte.

« Quel a été votre stratégie informatique ? »

— En 1983, le Crédit du Nord perdait de l'argent et son système informatique était très peu évolué. Une nouvelle direction générale était nommée.

— A l'époque, le système informatique comportait quatre sites centraux (IBM et Burroughs) à Paris et à Lille, des minis dans les succursales, des machines de traitement de texte spécialisées et indépendantes, et huit cents terminaux non intelligents pour faire quelques applications contractuelles.

— A la fin de 1983, la banque décide de bâtir un plan d'entreprise dont l'un des axes essentiels était l'informatique. Celui-ci prévoyait, dans un délai de trois ans, d'équiper tout le personnel de trois mille micro-ordinateurs. Trois ans, dans une entreprise de notre taille (10 000 salariés, 500 agences et 1 million de clients), c'est très court !

— L'idée essentielle était de mettre à la disposition de tout le personnel — un poste de travail universel, unique, sur lequel traiter toute opération. A chacun de l'utiliser selon ses besoins, tous faisant des métiers différents.

— Il n'était pas question de remettre en cause l'existence d'un centre IBM qui gère les fichiers importants de la banque. Aussi fallait-il installer, pendant ces trois ans, des connexions de toutes les machines par réseaux locaux permettant de communiquer avec le site central IBM et avec chacun des autres sites locaux.

— Nous avions plusieurs contraintes : le temps et l'argent. Il fallait aller vite et bâtir notre système à un coût acceptable. Mais, nous ne voulions pas le changer trois ans plus tard. Il fallait donc aboutir à une situation où nous pouvions à tout moment consolider l'existant pour continuer à prospérer.

— Avec quelle aide, celle des constructeurs ?

— Au début, les constructeurs nous ont reçus avec scepticisme : des réseaux locaux de cette taille, cela ne fonctionnait pas chez eux. Nous ne connaissions rien aux réseaux locaux, mais nous avions la conviction que c'était en termes d'architecture le système le plus souple et le plus performant. Au bout de trois mois, nous avons décidé de nous prendre en charge nous-mêmes pour l'architecture générale.

— C'est le type de décision qu'une direction informatique ne peut pas prendre toute seule. Il faut une direction générale motivée. Or notre directeur général était lui-même un ancien patron de l'informatique au Crédit lyonnais. Il nous a donc assuré un processus de décision rapide.

— C'était un pari risqué pour l'époque ?

— Nous n'avons rien inventé. Les idées étaient dans l'air. La définition de ces objectifs n'a en fait rien d'original. Mais il fallait les tenir. C'est vrai, nous avons pris des risques.

— A la fin de 1986, c'est un succès, et ça marche. Notre informatique est une première en

Europe sous deux aspects. Sous celui de l'architecture du matériel, d'abord : nous avons aujourd'hui trois mille huit cent cinquante micros qui sont interconnectés via six cents réseaux locaux à un site central IBM. Ensuite, nous avons réussi à intégrer sur tous les postes de travail l'ensemble des fonctions, c'est-à-dire que nous avons bâti non seulement de faire ce qu'on fait habituellement dans les banques aujourd'hui (les opérations simples et volumineuses de manière transactionnelle), mais aussi d'intégrer tout ce qui est bureautique (messagerie, traitement de texte) et le traitement de dossiers complexes (crédit immobilier, transferts à l'étranger, analyse financière des entreprises).

— Généralement, les banques choisissent des solutions plus classiques, une informatique tournée vers les opérations bancaires sans l'ajout à la bureautique. Leur système n'a pas d'architecture. A chaque nouveau besoin, elles adoptent une nouvelle solution, mais des problèmes posés par l'hétérogénéité de l'ensemble se posent.

— Votre expérience peut servir à d'autres ?

— Il faut un processus de maturation, arriver à convaincre les utilisateurs, à bâtir un plan et à le faire accepter. Cela prend deux ou trois ans. Le Crédit du Nord s'est trouvé dans une situation où nous avons pu le faire en six mois. C'est une chance que peu d'entreprises peuvent avoir.

Elf-Aquitaine :
à chacun selon ses besoins

Le groupe Elf-Aquitaine n'est pas constitué d'un seul bloc. Au fil des ans, de nouvelles activités s'y sont rattachées. Aujourd'hui, il est composé de quatre grandes branches, l'exploration-production et le raffinage-distribution dans le pétrole, la chimie (dont la société phare est Atochem) et l'hygiène-santé (autour de la Sanofi).

— Comment organiser cette cohérence ?

— Pour la grosse informatique, il n'était pas question de bouleverser ce qui existait déjà. Chaque branche a donc conservé sa personnalité : l'exploration-production est équipée d'IBM et de CRAY pour les applications scientifiques, et de Bull pour les applications de gestion. Le raffinage-distribution est entièrement Bull. Atochem a des machines Unisys, et Sanofi des IBM et des Bull. L'hétérogénéité va même plus loin, car dans les mini-ordinateurs, on trouve aussi des Hewlett-Packard et quelques DEC.

— Et dans les télécommunications ?

— Le groupe est donc favorable à toutes les politiques de normalisation dans le domaine informatique et en matière de télécommunications, c'est-à-dire à la politique de l'OSI (open system interconnection), qui devrait à long terme régler une bonne partie des problèmes rencontrés aujourd'hui pour faire circuler l'information entre des machines, des réseaux et des sous-réseaux de marques et d'origines différentes.

— C'est cette politique que nous avons choisie délibérément au niveau du poste de travail. On a pu le faire, car le groupe existait déjà quand les micro-ordinateurs (PC) sont arrivés. Nous avons donc essayé de définir une politique homogène : quand nous avons estimé que le standard du marché était le MS-DOS, nous avons recommandé au personnel de n'utiliser que ce type de machines. Le groupe a donc acheté des compatibles français : des Bull-Micral, principalement, et des Goupil (une entreprise dans laquelle Elf avait une petite participation), et quelques PC IBM.

— Nous avons choisi de ne pas acheter de clones, car nous avons vite compris que la maintenance de ces équipements posait un casse-tête effrayant. Après avoir longuement réfléchi, nous avons sélectionné, depuis le 1^{er} janvier, une société de maintenance dans les deux branches pétrolières pour toute la France Métropolitaine. Non seulement ça fait de mieux marcher, mais cela nous coûte deux fois moins cher que la maintenance directe par les fournisseurs : les gros constructeurs sont horriblement mal organisés pour la maintenance.

— En outre, nous nous sommes aperçus que les postes de travail devenaient des ensembles multi-constructeurs : l'écran peut être fourni par l'un, l'imprimante par un autre, les cartes par un troisième... Si bien que, lorsque l'on a aujourd'hui un pépin sur une configuration, on ne sait plus qui est coupable. Il est donc préférable d'avoir un responsable d'entretien neutre par rapport aux différents producteurs.

— Allez-vous encore acheter beaucoup de machines et comment voyez-vous l'évolution des matériels ?

— Actuellement, on trouve un poste de travail pour trois salariés dans les deux branches pétrolières et dans les directions centrales, et un pour dix dans la chimie. Il y a donc encore de la place. A terme, on en arrivera certainement à un ratio d'un pour un. Dans les gros systèmes, il est certain que l'on plafonne. On se contente de renouveler, et je ne vois pas, à moyen terme, de raison d'accroître notre parc. Cela tient notamment à la situation générale de l'entreprise. Mais il est clair aussi que les applications informatiques sont mises maintenant sur des machines le plus petites possible. Car, plus vous avez une petite machine, plus son rapport coût/efficacité est grand.

Chaque branche a son histoire et son organisation propre en matière informatique. Le rôle de Louis Nardon, directeur de l'informatique et des télécoms pour le groupe Elf, que nous avons rencontré, a été d'instaurer « la plus grande cohérence possible à partir de ce qui existait » et de « faire converger tout ce que l'on pouvait faire converger ».

— Cela n'a pas été sans le cas dans le passé ?

— Les directions générales ont été longues à réaliser ce qu'il fallait à elles de bâtir la stratégie informatique de l'entreprise, que c'était de leur responsabilité. Elles avaient une espèce de crainte, de complexité, vis-à-vis de l'informatique et une tendance à trop déléguer. On est très loin de ce schéma aujourd'hui. Car les directions générales ont commencé à prendre conscience que leurs dépenses informatiques augmentaient, et qu'elles n'en voyaient pas immédiatement un retour.

— Cette évolution serait, à votre avis, responsable de la crise actuelle de l'informatique ?

— Je ne pense pas qu'il y ait une crise dans l'informatique. C'est un marché qui mûrit, qui a encore de très beaux jours en perspective. Mais pas pour n'importe quelle informatique. Il faut bâtir des ensembles cohérents. Il ne suffit plus de présenter des éléments plus ou moins disparates, une espèce de gruyère. On a besoin de solutions, à la fois pour les machines et pour les réseaux.

— Pour revenir au passé, je ne crois pas que l'on se soit trompé. Quand les constructeurs ont démarré leurs lignes de produits, il y a vingt ou trente ans, personne ne pouvait prévoir l'extraordinaire évolution.

L'informatique, à l'époque, était toujours centralisée dans les entreprises. On ne pensait pas qu'elle pourrait être utilisée partout, depuis le poste de travail du cadre, de la secrétaire ou de l'employé jusqu'aux directions de l'entreprise. Puis, au fur et à mesure des progrès, les constructeurs ont développé des lignes de produits qui étaient compatibles. C'est le cas pour Bull, qui a hérité de machines venant de plusieurs sociétés. Mais c'est également le cas pour IBM, qui, elle, est pourtant une monosociété, un « monocoréal ». IBM, c'est le SICOB à elle toute seule. Avec une foule de machines totalement incompatibles les unes avec les autres. IBM fait, depuis quelques années, un effort gigantesque pour rétablir une cohérence dans ses produits, du point de vue de l'utilisateur, car la cohérence qui n'existe pas au départ au niveau des microprocesseurs n'existera jamais.

— Quelle est la position des différents constructeurs de ce point de vue ?

— Plus l'offre de base du constructeur est hétérogène, plus il est obligé de développer des quantités de logiciels pour rétablir cette cohérence que nous, utilisateurs, nous réclamons. D'où, d'ailleurs, la situation tout à fait privilégiée de DEC par rapport à IBM. Car DEC a l'avantage d'offrir une ligne unique, depuis le poste de travail jusqu'à ses plus grosses machines. DEC a un logiciel de base, un point d'entrée tout à fait cohérent, car le parc installé est considérable, et les utilisateurs ne comprendraient pas que l'on cesse d'améliorer leurs machines. Ils sont obligés de continuer.

Fertilisez vos échanges
informatiques.

Un système départemental.

Comme l'homme enrichit perpétuellement sa terre, JISTRAL fertilise vos échanges informatiques avec le JISPAC 4000, système multipostes départemental. Les différents services de votre entreprise vont ainsi accroître leurs échanges, leur autonomie et leur productivité.

Au cœur de votre réseau informatique : le JISPAC 4000.

L'architecture mise en place par JISTRAL avec le JISPAC 4000 permet d'interconnecter terminaux et micros par réseau informatique ou téléphonique.

Une capacité d'évolution.

La configuration du JISPAC 4000 répond à toutes les évolutions jusqu'à 30 utilisateurs, et assure la liaison avec la plupart des centres informatiques.

Un vaste champ d'application pour votre bureautique.

JISTRAL répond à la demande de la bureautique moderne en donnant à vos micros, l'accès aux centres informatiques et aux réseaux de communications privés et publics.

Travailler mieux, communiquer vite, pour dynamiser le potentiel humain de vos services.

Jistral
SAISONNIÈRE BUREAUTIQUE

Jistral. L'informatique départementale.

226, rue Jean-Claude 92000 Levallois-Perret. Tél. (1) 42.70.12.25 - Telex. JISTRAL 681081 Y

SICOB
511 596

LA LECTURE pour 9 900 F
AUTOMATIQUE

READSTAR 1+ lit tous les textes dactylographiés courants : courrier, rapports, documents comptables et administratifs (200 polices préappries)

Promotion SICOB
RS 1+ & scanner CANON
19 900 F H.T.

inovatic
SICOB Stand 3E3048
Tél. : 30 57 22 11

150 000 000

Chaque branche a son directeur ou son contre-informateur. Les directeurs de l'information sont le groupe I.N. qui traite les données et le plus grand groupe qui existe - et de ...

« C'est
cas dans le
- Le
est impo-
à dire de
matériel
étaient les
l'elles
crante de
l'homme
trop de
ce solen-
direction
monet
leur de
mentaire

1980. À partir de
 maintenant, les on-
 zes et douze à faire
 maintenant. Ce
 est une importante
 nous sommes en
 et à des espèces
 et on ne arrive à
 maintenant, à l'at-
 tention de consi-
 derer que l'écoule-
 ment de l'eau sa-
 ra le travail. Le
 éme nous aurons
 le travail de la y a
 à faire qui sera
 également un tra-
 vail important.
 et on peut à nous
 le les autres
 et on de col-

[illegible][illegible]

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.

9 900

SECRET

UNION

Entreprises,
Communiquer mieux!
Les Télécom
sont au Sicob.

Télex, Télécopie, Télétex, Messagerie, Bureautique communicante, Télétel...

**Venez sur le stand des Télécom
découvrir les produits et services mis à la
disposition des entreprises pour transmettre
leurs écrits dans les meilleures conditions
de qualité, de rapidité et de coût
Hall 5 - Zone SCE - Stand 5058**

Profitez-en pour faire également connaissance avec la diversité de l'offre des Télécom :

● **Services internationaux et transmission de données (France Direct, Gamme Trans RNIS, Liaisons spécialisées numériques...)**
Hall 5 - Zone 5EG - Stand 5058

• **Communication de groupe et marketing**
(visio-conférence, PABX, Services
supplémentaires de la commutation
électronique...)
Hall 5 - Zone 5CE - Stand 5064

• **Communications en déplacement et parole**
(la Carte T, Radiocom 2000...)
Hall 5 - Zone EG - Stand 5064

• **Télélet et l'univers de ses multiples applications (minitel bi-standard, lecteurs de carte à mémoire, terminaux de composition...)**
Hall 4 - Zone HJ - Stand 4042
Hall 4 - Zone JK - Stand 4042



DES PROFESSIONNELS AU SERVICE DES ENTREPRISES

GARNIER PARIS:
Consultants

Le Salon pratique

POUR la première fois, la SICOB - c'est sa trentième édition - est organisée, du 8 au 11 avril, sur le parc international d'expositions de Paris-Nord-Villepinte.

Le Salon proprement dit occupera les cinq halls du parc international, où seront présents un millier d'exposants. Ouvert de 9 heures à 18 h 30. Entrée : 40 F, ou sur invitation.

En parallèle avec l'exposition proprement dite sont organisées, durant le Salon, plusieurs manifestations ou débats :

A PARIS-NORD

La convention internationale Espace-bureau. Son but est de présenter aux profession-

nels les nouvelles méthodes et les techniques, chaque jour plus sophistiquées, qui sont utilisées pour aménager les bureaux. Des architectes, des designers... en débattent. Renseignements au 42-61-52-42.

Les Journées d'études et d'applications. Elles sont l'occasion, chaque année, d'échanger, entre utilisateurs de matériel de bureau et de matériel informatique, informations et expériences. Renseignements au 42-61-52-42.

AU PALAIS DES CONGRÈS A PARIS (porte Maillot)

La convention Informatique. Trois mille cinq cents participants venus de quarante pays débattent des problèmes soulevés par la gestion des centres informatiques, des bases de données... Renseignements au 42-61-46-21.

La convention Automatique-productive. Thème général pour cette année : « Comment l'automatisme doit résoudre ses problèmes propres en utilisant les techniques de l'informatique ». Renseignements au 45-05-14-27.

La SICOB services et ingénierie informatique. Il s'agit de

la première exposition internationale réservée aux sociétés de services et d'ingénierie informatique. Renseignements au 42-61-52-42.

Le secrétariat permanent du Salon est au 4 place de Valois, 75001 Paris. Tél. : 42-61-52-42. Téléc. : 212597.

SICOBTEL, un catalogue économique de tous les matériels et services proposés par les exposants est mis à jour de façon permanente et est accessible sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sur minitel par le 36-15, code SICOB.

Pour accéder à Paris-Nord

PAR LE RER

RER, station « Parc des expositions » (réseau express régional) - à 19 minutes de la gare du Nord

à 22 minutes du Châtelet au cœur de Paris. Pendant le SICOB, la carte F1 zone 1 et 3 de la RATP, valable une journée entière sur tout le réseau RATP, permet d'accéder à la station « Parc des expositions ». Vous pouvez acheter cette carte dans toutes les stations de métro.

Pendant le SICOB, la SNCF assure un train toutes les 5 minutes entre la gare du Nord et le parc des expositions de Paris-Nord dans les deux sens de 5 h 30 à minuit.

PAR LES CARS NAVETTES

à 20 minutes du Palais des congrès, porte Maillot, par les navettes SICOB (conventions Informatique et Automatique-productive).

PAR AVION

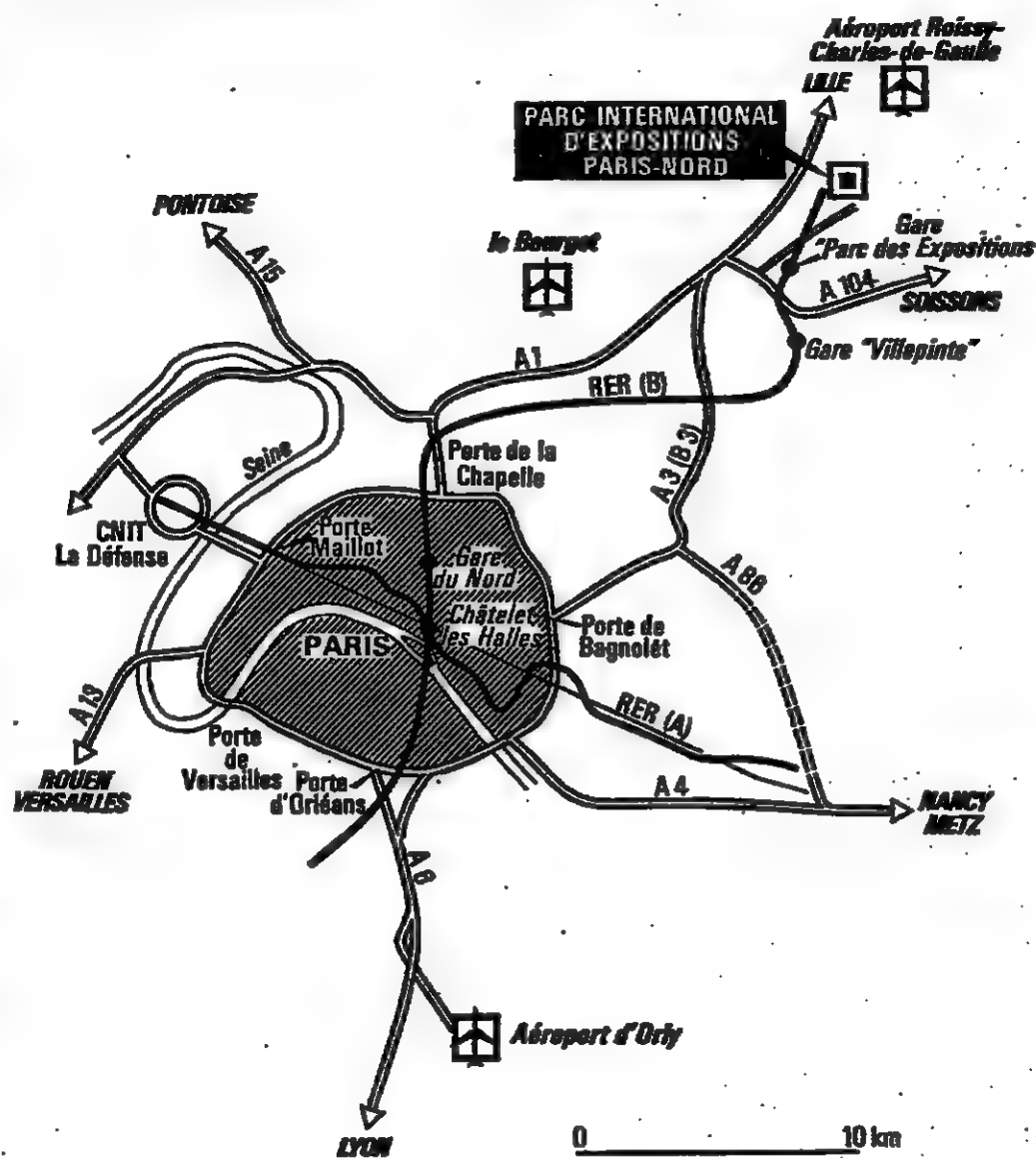
à 3 minutes de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle par le RER ou par l'autoroute - à 5 minutes de l'aéroport du Bourget par l'autoroute - relié à l'aéroport d'Orly par l'autoroute.

PAR HÉLICOPTÈRE

Une plate-forme hélicoptère située sur le Parc même permet d'arriver par hélicoptère au sein même du SICOB.

PAR LA ROUTE

à 10 minutes du boulevard périphérique de Paris par les autoroutes A1 et B3 (bretelle A104).
• accès visiteurs
• accès réservé aux exposants et aux livraisons
• terminal taxis sous l'esplanade centrale.



La pause après l'euphorie

(Suite de la page 37.)

« Entre l'achat de la machine et son intégration dans l'entreprise, il y a un monde », estimait récemment le PDG de Bull, Jacques Stern, dans un entretien à la revue spécialisée *Ordinateurs*. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres, il faut que l'offre des constructeurs colle mieux aux besoins des utilisateurs. La politique informatique d'une firme doit s'intégrer à sa stratégie d'entreprise, explique de son côté le patron de l'informatique chez Elf, Louis Nardon. C'est à l'entreprise, et à elle seule, qu'il incombe de définir sa stratégie informatique, en s'appuyant éventuellement sur les sociétés de services. Ensuite, seulement, elle se tournera vers les constructeurs, qui, parfois, ont du mal à répondre à sa demande.

Ce souci est devenu prioritaire à tel point que les directions générales sont maintenant parties prenantes dans la démarche d'informatisation, qui ne relève plus, comme par le passé, de la seule compétence des directions informatiques. Ce qui tend à mettre l'informatique sur le même pied que les autres biens d'équipement, et ainsi à l'intégrer plus étroitement dans le budget général de l'entreprise.

Avec la différence, toutefois, qu'il s'agit d'un bien qui évolue technologiquement très vite. C'est en jouant sur cette particularité que les constructeurs - IBM en tête - ont poussé leurs clients à changer fréquemment de matériels pour acquiescer des machines toujours plus performantes. L'annonce répétée de nouveaux matériels a d'ailleurs énormément déstabilisé les utilisateurs, comme les ont gênés les baisses de prix brutales décidées par IBM sur ses matériels.

Cette course a également alourdi les budgets informatiques des entreprises et contribué à l'opacité de leurs équipements. La multiplication de produits nouveaux, souvent incohérents, a également ligoté les constructeurs, car, comme le remarquent dernièrement l'un d'eux, on ne change pas de gamme d'ordinateurs comme de gamme d'automobiles : il faut ensuite assurer le suivi des développements (logiciels d'application).

A l'inverse, une entreprise dotée d'un parc hétérogène peut difficilement faire table rase et rebâtir entièrement un nouveau système à partir de zéro, compte

tenir de l'ampleur des investissements engagés dans le passé. C'est ce qui explique le succès d'une entreprise comme DEC qui a en le flair de proposer des machines « en grappe » capables d'évoluer au fur et à mesure des besoins de l'entreprise. Et sa bonne santé tranche avec la morosité d'IBM.

Un autre phénomène de fond se greffe sur les précédents : la croissance douce dans le secteur des gros ordinateurs universels (*main frames*). Le patron de l'informatique d'Elf le montre bien : un nombre croissant d'applications, auparavant traitées sur les grosses unités centrales, peuvent désormais l'être sur des mini-ordinateurs décentralisés : « Les minis mangent la laine sur le dos des gros systèmes », commente-t-il. Certaines utilisations très spécifiques dans le domaine scientifique restent l'exception, ce qui explique le succès d'un constructeur comme Cray, installé sur cette « niche ».

Le marché des gros ordinateurs semble donc avoir mûri, adoptant désormais un rythme de croisière. Face à cette nouvelle donne, les constructeurs de grands systèmes ont choisi de se marier, ce qui permet en particulier de mettre en commun les dépenses de recherche-développement. L'exemple le plus frappant en 1986 a été la fusion de Sperry et de Burroughs, donnant naissance au troisième groupe informatique mondial, Unisys.

Chez Bull, qui vient d'acquiescer la filiale informatique de Honeywell, on estime qu'il y a quelques mois que le club des treize constructeurs de gros systèmes centraux ne devrait plus compter à l'horizon 1990 que cinq ou six membres.

Mieux coller au marché, se mettre à l'écoute des utilisateurs pour répondre à leur demande, là est le nouveau défi de l'informatique mondiale. IBM ne s'y est pas trompé, qui a renoué dans les services commerciaux une grande partie de ses agents et cadres administratifs.

Le phénomène micro est très différent, mais son évolution (un tassement certain après une courte phase d'explosion) peut égarer une thèse sur une des tendances du marché : les nouveaux produits dématérialisent très vite mais la durée de la période d'explosion se raccourcit. Ils adoptent bientôt des rythmes de croissance plus raisonnables. Cette explication est fort plausible. Mais, dans la micro-informatique, elle s'est accompagnée d'une chute des prix entraînée par la copie massive des industriels extrême-orientaux (les « clones »). IBM, confronté à une concurrence sauvage, n'a pas réussi à imposer sa loi sur ce segment de marché.

Reste une autre explication au mal informatique. Car, au niveau des chiffres, il faut corriger les fluctuations sur le marché américain en tenant compte du poids d'IBM. Big Blue pèse si lourd qu'il fausse les statistiques et amplifie les mouvements à la hausse et à la baisse. Ainsi, le chiffre d'affaires de l'industrie informatique américaine (soixante-dix constructeurs en fait) a progressé au quatrième trimestre de 1986 de 12,5 % par rapport à l'année précédente, si l'on retire IBM. Si l'on intègre Big Blue (dont les ventes ont baissé de 1,2 %), la progression n'est plus que de 4,2 %. Si IBM toussait, c'est toute l'informatique américaine qui semble s'enrhumer.

FRANÇOISE VAYSSÉ

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

8, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

Si n'y figure pas : nous vous proposerons votre demande après d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée que nous trouverons en lire.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

EGT

LES CLÉS DE LA COMMUNICATION



POUR LA PREMIÈRE FOIS AU SICOB

STAND 5 BC 5064
LES CLÉS
DU TRAITEMENT
DE L'ÉCRIT

STAND 5 L 5027
LES CLÉS DE
LA COMMUNICATION RADIO

EGT, c'est le Groupe COGECOM

Handwritten text in a box: 150/200

501 000 000

après l'euphorie

Economie

... Le Monde • Mardi 7 avril 1987 43

Les réunions préparatoires du FMI et de la Banque mondiale

Moins de croissance, résurgence des tensions commerciales et nouvelles craintes pour l'endettement

Moindre inflation mais moindre croissance; résurgence des tensions commerciales et des craintes autour du dossier explosif de la dette du tiers-monde. C'est sur cette toile de fond peu exaltante que devaient débiter, lundi 6 avril, à Washington, les réunions préparatoires aux grands rendez-vous de printemps des dirigeants économiques et financiers de la planète: le comité intermédiaire du Fonds monétaire international le 9 avril, comité de développement de la Banque mondiale, le lendemain.

Les dernières estimations du FMI sur les perspectives 1987 confirmeront le sentiment de grisaille qui prévaut dans les capitales. A l'automne dernier, les experts du Fonds escomptaient une légère accélération de la croissance des pays industriels et avançaient un rythme un peu supérieur à 3 %, insuffisant en tout état de cause pour réduire le chômage. Ils envisagent désormais moins de 2,5 %, compte tenu de l'essoufflement de l'activité en RFA et au Japon.

La poursuite de la dépréciation du dollar n'est pas étrangère à cette révision en baisse. Le pire, un écoulement pur et simple de la devise américaine, a été évité. Les conséquences de l'affaiblissement du billet vert ont malgré tout amené les Allemands, et surtout les Japonais, à faire face à un ralentissement marqué de leur croissance.

Contrepartie positive de cette évolution, le mouvement de désinflation bien engagé l'an dernier se poursuit plus longtemps que prévu. Libellé en dollars, le prix du pétrole reste à des niveaux modestes. Les cours des matières premières restent déprimés, la hausse des prix pourrait être limitée à 2,8 % dans les pays développés, contre 3,4 % en 1986.

La nouvelle donne monétaire tarde par contre à influer favorablement sur les finances extérieures des

nations industrialisées. Au total, celles-ci versent le déficit de leur balance des paiements double, passant de 7,5 milliards de dollars en 1986, à 14,4 milliards cette année. Un niveau qui n'inquiéterait personne s'il ne recouvrait des déséquilibres persistants: déficit américain, évalué à 133,6 milliards de dollars en 1987; excédent japonais de quelque 80 milliards, allemands de 33,5 milliards. Les Etats-Unis risquent d'alimenter de nouvelles pressions protectionnistes, voire une guérilla commerciale aussi dangereuse pour la stabilité mondiale que les mouvements erratiques des monnaies.

Cette situation donnera toute son importance aux discussions qui se dérouleront cette semaine sur une surveillance renforcée des politiques économiques et monétaires des grands de la planète. Depuis les assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale, l'automne dernier, la concertation internationale, un temps ébranlée, a retrouvé un peu d'élan avec l'accord du Louvre, le 22 février à Paris. Le groupe des Cinq (1), élargi en groupe des Sept (avec le Canada et l'Italie), tentera d'en améliorer l'application: mise en œuvre de « plages de référence » pour le dollar, le yen et les monnaies européennes, indicateurs économiques permettant de mieux prévenir les dérapages les plus dangereux.

Evolution par petites touches

Rien de spectaculaire n'est attendu de ces débats. Si la prise de conscience des alicés dus à l'instauration de taux de change flottant en 1973 n'est pas nouvelle, l'espoir d'une refonte complète du système monétaire n'est plus d'actualité.

Tout au plus peut-on espérer une évolution par petites touches, grâce à l'aménagement des règles du jeu actuelles. L'accord du Plaza, en septembre 1985, avait prouvé qu'une certaine « concertation » était possible. Il avait permis au groupe des

Cinq d'ordonner la baisse du dollar. Dix-huit mois plus tard, l'accord du Louvre est la reconnaissance, encore timide, d'une idée jusqu'alors réprouvée par la majorité des participants pour en faire le pivot du système international. L'idée d'une politique commune face au dollar ou au yen fait bien son chemin. Mais les décisions que cette politique

Les « grands-messes » du printemps vont commencer: réunion du FMI, de la Banque mondiale de l'OCDE... L'objectif est toujours le même: comment stabiliser le système monétaire international et en corriger les effets dévastateurs au Nord comme au Sud?

naires de la France: celle de plages de références au sein desquelles les monnaies des principales puissances seraient appelées à évoluer de façon plus disciplinée.

Conforter cette discipline ne sera pas une mince affaire. Ne serait-ce qu'en raison des divergences existant sur les « indicateurs » à retenir, indicateurs dont on avait parlé au sommet de Tokyo, en juin 1986, pour mieux harmoniser la marche des économies des sept pays industriels. Pour une fois sur la même longueur d'onde, Français et Américains souhaitent accorder une place importante aux taux de change parmi les « signifiants » retenus qui comprennent aussi la croissance, les prix, les balances des paiements etc. Les interlocuteurs restent réticents. La RFA et la Grande-Bretagne excluent des consultations systématiques pour juger de la nécessité d'infléchir les gestions économiques ou monétaires.

On retrouve là de vieux réflexes. Comme les Etats-Unis il n'y a pas si longtemps, l'Allemagne est aujourd'hui peu soucieuse d'entériner un système de surveillance, « essentiel à ses yeux dans de telles circonstances », disent les experts.

Un clivage semblable existe au sein de la CEE sur les moyens de renforcer le système monétaire euro-

pein pour en faire le pivot du système international. L'idée d'une politique commune face au dollar ou au yen fait bien son chemin. Mais les décisions que cette politique implique sont loin de faire l'unanimité, qu'il s'agisse de gestion concertée des taux d'intérêt, de rôle accru de l'ECU dans les transactions entre banques centrales ou de mécanisme amenant ces dernières à détenir dans leurs réserves des monnaies européennes en fonction du poids dont elles disposent au sein de l'unité de compte européenne. D'aucuns affirment que « les pays membres du SME y parviendront ou le système déclinera ». Mais pour le moment les opposants freinent le mouvement.

Dette:

le cap des 1 000 milliards

A défaut de percée majeure, les participants au comité intermédiaire pourront se féliciter, provisoirement au moins, du bon fonctionnement de l'accord du Louvre. Les tensions entre le yen et le dollar n'ont, apparemment, pas remis en cause les plages de références définies à l'époque. La RFA a rempli sa part de contrat en entérinant un plan d'allègements fiscaux pour accélérer le reprise. La Grande-Bretagne a joué des atouts dont elle disposait, pour présenter le 13 mars un budget conjugué baisse d'impôts et réduction des déficits.

Les réunions de la semaine seront également dominées par le renou-

veau de tensions suscité par la dette du tiers-monde, qui a franchi cette année le cap des 1 000 milliards de dollars.

Le retrait des banques privées a exacerbé les positions alors que les organismes multilatéraux comme les gouvernements des pays créanciers ont, dans l'ensemble, tenu leurs engagements pour aider les pays en développement. La possibilité d'allouer des droits de tirages spéciaux (DTS) supplémentaires au tiers-monde sera sans doute une fois de plus évoquée pour être, une fois de plus, repoussée.

Le dossier de l'augmentation du capital de la Banque mondiale (BIRD), appelée par tous les bailleurs de fonds à jouer un rôle accru pour accélérer le retour à la croissance des pays endettés, sera, lui, soigneusement mis de côté.

Les contraintes budgétaires des nations en développement sont telles qu'il leur est de plus en plus difficile d'assurer l'apport financier permettant de concrétiser les projets envisagés. Le montant des prêts de la Banque mondiale pourrait ainsi être inférieur aux prévisions. Dans ces conditions, autant ne pas aborder un sujet qui place l'administration américaine dans une situation délicate face à un Congrès hostile.

La priorité est en effet d'obtenir le feu vert des parlementaires pour la participation des Etats-Unis à la reconstruction des fonds de l'Association internationale de développement, fixée par l'ensemble des pays membres à 12,6 milliards de dollars pour trois ans. Cet aval est essentiel, l'AID étant une filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans l'aide aux pays les plus démunis.

Conscients de la situation intenable de pays appelés à rembourser davantage aux pays industriels qu'ils n'en reçoivent — le transfert négatif aurait atteint 8,6 milliards de dollars en 1986 pour la seule Amérique latine — certains envisagent quelques initiatives. Assouplir les conditions de rééchelonnement des dettes ne fera pas l'unanimité. L'idée d'un

moratoire pour les plus pauvres, même si elle est soutenue par les Scandinaves et les Italiens et est envisagée par la France, ne semble pas encore mûre. Reste à savoir si de nouvelles facilités financières consenties au « désendettement », proposées par Paris, recueilleront assez d'appuis.

A défaut de progresser de façon significative, de nouveaux sujets seront abordés, comme l'environnement ou le coût social des politiques de redressement de plus en plus souvent mises en œuvre dans les pays endettés. Accroissement de la malnutrition et de la mortalité infantile, poussée du chômage et du nombre des « pauvres absolus »: quantifier la part de dégradation due à l'austérité est difficile. Mais comme le dit un statisticien, « la rigueur peut représenter, pour les classes les plus aisées, l'annulation d'un voyage en Floride, pour les classes moyennes, la réduction des loisirs. Elle se traduit souvent pour les plus pauvres par un repas au lieu de deux ».

Le comité de développement ne saurait apporter de réponse claire à ces sujets aggravés, à terme, par la chute des investissements dans la plupart des pays. Conjoncture, monnaie, dettes, les instances de Washington ne pourront en une semaine dépasser le stade des idées vagues ou des bonnes intentions. Les débats qui vont se dérouler donneront pourtant le ton aux grandes rencontres du printemps: la conférence ministérielle de l'OCDE, le 12 et le 13 mai à Paris; sommet des nations industrielles, du 8 au 10 juin à Venise. « Grandes messes » pour certains, lieux d'échanges essentiels à la concertation pour d'autres, ces forums ponctuent l'évolution lente mais réelle d'une prise de conscience mondiale des grands problèmes de l'heure.

FRANÇOISE CROUINEAU.

(1) Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne.



ECONOCOM
— LE COACH —
INFORMATIQUE
DE L'ENTREPRISE

ECONOCOM

La CESMA : 3^e cycle intensif, vous donne les moyens de maîtriser les techniques du management. 10 mois d'études approfondies appliquées à l'entreprise qui vous permettront de concrétiser votre puissante envie de gagner.

LE 3^e CYCLE INTENSIF DE MANAGEMENT EN 10 MOIS

école supérieure de commerce de Lyon **cesma**

Centre d'études supérieures du management
cesma information - B.P. 174 - 69132 Ecully Cedex - Tél. 78 33 81 22

(Publicité)

ASSISTANAT ESSEC

PRÉPARATION À L'ENSEIGNEMENT, À LA RECHERCHE ET AU CONSEIL EN GESTION

Vous êtes titulaire d'un DEA en gestion.

L'ESSEC sélectionne un nombre limité d'étudiants doctoraux parmi les candidats titulaires d'un DEA souhaitant poursuivre des activités d'enseignement, de recherche et de conseil en gestion.

Ces étudiants, dénommés assistants, travaillent avec un professeur de l'ESSEC de leur choix qui les guide et les dirige dans leurs recherches doctorales. Ils bénéficient, par ailleurs, d'un encadrement rigoureux (séminaires, informatique, bibliothèque, etc.) et du concours d'un corps professoral de renommée internationale.

Durée des travaux : environ deux ans.

Vous êtes titulaire d'un diplôme de second cycle ou bien diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion.

Grâce aux accords passés entre l'IAE d'Alsace-Provence et l'ESSEC, il vous est possible de poser votre candidature pour l'admission au programme de DEA sciences de gestion, organisé par ces deux institutions.

L'obtention du DEA vous permet d'accéder à l'assistanat ESSEC.

Pour tous renseignements et dossier de candidature :

S'adresser à la Direction du programme doctoral ESSEC, BP 106, 95021 CERGY-PONTOISE - Tél. : 30-38-38-00.

Date limite des candidatures : 15 mai 1987.

L'assistanat ESSEC, programme doctoral en sciences de gestion, reçoit le soutien de la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises).

• Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales, établissement privé d'enseignement supérieur.

FAIRE TOURNER LES STOCKS POUR NE PAS IMMOBILISER DE FONDS.

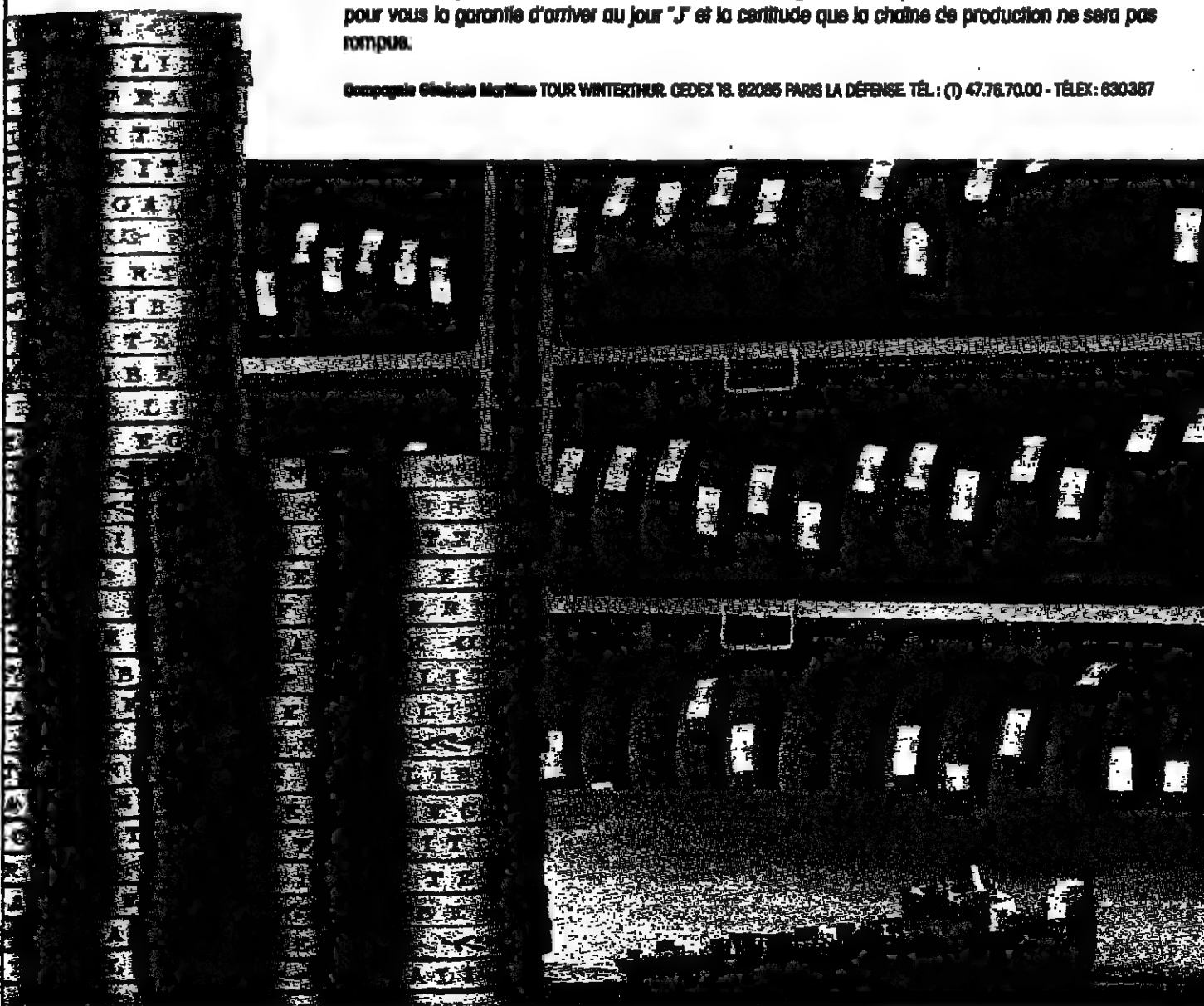
PARI TENU.

En ne stockant que les pièces nécessaires à son prochain cycle de fabrication, une entreprise du secteur automobile réalise de substantielles économies d'espace et donc d'argent.

Mais pour mettre en œuvre cette politique de stock limité, il faut être assuré de la fiabilité du transport.

La fréquence des liaisons du réseau CGM, la régularité et la ponctualité de ses navires sont pour vous la garantie d'arriver au jour "J" et la certitude que la chaîne de production ne sera pas rompue.

Compagnie Générale Maritime TOUR WINTERTHUR, CEDEX 18, 92085 PARIS LA DÉFENSE. Tél. : (1) 47.76.70.00 - Téléc. 630.367



LA DYNAMIQUE DU 1^{er} GROUPE MARITIME FRANÇAIS

CGM

CEE

Le renforcement du SME

Au-delà des difficultés techniques des divergences politiques subsistent

KNOCKE-LE-ZOUTE
de notre envoyé spécial

« Il faut que, grâce à l'accord du Louvre et à un bon fonctionnement du système monétaire européen (SME), ceux qui spéculent puissent perdre de l'argent et en perdre énormément », a déclaré, samedi 4 avril, M. Marc Eyskens, le ministre belge des finances, qui venait de présider la réunion tenue par les Douze à Knocke-le-Zoute.

Ce commentaire, supposé traduire l'esprit qui animait les participants, relève encore, à l'évidence, de l'incantation. Même si l'on constate un rapprochement dans l'analyse de la situation, il ne semble pas que les décisions qui sont nécessaires pour renforcer le SME pourront être prises rapidement. Certains États membres, en particulier la RFA, paraissent hostiles à tout ce qui pourrait, de près ou de loin, ressembler à de nouveaux engagements.

S'agissant des relations de changes entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, les Douze sont satisfaits, ou du moins affirment l'être. Selon M. Eyskens, « l'accord du Louvre existe, il fonctionne, il implique un comportement solidaire de la part des co-signataires. Il s'agit d'une contribution importante pour la stabilisation monétaire. »

C'est là une raison de plus d'accélérer la prise de décisions en ce qui concerne le renforcement du SME. En la matière, les Douze, ou plutôt les huit qui participent au mécanisme des changes du SME (1), sont à peu près d'accord sur ce qu'il faut faire pour le rendre plus efficace mais sont loin d'être au clair sur la manière d'y parvenir, et en particulier sur les contraintes que cette seconde phase, de l'avis du

SME, impliquerait pour chacun d'entre eux. L'accord tacite qui a pu être constaté samedi porte : 1) sur la nécessité de mieux utiliser les marges de fluctuation qu'autorise le SME (2,25 % de part et d'autre des taux pivots), autrement dit de procéder plus systématiquement, et surtout de manière concertée, à des interventions intramarginales ; 2) sur le caractère indispensable d'une gestion coordonnée des niveaux et des « différentiels » des taux d'intérêt.

« Le SME ne peut reposer uniquement sur une politique de taux de change, qui est souvent une politique d'arrière-garde. Si nous mettons au point une politique cohérente des taux d'intérêt, nous aurons fait un pas important vers l'intégration monétaire », a résumé M. Eyskens.

Selon quelles méthodes mettre en œuvre cette double orientation ? Comment devra jouer la coopération ? En d'autres termes, quelles obligations nouvelles pourrait-il en résulter pour chacun des participants ? C'est à ces questions qu'il n'y a, pour l'instant, pas de réponse. On l'explique en disant là qu'il y a des problèmes chroniques à résoudre. C'est vrai. Par exemple, la portée exacte à donner aux interventions intramarginales, les modalités à utiliser pour les opérer (davantage d'ECU, moins de marks...), leur éventuel financement par la Communauté sont des questions qui doivent encore être approfondies. Mais, au-delà, il y a une divergence politique.

« On peut améliorer le fonctionnement du SME mais on n'a pas besoin d'instrument nouveaux », a commenté M. Gerhard Stolteberg, le ministre allemand manifestant son peu d'enthousiasme pour toute

innovation en matière de coopération monétaire.

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, estime, quant à lui, qu'il doit bien y avoir changement : les politiques économiques évoluant de façon beaucoup plus voisines que jadis, il faut passer, explique-t-il, d'un système où les pays à monnaie faible opéraient les ajustements nécessaires par rapport au modèle de référence allemand à un système plus « symétrique ». En clair, cela veut dire que les Allemands devraient accepter davantage que dans le passé une pratique « coopérative ».

Selon M. Delors, le plus sûr moyen de déterminer les obligations de chacun est de faire jouer l'« indicateur de divergences » qui est prévu dans le SME, mais qui n'a pas été utilisé.

M. Delors avait souligné que la libéralisation des mouvements de capitaux contribuait, au fur et à mesure qu'elle s'opérait, à chahuter davantage le marché des changes. Les ministres des finances ont cependant confirmé leur intention de parvenir rapidement à une libération totale des mouvements de capitaux dans la Communauté. Ils ont donné leur accord à la Commission pour qu'elle fasse des propositions à cet effet à l'automne prochain.

Dans la perspective de la réunion du Comité intermédiaire du FMI, les Douze ont abordé le dossier de la dette. « La France insiste pour que les pays les plus avancés prennent conscience des problèmes posés par l'endettement des pays les plus pauvres. Ceux-ci mettent en œuvre des programmes de redressement très sévères, mais sont néanmoins confrontés à de graves difficultés liées à la chute des prix des matières premières. La France considère qu'on ne peut accepter nuire, imposables, cette situation », a déclaré M. Edouard Balladur, qui présentera à Washington des propositions afin de mobiliser des ressources supplémentaires au profit des pays les plus pauvres, et en particulier des pays africains.

Cet appel du ministre français a apparemment été entendu par ses collègues de la Communauté. « Il faut poursuivre l'œuvre de solidarité en perfectionnant les instruments ; envisager un nouveau réajustement, c'est inévitable, à des conditions qui soient supportables pour les pays débiteurs », a ainsi déclaré M. Eyskens en rendant compte des travaux.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le Royaume-Uni, la Grèce, l'Espagne et le Portugal ne participent pas à ce mécanisme.

Social

En 1986

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires a baissé en « glissement » mais s'est accru en « moyenne »

Selon une étude de l'INSEE, publiée par *Economie et Statistique* de mars 1987, les traitements nets des fonctionnaires ont augmenté de 0,1 % de décembre 1985 à décembre 1986 : ainsi, en glissement, « leur pouvoir d'achat a baissé de 1,9 % car, pendant la même période, les prix de détail se sont accrus de 2,1 % ». Pour le pouvoir d'achat des traitements bruts, la baisse n'a été que de 1,2 %. Les résultats sont très différents en moyenne annuelle : les traitements bruts ont augmenté de 3,7 % et les traitements nets de 3,3 % soit, respectivement, un gain de pouvoir d'achat de 1 % et de 0,7 %.

En 1986, en effet, les fonctionnaires n'ont bénéficié que d'une seule hausse générale avec un rappel de 560 F versé en février au titre de la clause de sauvegarde pour 1985. Le gouvernement ayant décidé ensuite pour 1986 de « geler » les hausses générales de salaires dans la fonction publique, une seule mesure catégorielle est intervenue en faveur des instituteurs au 1^{er} janvier 1986 (le traitement brut de la catégorie B a ainsi augmenté de 0,86 %). Enfin, à partir d'août 1986, les traitements ont été grevés d'une retenue supplémentaire de 0,7 % au titre de la pension-vieillesse.

Publication du décret sur les « programmes d'insertion locale »

Un décret du 3 avril publié au *Journal officiel* du dimanche 5 avril précise le fonctionnement des « programmes d'insertion locale » (PIL) destinés aux demandeurs d'emploi âgés de vingt-cinq ans au moins percevant l'allocation de solidarité versée par l'Etat (les partenaires sociaux de l'UNEDIC doivent se rencontrer le 7 avril pour décider s'ils étendent la formule aux bénéficiaires des allocations d'assurance-chômage).

Selon ce décret, les PIL peuvent être organisés par les associations sans but lucratif, les fondations, les collectivités locales, les établissements publics, les organismes de Sécurité sociale, les mutuelles, les comités d'entreprise et les gestionnaires de services publics. La durée des programmes est de six mois, renouvelable une fois. Quatre-vingts à cent heures par mois doivent être consacrées au stage proprement dit, dont l'horaire hebdomadaire doit permettre au stagiaire de rechercher un emploi.

Les stagiaires recevront une allocation de l'Etat égale à celle qu'ils percevaient à leur entrée en stage, ou à celle qu'ils auraient perçue au moment du renouvellement du stage. Cette allocation est revalorisée de la même façon que l'allocation de solidarité. Son versement est subordonné à une convention entre l'Etat et l'organisme responsable du programme.

Le « Bilan économique et social » 1986 à nouveau disponible

En raison de son succès, le *Bilan économique et social* 1986, brochure éditée par le Monde, est venu à manquer chez certains marchands de journaux. Il est à nouveau disponible, il est à nouveau disponible, le Monde en ayant décidé la réimpression. Demandez-le à votre marchand de journaux.

FAITS ET CHIFFRES

• Accord de pêche entre les pays du Pacifique sud et Washington. — Les États-Unis et les nations du Pacifique sud ont signé un accord de pêche de cinq ans qui met fin à deux années de négociations ardues, vient d'indiquer le département d'Etat.

En vertu de cet accord, signé à Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), les thoniers américains pêcheront des licences pour pouvoir pêcher dans les zones économiques des nations de la région. De son côté, le gouvernement américain fournira une aide globale de 50 millions de dollars sur les cinq années de l'accord. Durant les négociations, l'URSS avait négocié un accord de pêche avec Kiribati (mais cet accord est arrivé à expiration sans être renouvelé) et un autre avec le Vanuatu, qui avaient provoqué des inquiétudes à Washington. Les autorités américaines craignaient qu'ils ne favorisent la pénétration soviétique dans la région. — (AFP).

• Sauvetage en mer : le SNSM a besoin de remplacer 29 canots. — La Société nationale de sauvetage en Mer (SNSM) a besoin de remplacer 29 de ses 30 canots « tous temps » dans les dix ans à venir, chacun valant 3 millions de francs, a indiqué le nouveau président de cette association, l'amiral Yves Leberghier. Le SNSM, qui a sauvé 920 personnes en 1986, mais a perdu 5 de ses sauveteurs lors du naufrage d'une vedette à l'Aberwrach'h, l'esté dernier, a besoin de se faire connaître pour être en mesure de financer ces achats grâce à la solidarité nationale, a-t-il ajouté.

• RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Fromentone veut investir 2 milliards pour se reconstruire », paru dans nos éditions du 4 avril, une coquille nous a fait supprimer la totalité des emplois industriels de l'entreprise. Il fallait lire : « 700 emplois seront supprimés cette année sur 3 800 en Seine-et-Marne », et non : « 3 500 emplois seront supprimés cette année, dont 700 en Seine-et-Marne ».

سكنا مع الرجل

150/100

Energie

Le ministre saoudien du pétrole en visite aux Etats-Unis

Obtenir un accord entre POPEP et les compagnies pétrolières

Après la Norvège, l'Union soviétique, l'Algérie et la Grande-Bretagne, le ministre saoudien du pétrole visite actuellement les Etats-Unis. Officiellement, sa mission est claire : convaincre l'opinion et les responsables américains, tenus par le protectionnisme, de renoncer à s'assurer les importations pétrolières.

En réalité, l'objectif de M. Hassan Nasser est double : parallèlement aux discussions officielles, se déroulent en secret des négociations cruciales avec les quatre grandes compagnies, membres de l'ARAMCO (1), le consortium qui exploite le pétrole saoudien. L'objet de ces contacts ? Mettre sur pied une nouvelle formule de contrat, permettant aux deux parties de partager les risques de variations des cours du brut, assure un haut fonctionnaire américain. C'est la condition posée par les compagnies pour reprendre leurs achats à l'Arabie saoudite, tombés au plus bas depuis plusieurs semaines.

Cet arrangement pourrait aller jusqu'à une participation du royaume aux résultats des raffineries et des réseaux de distribution outre-Atlantique. Il permettrait à Ryad de continuer à vendre son brut au prix officiel de 18 dollars le baril, comme il s'y est engagé depuis décembre, et donnerait aux compagnies l'assurance de limiter les pertes en cas de nouvelle chute des cours.

D'apparence technique, ces négociations sont vitales pour l'avenir du marché pétrolier. Elles visent à jeter les bases d'un nouvel ordre pétrolier. Si elles échouent, ce sera le retour au chaos et aux fluctuations des prix. Si elles réussissent, la stabilisation des cours autour d'un prix moyen de 18 dollars (contre 15 dollars en moyenne en 1986), soulagée par la totalité des milieux pétroliers, a des chances de durer.

V.M.

Un programme européen de formation continue dans les entreprises

L'Université par satellite

Un important projet de formation continue, dans le domaine des technologies avancées, est à l'étude, à l'initiative de cinq grands groupes industriels : British Telecom, Hewlett-Packard, IBM, Philips et Thomson. Ce programme, intitulé Programme européen de formation continue avancée (PACE), consiste à relier, par satellite ou par tout autre moyen moderne de télécommunication (vidéo, téléconférence...), les entreprises et les centres d'excellence de recherche, universitaires ou autres, pour permettre aux cadres, aux ingénieurs et aux techniciens de suivre, directement, des enseignements assurés par les chercheurs les plus avancés dans leur discipline.

S'inspirant d'une institution analogue qui existe aux Etats-Unis (la National Technological University), ce réseau doit permettre aux professionnels de se tenir constamment au courant des avancées de la recherche, sans avoir à quitter leur lieu de travail.

Dans un premier temps, le champ des disciplines touché par ce programme pourrait porter sur le génie logiciel, les matériaux nouveaux, les télécommunications, l'intelligence artificielle et la gestion de l'innovation technologique.

Lancé à l'occasion d'un forum franco-américain qui s'est tenu aux Etats-Unis en septembre 1986, ce projet est étudié par un comité directeur, présidé par M. Hubert Curien, ancien ministre de la recherche. Ce comité comprend cinq groupes de travail, animés, chacun, par une des firmes fondatrices, et chargés d'étudier les contenus de l'enseignement (Thomson), l'organisation (British Telecom), le marketing (IBM), les techniques (Philips) et le financement (Hewlett-Packard). Cette phase préparatoire aboutira à un second forum qui se tiendra en juin chez Thomson, à Jouy-en-Josas (1). Les premières émissions pourraient démarrer à titre expérimental, à la fin de cette année.

A terme, ce réseau devra s'autofinancer, grâce aux redevances que paieront les entreprises qui recevront les émissions. Un premier investissement assuré par les entreprises (les cinq premières, aux-

quelles d'autres pourront s'ajouter) et par la Communauté européenne, dans le cadre de son programme COMETT, doit permettre d'équiper les universités et les centres de recherche en matériel d'enregistrement et en émetteur. Les entreprises devront s'équiper, pour leur part, en matériel de réception.

Les cours retransmis pourront être conçus spécialement pour PACE ou correspondre aux enseignements donnés aux étudiants. Ils pourront aboutir à un diplôme et être accompagnés d'autres instruments pédagogiques (documents écrits, exercices...). Les enseignants et les établissements d'enseignement recevront une rémunération pour ces prestations. Les cours pourront être repris par d'autres établissements

universitaires, ce qui peut permettre de fournir aux étudiants des programmes de formation provenant de plusieurs universités, de pays européens différents.

Plusieurs problèmes restent à résoudre, comme la désignation des centres universitaires et de recherche qui réaliseront les premiers programmes (qui dépendra à la fois de leur compétence scientifique et de leur équipement technique) et la langue utilisée (« tout anglais » ou traduction simultanée ?).

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Le secrétariat du programme PACE est assuré par M. Ladislav Cerech, directeur de l'Institut européen d'éducation et de politique sociale, Université Paris-IX Dauphine, 1, place de Lauro-de-Tassigny, 75116 Paris, tél. : 47-27-06-41 ou 42-03-1-410, poste 3000.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Le noyau dur de la BTP privatisée

Avant que ne débute, le lundi 6 avril, l'offre publique de vente de la Banque du bâtiment et des travaux publics (voir le Monde daté 5-6 avril) au prix de 130 F l'action, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a arrêté la composition du bloc d'actionnaires stables. Ceux-ci détiendront 51 % du capital de la BTP. Ce bloc de contrôle est composé de la Fédération nationale du bâtiment (20,5 %), de la Fédération nationale des travaux publics (11,5 %), d'un groupe comprenant le Comptoir central de matériel d'entreprise, le CCF, le Comptoir des entrepreneurs et la banque Harvet (8 %), du Crédit lyonnais (5,5 %) et du Crédit foncier (5,5 %).

Thé : le Pakistan accuse Unilever de pratiques monopolistiques

Le Pakistan vient d'ordonner l'ouverture d'une enquête sur des « irrégularités » qu'aurait commises la firme Unilever, qui détient 95 % du marché national à travers ses deux filiales Brook Bond et Lipton Tea. Selon Islamabad, Unilever, qui possède des plantations de thé au Kenya, a obligé les Pakistanais à utiliser du thé kényan d'un prix élevé, au lieu de s'approvisionner auprès des fournisseurs tradition-

nels comme Sri-Lanka, le Bangladesh ou l'Indonésie.

Vers un rachat de Spantax par Aviation Finance

La compagnie suisse Aviation Finance Group va prendre le contrôle de la compagnie espagnole de charters Spantax. L'accord prévoit la mention des postes de travail, l'acquisition d'avions McDonnell-Douglas et Lockheed, un investissement de 100 millions de francs environ et une prise en charge de la dette de Spantax vis-à-vis de l'Etat espagnol (8 milliards de pesetas). — (AFP.)

M. Edouard Balladur annonce une baisse de l'impôt sur les sociétés dès 1987

De notre bureau de Lyon

devient payer au mois d'août », a précisé M. Balladur.

Revenu directement de Knokke-le-Zoute — où il avait participé pendant trente-six heures à la réunion des ministres des finances de la Communauté économique européenne — pour inaugurer la Foire de Lyon, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a annoncé que les effets de la réduction (de 45 à 42 %) du taux de l'impôt sur les sociétés, prévue pour 1988, seront perceptibles dès cette année. La diminution s'appliquera au « montant total des comptes payés par les entreprises, au titre de 1987 ». Le gouvernement soumettra à cet effet au Parlement un texte au cours de la session de printemps et cette baisse « sera très probablement opérée sur l'acompte que les sociétés

M. Balladur a consacré le reste de son propos à réaffirmer les grandes lignes de la politique suivie depuis un an par le gouvernement. M. Balladur a exclu, même s'il comprend l'impatience des uns dans ce domaine, toute relance de la croissance. « La France en a fait deux fois l'expérience au cours des six dernières années et, chaque fois, cette expérience s'est soldée par un échec », a-t-il rappelé. Et si, pour M. Balladur, l'aide à l'investissement, autre moteur de la reprise, est souhaitable, elle ne peut prendre que la forme de celle choisie par le gouvernement, à savoir l'allègement des charges des entreprises, et non celle d'aides fiscales.

BERNARD ELIE.

Faites vos séminaires dans un Monument Historique.

625^F

Découvrez le charme unique d'Holiday Inn République. L'hôtel idéal pour vos séminaires (hôtel 4 étoiles, salle pouvant contenir 300 personnes, 16 salles de réunion, équipement audiovisuel très complet).

625 F. Ce prix comprend par personne :

- Hébergement en chambre double (215 F de supplément pour une chambre individuelle).
- Petit déjeuner buffet américain.
- 1 salle de réunion, • 2 pauses café.
- Dégustation avec boissons et café compris.
- Offre valable pendant les vacances scolaires, les week-ends (exceptés les périodes de Noël, juillet-août 1987) selon les disponibilités et réservation préalable pour un minimum de 10 personnes.
- 1/2 bouteille de champagne est offerte aux participants si le nom "Le Mynde" est indiqué au moment de la réservation.

10, place de la République - Paris 75011 - Tél. : (1) 43 55 44 34 - Télex : 210451 Holiday F.

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.



Holiday Inn

Social

En 1986

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Le rachat des fonctionnaires en « glissement » a été accru en « moyenne »

Entre toutes les marques, il sait me conseiller.

ECONOCOM
— LE COACH —
INFORMATIQUE
DE L'ENTREPRISE



ECONOCOM invente un nouveau métier, celui de conseil distributeur en informatique professionnelle. ECONOCOM analyse les besoins informatiques de l'entreprise, depuis l'élaboration du schéma directeur jusqu'à la définition d'une architecture adaptée. ECONOCOM conseille les utilisateurs dans leurs choix de matériels et de logiciels performants et assure l'ensemble des services d'accompagnement. ECONOCOM étudie l'offre informatique mondiale. ECONOCOM sélectionne, teste les matériels et les logiciels. ECONOCOM qualifie les produits avec le label "distribué par ECONOCOM" qui garantit le suivi et la maintenance de chaque ligne. Etre un partenaire et un guide pour les utilisateurs, c'est la volonté d'ECONOCOM, le coach informatique de l'entreprise.

DEMANDE D'INFORMATION GRATUITE

☐ Je désire être contacté par un ingénieur commercial d'Econocom France.

☐ Je désire recevoir la brochure d'Econocom France.

Nom _____
Prénom _____
Fonction _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____
Téléphone _____



ECONOCOM
— LE COACH —
INFORMATIQUE
DE L'ENTREPRISE

COUPON-RÉPONSE A RETOURNER
A PATRICIA KAPLER
ECONOCOM FRANCE
14-20, RUE PERGOLÈSE - 75116 PARIS
Tél. : 45.02.16.17 - Télex : 648250
RENSEIGNEMENTS SUR MINITEL
3614. CODE 17504037116

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRIVATISATION DE LA BANQUE
DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICSOffre publique de vente par l'Etat de
1 068 000 actions de La BTP

PRIX DE VENTE: 130 F par action

DURÉE DE L'OFFRE:

Les ordres d'achat devront être déposés à partir du 6 avril 1987 et au
plus tard le 10 avril 1987 auprès d'une banque, d'un agent de
change ou de tout autre intermédiaire.

Pour toute information, téléphonez au (1) 46.40.71.71.

En achetant ses actions, participez au dynamisme de La BTP.

BANQUE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
253, boulevard Poincaré 75002 Paris Cedex 17

SLIMINCO

Conseil d'administration
du 31 mars 1987

Le Conseil d'administration, qui s'est
réuni le 31 mars 1987 sous la présidence
de M. SAUTY de CHALON, a pris
connaissance des résultats et de l'acti-
vité de la Société au cours de l'exercice
écoulé.

Le bénéfice net de l'exercice qui
s'établit à 132,1 millions de francs per-
met de proposer à l'Assemblée générale
ordinaire qui se réunira le 21 mai 1987
un dividende de 49 F incluant un avoir
fiscal de 1,11 F, en progression de
4,92 % sur un capital augmenté.

Ce bénéfice s'entend après environ
20 millions de francs d'amortissements
exceptionnels. Il résulte d'un chiffre
d'affaires qui s'est élevé à 374 millions
de francs contre 344,9 millions de francs
pour l'exercice 1985, soit + 8,44 %.

Les engagements nouveaux de la
Société d'un montant de 332 millions de
francs ont été traités, exclusivement en
crédit-bail immobilier, dans des condi-
tions satisfaisantes. Les engagements
bruts cumulés ressortent, à la fin de
l'exercice, à 2,5 milliards de francs
contre 2,3 milliards de francs au
31 décembre 1985.

Les prévisions pour 1987, tant en pro-
duction qu'en résultat, apparaissent
d'ores et déjà favorables, ce qui devrait
permettre une nouvelle progression du
dividende.

Par ailleurs, une Assemblée générale
extraordinaire des actionnaires sera
convoquée le 6 mai 1987 afin de renou-
veler au Conseil l'autorisation d'Éternit,
le cas échéant, en une ou plusieurs
fois, des obligations à bons de souscrip-
tion d'actions pour un montant maxi-
mum porté à 500 millions de francs, et
décider des modifications statutaires.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



Le conseil d'administration s'est
réuni le 26 mars 1987, sous la prési-
dence de M. Serge Housset, pour
examiner les comptes de l'exercice
1986.

Le bénéfice net s'élève à
66 647 908,19 F (+11,56 % par
rapport à celui de 1985) après
32,5 millions de francs de dotations
aux comptes d'amortissements et de
provisions.

Compte tenu de la création de
52 918 actions par conversion
d'obligations, le bénéfice net par
action progresse de 8,9 % (6,4 %
hors plus-values). Les résultats sont
donc satisfaisants, même si l'on fait
abstraction de la réalisation des
plus-values de cessions au cours de
l'année 1986 (3,1 millions de francs
au lieu de 1,4 million de francs en
1985). Ils ont obtenu notamment
après un nouveau accroissement des
amortissements et provisions de
8,5 %.

Ce bénéfice permettra de proposer
à l'Assemblée générale ordinaire,
qui se tiendra le 14 mai 1987, un
dividende de 25 F par action, en
hausse de 4,17 % par rapport à
l'exercice précédent, soit environ
deux points de plus que l'inflation.
Depuis 1982, le dividende a connu
une croissance moyenne de 9,3 %
par an, régulièrement supérieure à
la dérive monétaire.

Cette évolution positive devrait
raisonnablement se poursuivre
notamment en raison de la reprise
des investissements de SICOEL
dont les engagements nouveaux se
sont élevés en 1986 à 121,5 millions
de francs, en hausse de 43 %.

Ces nouvelles opérations, réali-
sées à hauteur de 40 %, principa-
lement sur des immeubles de bureaux
destinés à la location simple, tradui-
sent la volonté de SICOEL de ren-
forcer et de diversifier son patri-
moine foncier.

Cette politique, qui permet de
produire efficacement les capitaux
investis contre l'érosion monétaire
comme la sécurité des revenus liés
à la qualité des immeubles et des
locataires, doit conforter le titre
SICOEL dans une optique de pla-
cement à moyen et long terme.



Au cours de sa réunion du 27 mars, le
conseil de surveillance a vérifié les
comptes 1986 établis par le directeur.

Le chiffre d'affaires consolidé s'éta-
blit à 2,9 milliards de francs, en dimi-
nution de 8,5 % malgré une légère croi-
ssance pour les filiales françaises. Ceci
proviendrait essentiellement de la baisse du
dollar, qui influence le calcul des ventes
des filiales nord-américaines.

Le résultat des opérations courantes
est en progression sensible. Il s'établit à
332,9 millions de francs contre
269,8 millions en 1985, soit +23,4 %, ce
qui rend compte des bonnes perfor-
mances de la plupart des filiales fran-
çaises.

Des pertes et dépréciations excep-
tionnelles importantes conduisent à enre-
gistrer un résultat exceptionnel négatif de
80,8 millions de francs. Elles correspon-
dent, en France, à la suppression des
surplus de la filiale Éternit, et, à l'étranger,
à la suppression des plus-values de la
société TULIERES MARLEY RETO-
FAN (trilles béton) et, aux États-Unis,
à l'arrêt progressif de la société ROCK-
WOOD INDUSTRIES, spécialisée
dans l'isolation en laine de roche.

Dans ces conditions, le bénéfice net
consolidé, qui se situe à 250 millions
de francs, est en baisse de 12,7 % par
rapport à celui de 1985, soit 281,21 F
par action contre 316,84 F l'année
dernière.

Le bénéfice net de la S.A. FINAN-
CIÈRE ÉTERNIT ressortit à 94 mil-
lions de francs.

Il sera proposé à l'Assemblée générale
ordinaire, qui se tiendra le 14 mai pro-
chain, le paiement d'un dividende de
37 F net, assorti d'un avoir fiscal de
18,50 F. Par ailleurs, le directeur a fait
part de son intention d'utiliser l'autorisa-
tion que lui a accordée l'Assemblée
générale extraordinaire de 1985, d'aug-
menter le capital. Il sera ainsi procédé,
en juin 1987, à une émission d'actions
gratuites sur la base d'une nouvelle
jouissance 1^{er} janvier 1987, pour quatre
actions.

Le groupe a réalisé, en fin d'année
1986, de nouvelles acquisitions dans ses
deux métiers de base. Dans le domaine
des fibres-ciment, il a pris le contrôle à
100 % de la société italienne ÉTERNIT
REGGIO EMILIA, complétant ainsi
son implantation sur ce marché. Dans le
domaine des records et accessoires en
plastique pour le bâtiment, il a acquis
30 % de la société allemande KESSEL, qui
devient son partenaire principal et
l'implantation sont très complémentaires
de celles des filiales françaises. D'autre
part, début 1987, le groupe est
entré à hauteur de 26 % dans le capital
de la société allemande KESSEL, qui
bénéficie d'une très bonne notoriété
dans le secteur de l'assainissement
domestique. Cette association devrait
améliorer encore les positions de cette
société de notre groupe sur le marché
européen.

CAISSE DE GESTION
MOBIÈRE - C.G.M.

Le conseil d'administration de la
CAISSE DE GESTION MOBIÈRE
s'est réuni le 17 mars 1987 pour statuer
sur les comptes de l'exercice 1986.

Le total du bilan s'établit à
23 653 221 973 F.

Le bénéfice s'élève à 67 585 712 F
soit une progression de 82 % par rapport
à l'exercice précédent.

Le bénéfice s'entend après amortisse-
ment intégral des frais d'émission d'un
emprunt de 500 millions de francs en
décembre 1986, et dotation d'une provi-
sion ayant payé l'impôt pour déprécia-
tion éventuelle du portefeuille-titres por-
té de 21 millions de francs à
99 millions de francs.

Le Conseil d'Administration a décidé
de proposer à l'Assemblée générale des
actionnaires la distribution d'un divi-
dende de 40 F par action (auquel
s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de
20 F), soit une progression de 100 %.

Après affectation des résultats et sui-
vant les critères du coefficient de con-
verture des risques, la référence des
fonds propres s'élève à 363 millions de
francs.

De son côté, la filiale COPRIPAL a
clos son exercice d'une durée exception-
nelle de dix-neuf mois avec un résultat
net de 4 millions de francs.

GROUPE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SOGEBAIL



Le conseil d'administration s'est
réuni le 11 mars 1987 sous la prési-
dence de M. Jean-Paul DELA-
COUR pour arrêter les comptes de
l'exercice 1986 qui seront soumis à
l'Assemblée générale du 30 avril
prochain.

Au 31 décembre dernier, le
patrimoine immobilier de SOGE-
BAIL atteignait 6 508 millions de
francs en valeur brute, soit
4 387 millions de francs après
amortissements, et le montant des
décaissements restant à effectuer
sur engagements donnés s'élevait à
556 MF.

Le total des fonds propres (capitaux,
primes et réserves légales)
s'élève à 1 290,4 MF.

Les résultats locatifs de l'exer-
cice ont atteint 89,5 MF et le
bénéfice net 305,4 MF dont
49,5 MF de plus-values réalisées
sur des cessions d'immeubles à
leurs locataires. Le conseil propose
à l'Assemblée un dividende
global de 89 MF l'impôt statutaire
et pour le solde soit 201,2 MF.
Les profits d'indemnisation à répartir
entre les diverses catégories
d'actions en fonction des indem-
nités propres à chacune des immeu-
bles qu'elles ont contribué à
financer.

Dans un climat concurrentiel
très vif, SOGEBAIL a pu contrac-
ter 643 MF d'engagements nou-
veaux en finançant des investisse-
ments plus diversifiés et plus
nombreux que par le passé
(52 opérations contre 36 en 1985).

SOGEBAIL est la principale
société de crédit-bail immobilier
du GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉ-
RALE; d'autres sociétés comme
SOGECOMI et SICOEL ainsi
qu'une société de crédit-bail non
Société - SOGEFIM - ont lar-
gement contribué à l'ensemble de la
production en crédit-bail immo-
bilier : les engagements globaux ont
concerné 128 immeubles qui à leur
achèvement représenteront une
valeur de 1 161 MF.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF	Au 26 mars
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	415 088
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	116 728
ECU	82 018
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 005
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 281
dont :	
Comptes au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT	740 625
dont :	
Effets acceptés	73 050
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECOUVRIR	72 215
5) DIVERS	14 802
Total	682 794

PASSIF	Au 26 mars
1) BILLET EN CIRCULATION	267 518
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 608
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	29 170
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	59 780
dont :	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	40 205
5) ECU A LIVRER AU RECOUVRIR	68 788
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 047
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 208
8) DIVERS	9 575
Total	682 794

CHANGES

Dollar: 6,07 F ↑

Sur les marchés des changes
assez calmes, le dollar s'est lé-
gèrement raffermi mardi 6 avril, après
son réajustement de la veille du
week-end. On a noté l'arrivée, sur
le place de Paris, de capitaux japo-
nais en mai de diversification.

FRANCFORT	3 avril	6 avril
Dollar (en DM)	1,159	1,209
TOKYO	3 avril	6 avril
Dollar (en yen)	146	146,28

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (6 avril)	713/16
New-York (3 avril)	515/11 1/2

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice global, de base 100: 31 décembre 1980

27 mars 1987

Valeurs françaises	114,2	113,8
Valeurs étrangères	112,8	112,2
Valeurs étrangères	112,8	111,1
Pétrole-Energie	117	112,8
Chimie	116	112,8
Métallurgie, mécanique	117	112,2
Électricité, électronique	116,8	114,7
Vêtements et textiles	115,8	112,8
Ind. de consommation, autres	116,1	112,1
Agro-alimentaire	113,2	111,7
Diversification	116,4	112,7
Transport, télécom, services	116,4	114,7
Assurances	108	105,9
Crédit bancaire	108,7	107,7
Services	108	107,5
Industrie et commerce	108,5	108,2
Industrie et commerce	114,4	114,1

Base 100: 31 décembre 1980

Valeurs françaises

Valeurs étrangères

Indice global

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs étrangères

3 AVRIL, Cours relevés
à 18 h 11.

Second marché (sélection)

SICAV (sélection)

First	1358	1380	Sign	480	484	Marathon	82	81 60 c	A.G.F. 8000	558 06	542 01	Fuchs EDU	585 51	558 54	Pionners on Hope	71747 77	71747 77
Frontier (Cal)	800	821	St. Charles, C.I.	450	457	Midland Bank Fr	82		A.G.F. EDU	1178 45	1166 78	Fuchs Premium	12561 40	12589 99	Pionners J.	55702 38	55702 38
First, Intermediate	8000	8040		444	449	A.R.F. Investment	78 50		A.R.F. Investment	472 94	461 40	Fuchs J.	1114 77	1113 60	Pionners D.	55700 53	55700 53

[illegible]

Actions	Prologis	450	460	Options	470 10	Call	220	Oil	34 70	34 50	Alcoa	210 62	525 22	Common Healthcare	771 28	736 25	Premium Oilseeds	10371 78	10251 08
	France I.A.D.	525	530	Swines	80	83 20	80	Pakistan Holding	188	200	A.L.T.O.	184 62	177 95	Gen. Rendimento	468 77	448 47	Pet/Ammoniac	22080 42	22680 42
	Comex II	8000	8100	Stairco-Coral	30	30	30	Alcatel	5792 92	5825 68	Amgen	5792 92	5825 68	Gen. S&P 500	813 88	776 97	Domestic Insurance	824	875 00

Adams Payment	1440	1340	Formal Lit	8000	8180	Stevens & Co	280	291	d	Pine Inc.	445	453	Amco-Hor	788 90	753 13	Hausmann Assoc.	1205 37	1205 37	POWER INVTAL	894	530 89
Amco-Hor (Ex 1)	1086	1080	Formal Paid Report	528		Stevens & Co	280	291	d	Procter Gamble	545	545	Amco-Hor	788 90	753 13	Hausmann Assoc.	1205 37	1205 37	Quincy	117 42	114 52
			GAS	1358	1301	Stevens & Co	280	291	d	Rock Coll	34 30	34 30	Amco-Hor	788 90	753 13	Hausmann Assoc.	1205 37	1205 37	Rennick	108 84	108 34

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Energy-Cons.	575	576	Invested Ind.	600	600	CP Inv. AGF Action	503 58	502 51	Invested Ind.	718 05	695 08	SP-Formid Value	12121 81	12025 61
BLNP-CI	606	614	Invested Ind.	360	360	Vault Mortgage	920	874	Invest. Port.	12775 30	12424 40	Simulac.	11214 02	11203 62
			Invested Ind.	604	610	Western Inv.	950	915	Invest. Port.	12640 80	12708 57	Simulac.	403 74	395 43

[illegible]

Long-Term	990	970	Swedish	876	879	Swedish	780	775	Hors-cote	Credit	933 97	438 5	Latin America	288 15	285 90	Swedish Loans (P)	769 37	748 16
Govt	1000	1000	Invest. (Std. Cont.)	3540	3540	Spanish	2750	36 75 d	Colo. France	281 72	278 16	Latin (47-term)	\$1009 82	\$1009 82	Swiss Loans (P)	1396 14	1393 05	
Canada	775	880		215	211	CPI	842	845	Colo. Mexico	2675 50	2529 61	Latin (expansion)	885 05	845 08	S.F.I. et de	627 38	609 12 d	

CAME	575	586	d	575	575	585	585	Calcutta	1280	1230	Clock Import	685 10	654 11 0	Leifer-Prance	375 20	359 19	Siemens	822 45	785 14
Compass Bar.	804	782		235	244 60 d	167	165	C.E.M.			Cross Frigate	366 95	359 45	Leifer-Prance	262 35	250 45	Star 8000	377 69	367 48
						162	155	Copied	179		Daniel	13120 24	13120 24	Leifer-Prance	348 69	333 67	Shanghai	810 17	594 17

Carbone-Lorraine	926	901	Libe-Sarrelouis	1380	1385	Taillings	2305	2260	Copper	510	510	Danone	12,121.47	12,121.47	Deere	348.95	353.97	General	910.01	909.17
C.E.F. Pig.	728		Lois-Expansion	360	360	Tantal-Aspirine	402		Dupont Ind. (Can.)	1144	1130	Danone-France	748.95	712.13	Lefferts-Colg.	147.22	140.54	Shaw	428.86	417.40
Chem. Reun.	9250	9250	Luxembourgeoise	480			766	766	Geac	350	350	Dynast-Brussels	1164.34	1111.54	Lefferts-Panama	64276.80	64276.80	Shawmut	228.51	220.45
									Geac	350	350	Lefferts-Rent	121.54	110.54	Shawmut					

Contract (M)	232.80	242	d	Local	485	506	d	Tor Effel	710	705	Hydro-Elec	330	331	Drum Seams	259.95	252.95	Lafayette Fuel	221.24	211.21	Shaw	420.00	408.54
Contract	115	114.80		Lower (Std)	1840	1840		Utter S.M.D.	836	830	Hydro-Elec	320		Drum Seams	148.94	142.18	Lafayette Fuel	1282.81	1262.68	S.L.-E	1267.05	1256.09
Contract	115	114.80		Lower (Std)	1840	1840		U.A.P.	2580	2407	Hydro-Elec	250		Drum Seams	1170.05	1160.67	Lafayette Fuel	11187.68	11187.68	S.L.G.	934.37	931.68

CBUS	896	890	Michigan Fed	54	54	U.S.	2000	2000	Southwest	1132 06	1132 05	U.S. Instruments	23254 92	23186 93	S&I	1238 25	1257 33
CFDE .....	.....	.....	Magnum Chicago	260	253 70	U.T.A.	2740	2700	U.S.	1141	1141	U.S.	71808 07	71087 10	Sopac	391 13	376 39
.....	.....	.....	Magnum S.A.	145	151	Viac	1652	1751	U.S.	421	448	U.S.	642 15	623 05 6	Sopac .....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	U.S.	587 53	587 53	U.S. ....	.....	.....	Sopac .....	.....	.....

[illegible]

CL. 1st	743	790	Mrs.	240	240	Women S.A.	150	150	Liberté	380	...	George Ammon	25734 07	25696 57	Monsie.	53381 86	53381 86	Sold Inven.	488 01	473 52
CL. 2nd	743	790	Mrs.	240	240	Women S.A.	150	150	Liberté	380	...	George Ammon	25734 07	25696 57	Monsie.	53381 86	53381 86	Sold Inven.	488 01	473 52
CL. 3rd	1028	1025	New Women	110	114 80	Bras. du Maroc	150	150	Union Démocratique	142	...	George Ammon	7845 47	7767 25	Monsie.	53381 86	53381 86	Technic.	1234 40	1198 45
CL. 4th	1028	1025	New Women	110	114 80	Bras. du Maroc	150	150	Union Démocratique	142	...	George Ammon	1562 08	1520 28	Monsie.	256953 70	256953 70	Taylor Co.	8148 46	8067 07 A

[illegible][illegible][illegible]

Free-Trade (S 1)	6 080	8 044	5 800	8 300	Or in Sale on Term)	81750	81800	Uruguay	1261 34	1261 34	1470 78	1431 42	Un-Rigged	3811 77	3257 08
								Uruguay	9775 02	9830 58	62464 25	62464 25	Uruguay	2328 41	2251 95
								Uruguay	950 21	534 16	1081 03	1070 82			

[illegible]

Belgium (100 F)	18 070	16 089	10 043	18 486	Price comparison (10 R)	369	Financing Plan	27471.52	27 199.52	Nepco-Eon	9263.80	5371.74	Yearbook	2481.10	820.78
Casino	204 750	204 820	286	304	Price index (20 R)	652	Fixed Payment	59741.65	58664.70	North-Sud Developp.	1228.51	1226.04	Variability	60705.12	60783.29
Cat. Ponder France	18 250	18 080	85	91 500	Price index (20 R)	479	Fixed Transmittal	1231.86	1174.84	Onix Regions	1039.58	1024.23	Value	1478.08	1478.58

[illegible]

Génes (100 dollars)	4 533	4 532	4 100	5 100	Pièces de 10 dollars	1620	1405	Fonds investis	125 60	118 35	Optimisme	895 42	890 52
Italie (1 000 lire)	4 670	4 670	4 400	4 900	Pièces de 5 dollars	800	.....	Fonction	286 60	272 65	Options et Rendement	52821 04	52139 98
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	Fonction	105 10 32	104 12 78	Optimisme	182 29	174 02

MINITEL	Suivies (100 k)	385 300	320 000	Plates de 160 points	3140	3130	France-Mat 198	100 000	HOTEL TO	France-Lesclap	100 000	174 000	c : coupon détaché
	Suivies (100 k)	95 430	95 450	Plates de 10 points	406	406	France-Ges	6074 74	6074 74	France-Ges	6074 74	530 71	d : offert
	Suivies (100 k)	47 345	47 345	Plates de 10 points	406	406	France-Ges	6074 74	6074 74	France-Ges	6074 74	530 71	e : à détacher
	Suivies (100 k)	47 345	47 345	Plates de 10 points	406	406	France-Ges	6074 74	6074 74	France-Ges	6074 74	530 71	

La gestion en direct de votre nouvelle personnel	France (100 pers.)	4 741	4 747	4 950	5 050	Or Lomé	420 86	418 85	France Algérie	668 59	671 83	Paribas Espagne	15 120 36	15 000 78	6 : droit décaissé
	Espagne (100 pers.)	4 287	4 295	3 800	4 800	Or Zurich	418 76	418 60	France Mex	127 74	128 48	Paribas France	115 05	111 70	6 : demandé
	Pologne (100 pers.)	4 287	4 288	4 350	4 780	Or Hongrie	418 85	418 85	France Portugal	457 85	458 37	Paribas Genève	852 05	851 85	6 : sans calculations

de votre portefeuille	Canada (\$ can 1)	4 544	4 500	4 330	4 170	Argentin Londres	6 20	6 35	France	447 44	434 41	Finland Ojastu	102 30	102 30	☆ : prix principaux
36.15 Japon LEMONDE plus BOURSE	Japon (100 yens)	4 137	4 143	3 980	4 170							Finland Ojastu	102 06	102 08	☆ : marché continu.

[Faint, illegible text from the reverse side of the page]

1. The first step in the process of identifying a problem is to recognize that a problem exists. This involves gathering information about the situation and identifying the specific issue that needs to be addressed.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Moscou déclare indésirables six Français. 3 La coopération entre Paris et Riyad. 4 Tchad : Paris hésite à étendre le dispositif « Espérance » au nord du 16 ^e parallèle. 5 Le voyage de Jean-Paul II en Amérique latine.	6-7 et 10 Le congrès de Lille réaffirme l'image à gauche du PS. 11 Neuf élections cantonales.	12 Le débat sur la privatisation des prisons. - En Espagne et en RFA, manifestations contre la discrimination des malades atteints du SIDA. SPORTS 14 Cyclisme : football.	15 Une journée Donatoni à Radio-France. 16 La Malade imagine, à l'Atelier. - Les Pompidou et leurs peintres. COMMUNICATION 16-17 L'attribution de TF1 au groupe Bouygues.	43 Les réunions préparatoires du FMI et de la Banque mondiale. 44 Le renforcement du SME. 45 M. Balladur annonce une baisse de l'impôt sur les sociétés dès 1987. 46-47 Marchés financiers.	Radio-télévision 18 Annonces classées 21 à 32 Carnet 20 Météorologie 20 Mots croisés 20 Loto, Suspendu 20 Spectacles 18	• Serrez-vous actionnaires de TF1 ? • « Allo Lotofte, c'est coco » : gagnez le dernier Sierrate. • Gagnez « L'Histoire au jour le jour ». Activités, immobilier, Bourse, Minitel, Télématel, Loto, 36-15 Tapez LEMONDE

L'attribution de TF1 à M. Bouygues

Les milieux politiques

• M. François Léotard : « Les fruits du système de médiation culturelle »... Je me félicite que les trois objectifs que s'étaient fixés le gouvernement en décidant de privatiser TF1 aient été, comme j'en étais convaincu, pleinement atteints : la procédure d'attribution a eu lieu dans un climat de clarté et de transparence totale ; les conditions du déroulement de la procédure confirment la réalité de la coupure que la loi a établie de manière irréversible entre le pouvoir politique et l'audiovisuel français ; nous recueillons, aujourd'hui, les fruits du système du médiateur culturel que j'avais proposé aux législateurs ».

• M. Edouard Balladur : « Pas la moindre préférence de la part du gouvernement »... La décision de la CNCL désignant M. Francis Bouygues comme repreneur de TF1 « n'est pas une manifestation d'indépendance de la part de la commission puisque le gouvernement n'avait pas fait état de la moindre préférence », déclare le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

• M. Jacques Toubon : « Le RPR prend acte »... Le secrétaire général du RPR « espère que le groupe Bouygues et ses partenaires

assumeront la responsabilité essentielle qui vient de leur être confiée avec impartialité, dynamisme et imagination. Nous prenons acte de la décision de la CNCL ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

• M. Jean-Marie Le Pen : « Nous jugerons l'usage »... Le président du Front national « espère que M. Bouygues tiendra ses engagements et donnera aux Français une Une de qualité, notamment soucieuse de l'honnêteté de l'information et du respect du pluralisme de la vie politique française ».

Les repreneurs

• M. Francis Bouygues : « Le téléspectateur n'a pas d'acquiescement à se faire. C'est ma plus grande joie professionnelle »... « Je déclare le numéro un mondial du bâtiment à l'annonce de sa désignation. « TF1 existe et marche bien, a-t-il précisé ; je conserverai tous les acquis. Ils sont considérables ; à partir de là, avec le concours de nous, TF1 fera mieux encore ». En indiquant qu'il « croyait qu'il fallait maintenir l'émission « Droit de réponse », M. Bouygues a indiqué que « le téléspectateur n'a pas d'acquiescement à se faire ». Confirmant qu'il sera le futur PDG de TF1, M. Bouygues a annoncé que les « directeurs d'antenne, commercial et de l'information de la « Une » seraient connus d'ici huit à quinze jours ».

• M. Robert Maxwell : « Nous avons marqué l'essai et nous allons le transformer avec l'ensemble du personnel de TF1 »... M. Robert Maxwell, PDG du groupe Pergamon Media Trust, « Le choix de la CNCL exprime la qualité du dossier produit et la solidité de l'équipe réunie autour de M. Francis Bouygues, a indiqué le magnat britannique de la presse ».

• La SET-Presse : « Les contacts nécessaires seront pris avec le groupe Bouygues »... La Société d'étude de la télévision par la presse (SET-Presse), qui regroupe une trentaine de groupes de presse, a rappelé, le 4 avril, que « le groupe d'acquéreurs animé par M. Bouygues a pris des engagements irrévocables à l'égard de la SET-Presse ». Dès lundi 6 avril, les contacts nécessaires seront pris avec le groupe Bouygues ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

• M. Michel Polac : « En prochain « Droit de réponse » sur les Maisons Bouygues »... L'animateur de l'émission « Droit de réponse », Michel Polac, a ouvert celle-ci, samedi 4 avril, par un hommage au PDG de TF1, M. Hervé Bouygues. « C'est un journaliste de profession, ça facilite les choses », a dit Michel Polac. « Je tire mon chapeau à Hervé Bouygues qui, en cinq ans, ne m'a jamais censuré d'aucune manière ».

Sur le vif

Mamie-maman

Vous avez vu dans le *Midi* ou *Sunday* le ventre rebondi de cette mamie sud-africaine, enceinte des œuvres de ses enfants. Une Blanche, oui. On lui a enfoncé trois embryons congelés fournis par sa fille et son gendre, quatre même, mais il y en a un qui n'a pas pris. Ils voulaient une famille nombreuse et puis, manque de pot, il y a trois ans, Karen accouche d'un premier enfant, ça se passe mal, il a fallu la viduer entièrement, lui enlever l'utérus après avoir sorti le gamin.

Ca lui a sauté le moral. Comment en fabriquer d'autres ? Deux de ses copines, brèves filles, offrent de la dépanner : l'une qu'à sa servir de notre ventre, fais comme chez toi, faut pas te gêner. Elle hésite, elle a peur de les dérangier, de les encombrer. Elle préfère demander ce service à sa mère.

Ravie, la mère, Pat, elle s'appelle. Mais, bien sûr, ma chérie ! Pas de problèmes : tu me les déposes après les fêtes de Noël, je te les coupe, je te les garde bien au chaud et tu les récupères, fin prêts, début octobre. Son mari n'a pas dit non, lui non plus. En bon homme d'affaires, il s'est empressé de signer un contrat d'exclusivité, photos, reportage et tout avec

est hebdomadaire anglais. Ce se monnaie une grande première mondiale.

Moi, je trouve ça génial, pas vous ? Se retrouver associée à quarante-huit ans, ou à soixante ans, paraît qu'il n'y a pas de contre-indication, même s'il ne s'agit pas d'un même fœtus mais de deux, c'est le pied ! Ça va ouvrir des horizons sans fin à plein de nanas sur le retour, jalouses de tous ces mecs qui se remariant avec des minettes et s'offrent une seconde jeunesse encombrée de biberons, de couches-culottes et de sucettes.

A nous maintenant de jouer à la mamie plutôt qu'à la mère. Alors, un bon conseil, les filles : pas de location-ventre, pas non plus de prêt sans intérêt échelonné sur tout mois. Réservez aux suppléments de vos enfants. Regardez ce qui est arrivé à cette pauvre Américaine, obligée, par ces salauds de juges, à honorer son contrat en déviant la marchandise, le fameux Baby M., à l'acheteur. Un cordon ombilical, ça ne se coupe pas comme ça. On s'y attache à cas petites bêtes-là. Il est à vous, votre ventre. Tout ce qui est sort et tout ce qui y rentre aussi. Profitez-en.

CLAUDE SARRAUTE.

URSS

Les locaux de la nouvelle ambassade américaine seraient truffés de micros

Washington (AFP). — Rien ne va plus à Moscou, pour les services secrets américains : après le scandale des « marines » accusés d'avoir « fraternisé » avec des employés soviétiques de la mission américaine, la révélation, le dimanche 5 avril, que les locaux de la nouvelle ambassade des États-Unis à Moscou étaient truffés de micros, avant même que sa construction ne soit achevée, n'a rien arrangé.

Selon des responsables du renseignement cités par la presse améri-

caïne, les problèmes de sécurité des nouveaux bâtiments découlent de la décision prise en 1972 d'accepter l'utilisation pour la construction d'éléments préfabriqués produits en URSS, hors de tout contrôle américain, ce qui aurait permis aux Soviétiques d'implanter des micros en toute tranquillité. Ces mêmes responsables ont estimé qu'il valait mieux abandonner purement et simplement ce projet.

Interviewé par la chaîne de télévision CBS, M. Arthur Hartman, qui était ambassadeur à Moscou pendant la plus grande partie des travaux, a reconnu qu'il y avait « des évidences des problèmes ». Il a cependant insisté pour que l'on réfléchisse « avant de démanteler un bâtiment qui a coûté autant à construire ».

Les experts estiment qu'il en coûterait entre 20 millions et 40 millions de dollars pour remédier à ces problèmes de sécurité. La construction de la nouvelle ambassade a déjà coûté 190 millions de dollars, alors qu'elle devait être achevée en 1983 pour 90 millions de dollars.

Ces affaires de sécurité embarrassent Washington à quelques jours du voyage à Moscou du secrétaire d'État, M. Shultz, attendu le 13 avril dans la capitale soviétique.

Le numéro de « Monde » daté 5-6 avril 1987 a été tiré à 457.319 exemplaires.

A B C D E F G

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 avril

En hausse : + 0,85 %

La Bourse de Paris a démarré la semaine sur un bon pied, l'indice gagnant 0,85 % en séance du matin. Parmi les plus fortes hausses, on notait Géophysique (+ 6,03 %), Bouygues (+ 5,10 %) et Eurocom SA (+ 3,94 %). En repli figuraient Europe 1 (- 5,85 %), Sovac (- 3,4 %) et Eurafiance (- 2,72 %).

Valeurs françaises	Cours	Premier cours	Dernier cours
Accor	561	561	567
Agence France	2270	2270	2280
Air France	780	770	775
Banque Paribas	633	633	630
Bouygues	2780	2810	2810
B.S.A.	1481	1540	1526
Carrefour	6380	6380	6380
Chargem SA	2630	2670	2680
Club Méditerranée	1948	1980	1987
Compagnie Générale	693	704	705
Elf-Aquitaine	1255	1255	1255
Elf-Aquitaine	241 50	342	342 50
Esso	3370	3370	3370
Lafarge-Capelle	1675	1684	1682
Lyonnais des Eaux	3570	3580	3584
Michelin	1588	1584	1586
Modèle-Henry	2282	2286	2286
Nord-Meuse	1250	1255	1255
Octel S.A.	4615	4615	4630
Pernod-Ricard	1100	1106	1107
Pigeon S.A.	1485	1540	1537
Saint-Gobain	1725	1750	1750
Sonac	516	525	527
Soude France	800	808	807
Télécom France	3485	3500	3500
Thomson C.S.F.	1725	1750	1750
Tout-C.F.A.	497	497	498 50
T.S.T.	2580	2620	2624
Valéo	578	582	585

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique

Permanence téléx / bureau meuble, rédaction d'actes, constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

la Règle à Calcul

SICOB

STAND 5B 5027
"LA REGLE A CALCUL" AVEC HEWLETT-PACKARD

DEMONSTRATIONS : STATIONS DAO/CAO, PAO et de RESEAU sur HP VECTRA

Parc d'exposition de Paris Nord II, 93770 ROISSY-CHARENTON
CHARLES DE GAULLE
□ invitation au Sicob sur demande

LA REGLE A CALCUL 67, bd St-Germain - BP 300 - 75228 PARIS cedex 05 - Tél. : (0) 43.25.88.88 - Tlx : RAG. 201.324

DANS

ORDI

UNE DISQUETTE GRATUITE pour essayer Word Perfect sur IBM-PC chez votre marchand de journaux

Banc d'essai complet :

LES NOUVEAUX MACINTOSH

Une certaine idée de la perfection.

AVRIL 87

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Pourquoi détruire l'harmonie d'un vêtement en le raccourcissant ? Roland Eveline a créé, pour tous les hommes dont la taille est courte, une collection complète de prêt-à-porter. (Costumes, vestes, impers, pardessus, etc.). En sélection dans la Collection Printemps : le costume sport Prince de Galles (2.707 F), le veston anglais (1.855 F), l'imperméable réversible (2.400 F).

ROLAND EVELINE

167, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS TEL. (1) 42.60.4726 (PLACE DU THEATRE FRANÇAIS)

150